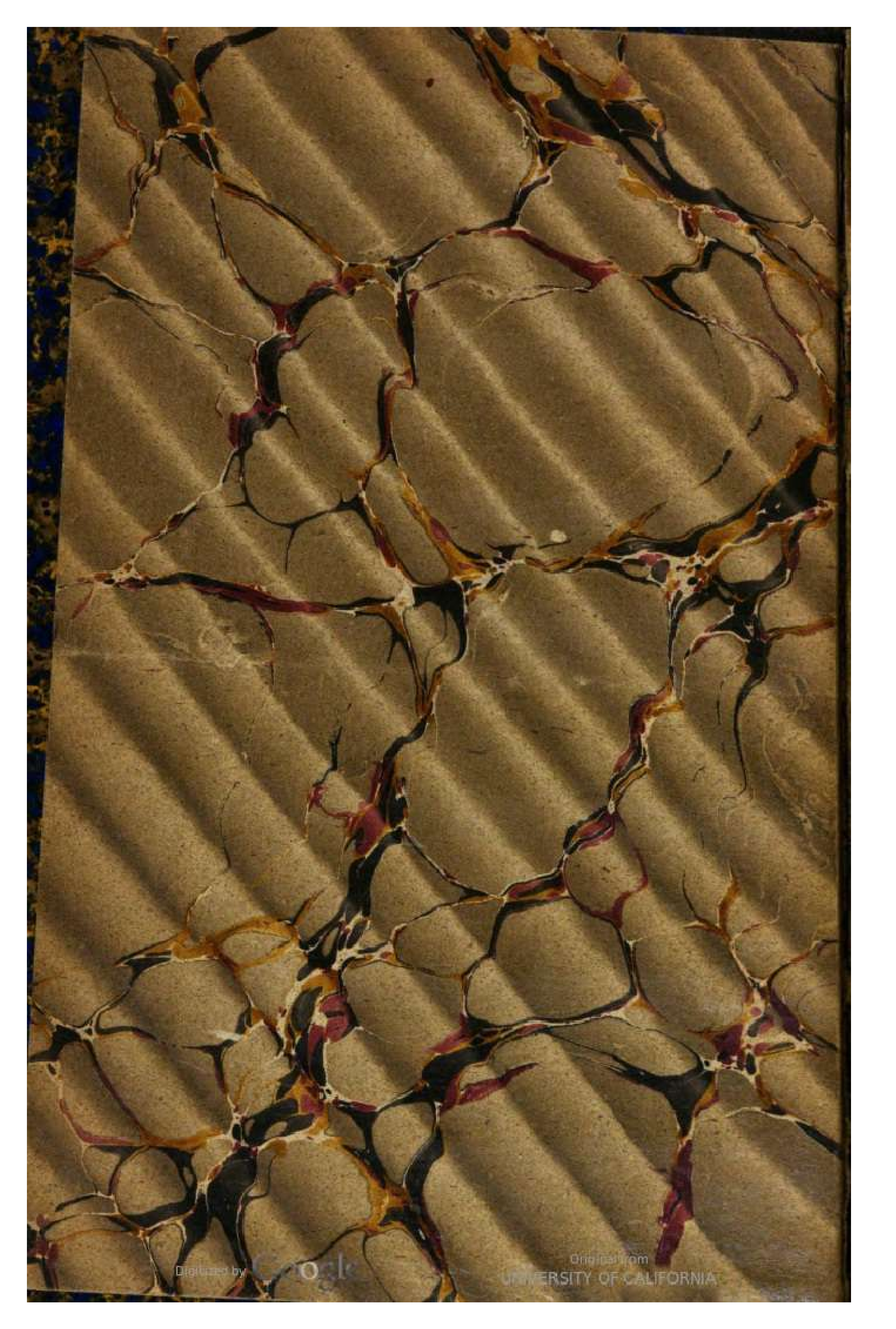
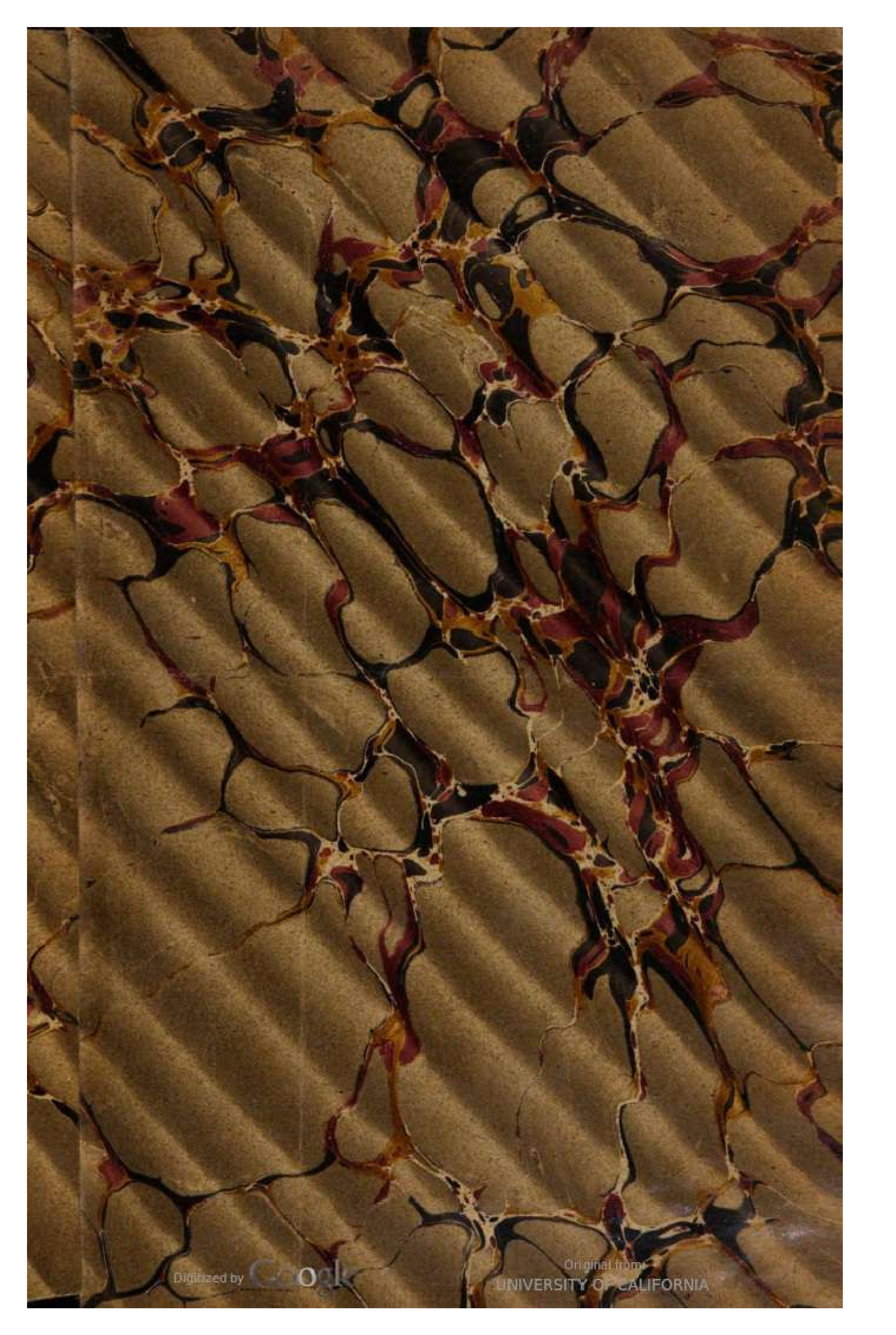








LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

II

VALMY



VERSAILLES
CERF ET FILS, IMPRIMEURS
59, RUE DUPLESSIS, 59

LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

VALMY

PAR

ARTHUR CHUQUET



PARIS

LIBRAIRIE LÉOPOLD CERF

13, RUE DE MÉDICIS, 13

1887

PRÉFACE

Ce volume est le deuxième d'une série d'études sur l'histoire militaire de la Révolution. Il fait suite au premier volume de cette série, l'*Invasion prussienne,* paru l'an dernier. Il renferme le récit de cette dramatique campagne de l'Argonne qui n'a duré, à proprement parler, que vingt jours, du 1er au 20 septembre. L'auteur s'est servi des documents français et allemands, imprimés et inédits, qu'il énumérait dans la préface de la *Première invasion prussienne.* Il souhaite à ce volume le même accueil qu'à son aîné.

CHAPITRE IER

SEDAN

I. Le successeur de Lafayette. — Labourdonnaye. — Grimoard. — Montesquiou. — Biron. — Custine. — II. Dumouriez. — Sa vie. — Son ministère. — Ses menées en Flandre. — Lettres à la commission des vingt et un, au président de l'Assemblée, à d'Abancourt. — Il reçoit le commandement en chef de l'armée du Nord. — Sa personne et son caractère. — III. Plan d'invasion des Pays-Bas. — Motifs qui déterminent Dumouriez. — Agathocle et Scipion. — Dillon nommé commandant entre Sambre et Meuse par Dumouriez et les commissaires. — Mesures d'offensive. — Malgré Servan, Dumouriez regarde toujours du côté de Bruxelles. — Arrivée de Westermann. — Lettres de Servan. — Départ de Dumouriez pour Sedan. — IV. Arrivée à Mézières. — Accueil des troupes. — Reparties du général. — Galbaud envoyé à Verdun. — Lettre aux commissaires. — Dumouriez revient à son plan d'offensive. — Sa dépêche du 29 août et le procès-verbal du conseil de guerre. — Vouillers à Paris. — V. Anxiété de Servan. — Ses lettres du 1er et du 2 septembre. — Money. — Gobert. — Approche de Clerfayt. — Dumouriez dans l'Argonne. — Il a devancé les ordres du ministre. — Opinions de Bülow et de Gouvion Saint-Cyr. — Il faut rassurer Paris.

I. La croisade entreprise par l'Autriche et la Prusse contre la France révolutionnaire n'avait, à vrai dire, commencé qu'au lendemain du 10 août 1792; mais les premiers coups qu'elle porta furent retentissants. L'armée d'invasion, composée de 42,000 Prussiens et de 15,000 Autrichiens, prenait Longwy le 23 août. Puis, tandis que les Autrichiens, commandés par Clerfayt, se dirigeaient sur Stenay, à quelque distance de Sedan, les Prussiens, continuant leur marche, mettaient le siège



devant Verdun, et cette place se rendait le 2 septembre. La Champagne semblait ouverte. L'alarme était à Paris et dans toute la France qui voyait tomber l'une après l'autre ses barrières de l'est. L'Europe, suivant d'un œil attentif les progrès des alliés, croyait que les troupes de Frédéric-Guillaume II, fortes de ces heureux commencements, de leur vieille renommée, de leur discipline et des intelligences qu'elles avaient dans l'intérieur, pénétreraient bientôt jusqu'aux portes de la capitale.

Heureusement, la Révolution, surprise, avait encore deux armées composées de régiments de ligne et des volontaires de 1791, qui tenaient la campagne et demeuraient intactes : c'était celle des Ardennes, campée près de Sedan, sous les ordres de Lafayette, et celle du Centre ou de Metz, commandée par Luckner. Mais il fallait donner de nouveaux chefs à ces armées, sur lesquelles reposait le salut de Paris, et mettre à la place de Luckner et de Lafayette deux généraux qui eussent assez de bravoure, de talent et surtout de réputation de *civisme* et de *patriotisme* pour satisfaire à la fois l'opinion et les soldats. Kellermann devint le successeur de Luckner [1]. Il n'était guère apte à conduire de grandes opérations, mais il passait pour intrépide ; personne ne doutait de son activité, de sa vigilance, de son dévouement à la Révolution et à la France ; le soldat l'aimait et la faveur publique se déclarait pour lui. Luckner, étranger, équivoque, hésitant entre le parti populaire et la royauté déchue, d'ailleurs usé par l'âge, affaissé pour ainsi dire sous l'épreuve inattendue et redoutable de l'invasion, reçut le titre de généralissime et alla s'établir à Châlons, loin des troupes qu'il eut l'air de commander en chef, et qui, en réalité, échappèrent désormais à sa direction ; nous l'avons, écrivait Servan, porté à Châlons où il pourra être utile sans nuire à la chose publique ni aux généraux s'il était encore assailli par quelques mauvais conseils [2].

Mais, avant tout, il importait de remplacer Lafayette.

[1] Voir *Première invasion prussienne*, le chapitre intitulé *Metz*, p. 201 et suiv.

[2] Arch. guerre. Servan à Dumouriez, 29 août.

On sait à quel point l'opinion s'était déchaînée contre lui. Le héros des Deux-Mondes, le chevalier de la Révolution, le fils aîné de la Liberté n'était plus que le singe de Cromwell ou de Monck, un Caïn, un factieux, un ami des despotes et un partisan de l'étranger, *le traître Motier*. Sa fameuse pétition du 28 juin et le rejet de sa mise en accusation par une majorité de 406 voix contre 224, furent une des causes du 10 août. Le décret qui l'absout, disait Chabot, a provoqué l'insurrection[1]. Le 13 août, le peuple de Paris se portait à la maison de Lafayette pour la piller et la Commune faisait effacer l'inscription gravée au-dessus de la porte. Le 14, les ministres se déclaraient convaincus de la nécessité d'enlever le commandement de l'armée du Nord à ce général qui n'avait plus la confiance de la nation[2]. Le 17, sur la proposition de Thuriot, l'Assemblée chargeait sa commission extraordinaire de lui « présenter un tableau des crimes de Lafayette », et le lendemain le conseil exécutif annonçait, aux applaudissements de la Législature, qu'il avait rappelé le général à Paris[3].

Quel serait le successeur de Lafayette ? Serait-ce Labourdonnaye, Grimoard, Dillon, Kellermann, Montesquiou, Biron, Custine, Dumouriez? Le choix du conseil exécutif ne pouvait s'arrêter que sur un de ces huit personnages. Deux n'étaient encore que maréchaux de camp : Labourdonnaye et Grimoard. Le premier, employé sur la frontière de Flandre, devait, après un séjour de courte durée à Châlons, où il seconda Luckner dans l'organisation de l'armée de l'intérieur, recevoir le commandement de toutes les forces du département du Nord. Il était, avant la Révolution, sous-gouverneur des enfants du comte d'Artois, mais on le regardait comme un chaud patriote. Il avait paru dans les clubs et s'était lié avec les principaux jacobins. Il réunit, écrivait Biron, à beaucoup de zèle et d'activité les principes du plus pur patriotisme. Mais Labour-

[1] Séance du 17 août, *Monit.* du 20.

[2] Procès-verbaux du conseil exécutif, deuxième séance.

[3] Voir sur les événements de Sedan, sur les desseins de Lafayette et son émigration, les détails complets donnés dans le volume précédent, *La Première Invasion prussienne*, p. 52-57.

donnaye n'avait pas le moindre talent militaire ; il est, disait Dumouriez, d'une médiocrité qui le met à cent piques au dessous de Kellermann. Les soldats ne le connaissaient pas, et son esprit inquiet, hautain, avide d'indépendance, le rendait insupportable à tous les officiers généraux [1].

Grimoard, maréchal de camp depuis le 6 février 1792, commandait alors dans la Haute-Normandie. Il avait été chef d'état-major de Bouillé. De nombreux mémoires sur la défense des frontières et ses plans de guerre offensive en Allemagne et en Italie le signalaient à l'attention des hommes du métier. On connaissait son attachement à Louis XVI ; mais on savait aussi qu'il était loyal et ferme. Il avait montré le sang-froid de son caractère et les ressources de son esprit en réprimant au mois de mars les troubles du département de l'Eure. On le fit venir à Paris ; il refusa le commandement de l'armée que Servan lui proposait, mais il écrivit un mémoire sur la situation militaire de la France et demeura près du ministre pour le conseiller et dire son avis à chaque incident de la guerre [2].

Les six autres personnages que pouvait choisir le Conseil avaient le grade de lieutenant général. Mais Dillon était bien médiocre et passait, non sans raison, pour un royaliste déguisé. Kellermann devait remplacer Luckner. Montesquiou commandait l'armée du Midi ; il avait accueilli les commissaires de l'Assemblée avec empressement et fait reconnaître par ses soldats les décrets de la Législative. Mais, dit Grouchy, il était plus habile à caresser l'opinion publique qu'à la mériter, et politique plutôt que militaire, il ne réunissait aucun des talents qui font le général [3]. D'ailleurs on le savait ami de Lafayette ; le 23 septembre Tallien l'accusait de désorganiser l'armée et Joseph Chénier proposait sa destitution ; on le laissa préparer lentement la facile invasion de la Savoie.

[1] Arch. guerre, Biron à Servan, 29 août ; *Corresp.* de Dumouriez avec Pache, 70 ; *Tableau historique*, II, 77 ; Dumouriez, *Mém.*, I, 349.

[2] *Tableau historique*, II, 77-78.

[3] Grouchy, *Mém.*, I, 8.

Biron était le fils d'un courtisan de Madame de Pompadour et le mari de cette Amélie de Boufflers dont tous les contemporains, excepté lui, ont loué l'angélique douceur. Il s'appelait Biron depuis la mort de son oncle ; mais il avait eu, sous le nom de Lauzun, d'innombrables bonnes fortunes qu'il a racontées dans d'amusants *Mémoires*. Il fut quelque temps le favori de Marie-Antoinette, et on vit la reine se parer d'une plume de héron blanche qu'il avait portée à son casque [1]. Ruiné par ses dissipations, par ses paris et par les courses de chevaux, il s'était jeté dans les aventures de la guerre et de la politique. Il servit en Amérique sous Rochambeau. Membre de l'Assemblée constituante, il se prononça pour la Révolution. Aussi, au mois de mai 1792, l'avait-on nommé général en chef de l'armée du Rhin. L'Alsace le demandait au ministre comme le seul officier-général dont les qualités civiles et militaires pouvaient la consoler de la perte de Luckner [2]. Mais on savait qu'il était attaché secrètement à ce parti d'Orléans qui ralliait tous les courtisans aigris et besoigneux. On n'ignorait pas sa complaisante affection pour Philippe-Egalité, dont il plaidait la cause auprès de Rivarol et de Bouillé. Lui-même avouait à Servan qu'il était l'intime ami du duc d'Orléans, et il demanda pour le jeune duc de Chartres le grade de lieutenant-général et le commandement de la place de Strasbourg [3]. Enfin, il n'avait qu'une connaissance superficielle de la guerre ; on se rappelait son échec de Mons au mois d'avril ; Lafayette et Dumouriez disent l'un et l'autre qu'il n'était pas grand militaire et manquait du tact indispensable sur le champ de bataille [4]. En réalité, Biron s'était amolli au milieu des applaudissements et des caresses des salons. La vie de frivolités

[1] *Mém.* du duc de Lauzun, p. p. Lacour, 1858, p. 191.

[2] Dietrich à de Grave, 9 mai, et Victor de Broglie à Servan, 21 mai (arch. guerre).

[3] Bouillé, *Mém.*, 249 ; Biron à Servan, 7 et 13 septembre (arch. guerre).

[4] Biron, dit Latour-Foissac (arch. guerre), n'était que brave et courtisan, et, quoiqu'il passât pour l'homme de France qui eût le plus d'esprit, il manquait de ce feu du génie militaire qui voit et saisit au même instant le parti qu'il peut tirer d'une circonstance périlleuse et inattendue.

et de plaisirs qu'il menait avant la Révolution, avait brisé en lui tout ressort énergique ; l'homme qui n'avait cherché que des succès de société et les fugitives faveurs de la mode, n'avait plus la force de jouer un grand rôle ; il garda sa tournure élégante et sa bravoure, mais le héros de roman ne put devenir un héros d'histoire. A l'armée du Rhin, il fut adoré de ses soldats qu'il sut discipliner et faire subsister ; on vanta son désintéressement, son esprit, sa grâce chevaleresque, l'aménité séduisante de ses manières ; les observateurs perspicaces le comparèrent à ce duc de Vendôme si populaire et si bienveillant envers tous, mais ils ajoutèrent qu'il avait l'indolence et la mollesse du vainqueur de Villaviciosa, sans avoir son génie. Biron se contenta, pendant son commandement, d'observer les Autrichiens d'Esterhazy et les émigrés de Condé ; il laissa le péril et l'honneur des opérations militaires à son lieutenant Custine [1].

Philippe-Adam de Custine avait commencé de bonne heure le métier des armes et vu la guerre dès son enfance ; à l'âge de sept ans, il assistait au siège de Maestricht. Il avait étudié à Berlin et à Vienne la tactique allemande et causé, aux manœuvres de Potsdam, avec le grand Frédéric. Engoué des traditions du système prussien, il envoya son fils à l'Académie militaire des nobles, se proclama le disciple du comte de Saint-Germain, fatigua le soldat par de ridicules exercices et acquit la réputation d'un chef tracassier et brutal. Lorsqu'éclata la guerre de l'Indépendance américaine, il partit, après avoir échangé le régiment de dragons qu'il commandait et qui portait son nom contre celui de Saintonge-infanterie. Il fut, à son retour, nommé maréchal de camp. (5 déc. 1781.) Député de la noblesse du bailliage de Metz, il se déclara pour la Révolution. Employé aux armées après la session, et lieutenant-général depuis le 6 octobre 1791, il ne cessa de donner des gages aux partis avancés. Il comptait obtenir un grand commandement. Le dur et impitoyable colonel de dragons était devenu le plus

[1] Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, IV, 287-308 ; Gay-Vernon, *Custine et Houchard*, 46-47 ; duc de Bellune, *Mém.*, I, 85, 91, 92 ; duc de Levis, *Souvenirs et portraits*, 192, 196, 199.

indulgent des lieutenants-généraux ; il rudoyait l'officier, mais il flattait le soldat. Sa moustache épaisse — on le surnommait le *général Moustache*, — son air martial, ses façons brusques et familières l'avaient rendu populaire dans l'armée. Sobre, robuste, très actif, disposé aux largesses, il possédait de grandes connaissances en administration militaire et savait écouter un bon avis. Mais, selon le mot de Biron, sa tête s'échauffait dans l'exécution [1]; l'ardeur de son tempérament l'engageait souvent dans un mauvais pas ; il avait gardé l'emportement de la jeunesse, et le péril où le précipitait sa fougue imprudente, achevait de lui ravir sa liberté d'esprit. Aussi, quoiqu'il fût très fier des compliments qu'il avait reçus de Frédéric II et de l'expérience qu'il rapportait de la guerre d'Amérique, hésitait-on à le nommer général d'armée. Vainement il obsédait le ministère de ses projets, de ses plaintes, voire de ses dénonciations. On lui préféra successivement Lamorlière, Biron, Dumouriez et Kellermann. Chacune de ces nominations excita son dépit et sa colère. Le vieux Lamorlière avait été chargé de commander l'armée du Rhin par intérim et Custine devait le seconder de ses conseils. L'ambitieux général se plaignit bientôt de la faiblesse de Lamorlière et de l'importance que s'attribuait le chef de l'état-major, Victor de Broglie ; à l'entendre, il n'avait pas assez d'autorité ; seul il jugeait sainement la situation ; seul il savait ce qu'il fallait faire, et si l'on restait sourd à ses avis, on devait s'attendre à tous les événements. Biron remplaça Lamorlière ; aussitôt Custine écrivit au ministre qu'on le nourrissait de couleuvres, qu'on ne cessait de lui donner de cruels dégoûts, que Biron n'avait ni ses longs services ni son expérience : « Washington et Rochambeau, disait-il, ont jugé que M. de Biron devait être à mes ordres, et on vient de proposer le contraire ! Je puis assurer que je ne compterai jamais dans ma carrière militaire de journée de Mons. » Il espérait succéder à Lafayette, et ce fut Dumouriez qu'on nomma. « Je suis loin, écrivit Custine au ministre, de ne pas croire aux talents de Dumouriez, mais en ai-je moins

[1] Biron à Servan, 23 août (arch. guerre).



montré que lui ! Ai-je moins prouvé de patriotisme, et une grande expérience, une grande habitude du commandement ne donnent-elles pas des droits ? » Quelques jours plus tard Kellermann remplaçait le vieux Luckner à l'armée de Metz. Custine exhala de nouvelles plaintes. Je le dis nettement, mandait-il à Servan, cette nomination est le coup de pied de l'âne, et il s'écriait devant Biron : « Quelle folie fera Dumouriez ? Brave sans doute, mais incapable de former ou de suivre un projet, pas plus d'habitude que Kellermann à manier des troupes. Et Kellermann ! Un homme de cette incapacité ! Quel plan peut-il sortir de sa tête ! Je le vois déjà en Bourgogne, si les ennemis font une marche sur lui. » On conçoit que ces récriminations nuisaient beaucoup à Custine ; les jacobins de Strasbourg écrivaient assez justement qu'il n'était qu'un brouillon, tourmenté d'une ambition démesurée, et qui n'avait jamais su ni obéir ni commander [1].

II. Il ne restait donc qu'à choisir Dumouriez, et, dit un contemporain, on fut heureux de le trouver : son nom n'était point populaire, ni sa fidélité bien sûre, mais comme personnage politique et comme militaire, il pouvait rendre d'éminents services [2].

Il était né en Flandre, à Cambrai, le 25 janvier 1739, mais il descendait d'une famille parlementaire de la Provence. Il mêle ainsi le sang-froid du Nord à la vivacité méridionale. Son père, commissaire des guerres, et poète à ses heures, a fait une tragédie, *Demetrius*, et traduit le *Richardet* de Fortiguerra. Après avoir étudié chez les jésuites du collège Louis-le-Grand et suivi son père en Hanovre, le jeune Dumouriez s'engagea comme volontaire dans le régiment de cavalerie d'Escars. Il reçut bientôt un brevet de cornette (21 octobre 1758) qu'il

[1] Arch. guerre, corresp. de Custine avec le ministre, lettres à Servan (4, 6, 14 juin), à Lajard (14, 16, 24 juillet), à Clavière (24 août), à Servan (2 septembre), à Biron (7 et 11 septembre) ; lettre des jacobins de Strasbourg au ministre (juin) ; sur Custine voir Jomini, Gouvion-Saint-Cyr et surtout Lavallette, *Mém.*, I, 123, et Gay-Vernon, *Custine et Houchard*, 48-49.

[2] Daunou, *Mém.*, édit. Barrière, 410.

justifia par une bravoure extraordinaire. Il servait sous les ordres de Fischer, le plus habile chef de partisans qu'ait eu la France au XVIIIe siècle. A Warbourg, il rallia deux cents cavaliers autour du drapeau de son régiment et couvrit la retraite. La veille de Clostercamp, il fut assailli par des hussards prussiens et abandonné de son escorte ; il se battit avec fureur et ne se rendit qu'après avoir mis cinq de ses ennemis hors de combat, le visage brûlé par des grains de poudre, le front déchiré, le bras presque fracassé. Une balle de carabine l'aurait étendu mort ; un exemplaire des *Provinciales* qu'il avait dans sa poche, amortit le coup (15 octobre 1760). Il fut nommé capitaine et reçut la croix de Saint-Louis ; il n'avait alors que vingt-quatre ans. Réformé le 1er janvier 1763, il demeura quelque temps à Paris et se lia d'une étroite amitié avec Favier. Ce Favier, l'homme de France qui savait le mieux son Europe, était l'un des principaux agents de la diplomatie secrète de Louis XV ; il avait composé pour le comte de Broglie, qui fut l'âme de cette diplomatie, un livre complet sur la politique étrangère de la France, les *Conjectures raisonnées sur l'état de l'Europe ;* c'est le théoricien de la diplomatie révolutionnaire ; il critiqua le premier, avec une vive sagacité, le système autrichien et préconisa l'alliance de la France avec la Prusse ; Sémonville, Maret, Barthélemy le reconnaissent comme leur maître ; Favier, dit Dumouriez, m'apprit tout ce que je sais en politique [1].

Fatigué de son inaction, le jeune officier résolut de courir le monde, et dès lors, sa vie est celle d'un génial aventurier qui cherche partout à se pousser et à se produire, tire parti de chaque occasion et de chaque rencontre, tantôt faisant le soldat l'épée au poing, tantôt agent secret, toujours actif, résolu, prenant parfois la grande route, mais le plus souvent les chemins couverts et les voies souterraines. Cette existence équivoque et flottante a gâté Dumouriez ; il en a contracté les vices et gardé la marque jusqu'à ses derniers instants. Il étudia le fort et le faible de chaque pays, mais il joua tous les rôles, même ceux de condottiere et d'espion ; si son

[1] Voir sur Favier, Senac de Meilhan, le duc de Broglie, A. Sorel.

caractère se trempa fortement, il se défit de tous les scrupules.

Il s'offre d'abord à Gênes contre Paoli, puis à Paoli contre Gênes ; repoussé par la République et par le héros corse, il s'abouche avec Costa, chef d'un parti hostile à Paoli, débarque à Porto-Vecchio, trace quelques retranchements à Bogognano, se met à la tête des gens de Sartène et tente l'assaut de Bonifacio. A son retour en France, il se présente au duc de Choiseul qui le chasse. Il passe en Espagne; il obtient une mission du marquis d'Ossuna ; il visite Lisbonne et Coïmbre, parcourt la région du Douro, recueille des notes de toute espèce, rédige pour le marquis d'Ossuna et le duc de Choiseul un système d'attaque et de défense du Portugal. Aide-maréchal général des logis dans l'expédition de Corse (10 mai 1768), il propose des plans, se querelle avec M. de Marbeuf, enlève des redoutes, essaie avec une poignées d'hommes de s'emparer du port de l'Ile Rousse et fait capituler le château de Corte. En 1770, Choiseul l'envoie en Pologne : Dumouriez était chargé d'organiser l'infanterie des confédérés de Bar [1]. Il appela de France la *crème* des aventuriers et recruta des déserteurs ; il acheta des fusils de tous les côtés ; il fit sa place d'armes du château de Landskron. Mais d'Aiguillon le rappela ; il revint, certain que les Polonais, ces Asiatiques de l'Europe, comme il les nommait, perdraient bientôt leur indépendance.

Il entra dans cette diplomatie confidentielle et occulte qu'on appelait le *secret du roi*. Il en fut la victime. Louis XV l'avait chargé de se rendre à Hambourg pour y former un corps de sept mille hommes destiné à secourir la Suède contre la Russie. Mais la négociation où s'engagea Dumouriez fut tellement obscure que Louis XV lui-même n'y comprit plus rien ; le ministre de la guerre et le ministre des affaires étrangères en ignoraient chacun une partie ; le chef de la politique secrète, le comte de Broglie, ne savait pas qu'elle fût entamée. Dumouriez, arrêté à Hambourg par un exempt sur l'ordre du duc d'Aiguillon, se laissa mener à la Bastille.

[1] Il avait rang de mestre de camp depuis le 11 mai 1769.

Il y lut, comme Mirabeau à Vincennes, une foule de livres, et répondit sur un ton goguenard aux questions de ses juges. Au bout de six mois, on lui donna pour prison le château de Caen. Il en sortit à l'avènement de Louis XVI et se maria. Il avait retrouvé dans un couvent de Caen sa cousine germaine, Mlle de Broissy, qu'il aimait avec ardeur douze ans auparavant. Elle avait vieilli ; ses traits étaient grossis par la petite vérole ; Dumouriez la revit sans trouble et sans battement de cœur. Mais elle eut une fièvre maligne ; il la soigna durant un mois, sentit renaître pour elle une tendre affection, et l'épousa. Ce mariage romanesque fut malheureux ; Mlle de Broissy était bigote et acariâtre, elle eut cent vingt domestiques en quinze ans. Les deux époux se séparèrent à l'amiable. Dumouriez prit une maîtresse, Mme de Barruel-Beauvert ; sa femme se retira dans un couvent de Paris.

Cependant Dumouriez était devenu colonel (1775) ; mais il n'avait pas de régiment à commander. Il rédigeait mémoires sur mémoires, tantôt contre le redressement de la Lys et la création d'un port militaire à Ambleteuse, tantôt sur l'insurrection des colonies d'Amérique et la défense des côtes de Normandie. Enfin, le 28 février 1778, il reçut le commandement de Cherbourg. Aide-maréchal général des logis de l'armée de Bretagne (1er juin 1779), brigadier d'infanterie (5 décembre 1781), il fut nommé maréchal de camp le 9 mars 1788. Il avait douze mille livres d'appointements. Mais ce qu'il voulait, c'était le pouvoir, c'était l'influence sur la destinée de son pays, le ministère ou le commandement d'une armée [1]. Il allait entrer dans sa cinquantième année. L'âge des vastes pensées et des espérances glorieuses semblait passé pour lui. Mais il comptait toujours avec l'imprévu. Un jour, dans l'automne de 1788, il se promenait avec M. de Beuvron sur le port de Cherbourg ; « ne croyez pas, lui dit-il, que je reste longtemps encore à

[1] « J'ai ouï dire à Vioménil que dans les comptes que Dumouriez lui remit de l'argent du gouvernement (en Pologne), il avait reconnu la plus grande netteté. Dumouriez n'est pas intéressé ni avide d'argent ; tout ce qu'il a fait, n'a eu d'autre motif que l'ambition de jouer un grand rôle. » Clermont-Gallerande, *Mém.*, III, 448.

végéter ici ; un grand mouvement se prépare à Paris, je vais y aller et y faire fortune [1] ». La Révolution éclata ; Dumouriez l'accueillit avec joie. Dès que le branle commença, il n'eut plus d'autre pensée que de devenir, selon l'expression du XVIIe siècle, le maître du bal. Il ne connut pas l'enthousiasme désintéressé des Constituants; il n'embrassa la cause des réformes que par calcul et par ambition, comme faisait au même instant Napoléon Bonaparte [2]. Indifférent aux grandes idées qui passionnaient alors toute la France, il voyait dans la Révolution une carrière nouvelle qui s'offrait à son activité, une voie inattendue pour tenter encore le destin et prendre sur le tard un rapide essor.

Il ne rêvait pas la destruction de la royauté. Il avait servi la monarchie durant de longues années, et, sans se croire enchaîné à aucun régime, il se contentait de cette forme de gouvernement, à condition de tout mener. Il était soldat et voulait, dans l'état comme dans l'armée, la discipline, l'ordre, une forte autorité. Homme de vigueur et d'action, il méprisait les déclamations des clubs, détestait le fanatisme révolutionnaire, et se flattait de réprimer l'anarchie. Il se déclara donc ouvertement contre l'ancien ordre de choses ; il devint membre de la Société des Amis de la Constitution ; il se lia avec Mirabeau, avec Lafayette, avec la Gironde. Mais il fit à la cour ses premières et plus grandes avances. Dès 1789, il proposait à Louis XVI un plan qui devait empêcher la prise de la Bastille. Il était le condisciple et l'intime ami de l'intendant de la liste civile, Laporte. Chaudement recommandé par Laporte, Dumouriez s'offrit au roi qu'il appelait le plus honnête homme de son royaume. Il demanda successivement le commandement de Lyon et l'ambassade de Mayence. Enfin il s'engagea, s'il entrait au ministère, à sauver la monarchie. Son plan était simple et audacieux : il fallait, pour vaincre les jacobins, se faire jacobin, abonder dans leur sens, adopter leur esprit et leur langage, puis se retourner contre eux.

[1] Clermont-Gallerande, *Mém.*, III, 449.
[2] Voir la conversation de Napoléon avec Mathieu Dumas, *Souvenirs* de Dumas, III, 363.

« Croyez-vous que je les aime plus que vous, disait-il un jour à Vaublanc, laissez-moi faire et vous verrez. » Après quelques hésitations, Louis XVI consentit à se servir de Dumouriez. On le fit venir à Paris ; on le nomma lieutenant-général (6 février 1792) ; on le pria d'aider de ses conseils le ministre Delessart ; nous sommes sûrs de lui, écrit Sainte-Foy dans un rapport secret, puisque c'est nous et nous seuls qui l'avons appelé dans des vues utiles [1].

Comme la cour, le parti girondin désirait l'avènement de Dumouriez au ministère. Il commandait la 12e division militaire à Niort (depuis le 1er avril 1791), et présidait le club de la ville, lorsque arrivèrent deux commissaires civils, Gallois et Gensonné, chargés par l'Assemblée constituante de faire un rapport sur les premiers troubles de la Vendée. Devenu membre de la Législative, Gensonné prôna Dumouriez à tout venant ; il vanta devant l'assemblée son patriotisme, ses lumières et l'ardeur de son zèle ; il proposa de le nommer général d'armée ou ministre. Bientôt Dumouriez eut, selon le mot de Sainte-Foy, un crédit vraiment magique sur les girondins ; comme eux, il haïssait l'Autriche et poussait à la guerre ; il lut au club des jacobins un mémoire diplomatique qu'on couvrit d'applaudissements. Brissot loua dans le *Patriote français* son expérience militaire et sa « connaissance des diverses cours de l'Europe » ; les hommes, disait-il, qui veulent de la vigueur, des lumières, du patriotisme, désireraient voir M. Dumouriez au ministère [2].

Chargé du portefeuille des affaires étrangères le 15 mars 1792, Dumouriez fit déclarer la guerre à l'Autriche. Il était convaincu qu'une grande diversion au dehors serait utile à la monarchie ; il comptait sur le succès et pensait que la victoire donnerait à la royauté le prestige, l'autorité et une armée ; lui-même, dit Mathieu Dumas, voyait dans la guerre un moyen certain de

[1] *Mém.* de Malouet ; Vaublanc, *Mém.*, I, 383 ; pièces secrètes de l'armoire de fer, lettres de Laporte, de Dumouriez, de Sainte-Foy au roi (*Monit.* du 9 décembre).
[2] *Patriote français* du 14 mars et du 16 juin.

prendre l'ascendant sur ses collègues et de se rendre populaire. Son langage fut ferme et résolu; sa politique habile et prévoyante[1]. Sa nomination avait surpris l'émigration et l'Europe. « Dumouriez, s'écriait Fersen, cet intrigant et très mauvais sujet, que le comte de Broglie avait employé dans la correspondance secrète de Louis XV et qui espionna ensuite le comte de Broglie![2] » Mais un des hommes les plus libéraux de l'époque écrivait alors à Dumouriez : « Votre zèle, votre activité, l'énergie que vous témoignez en parlant au nom du peuple français, commandent et justifient la confiance », et il exprimait son « estime profonde pour le civisme et les talents du ministre patriote[3] ».

Dumouriez tomba. Il avait cru diriger la Révolution; il s'était imaginé qu'une fois ministre, il mènerait la France et la ferait marcher. Mais il oubliait qu'il y avait alors, comme sous Louis XV, un *secret du roi*, et que Louis XVI, en paraissant céder au parti populaire, demandait en même temps l'intervention de l'étranger; il méprisait les intrigues de l'émigration; enfin, il se méprenait, comme la plupart de ses contemporains, sur la portée de la Révolution et sur sa force d'impulsion. La diplomatie occulte de Louis XVI, les manœuvres des émigrés, surtout la propagande, le fanatisme d'égalité, l'esprit de prosélytisme de la religion révolutionnaire rompirent les plans de Dumouriez.

Il osa se séparer de la Gironde. Il se moqua de l'austérité puritaine de ses collègues; il donna la direction générale de son ministère à l'intrigant Bonne-Carrère, malgré l'opposition de Brissot. Il fit renvoyer Roland, Clavière, Servan et prit le portefeuille de la guerre. On jugera de son audace si l'on se rappelle qu'après cette crise de cabinet, il se présenta devant l'Assemblée et lut, malgré les murmures et les cris, un mémoire sur son nouveau ministère. « L'entendez-vous, dit Guadet, il s'avise de nous donner des conseils. — Eh, pourquoi pas? » répliqua froidement Dumouriez. Il acheva la lec-

[1] Voir l'*Invasion pruss.*, p. 15; Math. Dumas, *Souvenirs*, II, 106.
[2] Fersen à Gustave III, *Fersen*, II, 213.
[3] Victor de Broglie à Dumouriez, 2 mai (arch. guerre).

ture de son mémoire, le signa, le déposa sur le bureau et sortit de la salle à petits pas, en fixant d'un fier regard les membres de la gauche. « On vous enverra à Orléans, lui dirent quelques amis. — Tant mieux, répondit-il avec le même calme, je me reposerai et y prendrai des bains et du petit lait. » Mais Louis XVI rejeta les décrets dont Dumouriez exigeait la sanction; le général, joué par le roi, compromis, ne pouvant plus se maintenir, donna sa démission (18 juin)[1].

Il se rendit à l'armée du Nord. Il semblait avoir encouru la disgrâce de tous les partis. Marie-Antoinette le regardait comme un traître dont les protestations ne méritaient nulle créance. Brissot disait hautement que son patriotisme n'était qu'hypocrisie et l'appelait « le plus vil des intrigants », un « saltimbanque en politique et en morale ». Lafayette l'accusait de trahison et avait annoncé publiquement qu'il cimenterait en vain par le sacrifice de ses trois collègues son *équivoque et scandaleuse existence* dans le conseil du roi[2].

Mais Dumouriez savait prendre le vent. Mathieu Dumas le vit, au 20 juin, coiffé d'un chapeau à larges bords et enveloppé d'une longue redingote, se mêler à la foule qui remplissait le jardin des Tuileries et montrer le Château d'un geste menaçant. Il était convaincu de la chute prochaine de la royauté. On lui avait donné le commandement du camp de Maulde. Mais, en même temps qu'il aguerrissait ses troupes et gagnait leur affection en partageant leurs bivouacs, il faisait parade de son zèle révolutionnaire ; il querellait Luckner et refusait de le suivre à Metz ; il s'élevait contre le *fayettisme*. « Otez Dumouriez d'où il est, écrivait Alexandre de Lameth au ministre d'Abancourt, car il est coalisé avec Lille, avec le département, les clubs et il vous jouera quelque mauvais tour. » Il flattait les jacobins, et l'on sait que, dès son entrée au ministère, le 19 mars, il se présentait devant eux, coiffé du bonnet rouge, embrassait Robespierre et promettait à ses frères et amis de triom-

[1] Math. Dumas, *Souvenirs*, II, 192-193.

[2] Mme Campan, *Mém.*, 325 ; Brissot, *Patriote français* des 14 et 16 juin ; Lafayette à l'Assemblée et à d'Abancourt.

pher ou de mourir avec eux. Il se rendit au club de Lille et proposa la déchéance de Louis XVI. Il alla voir Merlin de Douai et lui dit que les intrigues l'avaient dégoûté de la monarchie constitutionnelle. Il fit connaissance avec le paralytique Couthon qui prenait des bains de boue à Saint-Amand. Couthon, comme Gensonné, subit le charme de Dumouriez; il vit les soldats du camp de Maulde entourer leur général en poussant des vivats et l'appeler leur père; il écrivit à Paris qu'on pouvait compter sur Dumouriez; « j'ai été, disait-il, prévenu contre lui, comme tous les patriotes, mais sa conduite, depuis qu'il est à l'armée, m'a réconcilié avec lui, et je crois qu'il nous est très essentiel; le camp de Maulde est le camp du patriotisme et de la liberté [1]. »

Dumouriez était donc sûr qu'il rentrerait en scène et que la Révolution, ayant besoin d'un capitaine, se tournerait vers lui [2]. Il envoyait lettres sur lettres à la commission des Vingt-et-un [3]. Il demandait le commandement en chef des troupes du Nord qu'on avait eu la sottise de confier à Dillon. Il répondait du salut de la France, si on lui donnait beaucoup d'argent et carte blanche [4]. Tantôt il écrivait directement au président de l'Assemblée et faisait semblant de croire qu'il n'y avait plus de ministre; la nation, avouait-il plus tard, m'aurait confondu avec les autres et ignoré qu'il existait un général prêt à verser son sang pour soutenir la cause du peuple [5]. Tantôt il prenait dans ses dépêches au ministre de la guerre le ton le plus insolent. D'Abancourt

[1] Cp. Servan, *Notes sur les mém. de Dumouriez*, 1795, p. v : « Il voyait venir les événements afin d'en profiter » ; Math. Dumas, *Souvenirs*, II, 215-216; Alex. de Lameth à d'Abancourt, 9 août (*Moniteur* du 20); Merlin de Douai à la Convention (*Monit.* du 9 décembre): Correspond. de Couthon, 30 août, 165, et lettre du même à l'Assemblée, 19 août (Ternaux, III, 445-447).

[2] Servan, *id.* N'est-il pas curieux que le 16 septembre 1789 Dumouriez écrivait à M. de La Rozière : « Il se fera une coalition de rois; c'est alors que les hommes, comme vous et moi, qui ont percé par leurs talents, deviendront les chefs nécessaires de la nation pour défendre sa liberté » (Bertrand de Molleville, II, 34).

[3] Louvet, *Mém.*, 1823, p. 62.

[4] Dumouriez à Bourdin, 30 juillet 1792, Catalogue d'autogr., 28 novembre 1853; voir *Invasion prussienne*, p. 50-51.

[5] *Corresp.* de Dumouriez avec Pache, 72.

lui reprochait de n'avoir pas rejoint à Metz le maréchal Luckner; Dumouriez répondait qu'il avait de *puissants motifs* pour rester en Flandre.

Je reçois votre lettre, disait-il, dans un moment de crise qui n'admet pas le persiflage. Je suis aux ordres de Dillon, je l'estime et je l'aime, il est mon ancien, je lui obéirai sans répugnance. Mais la nation jugera un jour s'il est avantageux dans cette circonstance que je sois à ses ordres. Je suis, par contre-coup, aux ordres de Lafayette. Cette mesure ne peut pas tenir, et je vous prédis qu'elle sera détruite ou par les circonstances ou par la prévoyance de l'Assemblée nationale. Au reste, j'ai eu lieu, dans ma carrière révolutionnaire, de juger que ce sont toujours de grands dangers ou de grandes fautes ou de grands malheurs qui sauvent la chose publique et la mènent à bien, contre tous les calculs de probabilité... Avec de la persévérance, j'aurai le bonheur d'être un des sauveurs de ma patrie, quelque obstacle qu'y apportent mes ennemis personnels.

Cette lettre est datée du 5 août [1]; cinq jours après, le trône s'écroulait et Lafayette exigeait de toutes les troupes du Nord le serment de fidélité à la constitution renversée. Dumouriez écrivit aussitôt à l'Assemblée qu'il resterait fidèle à la nation, qu'il ne reconnaîtrait jamais d'autre souverain que le peuple français, qu'il approuvait « sans détours ni ménagements la terrible catastrophe du 10 août à laquelle on devait s'attendre de la part d'une nation trompée, trahie et poussée à bout »[2]. Le conseil exécutif provisoire lui donna le commandement en chef de l'armée du Nord. Roland, Clavière, Servan oubliaient dans le péril public leurs rancunes privées et ne se souvenaient plus que le général les avait chassés du ministère. Servan disait à Dumouriez qu'il s'efforcerait avec lui de sauver la patrie et lui parlerait toujours avec une loyale franchise. Roland lui mandait qu'ils devaient tous deux servir la France chacun à sa manière; « vous ressemblez un peu, ajoutait-il, à ces preux chevaliers qui faisaient parfois de petites scélératesses dont ils étaient les premiers à rire et qui ne

[1] Arch. guerre, Dumouriez à d'Abancourt, 5 août.
[2] Lettre du 14 août (*Monit.* du 19).

savaient pas moins se battre en désespérés, quand il s'agissait de l'honneur » et il assurait Dumouriez qu'il le seconderait toujours dans le conseil [1].

Trois commissaires de l'Assemblée, Delmas, Dubois-Dubay et Bellegarde, s'étaient rendus au camp de Maulde. Dumouriez les reçut avec les plus grands honneurs. Leur arrivée fut annoncée par vingt et un coups de canon. Ils embrassèrent tous les colonels au nom de l'Assemblée en les priant de rendre ce baiser à leurs régiments. Un soldat qui s'esquiva aussitôt pour ne pas être reconnu, mit sa montre d'argent dans les mains de Bellegarde, en lui demandant de la donner à l'Assemblée pour les frais de la guerre. On entendait de toutes parts les cris de : *Vive la liberté, vive l'égalité, vivent nos représentants !* Les bonnets, écrit un témoin de cette scène, les chapeaux, les casques, les sabres, tout cela était en l'air ; chacun s'embrassait, se serrait, pleurait, et jamais larmes n'eurent plus de douceur. Après la revue, les commissaires regagnèrent le quartier général, au milieu d'une foule de soldats et au son de la musique militaire qui jouait le *Çà ira* et *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille.* A neuf heures du soir arrivait le courrier, porteur du décret qui nommait Dumouriez général en chef. En un moment la nouvelle se répandit dans tout le camp ; ce fut, dit Couthon, un nouveau sujet d'allégresse universelle [2].

Dumouriez avait alors cinquante-trois ans. Il était petit et laid, mais d'une laideur agréable. L'idée d'habileté politique et guerrière que rappelle son nom, paraissait dans toute sa personne. Il avait les traits nettement marqués, le teint brun, le front large, le nez aquilin, la bouche grande mais douce, souriante, parfois dédaigneuse, les yeux noirs et pleins de flamme. Sa figure expressive respirait à la fois la finesse et la résolution. Il s'habillait avec élégance et se poudrait à blanc. Il gesticulait vivement avec ses mains qu'il avait petites et

[1] Arch. guerre, Servan à Dumouriez, 22 et 25 août ; Mme Roland, *Mém.*, I, 399.

[2] Couthon, lettre du 19 août (Ternaux, III, 446) ; les commissaires à l'Assemblée, 19 août, *Monit.* du 23 ; lettre du grenadier Belingre, *Monit.* du 26.

ridées. Ses manières aisées, courtoises, brusques par instants et néanmoins sans rudesse, faisaient un contraste piquant avec sa tournure militaire et son air martial. Il avait en un mot la mine d'un homme de guerre, mais personne n'aurait deviné en lui l'officier de fortune. Le premier général de la Révolution avait toute la politesse et la grâce de la vieille monarchie [1].

Aussi bien n'est-il qu'un parvenu dans le monde de la Révolution. Il eut l'instinct d'un nouveau système de guerre ; il inventa ou du moins exécuta le premier une manœuvre qui transforma la tactique, l'emploi des tirailleurs en grandes bandes ; il gagna sur les escarpements de Jemmapes la première victoire qu'aient remportée les armées républicaines ; il devina que la Prusse renoncerait à l'alliance de l'Autriche et ses négociations de 1792 ne sont que les préliminaires de la paix de Bâle signée en 1795. Mais il appartient encore à l'ancien régime ; il a tâté de la vie des cours ; ses souvenirs et ses antécédents le poursuivent sur le nouveau théâtre qu'il aborde ; il n'est pas le produit de l'époque orageuse où il entre en scène. C'est pourquoi la diplomatie fut le vrai talent de cet homme singulier élevé dans les traditions du XVIII[e] siècle et nourri des écrits de Favier. Il mêlait sans cesse la négociation à la stratégie, et même dans les marches et les combats de l'Argonne et de la Belgique, son génie diplomatique se dessinait toujours. Ne disait-il pas, en faisant un retour sur lui-même : « Il y a peu de nos héros en état de manier l'arme de la politique ! [2] » Que de combinaisons sensées il avait proposées pendant son ministère ! Il voulait garantir la paix du continent par une alliance entre la France et l'Angleterre, ouvrir au commerce des deux nations de vastes débouchés, affranchir les colonies espagnoles, faire de la Belgique un état fédératif et neutre, n'annexer désormais un pays que

[1] Rœderer, *Œuvres*, 1854, III, 274, *Un séjour en France*, 22 ; voir le portrait de Dumouriez par Bonneville, et le signalement reproduit dans le *Curieux* du 1[er] mars 1884.

[2] Corresp. de Dumouriez avec Pache, 71. « On retrouve dans Dumouriez beaucoup de traits du caractère et du talent du comte de Broglie, même de ses défauts » (Mallet du Pan, II, 490).

sous la réserve du consentement des populations. Que de justes prophéties il répandit dans les écrits qu'il publia durant son exil! Il prédit que la possession de la Vénitie serait pour l'Autriche une cause de grandes guerres, que la Prusse serait inévitablement la tête du corps germanique, que l'Allemagne ne se relèverait de sa honteuse décadence que par « l'union et un homme-roi ». Il annonça dès 1809 la chute de Napoléon en exposant avec une merveilleuse sagacité que l'armée française n'était plus à ce moment la belle armée d'Austerlitz et d'Ulm. Il prophétisa la révolution d'Espagne de 1820 et l'indépendance de la Grèce. Il déclara que la Russie ne pourrait dominer sur le Bosphore parce qu'elle rencontrerait toujours l'opposition de l'Autriche, que l'une exercerait tôt ou tard son influence sur la Moldo-Valachie et la Bulgarie, et l'autre, sur la Serbie et la Bosnie, que dans ce cas l'Angleterre prendrait pied dans les îles de l'Asie-Mineure[1].

Ses talents militaires n'égalaient pas sa capacité diplomatique ; il les estimait, a dit Jomini, au-dessus de leur réalité. Il ne sut pas, lorsqu'il envahit la Belgique, au mois de novembre, concentrer son armée et, après la victoire de Jemmapes, qu'il dut à la supériorité du nombre, il se contenta de suivre « à pas de loup » les traces des arrière-gardes ennemies[2]. Il n'avait connu la grande guerre que dans ces désastreuses campagnes où, selon son expression, le maréchal de Broglie *jouait aux barres* avec Ferdinand de Brunswick. De même qu'il y avait de l'agent secret dans sa politique, de même il y avait du capitaine d'aventures, du chef de bandes corses ou d'insurgés polonais dans sa manière de faire la guerre. Il n'avait pris part qu'à des housardailles commandées par Fischer ou à des combats dans les maquis; il en retint toujours quelque chose.

Mais il possédait cette confiance en soi-même qui fait aussi la confiance publique « le plus fort des leviers dans les moments de révolution »[3]. Il savait comment

[1] Boguslawski, *der General Dumouriez*, 1879, II, 289-298.
[2] Jomini, *Hist. crit. et milit. des guerres de la Révol.*, II, 244.
[3] Puget-Barbantane, *Mém.*, 1827, p. 85.

on mène les Français et comment on gouverne l'homme-soldat. Malgré ses cinquante-trois ans, il avait ce feu, cet éclat, cette verve militaire qui séduisent les troupes et les entraînent ; il avait l'art de donner du cœur à son armée, de l'enflammer et, comme disait Servan, de l'électriser [1]. Ses airs d'audace et parfois même de jactance, ses paroles où brillaient toujours la belle humeur et l'esprit gaulois, la tranquillité qu'il montrait au milieu de l'activité la plus grande et parmi les plus dangereuses agitations, égayaient tout son monde et inspiraient l'assurance. Il importait surtout, dans les premières guerres de la Révolution, de ne point paraître timide ; « si vous allez, écrit Monluc, ne parlant à personne, triste et pensif, quand tous les soldats auraient cœur de lion, vous le leur ferez venir de moutons ». Dumouriez s'entendait mieux qu'aucun autre général de son temps à dissiper les alarmes, à propager autour de lui par son attitude et son langage l'espérance et la joie, à relever le moral ébranlé, à mettre en jeu, selon sa propre expression, l'amour-propre national [2].

Au demeurant, c'était, comme dit Mme Roland, un roué qui se moquait de tout, hormis de ses intérêts et de sa gloire. Mais il avait les plus brillantes qualités. Tous ceux qui l'approchent pendant son ministère, sont comme éblouis et fascinés. Dumont avoue qu'il entraîne tout par son ascendant, et ses adversaires mêmes louent l'étendue de ses vues, sa promptitude de décision, son infatigable activité [3]. Il pétille d'esprit et on cite partout ses bons mots ; il divertit Louis XVI dans le conseil des ministres, déride le grave Roland et mêle de justes vérités aux anecdotes amusantes. Il entendait, rapporte un de ses commensaux, tout ce qui se disait dans une com-

[1] Servan à Dumouriez, 10 sept. ; c'est aussi le mot de Mercy.

[2] Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 7 septembre. Il a, dit Peltier, tout ce qui séduit et attache les Français (*Dernier tableau de Paris*, tome I, appendice au n° 5, aperçu de la situation de l'Europe, p. 65).

[3] Il vit, dit Mallet du Pan (II, 490), avec trois cuillerées de soupe et dort trois heures sur vingt-quatre, couché sur un grabat ; personne n'est laborieux comme lui, et il lui arrive souvent de « faire mettre à côté de lui une pièce de viande, du pain et de l'eau, et de rester deux jours de suite à écrire sans débrider ». Cp. Archenholz, *Minerva*, janvier 1793, p. 161.

pagnie et devinait ce qu'il n'entendait pas. Le style de ses dépêches et de ses mémoires, incorrect et négligé, a cependant de la vigueur et du nerf; on sent, en le lisant, que ce général d'armée connaît les meilleurs écrivains de la littérature nationale. « Quelle différence, s'écrie Mme Roland, de cet homme tout vicieux qu'il est, avec Luckner qui fut quelque temps l'espoir de la France ! [1] »

Il n'avait pas malheureusement cette volonté forte et suivie, cette froide fermeté de la raison, cette mâle fierté de l'âme qui font les grands hommes [2]. Il eut des éclairs de génie ; il n'eut jamais ce que le génie a de mûr et d'achevé. Impatient et fougueux comme un jeune homme, semblable, dit un contemporain, à un peloton de salpêtre [3], il ruinait ses combinaisons par une parole indiscrète ou par une démarche précipitée. Il comptait trop sur la fortune et sur les ressources de son esprit. Hardi, avantageux, plein de lui-même, il voyait toujours et du premier coup d'œil les beaux côtés d'une situation; il oubliait ou méprisait les difficultés ; il avait le vice français du XVIIIe siècle, l'étourderie [4]. « Je trouvai en lui, écrit Fersen qui le vit après sa défection, un vrai Français, ayant de l'esprit et peu de jugement; tout son plan a manqué par son excès de confiance dans ses forces. »

Il eut un beau moment qui rachète peut-être ce qu'il y a de petit et de méprisable dans la fin de sa carrière. S'il a dicté des plans de campagne aux adversaires de Napoléon et fait cause commune avec l'étranger, s'il a mendié les subsides de Louis XVIII et vécu d'une pen-

[1] Mme Roland, *Mém.*, I, 384 et 413 ; Dumont, *Souvenirs*, 415 ; Math. Dumas, *Souvenirs*, II, 132-133.

[2] « Dumouriez, dit Toulongeon, était le commencement d'un grand homme... Il fut en six mois homme à projets, ministre, royaliste, constitutionnel, girondin, jacobin, républicain, général, vainqueur, fugitif, proscrit, sans trop se soucier du rôle de la veille, ni beaucoup s'occuper du rôle du lendemain. » Un vrai caméléon. (*Tableau hist.*, II, 126).

[3] Mallet du Pan, *l. c.*

[4] C'est le mot de Vaublanc, *Mém.*, I, 454 ; de Dumont, *Souvenirs*, 414 ; de Montmorin, *Corresp. entre Mirabeau et de La Marck*, III, 315 et 317 ; cp. *Fersen*, II, 70 ; Mme Roland, *Mém.*, I, 402, et Bülow, *Esprit du système de guerre moderne*, trad. par Tranchant-Laverne, 1801, p. 237 : « Jamais Français n'a été plus Français que Dumouriez. »

sion de l'Angleterre, il repoussa l'invasion dans le mois de septembre 1792. Le souvenir de sa marche de Sedan sur Grandpré, de sa défense de l'Argonne, de son obstination au camp de Sainte-Menehould, de ses négociations adroites avec les Prussiens doit nous rendre indulgents pour ses erreurs et couvrir sa trahison, si grande qu'elle ait été. Louis-Philippe proposa vainement en 1814 de le nommer maréchal de France; « ne voyez-vous pas, lui dit Dumouriez, que j'ai sur le front écrit en lettres de feu ce qu'ils ne me pardonneront jamais? C'est le mot *Champagne*[1] ! »

III. A peine nommé général en chef, Dumouriez prêta devant les commissaires Delmas, Dubois-Dubay et Bellegarde le serment de vaincre ou de mourir. Il écrivit à l'Assemblée qu'elle lui donnait l'exemple du courage, lui promit de punir le crime de Sedan et jura qu'il étoufferait la rébellion de Lafayette, ce *petit Sylla*. « Mon sang s'enflamme, disait-il avec emphase, quand je pense qu'une municipalité, aveuglée par un intrigant qu'elle a pris pour son idole, ait osé porter une main coupable sur les représentants de la nation, investis d'un pouvoir devant lequel tout doit plier[2]. » Après ces belles paroles, il envoya à Sedan un de ses officiers de son état-major, Chérin, accompagné d'un trompette.

Il ne songeait qu'à la conquête des Pays-Bas autrichiens; c'était son projet favori, son idée fixe, et toutes les forces de son esprit se concentraient depuis longtemps sur ce seul objet. Rochambeau battu dès ses premiers pas, Luckner n'osant dépasser Courtrai, Lafayette représentant l'invasion de la Belgique comme fort hasardée, rien n'avait pu détourner Dumouriez de son dessein, et il se flattait de réussir où ses prédécesseurs avaient échoué. Il était Flamand et avait de grandes intelligences dans la Flandre française et autrichienne. En 1763, après son voyage en Corse, il avait passé quelques jours à Mons où il « connaissait beaucoup de monde ».

[1] Vatout, *Le Palais-Royal*, 227. « S'il nous abandonna, dit Thiers, il nous avait sauvés. »

[2] Dumouriez au président de l'Assemblée, 18 août (*Monit.* du 22).

En 1790 il avait reçu du ministère une mission secrète et parcouru de nouveau la Belgique, explorant le terrain, étudiant à loisir son échiquier, se liant avec les chefs du parti démocratique[1]. Il avait la conviction que la Belgique était le point vulnérable de l'Autriche, qu'il suffisait de forcer résolument la frontière et de déployer des forces imposantes, que la population impatiente du joug étranger se soulèverait à la première nouvelle d'un éclatant succès et accueillerait les Français comme des libérateurs. Conquérir la Belgique, disait-il, c'était enlever à l'Autriche le plus beau fleuron de sa couronne[2]. Il savait d'ailleurs que cette invasion serait populaire; elle était entreprise au nom de la liberté; elle avait pour but d'affranchir un peuple très rapproché de la France par les mœurs et la langue. L'opinion s'était vivement émue lorsque les Belges avaient pris les armes en 1789; on s'était irrité contre Louis XVI qui demeurait tranquille au milieu de leur insurrection et leur refusait son appui; on avait fait des vœux pour leur indépendance; tous les écrivains révolutionnaires, dit le comte de La Marck, étaient les apologistes et les prôneurs de l'insurrection belge; Camille Desmoulins intitulait son journal *les révolutions de France et de Brabant;* Servan approuvait la « grande idée d'établir la liberté dans la Belgique », et, dans la séance du 3 septembre 1792, Duhem proposait à l'Assemblée législative de suspendre les remerciements et les lettres de félicitation jusqu'à ce que le Brabant fût libre[3].

Un autre motif, plus puissant encore, déterminait Dumouriez à l'invasion de la Belgique. « Je ne me suis pas dissimulé, disait-il dans un rapport du 4 mai, l'insubordination des troupes et l'inexpérience des officiers, mais j'ai compté sur le courage français. » L'événement justifia sa prévision. Il craignait la confusion que produirait la guerre défensive, ordinairement circonspecte et timide. En restant sur la frontière, à cinquante lieues de Paris,

[1] Il devait cette mission à Lafayette, *Mém.* de Lafayette, III, 310.
[2] *Corresp.* de Dumouriez avec Pache, 67.
[3] *Corresp. entre Mirabeau et La Marck*, I, 135 ; arch. guerre, lettre de Servan, du 25 août ; *Monit.* du 5 septembre.

on courait le risque, après un seul désastre, d'ouvrir à l'adversaire le chemin de la capitale. Il valait mieux envahir le territoire ennemi, porter hardiment la lutte dans les Pays-Bas autrichiens, pousser l'armée en avant, l'entraîner, lui donner de la vigueur et de l'élan, l'animer de cette vaillance entreprenante qu'ont toujours les troupes qui attaquent.

Tout entier à ce plan d'offensive, et persuadé qu'il fallait chercher en plein Brabant le salut de la France, Dumouriez écrivit à l'Assemblée qu'il allait « tenter la noble entreprise de porter la liberté dans les provinces qui frémissaient sous le despotisme ». Il avait lu Plutarque, et, comme tous ses contemporains, il était hanté par les souvenirs de l'antiquité. Il se rappelait Agathocle assiégé dans Syracuse par l'armée punique et débarquant en Libye pour rendre à Carthage siège pour siège. Il se rappelait Scipion changeant soudain le théâtre de la guerre, descendant en Afrique et délivrant sa patrie par une audacieuse diversion. Dumouriez rêvait la même gloire qu'Agathocle et Scipion; en annonçant aux « pères conscrits » de l'Assemblée législative la prochaine invasion de la Belgique, il ajoutait fièrement : « C'est ainsi que le peuple romain transportait son armée en Afrique, pendant qu'Annibal était aux portes de Rome [1] ! »

Servan lui conseillait de prendre aussitôt le chemin de Sedan et de se mettre à la tête de l'armée de Lafayette. Mais Dumouriez ne l'écoutait pas; quitter son camp de Maulde, c'était renoncer à l'expédition de Belgique, et rien ne lui tenait tant au cœur. Il objectait que son commandement, de Dunkerque à Montmédy, était trop étendu ; qu'il ne pouvait à la fois envahir les Pays-Bas autrichiens et organiser la défense entre Sambre et Meuse; qu'un seul homme ne suffirait pas à soutenir cet énorme fardeau; il fallait donc le soulager et envoyer Dillon à Sedan.

Il est vrai que Dillon avait approuvé Lafayette après le 10 août; il était suspect; il n'osait plus traverser la grande place de Valenciennes et faisait un détour pour

[1] Dumouriez au président de l'Assemblée, 18 août (*Monit.* du 22).



éviter la foule qui l'aurait hué[1]. Mais il s'était hâté de battre sa coulpe et de s'humilier devant les commissaires de l'Assemblée; il leur avait déclaré qu'en rédigeant son ordre du jour du 13 août, il ne connaissait encore ni les faits ni les vrais coupables; il leur avait assuré qu'il mourrait, s'il le fallait, pour la défense de la liberté, et que, quoique l'ancien de Dumouriez, il était heureux de servir sous ses ordres. Bellegarde, Delmas, Dubois-Dubay louèrent la loyauté de Dillon et les dispositions militaires qu'il avait prises ; Dumouriez vanta son patriotisme et ses talents. L'Assemblée avait décidé qu'il perdait la confiance de la nation et que le Conseil exécutif était chargé de pourvoir à son remplacement ; elle suspendit l'envoi du décret. Le 20 août, Dumouriez, avec l'approbation des commissaires, nommait Dillon « commandant le corps d'armée depuis la Sambre jusqu'à la Meuse, ci-devant sous les ordres de Lafayette ». Dillon lui rendrait compte de ses mouvements et se concerterait avec lui sur les plans de défensive et d'offensive, mais il resterait maître des moyens et des détails de l'exécution[2]. Il avait pour chef d'état-major le maréchal de camp Vouillers, pour lieutenants, le brave Chazot, l'officier du génie Gobert, le Polonais Miaczynski et l'Anglais Money; pour escorte, le 6e régiment de chasseurs à cheval. « Il a le caractère ferme, écrivait Dumouriez, il viendra à bout de déraciner à Sedan l'esprit de rébellion ; d'ailleurs, à son arrivée, il trouvera Lafayette mort ou émigré. »

Mais le 20 août, le conseil général du district de Douai dénonçait Dillon à la Législative, et Duhem l'accusait d'avoir morcelé ses troupes en petits paquets qui ne pouvaient résister à l'ennemi. L'Assemblée décréta de nouveau que Dillon avait perdu sa confiance, et Servan lui retira tout emploi. Dumouriez ne cacha pas son humeur. Dillon était le seul officier-général qu'il pût envoyer à sa place au camp de Sedan. Il affirma plus vivement que jamais la franchise et la droiture de son lieutenant. Il

[1] Money, *The history of the campaign of 1792*, p. 33.
[2] Arch. guerre, ordre pour le lieutenant-général Dillon ; arch. nat., AA, 61, papiers de Galbaud, p. 110.

venait d'apprendre que Lafayette émigrait et que Luckner cédait le commandement de l'armée de Metz à Kellermann. « Quel général, mandait-il à Servan, serait assez audacieux pour jouer le rôle de Lafayette ou de Bouillé? Lafayette n'a pu égarer ses troupes avec tous ses moyens de séduction; aucun autre ne peut être assez fou pour tenter la même aventure; entre Kellermann et moi, il serait bientôt mis à la raison. Vous pouvez assurer le conseil et l'Assemblée que la cordialité la plus fraternelle règnera désormais entre les généraux, tous animés du même esprit, tous *sans-culottes.* » Le ministre n'insista plus. Il écrivit à Dumouriez que le Conseil exécutif n'avait été que l'organe de l'opinion publique; « songez, ajoutait-il, que l'on se masque bien, que l'on ne se change pas dans un jour: la voix du peuple est devenue plus que jamais la voix de Dieu; mais c'est à votre sagesse que l'on s'en rapporte [1]. »

Dumouriez crut avoir assez fait pour la défense de la frontière; le reste regardait Kellermann et Dillon; pendant que les armées de Sedan et de Metz arrêteraient les Prussiens, l'armée qu'il formait à Valenciennes envahirait la Belgique et « serait entraînée par la rapidité d'une guerre offensive ».

L'offensive, tel était le mot qui revenait, comme un refrain, dans ses lettres à Servan. Prendre une offensive vigoureuse, déconcerter les alliés en ripostant à l'invasion de la Lorraine par l'invasion du Brabant, frapper un grand coup sur l'extrémité de leur ligne, changer le sort de la campagne par cette irruption imprévue et foudroyante en pays ennemi, voilà le rôle qu'il se réservait. Qu'importe que les coalisés prennent deux ou trois places : Longwy, Montmédy, Verdun ? Les succès de Dumouriez en Belgique changeront la nature de la guerre; « non seulement, écrivait-il au ministre, ils seront un contrepoids dans la balance, mais ils la feront pencher en notre faveur ». Déjà commencent les préparatifs de l'invasion. Il appelle à son quartier général et

[1] Cp. sur ce curieux épisode la corresp. de Dumouriez et de Servan (arch. guerre), lettres du 20 au 25 août, et le *Monit.* des 20, 22, 23 et 25 août.



et prend pour aide de camp un de ses agents diplomatiques les plus avisés, Fortair, qui « suivra militairement la partie belgique qu'il a si bien suivie politiquement depuis un an ». Il fixe à 6,000 hommes le. nombre des volontaires belges destinés à former l'avant-garde de l'armée qu'il ne nomme plus que l'armée offensive. Il projette d'organiser avec les déserteurs autrichiens et les soldats des régiments suisses huit bataillons francs composés chacun de huit cents hommes. Il prie le ministre de la marine de lui céder un officier d'artillerie, Thouvenot, qui dirige la fonderie d'Indret et dirigera celle de Malines. Il fait venir par Dunkerque des armes de la Hollande. Il nomme cinq lieutenants-généraux : Moreton, qui sera son chef d'état-major; Beurnonville, qui l'avait activement secondé au camp de Maulde, et les trois commandants de Lille, de Douai et de Condé, Labourdonnaye, Marassé et O'Moran. Il fait des maréchaux de camp : Dampierre, colonel du 5e dragons; Duval, colonel du 6e dragons; La Marlière, colonel du 14e régiment d'infanterie; Ruault, colonel du 56e; Flers, colonel du 3e régiment de cavalerie, etc. Il donne à Duval le commandement du camp de Pont-sur-Sambre, vacant depuis le départ de Dillon [1].

Vainement d'Hangest écrit de Sedan que les alliés investissent Longwy. Tant mieux : que les ennemis perdent leur temps devant les forteresses, et Dumouriez conseille à d'Hangest d'assaillir leur flanc droit pendant que Kellermann attaquera leur flanc gauche. Vainement les commissaires de l'Assemblée annoncent que Sedan ne saurait faire une longue résistance, qu'ils trouvent des hommes, du courage, du patriotisme, mais qu'il manque un chef, une direction à tous ces moyens; Dumouriez répond que Dillon et Chazot sont en route. Vainement Servan représente qu'il faut renvoyer à l'hiver l'invasion de la Belgique, qu'il s'agit avant tout du salut

[1] Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 20 et 23 août ; Dumouriez à Fortair, 24 août (ce Fortair fut plus tard architecte, puis, grâce à la recommandation de Dumouriez, nommé par Macdonald chef de bureau adjoint au secrétariat général de la Légion d'honneur) ; *Corresp.* de Dumouriez avec Pache, 128 et 266 ; arch. nat., AA, 61, papiers de Galbaud, p. 53 et 54 ; Dumouriez, *Mém.*, I, 248-251.

de la capitale, qu'un patriote doit défendre sa propre liberté avant de conquérir celle des autres. Vainement il prie Dumouriez de se concerter avec Kellermann, de se mettre à la tête des troupes de Sedan et d'arrêter la marche des envahisseurs. Le général ne bouge pas et regarde toujours du côté de Bruxelles[1].

Mais les événements se déroulaient avec une rapidité imprévue. Longwy, qui devait tenir trois semaines, capitulait après trois jours de siège; l'armée du Centre reculait sous les murs de Metz; Prussiens, Autrichiens, émigrés se précipitaient en Lorraine et marchaient sur Verdun en criant « à Paris ! » Dans la nuit du 24 au 25 août Westermann arrive de Sedan au camp de Valenciennes; il confirme la nouvelle de la reddition de Longwy; il annonce que d'Hangest ne sait que gémir, que l'armée réclame à grands cris un général, que Dillon n'ose se rendre au camp et attend à Givet les ordres de l'Assemblée; que Chazot commande provisoirement les troupes, mais n'inspire pas la confiance. Les lettres de Servan se succèdent, pressantes et anxieuses. « Il n'y a pas un moment à perdre pour vous rendre à Sedan, écrit-il à Dumouriez; c'est mon avis, l'opinion du conseil et celle du public. Si quelque officier-général connu avait pu s'y rendre, on aurait vu votre résistance avec moins de peine, mais nul de vos subordonnés n'a jamais manié de troupes, et dans les circonstances où nous nous trouvons, la plus petite faute peut déterminer ou précipiter la chute de la liberté et même de la patrie. La sûreté de l'empire est confiée à votre zèle et à votre responsabilité. » Les ennemis, ajoute Servan, se dirigeront sur Verdun ou sur Thionville; s'ils se portent sur Verdun, tâchez de vous approcher de la place en remontant la rive gauche de la Meuse et de leur interdire le passage de la rivière; s'ils attaquent Thionville, suivez-les, inquiétez leurs derrières et gênez les opérations du siège[2].

[1] Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 23 août; les commissaires à la commission extraordinaire, 23 août; Servan à Dumouriez, 24 et 25 août; Dumouriez, *Mém.*, I, 251.

[2] Dumouriez, *Mém.*, I, 252; arch. guerre, lettres de Servan, du 26 et du 27 août.

Dumouriez quitta la Flandre à contre-cœur, mais sans renoncer au dessein d'envahir la Belgique. Il fit venir de Lille à Valenciennes Labourdonnaye qui devait commander en son absence toutes les troupes du Nord. Il nomma Ruault gouverneur de Lille. Il chargea Moreton et le commissaire des guerres Malus de presser l'exécution des mesures qu'il avait méditées pour hâter l'invasion du Brabant[1]. Le 27 août il partait en jurant à Moreton et aux commissaires de l'Assemblée qu'ils le reverraient bientôt et qu'avant la fin de l'année, la conquête des Pays-Bas autrichiens serait un fait accompli. Personne ne le crut, mais il tint parole. Il partait en poste, sans argent, sans chevaux de selle; il n'emmenait que Westermann et son valet de chambre Baptiste.

IV. Le 28 août Dumouriez était à Mézières. Les membres du département lui rendirent visite; il les blâma d'avoir encouragé la résistance de Lafayette, mais, dit-il, ils me parurent honteux et désireux de réparer leurs fautes[2]. Le même jour il se rendait à Sedan.

Le lendemain (29 août) il parcourut le camp. Une grande partie de l'armée était prévenue contre le nouveau général; on le regardait comme un homme de plume dont la vie s'était passée dans les bureaux du ministère et dans de petits commandements; on l'accusait d'avoir perdu Lafayette par ses intrigues. Il ne vit partout que des visages sombres et irrités; pas de cris, pas de vivats, mais le silence d'une armée chagrine et méfiante. Un grenadier osa dire tout haut : « C'est ce b...-là qui a fait déclarer la guerre ». Dumouriez entendit le mot : « Croyez-vous, répondit-il, gagner la liberté sans vous battre? » Un autre cria : « A bas le général! » Il courut au bataillon d'où partait ce cri, puis, tirant son épée : « Que ce mauvais soldat, dit-il, vienne se mesurer avec moi! » Personne ne bougea. « Mes amis, reprit-il, cet homme est un lâche, indigne de demeurer parmi

[1] Arch. guerre, Moreton à Servan, 28 août.

[2] Arch. guerre, Dumouriez à Servan, lettre du 28 août, datée de Mézières; *Monit.* du 31. Chazot avait déjà fait appel au patriotisme ardennais dans une proclamation contresignée par le président et le secrétaire du conseil général, Philippoteaux et Gailly (27 août).

vous. » Le soldat fut maltraité par ses camarades, et Dumouriez acclamé [1].

Son premier soin fut d'envoyer du secours à Verdun. Il donna l'ordre au lieutenant-colonel d'artillerie Galbaud de se jeter dans la ville avec deux bataillons et le nomma maréchal de camp pour « lier son sort à celui de la place et le faire respecter davantage de la garnison [2] ». Il assigna un autre emplacement à ses troupes, car il connaissait l'approche de Clerfayt et redoutait une attaque. Les magasins se trouvaient à Stenay, à quelques lieues en avant; il les fit évacuer. Le camp établi entre la Meuse et la Chiers, sur les hauteurs de Vaux, était en l'air et occupait une trop grande étendue de terrain; il le transporta sous les murs de Sedan, à Bazeilles. Il mit l'avant-garde à Mouzon sur la rive gauche de la Meuse et envoya Miaczynski à Stenay avec un millier d'hommes [3].

Qu'allait-il faire de cette armée? Dès son arrivée à Sedan, il mandait à ses *chers amis*, Bellegarde, Delmas et Dubois-Dubay, qu'il avait le dessein de « côtoyer l'ennemi pour lui disputer le passage des rivières ». Il ordonnait à Duval de se rendre à Rethel avec les troupes du camp de Pont-sur-Sambre, soit pour se joindre à l'armée de Sedan, soit pour se diriger « sur les parties de la Champagne menacées par la marche rapide de l'ennemi ». Il annonçait aux trois commissaires qu'il « marcherait au travers de plusieurs départements » et les priait de se rendre à son camp : « il est absolument nécessaire pour moi et encore plus pour la patrie que vous veniez me joindre pour appuyer par le pouvoir qui vous est délégué toutes mes réquisitions [4] ». Il voulait donc se porter, selon le désir de Servan, sur le flanc des alliés, leur barrer le chemin de Paris et peut-être empêcher la prise de Verdun, en un mot faire la guerre défensive.

[1] Dumouriez, *Mém*. I, 253; Archenholz, *Minerva*, janvier 1793, p. 162; d'Allonville, *Mém. secrets*, II, 389.

[2] Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 29 août; voir *Invasion pruss.*, chapitre de *Verdun*.

[3] Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 31 août.

[4] Biblioth. de Verdun, *Verdun-Révolution*, II, p. 18, lettre de Dumouriez aux commissaires de l'armée du Nord, 28 août.

Mais tout ce qu'il voyait et entendait autour de lui le convainquit bientôt que son armée ne pourrait soutenir le choc des Prussiens. « Il s'en faut de beaucoup, écrivait-il le 29 août à Servan, que l'esprit de cette armée soit aussi bon que celui du camp de Maulde. C'est la seule force militaire qu'on peut opposer, mais cette force est un fantôme et se détruira d'elle-même si les ennemis avancent sur nous. » Il revint donc à son plan d'offensive en Belgique. A Sedan, comme à Valenciennes, il persistait à croire qu'il fallait envahir le Brabant et « tenter un coup hardi qui déconcerterait l'adversaire ». En marchant au-devant des Prussiens, on courait à la défaite; en reculant sur la Marne ou sur Paris, on exposait l'armée à la panique et à la débandade. Ne valait-il pas mieux attaquer les Pays-Bas autrichiens? Les Impériaux, affirmait Dumouriez, se sépareront de leurs alliés pour nous suivre, et dès lors les Prussiens demeurés seuls et laissant trop de troupes en échelons pour garder leurs lignes de communication, seront accablés à la fois par Kellermann qui les prendra en queue et par Luckner qui les attend au passage de la Marne; voilà le seul moyen de détourner l'invasion; renforcez Kellermann à son camp de Metz, portez une grande force sur Châlons et attendez nos succès dans la Belgique [1].

Pour obtenir plus sûrement l'approbation du ministre, il réunit un conseil de guerre auquel assistèrent les lieutenants généraux Dillon et Chazot, les maréchaux de camp Money, Miaczynski, Dubouquet et Vouillers, le colonel du génie de Lafitte-Clavé, l'adjudant-général Thouvenot [2]. Il a raconté dans ses *Mémoires* cette séance dramatique. Il assure qu'il déploya sur la table du conseil la carte de la Champagne et fit un éloquent discours. Il prouva que Verdun était perdu sans res-

[1] Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 29 août.

[2] Quoi qu'en dise Dumouriez, ni d'Hangest, ni Dietmann, ni Petiet n'assistaient à ce conseil de guerre qui eut lieu, non pas le 28, mais le 29 dans la soirée. Lafitte-Clavé avait été lieutenant-colonel du génie à Cherbourg, puis colonel-directeur du génie à Valenciennes; il connaissait très bien la frontière des Pays-Bas, et, lorsqu'il était capitaine de génie à Cambrai, en 1778, rédigea un excellent mémoire sur *la frontière de Flandre et du Hainaut, depuis Dunkerque jusqu'à Charlemont* (*Tableau hist.*, I, 10-61).

source, mais que l'armée de Sedan, malgré son petit nombre, était en état de défendre le sol de la patrie contre les Prussiens, qui seraient retardés dans leur marche par les sièges, par leurs équipages, par leurs propres convois. Dillon proposa de se retirer derrière la Marne, à Châlons ou à Reims, et tous les membres du conseil l'approuvèrent. Mais Dumouriez ne voulait en réalité qu'étudier ses lieutenants. Il leva la séance sans se prononcer, il retint auprès de lui Thouvenot dont il avait deviné les talents, il lui révéla son plan de campagne ; « voilà, lui dit-il, en montrant sur la carte la forêt d'Argonne, voilà les Thermopyles de la France. Jamais, ajoute Dumouriez, la communication du feu électrique n'a été plus prompte que cette opinion sur le génie de Thouvenot ; pleins de confiance dès ce moment l'un dans l'autre, ils se jurèrent amitié et ne pensèrent plus qu'à détailler ce projet [1] ».

Le récit de Dumouriez est démenti par le procès-verbal du conseil de guerre et par les témoignages de Dillon, de Money et de Gobert. Loin de dire qu'il faut se porter derrière la Marne et en défendre le passage, tous les membres du conseil, Dillon et Chazot, Money et Miaczynski, Vouillers et Dubouquet, Lafitte et Thouvenot, affirment, avec Dumouriez, que le seul moyen de sauver la France est de faire une grande diversion dans les Pays-Bas autrichiens. Dillon, le premier, ouvre cet avis et déclare qu'on ne peut attaquer de front un ennemi formidable, que la Meuse est guéable en soixante-quatre endroits de Verdun à Stenay, que les Prussiens franchiront la rivière sans obstacle où et quand ils voudront, qu'il faut donc se jeter sur la Belgique en laissant de bonnes garnisons dans les places fortes de Sedan à Maubeuge. Après Dillon et comme Dumouriez, le conseil propose de changer la nature de la guerre et de la rendre offensive, de rassembler 40,000 hommes en Belgique, de diriger l'armée de Sedan sur Bruxelles et les troupes du camp de Maulde, renforcées de tous les volontaires de l'armée du Nord, sur la gauche de Tournay. Comme Dumouriez, le conseil pense que les Autri-

[1] Dumouriez, *Mém.*, I, 254-257.

chiens abandonneront aussitôt leurs alliés pour défendre les Pays-Bas et que les Prussiens, réduits à leurs seules forces, s'arrêteront dans leur marche et se garderont bien de s'enfoncer dans l'intérieur de la France. Comme Dumouriez, le conseil avoue que ce parti semble extrême, « mais il n'est que prudent, nous sortons le fléau de la guerre de notre propre pays et nous le portons chez nos voisins ». Comme Dumouriez, le conseil prétend que l'invasion de la Belgique peut seule donner à l'armée « de l'ensemble et de l'espoir » et « la sauver de la dissolution ». Comme Dumouriez, le conseil s'oppose à la guerre défensive, trop méthodique et trop savante ; « elle nous fera toujours faire des marches rétrogrades et nous ramènera à Paris avec les ennemis à notre dos... Si l'armée nous voit consulter les règles de la prudence et reculer devant l'ennemi, elle se méfiera de nous et se portera peut-être à des insurrections et au désordre. Un seul échec, et encore agitée par l'esprit de division que la fuite de Lafayette y a semée, elle se débande entièrement ». Comme Dumouriez, le conseil déclare enfin que l'armée manque de tout et ne trouvera qu'en Belgique les ressources qui lui font défaut : « c'est en Belgique que nous pensons unanimement qu'est le salut de la France, voilà notre opinion dernière [1]. » Vouillers fut chargé de porter à Paris le procès-verbal de la délibération et d'expliquer au conseil exécutif les détails du plan d'offensive.

V. Cependant le ministre de la guerre avait appris l'arrivée de Dumouriez à Sedan. Il crut que le général, renonçant à l'invasion de la Belgique, se dirigeait sur le flanc des alliés et n'avait plus d'autre but que d'arrêter leur marche sur la capitale. Depuis plusieurs jours, il ne cessait de « dire la même chose » à Dumouriez ; « je contrarie vos désirs les plus vifs, lui écrivait-il, mais croyez bien que, puisque j'insiste, c'est que je

[1] Arch. guerre, procès-verbal du conseil de guerre du 29 août ; cp. Dillon, *Compte rendu au ministre de la guerre*, 1792, p. 9 ; Money, *The campaign*, 38 ; Mémoire de Gobert sur les opérations du 28 août 1792 au 3 août 1793 (arch. guerre).

vois le salut de l'État et votre gloire attachés aux mesures que je prescris[1]. » Soudain Vouillers arrivait à Paris ; il annonçait que Dumouriez était plus que jamais résolu, malgré les injonctions ministérielles, à pénétrer dans le Brabant, qu'il avait tenu conseil de guerre et que tous les officiers généraux de son armée s'étaient rendus à ses raisons.

Servan exposa la situation au conseil exécutif provisoire, et, le 1er septembre[2], après s'être entretenu longtemps avec Vouillers, après avoir consulté Lacuée et Grimoard, après avoir obtenu l'assentiment de Danton et de ses collègues, il écrivit à Dumouriez. L'invasion de la Belgique, disait-il, n'arrêterait pas les Prussiens ; « vous ne leur ferez pas changer le projet de marcher en avant, bien assurés, s'ils réussissent, de se faire rendre le Brabant ou de le reprendre dans un instant. » L'armée de Sedan devait diriger sa marche sur l'Argonne et le Clermontois, et se rapprocher de l'armée du Centre ; toutes deux se réuniraient et défendraient de concert le pays entre Meuse et Marne, pendant que derrière elles, sur l'Aisne, l'Oise et la Seine, on lèverait de nouvelles troupes et remplirait les magasins. L'affaire la plus importante, ajoutait Servan, est de gagner du temps, et qui gagne du temps, remporte des victoires : il faut organiser nos forces, augmenter notre matériel et nos approvisionnements, encourager les populations par le spectacle de nos efforts ; il faut convaincre l'envahisseur que nous voulons être libres. Kellermann marche à votre rencontre et vous secondera ; le pays est propre à la défensive ; si vous êtes contraints de l'abandonner, vous l'aurez ruiné par le séjour de votre armée, et les ennemis n'y trouveront pas de quoi subsister. En un mot, ralentissez la marche de l'invasion ; vous irez en Belgique, le conseil approuve votre plan, mais laissez-nous le temps de rassembler 30,000 hommes à Châlons.

Le lendemain, Servan apprenait que Verdun était investi de toutes parts et que Galbaud n'avait pu pénétrer dans la ville. Il écrivit encore à Dumouriez en

[1] Arch. guerre, Servan à Dumouriez, 27 et 29 août.
[2] Qu'on remarque bien cette date.

termes plus pressants. « Au nom de la patrie, adoptez des plans dictés par les circonstances les plus impérieuses. Conduisez votre armée entre Meuse et Marne ; portez-vous sur Sainte-Menehould ou environs, ou même sur Châlons, en venant directement passer l'Aisne, pour vous en couvrir et arriver plus sûrement sur les bords de la Marne. Une fois derrière la Marne, si vous persistez dans votre idée, vous pourrez remettre cette armée à un lieutenant-général, dirigé par les conseils du maréchal Luckner, et aller faire votre tentative sur la Belgique [1]. »

Que ferait Dumouriez? Refuserait-il d'exécuter les ordres du conseil provisoire [2]? On le savait confiant en lui-même, entêté de ses propres idées, peu disposé à se plier au plan d'autrui. Mais le 3 septembre, Servan recevait la nouvelle la plus soudaine, la plus inespérée, la plus extraordinaire, la plus propre à produire l'effet d'un coup de théâtre. Deux jours après le départ de Vouillers, Dumouriez, abandonnant son plan d'offensive, avait pris le chemin de l'Argonne, sans même attendre la réponse du ministre [3]! Le 1er septembre, pendant que Servan lui mandait de se porter entre Meuse et Marne, il marchait de Sedan sur Mouzon ; le 2 septembre, pendant que Servan le priait de passer l'Aisne, il courait de Mouzon à Grandpré; lorsque Vouillers revint avec les instructions du conseil exécutif, l'armée qu'il croyait destinée à l'invasion de la Belgique, s'était saisie des défilés de l'Argonne et attendait les Prussiens sur la frontière de la Champagne!

Dumouriez avait-il remarqué dans le conseil de guerre que plusieurs membres n'adoptaient son plan que par déférence et pour ne pas lui déplaire? Money raconte qu'en signant le procès-verbal il dit au con-

[1] Arch guerre, Servan à Dumouriez, 2 septembre.

[2] On retrouve un écho de ces alarmes dans le passage suivant d'un écrit de Robert Lindet, reproduit dans les *Mémoires* de Meillan (Exposé des motifs qui m'ont décidé à voter pour l'arrestation de trente-deux membres de la Convention) : « Longwy et Verdun s'étaient rendus aux despotes ; Dumouriez allait transporter dans la Belgique et enlever à la France l'armée qui était sa seule ressource. »

[3] Money, *The campaign*, 41 : « without waiting an answer to this extraordinary letter. »

seil : « Je ne donne mon adhésion que par respect pour vous, car vous connaissez le pays mieux que moi qui suis étranger ; mais je gage ma tête que vous n'aurez pas l'assentiment de l'Assemblée et des ministres ; entrer en Belgique, c'est laisser la route de Paris ouverte à l'invasion. — Quel est votre plan ? », demanda Dumouriez. Money montra la carte et mit le doigt sur la rive gauche de la Meuse entre Sedan et Verdun : « l'armée, répondit-il, doit se placer là pour défendre les passages de la rivière et jeter des secours à la fois dans Verdun et dans Sedan. Sinon, il faut se retirer dans la forêt et en garder les issues, en laissant un corps assez considérable chargé d'opérer sur les flancs de l'ennemi et d'inquiéter ses communications. J'ai signé le procès-verbal, ajouta Money, mais je prie M. de Vouillers qui porte notre lettre à Paris, de dire aux ministres que je l'ai signé contre mon opinion. » Ces paroles firent quelque impression sur les membres du conseil ; il parut même à Money que Vouillers n'approuvait pas le plan de Dumouriez [1].

D'autres officiers que le général en chef n'avait pas consultés, apprirent avec surprise le résultat de la délibération. Quoi, s'écriait Gobert, on abandonnerait la Champagne aux Prussiens ! On tournerait le dos à l'ennemi ! On le laisserait marcher sans obstacle sur la capitale ! Que pourraient les Parisiens contre l'envahisseur, pendant que l'armée française serait en Belgique [2] !

Mais Dumouriez tenait bon, et le 31 août, il déclarait encore qu'il ne désespérait pas de la chose publique, si le conseil exécutif adoptait son plan d'offensive. « Comparez, mandait-il à Servan, la défensive faible, timide, et presque inutile, qui ruinera votre propre pays sans ressource, avec l'offensive imprévue, audacieuse, dont le succès est presque immanquable, qui nous donnera

[1] Money, *The campaign*, 38-41 : « ...some other general officers, who began to be of my opinion..., I found that he (Vouillers) also thought as I did.

[2] Arch. guerre, Mémoire de Gobert : « Et cet avis prévalut, malgré l'indignation qu'il inspirait à un petit nombre qui n'avaient pas de voix au conseil ! »

50,000 hommes de plus et le moyen de revenir sur Paris, par la route la plus courte et la meilleure avec une armée victorieuse contre une armée affaiblie par les longues marches, la désertion et les points intermédiaires qu'elle devra garder pour sa retraite[1]. »

L'investissement de Verdun et l'approche de plus en plus menaçante de Clerfayt changèrent sa résolution. Il croyait, avec tous les officiers-généraux de son armée, que Galbaud aurait le temps de se jeter dans Verdun et que, grâce à ce secours, la place tiendrait au moins quinze jours ou trois semaines « qu'il pourrait employer utilement[2] ». Mais, le 31 août au matin, on entendit à Sedan le bruit d'une lointaine canonnade. Elle est très forte, disait Dumouriez, et dure continuellement[3]. Evidemment, les Prussiens investissaient Verdun et il était peu probable que Galbaud, parti du camp de Vaux dans l'après-midi du 29 août, fût entré à temps dans la ville.

Au même instant, on apprenait que Clerfayt s'était avancé par Longuyon et Marville, qu'il dépassait Montmédy, et, au lieu d'assiéger cette place, ne « faisait que la tourner », qu'il campait sur les hauteurs de Juvigny, que ses éclaireurs poussaient des reconnaissances jusqu'aux environs de Stenay. L'Autrichien avait certainement l'intention de passer la Meuse à Stenay et de « tenir en respect le camp de Sedan », pendant que d'autres colonnes de l'armée alliée traverseraient la rivière à Consenvoye et à Dun[4].

Quel parti prendre ? Envahir la Belgique ? Mais Dumouriez croyait que cette invasion entraînerait Clerfayt à sa suite, et voici Clerfayt qui marche à sa rencontre et se met devant lui avec un corps dont les espions portent la force à 15,000 hommes. Aller au secours de Verdun ? Mais Clerfayt barre tous les passages. Garder le camp de Sedan et attendre dans cette position le choc des alliés ? Mais il faudrait trente ou quarante mille soldats, une considérable artillerie, la protection

[1] Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 31 août.
[2] Procès-verbal du conseil de guerre du 29 août.
[3] Dumouriez à Servan, 1er septembre ; Dillon, *Compte rendu*, p. 15.
[4] Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 31 août.

d'une puissante forteresse, et Sedan, avoue Dumouriez, n'est pas une place de guerre. « Ce camp, écrivait-il quelques jours plus tard à Biron, était détestable, et j'y aurais été pris avec toute l'armée; j'avais en tête Clerfayt avec ses Autrichiens; à quelques lieues de moi, les Prussiens assiégeaient Verdun, et je ne doutais pas que cette place ne dût être bientôt prise; on pouvait me mettre entre deux feux [1]. »

C'en est fait. Il renonce à l'invasion de la Belgique, non sans peine, en gémissant sur la nécessité de rejeter un grand plan [2]. Il se résigne à cette défensive qui répugne à son génie aventureux et hardi. Les ennemis, disait-il dans le conseil de guerre du 29 août, « ne peuvent avoir que deux projets ; ou celui d'attaquer nos places, ou celui de passer entre Montmédy et Verdun, de traverser la Meuse à Stenay, d'entrer par la trouée d'Autry et de Grandpré sur la rivière d'Aisne, d'arriver à Châlons et de là, de marcher sur Paris [3] ». Il faut les prévenir, il faut courir à la trouée d'Autry, se poster résolument à l'entrée de l'Argonne, défendre le Chesne-Populeux, Grandpré, les Islettes, tous les chemins qui mènent de Lorraine en Champagne, attendre dans ces positions les renforts de Paris et l'armée de Kellermann. « Je ne peux, écrivait-il dès le 31 août à Servan, m'opposer au mouvement de Clerfayt, ni empêcher l'investissement de Verdun, et pour éviter un plus grand malheur, je serai peut-être forcé d'abandonner entièrement le cours de la Meuse et de me porter, par le chemin le plus court, c'est-à-dire par Chémery, Brieulles et Grandpré sur la rivière d'Aire pour défendre la trouée d'Autry, tandis qu'un corps particulier se portera dans les gorges du Clermontois. » Le lendemain, 1er septembre, sa résolution était définitivement arrêtée. Il appelait, non plus à Rethel, mais à Autry, Duval et les troupes du camp de Pont-sur-Sambre. Il mandait à ses amis Delmas, Dubois-Dubay et Bellegarde de le joindre sur-le-champ. Les places de Montmédy, de Sedan, de Mézières resteraient abandon-

[1] Arch. guerre, Dumouriez à Biron, 9 et 28 septembre.
[2] Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 2 septembre.
[3] Procès-verbal du 29 août.

nées à leurs propres forces, mais il s'agissait, avant tout, de barrer à l'envahisseur le chemin de Paris, et, comme disait Dumouriez, de sauver le tronc sans s'attacher aux branches.

On a prétendu que Servan avait le premier imaginé d'arrêter les Prussiens dans l'Argonne ; le ministre aurait conçu le plan et Dumouriez n'aurait fait que l'exécuter. Mais Servan a publié en 1795 une critique des *Mémoires* du général : il censure amèrement les fautes que Dumouriez commit en Belgique ; il lui reproche une ambition démesurée et « une envie de dominer pour laquelle il ose tout hasarder et tout risquer » ; il le blâme d'avoir poursuivi mollement les Prussiens dans leur retraite ; il ne dit pas un mot du plan de campagne qu'il aurait dicté. On sait également qu'il a composé, en collaboration avec Grimoard, un *Tableau historique* des premières guerres de la Révolution ; le deuxième volume de cet ouvrage traite de l'invasion prussienne en 1792 ; il fut rédigé sur les notes de Grimoard et de Servan par un officier anonyme ; cet auteur attribue à Dumouriez, et à Dumouriez seul, l'honneur de la résistance. Il est vrai que, le 31 août, Servan écrivait au général que si la guerre était transportée dans l'Argonne, elle serait plus défensive qu'offensive et conviendrait parfaitement au genre de troupes qu'il commandait. Il est vrai, que, le 1er septembre, il lui mandait que, sur l'avis du conseil exécutif provisoire, l'armée de Sedan devait diriger sa marche vers l'Argonne et le Clermontois. Il est vrai encore que, le 2 septembre, il priait Dumouriez de se porter sur Sainte-Menehould ou environs. Mais lorsque ces recommandations arrivèrent au général, il avait déjà pris le chemin de l'Argonne. Il devança les lettres du ministre et sa marche était commencée avant que Servan l'eût prescrite. Vous verrez, disait-il le 2 septembre à son ancien collègue, « vous verrez, en me suivant sur la carte, que je n'ai pas attendu que vous m'invitassiez à venir me placer dans les trouées de l'Argonne », et il informait Luckner que le ministre de la guerre s'était rencontré avec lui sur toutes ses opérations et ses marches ; « j'ai prévenu les instructions qu'il m'a données. »

Quoi qu'on ait dit, Dumouriez a donc le mérite d'avoir

reconnu le vrai point stratégique qu'il fallait défendre, la ligne de l'Argonne. Servan lui rendit cette justice et n'eut jamais la ridicule vanité de croire qu'il avait déterminé Dumouriez. « Je ne vous donnerai pas des éloges sur vos marches et votre plan, écrivait-il le 4 septembre au général, mais ou j'en juge mal, ou vos concitoyens vous loueront; quant à moi, je vous dirai franchement que j'ai eu grand plaisir à vous suivre sur la carte [1]. »

Dumouriez avait-il adopté le meilleur plan de campagne? Bülow assure que le général avait raison de se jeter en Belgique; il ne devait pas, dit-il, s'opposer directement aux Prussiens, et sa seule excuse est d'avoir craint le blâme des Parisiens, s'il cessait de couvrir leur ville. Dumouriez, ajoute Bülow, était à Sedan, et Kellermann à Metz. Au lieu d'aller à la rencontre de Dumouriez par un long détour, Kellermann devait attaquer les Autrichiens qui bombardaient Thionville, laisser un corps pour les contenir et un autre pour s'opposer aux entreprises de la garnison de Luxembourg, puis marcher avec le reste de son armée sur Trèves et Coblenz, en même temps que Custine s'emparait de Mayence et de Francfort. Les Prussiens, craignant d'être coupés de leurs magasins et de leurs parcs de réserve par Kellermann et Custine, n'auraient pas osé pénétrer en Champagne; ils reculaient inquiets et en désordre sur Luxembourg; mais Kellermann et Custine, concertant leurs opérations, les rejetaient en Westphalie. Cependant Dumouriez entrait sans obstacle dans les Pays-Bas autrichiens; les forteresses de la Meuse lui fournissaient une base solide d'opérations; il arrivait en peu de temps jusqu'au Rhin et donnait la main à ses deux collègues; dès 1792, la France était maîtresse du cours du grand fleuve de la Hollande à Bâle [2]. Ce plan de Bülow est fort séduisant; mais, en supposant que Dumouriez eût réussi dans son entreprise et conquis la Belgique, aurait-il été secondé

[1] Voir toute la correspondance aux archives de la guerre. Ce n'est donc ni Servan, comme l'a prétendu Sybel, ni Lacuée, comme l'a dit Forneron, ni Mathieu Dumas, comme le soutient d'Allonville (*Mém. secrets*, II, 390) qui donna l'avis ou envoya l'ordre d'occuper les gorges de l'Argonne.

[2] Bülow, *Esprit de la guerre moderne*, 231-234.



par Kellermann et Custine qui ne souffraient pas de supérieur dans le commandement et ne surent pas, à la fin d'octobre, combiner leur action ?

Gouvion-Saint-Cyr développe dans ses mémoires un autre plan d'opérations. Il fallait, selon lui, abandonner à l'envahisseur les défilés de l'Argonne et ne pas même tenter de les défendre. Dumouriez, restant à l'abri du canon de Sedan et de Mézières, mais à portée de la forêt, aurait attendu ses renforts de Flandre et occupé l'Argonne après que Brunswick l'aurait franchie. Dès lors Dumouriez et Kellermann agissaient de concert, l'un sur la droite, l'autre sur la gauche des alliés ; au lieu d'arrêter de front l'envahisseur, les deux armées françaises réunies opéraient sur ses flancs et ses derrières, coupaient ses communications avec Luxembourg et Trèves, et le forçaient à la retraite [1]. Ce plan de Gouvion-Saint-Cyr fut pendant quelques jours celui de Servan. « Il est instant, écrivait-il le 26 août à Dumouriez, de vous porter sur les derrières de l'ennemi, et je donne avis à Kellermann de se mettre de même sur ses flancs ; le seul moyen d'arrêter l'envahisseur est d'employer toutes nos forces à le resserrer sur ses flancs et ses derrières, et à lui ôter la ressource de subsister aux dépens du pays. » C'était aussi le plan de Vergniaud : quand ces hordes s'avanceront, disait-il à la tribune de l'Assemblée le 2 septembre, nos armées qui ne sont pas assez fortes pour les attaquer, le seront assez pour les suivre, les harceler, leur couper les communications avec l'extérieur [2].

Mais en France il faut toujours compter avec l'opinion ; la direction de la guerre est soumise à l'influence du sentiment public, et l'émotion de Paris a plus d'une fois décidé du plan de campagne. Que Dumouriez envahît la Belgique ou qu'il suivît les Prussiens en les harcelant et les pressant entre son armée et celle de Kellermann, il laissait la route de la capitale ouverte aux coalisés, il jetait l'alarme dans une population défiante qui se croirait perdue et crierait à la trahison. « Les ennemis

[1] *Mém. sur les camp. des armées du Rhin*, I, p. lxiv, lxv.
[2] Arch. guerre, Servan à Dumouriez, 26 août ; discours de Vergniaud, 2 septembre, *Monit.* du 4.

menacent Paris, disait Roland, c'est vers Paris que se dirige leur rage, c'est là qu'ils ont à exercer des vengeances, c'est là qu'ils espèrent dissoudre le gouvernement et profiter de leurs avantages [1]. » Servan écrivait à Dumouriez qu'il fallait connaître l'esprit de la capitale et des départements, que le peuple ne voyait partout que perfidie et traîtrise, que si les troupes marchaient vers la Belgique on accuserait les ministres de « conniver » avec les royalistes ; prendre garde de « jeter le découragement dans les têtes » et *couvrir Paris*, tel était le mot d'ordre qu'il donnait au général ; il s'agit, ajoutait-il quelques jours plus tard, de prendre une position telle que l'ennemi *vous rencontre partout* [2]. Dumouriez devait donc se placer entre Paris et l'envahisseur. Servan lui conseillait même de se rendre à Châlons et de manœuvrer derrière la Marne. Mais il y avait encore un rempart naturel à opposer aux alliés : la région montueuse et boisée de l'Argonne. Ce fut là que Dumouriez résolut d'arrêter l'invasion, et la nouvelle de son mouvement rassura Paris. « Il a rassemblé tout son monde, disait Prudhomme, et s'est emparé de toutes les hauteurs de l'Argonne et du Clermontois, si bien qu'au lieu d'être stationnaire à Sedan, il est actuellement établi sur toutes ces montagnes ; il ferme absolument le passage à la colonne brunswickoise, et nous sommes plus qu'en mesure pour empêcher l'ennemi de pénétrer [3]. » Westermann avait accompagné Dumouriez dans l'Argonne. « L'ennemi, mandait-il à Danton, ne pourra pas entrer en Champagne et nous marchons droit à lui [4]. »

[1] Roland à l'Assemblée, 3 septembre, *Monit.* du 5 et 17 septembre.
[2] Arch. guerre, Servan à Dumouriez, 26 août, 1er et 17 septembre.
[3] *Révolutions de Paris*, XIII, 434.
[4] Journal des Jacobins, corresp. 10 septembre (lettre de Westermann, du 3 septembre). Peut-on dire, au reste, que tel ou tel plan était meilleur que celui de Dumouriez ? Il y a, malgré tout, tant de hasard dans les choses de la guerre ! L'important, c'est que Dumouriez réussit. Rappelons-nous le mot de Voltaire : « Ce que M. de Guibert dit contre le héros de Denain me fait souvenir de M. de Folard, qui écrivait dans ses commentaires de Polybe : Le maréchal de Villars, après avoir donné le change aux ennemis, attaqua le corps qui était dans Denain, le fit tout entier prisonnier de guerre, s'empara de Marchiennes et prit cinq villes en deux mois ; je n'aurais rien fait de tout cela. »

CHAPITRE II

L'ARGONNE

I. L'Argonne et ses défilés : les Islettes, la Chalade, Grandpré, la Croix-aux-Bois, le Chesne-Populeux. — II. L'armée de Sedan. — Activité de Dumouriez. — Son état-major. — Ordre de bataille. — Courage et discipline de l'armée. — III. Dillon à Stenay. — Inaction de Clerfayt. — Marche de Dumouriez sur Grandpré. — IV. La position de Grandpré. — Miranda au Morthomme. — Stengel à Saint-Juvin. — V. Marche de Dillon sur les Islettes. — Ses craintes. — Il se rejette en arrière. — VI. Galbaud aux Islettes depuis le 1er septembre. — Arrivée de la garnison de Verdun. — Son découragement. — Funérailles de Beaurepaire. — Panique. — Galbaud abandonne les Islettes pendant un jour. — VII. Dillon se joint à Galbaud. — Ordre de bataille de Dillon. — Mesures défensives. — Les Thermopyles de la France.

L'Argonne sépare le bassin de la Meuse de la vallée de l'Aisne et s'élève comme une barrière de forêts entre la plaine des Trois-Évêchés et la Champagne pouilleuse. Elle s'étend entre les collines de l'arrondissement de Bar au sud et la forêt des Ardennes au nord, des sources de l'Aisne et de la Tête de Brémont aux environs de Sedan (bois d'Omont et de Mazarin). Sa limite est marquée au sud-est par les villages de Villers, de Passavant et de Beaulieu, au nord-ouest par le Chesne-Populeux.

Elle est entourée par deux rivières, à l'ouest par l'Aisne, au sud-est par l'Aire. L'Aisne qui prend sa source à l'extrémité méridionale de la forêt, traverse Sainte-Menehould et se dirige vers le nord par la Neuville-

au-Pont, Vienne-la-Ville, Servon, Autry, Grandham et Senuc où elle reçoit l'Aire : elle borde ainsi la lisière occidentale de l'Argonne et coule sur ses derrières ; si l'ennemi, venant de l'est, franchit l'Argonne, l'Aisne oppose encore un dernier obstacle à sa marche. L'Aire côtoie la forêt sur une longueur de trente-huit kilomètres ; elle arrose d'abord Neuvilly, Varennes, Apremont et Fléville ; puis elle fait un brusque détour vers l'ouest, coule entre Saint-Juvin et Marcq, traverse Grandpré et se jette, près de Senuc, dans l'Aisne dont elle est l'affluent le plus considérable.

L'Argonne est plutôt une suite de plateaux boisés qu'une véritable chaîne de montagnes. Aussi dit-on à la fois, l'*Argonne* et *la forêt d'Argonne*. Les hauteurs qui la composent, sur une longueur de quinze lieues, n'ont guère que cent mètres d'élévation au-dessus des thalwegs voisins [1]. Mais, en certains endroits, la forêt a plus de trois lieues de largeur ; elle renferme des bois épais de hêtres, de bouleaux et de coudriers, de vastes clairières, des gorges escarpées, des vallées étroites et profondes, qui charment les yeux du voyageur et de l'artiste Peu de routes, à l'exception de l'ancienne voie romaine, qui porte, dans le pays, le nom expressif de *haute chevauchée* et mène de Brizeaux à Vienne-le-Château, en suivant la vallée de la Biesme ; des chemins pittoresques qui s'enfoncent sous la feuillée et parmi la fougère ; des maisons forestières ou de petits villages qui se cachent au milieu des taillis ; des scieries établies au bord des ruisseaux.

L'Argonne n'a plus aujourd'hui la même importance militaire qu'en 1792. Elle n'a plus arrêté l'invasion ; Blücher l'a tournée en 1814 ; la troisième armée prussienne ou armée de la Meuse l'a traversée sans obstacle en 1870. Mais dans l'automne de 1792, à une époque où les routes n'était pas entretenues avec le même soin qu'aujourd'hui, où presque toutes les voies de communication qui figurent actuellement sur la carte n'étaient pas encore pratiquées, où le pays présentait mille obstacles que les

[1] Joinville, *Campagne de 1792* (précis clair et net paru dans le *Spectateur militaire*, déc. 1840, janvier-mars 1841).



défrichements et les déboisements ont fait depuis disparaître, l'Argonne offrait des ressources de défense très sérieuses par ses étangs, par ses pentes rapides et abruptes (surtout celles du versant oriental qui regardent l'invasion), par ses gorges ou *échavées*, par ses chemins encaissés qui formaient de véritables ravins. D'ailleurs la pluie qui ne cessa de tomber pendant le mois de septembre, détrempa le sol argileux et mêlé de calcaire ; elle rendit les routes de la forêt presque impraticables pour les voitures ; elle transforma les vallées en marécages ; elle fit déborder les ruisseaux dont les eaux coulent ordinairement à fleur de terre. Enfin, ces collines qu'on emporterait aujourd'hui, selon le mot d'un historien allemand, en poussant un simple hurrah [1], inspiraient alors un grand respect aux hommes de guerre et passaient pour d'imprenables positions. Il faut se souvenir que l'emploi des tirailleurs en grandes bandes, ce qu'on nomme l'ordre dispersé, était encore inconnu. Ce ne fut que dans les campagnes suivantes, sous l'impulsion de Dumouriez, de Custine et de Dugommier, que les généraux, éparpillant un bataillon, un régiment, parfois une brigade entière, enlevèrent des hauteurs qu'on regardait comme inexpugnables. Brunswick et ses lieutenants ne faisaient pas la guerre d'une façon aussi lâchée ; ils ne comprenaient pas qu'une armée pût s'avancer autrement qu'en masses épaisses et dans le meilleur ordre. Charles-Ferdinand n'osa lancer ses colonnes d'attaque ni sur les Islettes ni contre le tertre de Valmy ; comme tous les tacticiens du XVIIIe siècle, Frédéric II excepté, il ne pensait qu'à tourner l'adversaire et à le débusquer par de subtiles manœuvres [2].

Quoi qu'il en soit, une armée, suivie de son artillerie et de son train d'équipages, ne pouvait franchir l'Argonne que par cinq routes ou défilés. C'étaient du sud

[1] Sybel, I, 556 « zu dem Hurrah eines Tirailleurschwarmes Anlass gegeben » ; ce ne sont, dit Ditfurth (*die Hessen*, 77) que des collines comme l'Allemagne de l'ouest et du centre en offre par centaines.

[2] Voir dans notre précédent volume, *Invasion prussienne*, p. 79–80 et p. 112–114, quelques détails plus complets sur la stratégie du temps.

au nord, les Islettes, la Chalade, Grandpré, la Croix-aux-Bois et le Chesne-Populeux.

Le défilé des Islettes, long de 11 kilomètres et large de 300 à 500 mètres, n'est autre que la route qui mène à Paris par Sainte-Menehould et Châlons. Il tire son nom du village des Islettes et s'étend entre Clermont à l'est et Sainte-Menehould à l'ouest. Il faut le décrire avec détail. Le grand chemin qui part de Verdun traverse d'abord un plateau sur lequel subsistent encore des vestiges d'une voie romaine, franchit l'Aire près du hameau de Vraincourt et débouche par une rampe étroite au pied de Clermont-en-Argonne. Cette ville est située sur une hauteur escarpée qui domine la rive gauche de l'Aire; ancienne capitale du Clermontois, cédée à la France par le traité de Liverdun (1632), puis donnée par Louis XIV à la maison de Condé qui l'avait conservée jusqu'à la Révolution, elle ouvre, à vrai dire, le défilé des Islettes, ou, comme on disait en 1792, la gorge du Clermontois. Au sortir de la ville, la pente de la route diminue insensiblement; mais elle redevient assez raide à un quart de lieue, lorsqu'elle s'engage dans l'Argonne, entre deux hauteurs qu'on nomme dans le pays la Cardine et la Gorge aux Frênes. Bientôt elle entre dans la vallée du Hutebas (ruisseau qui prend sa source au sud de l'Argonne, au bois de la Goulette, près de la gorge Charognier, coule au nord des Grandes-Islettes, à une portée de fusil de ce village, et se jette dans la Biesme près du château du bois d'Epense). Elle franchit le Hutebas, puis la Biesme. Cette petite rivière de la Biesme, qui donne son nom à la vallée, sort des étangs de Saint-Rouin, dans les bois de Beaulieu, se dirige d'abord vers le nord, en laissant sur sa rive droite les villages des Grandes-Islettes [1], du Neufour, de Claon, de La Chalade, du Four-de-Paris, et, tournant vers l'ouest, se jette dans l'Aisne, au-dessous de Vienne-le-Château, après avoir parcouru vingt-neuf kilomètres. Elle formait, au XIIIe siècle, la limite entre la France et l'empire germanique [2], comme

[1] Ou les Islettes. On nomme Petites-Islettes une ferme située plus au nord, sur la rive droite de la Biesme, près du Neufour.

[2] Julien Havet, *La frontière d'empire dans l'Argonne* (Biblioth. de l'École des Chartes, 1881, p. 383-428).

depuis entre la Champagne et le Clermontois, comme aujourd'hui entre le département de la Marne et celui de la Meuse. C'est sur la rive gauche de la Biesme, en deçà des Islettes, que commence le défilé que le duc de Brunswick regarda comme inattaquable. La route gravit la côte qu'on nommait en 1792 et qu'on nomme encore la *côte de Biesme;* c'est une montée étroite, difficile, très escarpée, qui passe, en faisant de nombreux circuits, à travers les bois de la Vignette et des Germeries ; « elle présente, dit un contemporain, d'une part une sorte de précipice, et de l'autre elle est dominée, ainsi que toutes ses avenues, par la montagne que l'on a coupée pour y faire passer la grande route [1] ». Mais la route actuelle n'est pas celle que barraient les Français en 1792 ; la vieille route, aujourd'hui abandonnée et coupée de fondrières, était plus haut et l'on voit encore à droite et à gauche, la place des batteries qui dominaient la vallée; les habitants nomment même l'un des versants l'Affût du canon [2]. Arrivée à son point le plus élevé, la route traverse le plateau ; les bois cessent peu à peu pour faire place à des champs bien cultivés et à de riches vergers ; bientôt le chemin dépasse le hameau de la Grange-aux-Bois et descend par une longue rampe qui porte le nom de côte de Crèvecœur dans la gracieuse vallée où est située Sainte-Menehould [3], l'antique capitale de l'Argonne, entourée de tous côtés par des jardins et bâtie à la fois sur l'Aisne et sur un affluent de l'Aisne, la petite rivière d'Auve.

Le défilé de La Chalade est le chemin qui mène à travers bois, de Varennes à La Chalade. Ce dernier village, situé sur la Biesme, et célèbre autrefois par son abbaye de l'ordre de Cîteaux, est à six kilomètres au nord des Islettes et à neuf kilomètres au sud de Varennes.

Le défilé de Grandpré est formé par l'Aire qui se jette

[1] Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, 1882, II, 591. Le nom de la côte de Biesme fut défiguré par la plupart des auteurs contemporains qui disaient « la côte de Bienne ».

[2] L'autre se nomme la Cavette.

[3] On prononce Sainte-Menou et Dumouriez écrit le mot ainsi dans une dépêche du 1er septembre à Servan.

dans l'Aisne à une lieue au sud-ouest de Grandpré [1]. Cette ville qui fut, au moyen âge, la capitale d'un puissant comté, s'étend sur la rive droite de l'Aire, presque à l'extrémité du défilé, sur le chemin de Verdun à Vouziers. La route a suivi la rivière d'Aire, et s'inclinant, comme elle, de l'est à l'ouest a traversé successivement les villages de Baulny, de Fléville, de Saint-Juvin; puis franchissant un affluent de l'Aire, l'Agron, elle décrit une grande courbe près de la ferme de Belle-Joyeuse où aboutissent par le Morthomme, les chemins de Briquenay et de Buzancy, et se dirige par Grandpré sur Vouziers. La position de Grandpré offre ainsi plusieurs lignes de défense qui s'unissent les unes aux autres et se soutiennent réciproquement; elles sont au nombre de trois, deux sur la rive droite, et la troisième, la plus importante, sur la rive gauche de l'Aire. C'est d'abord, à l'est du défilé, le ruisseau de l'Agron, que la route traverse au sortir de Saint-Juvin et qui coule du nord au sud par les villages de Verpel et de Champigneulle [2]; c'est ensuite, à l'endroit où la route s'incline vers Grandpré et à l'extrémité du bois de Bourgogne, la position comprise entre le Morthomme et le grand chemin, de la ferme de Bellejoyeuse à la Chineray, derrière le bois des Loges et le village de Beffu; c'est enfin, sur la rive gauche de l'Aire, dans la presqu'île que forme cette rivière avec l'Aisne, le massif de la forêt d'Argonne qui renferme les bois de Marcq et de Négremont et s'élève en amphithéâtre au-dessus des prairies.

Le défilé de la Croix-aux-Bois était alors un simple chemin de charrettes partant de Briquenay. Il forme aujourd'hui une partie de la route nationale de Stenay à Vouziers par Nouart et Buzancy. Il monte du village de Boult-aux-Bois, situé sur le ruisseau du Barasset, af-

[1] « La coupure de l'Aire a mille mètres d'ouverture à la base et trois mille mètres d'un sommet à l'autre. Elle est enfoncée de 92 mètres au-dessous des points culminants les plus voisins et de 54 mètres au-dessous des crêtes militaires. Les berges sont escarpées; celles de gauche, boisées; celles de droite, découvertes. » (Joinville.)

[2] Il descend des plateaux ondulés du canton de Buzancy; son embouchure sur l'Aire est dans le canton de Grandpré, au-dessous de Champigneulle.

fluent de la Bar [1] ; puis il traverse la forêt de Boult, au milieu de laquelle il atteint 224 mètres d'altitude, les bois de la Croix-aux-Bois et le village du même nom ; enfin il se termine à cinq kilomètres de Vouziers, près du carrefour d'où se détache, en deçà de Longwé, la route de Grandpré.

Le défilé du Chesne-Populeux qui forme l'extrémité nord-ouest de l'Argonne, comprend en réalité deux passages : 1° la route du Chesne-Populeux à Quatrechamps (et de là à Vouziers), entre les bois de Voncq, le village des Alleux et les bois de Vandy à droite, et les bois du Chesne, de la Maison-Rouge et Vaumaillard à gauche ; 2° le chemin de Noirval, dans lequel la route du Chesne vient tomber à angle droit, au bourg de Quatrechamps. Ce dernier chemin va de Châtillon-sur-Bar à Vouziers ; il passe par le village de Noirval entre le bois du même nom et le bois Vaumaillard, et longe sur toute son étendue la petite rivière de la Fournelle, qui prend sa source non loin de Noirval et se jette dans l'Aisne, à Condé-lez-Vouziers. Les deux défilés sont ordinairement confondus sous une même appellation ; on les nomme soit le défilé du Chesne-Populeux, soit avec plus de justesse et, selon le terme dont se sert Dumouriez dans ses lettres à ses lieutenants, la trouée de Noirval. Ce débouché, dit le général, est très ouvert, très spacieux et beaucoup plus clair que les autres [2].

II. Tous les lieutenants-généraux et un grand nombre de lieutenants-colonels et d'officiers de l'état-major, entre autres, un cousin de Dumouriez, le dernier de ses parents, qui n'eût pas encore émigré, avaient abandonné l'armée de Sedan Un seul lieutenant général, Le Veneur, revint à son poste au bout d'une semaine. Il n'avait pas suivi Lafayette, mais éperdu, consterné, redoutant la fureur des soldats, il s'était caché près de Mouzon, chez

[1] La Bar, formée par tous les petits et nombreux ruisseaux qui traversent les prairies tourbeuses de Buzancy, a son cours entier dans le département des Ardennes et arrose six cantons, depuis celui de Buzancy jusqu'à celui de Flize où elle se jette dans la Meuse.

[2] *Mém.*, I, 259 ; Dumouriez à Biron, 9 septembre, et à Duval, 10 septembre (arch. guerre).

un M. de Pouilly. Dumouriez raconte dans ses *Mémoires* qu'il le tança vertement et le fit servir durant plusieurs jours comme soldat dans un régiment de hussards. L'anecdote est inexacte. Le Veneur suivit l'avant-garde en simple particulier et reçut bientôt un commandement. Il manquait de tête et ne sut pas seconder à Valmy l'exécution du plan de Dumouriez. Mais c'était un intrépide soldat qui déploya quelques mois plus tard une incroyable bravoure en s'emparant du fort Villate, et la postérité n'oubliera pas que Hoche le nommait son second père[1].

Il ne restait que trois maréchaux de camp : Ligniville, Dietmann et d'Hangest. Mais Ligniville commandait la place de Montmédy où il demeura pendant toute la campagne. Dietmann était un vieux routier, brave, borné, à jamais rouillé par la vie de garnison et par un long séjour à Lunéville, où il avait dirigé les manœuvres et le service de la petite gendarmerie. D'Hangest, commandant de l'artillerie, avait pris, comme le plus ancien, la succession de Lafayette, mais il avouait sa faiblesse et il s'était plaint amèrement de la lourde responsabilité qui pesait sur lui jusqu'à l'arrivée du nouveau général en chef[2].

Dumouriez était le contraire de d'Hangest. Cet homme, toujours agissant et toujours plein de projets, ne redoutait pas la responsabilité, il courait au-devant d'elle et la portait légèrement ; celui qui la craint, disait-il, et qu'elle peut empêcher de prendre de grandes mesures, dans une crise aussi forte, est incapable d'être le sau-

[1] Cp. les *Mém.* de Dumouriez, I, 250, et sa lettre à Servan, du 9 septembre (arch. guerre) : « Je n'ai point voulu rétablir Le Veneur dans son grade ; il me suffit pour cela qu'il ait déserté son poste ; je lui ai même refusé la permission de servir comme volontaire. Cependant il est à mon avant-garde. »

[2] Cp. sur Dietmann une lettre de Dumouriez à Servan (11 septembre), et Gay-Vernon, *Custine et Houchard*, 155 ; sur d'Hangest, voir ci-dessus, p. 27. Il commandait le régiment de Grenoble-artillerie, quatrième de l'arme, lorsqu'en 1781 Claude-Victor Perrin, le futur duc de Bellune, se présenta devant lui pour s'enrôler ; il le trouva trop jeune et voulut le renvoyer, mais Victor savait jouer de la clarinette ; d'Hangest, touché de son désespoir, l'accepta comme musicien. (Duc de Bellune, *Mém.*, I, 22-23.)

veur de l'État [1]. Dès qu'il eut résolu de se jeter dans l'Argonne, il fit avec rapidité toutes ses dispositions et accepta gaiement la lutte contre Brunswick. Il connaissait Charles-Ferdinand, et chose curieuse, lui devait peut-être tout ce qu'il était. Pris par des hussards la veille de Clostercamp, il avait charmé le prince par son esprit, et Brunswick l'avait renvoyé au maréchal de Castries avec une lettre élogieuse. Il ne prévoyait pas, dit Dumouriez, que cette lettre que lut le maréchal de Belle-Isle, ferait la fortune de cet officier, et que trente-deux ans après, le même homme commanderait une armée française contre lui en Champagne [2].

Mais, après tout, quelle que fût alors sa réputation, Brunswick n'était pas Frédéric II. Il n'avait marché sur Verdun, d'après une note d'espion que Dumouriez reçut le 31 septembre, qu'avec 58,000 hommes tant Prussiens et Impériaux qu'émigrés. Il était généralissime, mais Dumouriez savait que « des opérations militaires combinées entre plusieurs puissances ne réussissent pas » [3]. Enfin, le hardi Flamand espérait être secondé jusqu'au bout par la fortune qui l'avait soudainement tiré de l'obscurité pour l'élever au ministère et le faire général d'armée.

Dès le 31 août, il écrit aux commissaires Delmas, Dubois-Dubay, Bellegarde et de nouveau il les invite à l'accompagner. « Je vous garderai des chevaux des émigrés pour vous monter, et, malgré tous nos embarras, nous n'en serons pas plus tristes [4]. » Il rappelle son neveu Schomberg, qui servait à l'avant-garde du corps de Bourbon et lui prédit un succès certain : « Viens, dépêche-toi [5]. » Il mande à Ligniville que la France a les yeux fixés sur Montmédy, que la garnison doit

[1] Rapport du 13 juin, *Monit.* du 16. Qu'on se rappelle sa dernière proclamation à ses soldats (3 avril 1793) ; mot d'ordre : *enfants, suivez-moi ;* ralliement : *je réponds de tout.*

[2] Voir ci-dessus, p. 7, et Dumouriez, *Mém.*, I, 24.

[3] Dès le 30 mars (A. Sorel, *Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1884, p. 310). La note d'espion est aux archives de la guerre ; on remarquera qu'elle donne encore un chiffre trop élevé.

[4] Arch. nat., AA, 61, pap. de Galbaud, p. 66, lettre de Dumouriez, du 31 août.

[5] D'Allonville, *Mém. secrets*, II, 391.

opposer à l'envahisseur une résistance digne d'hommes libres : « Que votre défense fasse juger à ces satellites du despotisme qu'ils ne peuvent pénétrer en France que pour y périr ou y respirer un air de liberté qu'ils reporteront chez eux avec l'horreur de la tyrannie [1]. »

Il organise le quartier-général et distribue les commandements. Vouillers, maréchal de camp depuis le 22 juillet, est nommé chef de l'état-major ; c'était, de l'avis de Dumouriez, un officier d'une grande expérience et d'un rare mérite, qui connaissait parfaitement les détails de l'infanterie [2].

Pierre Thouvenot, frère de ce Thouvenot que le général avait tiré de la fonderie d'Indret, reçoit le grade de lieutenant-colonel et le brevet d'adjudant général. Il était auparavant capitaine au 44e régiment d'infanterie et adjoint aux adjudants généraux de Lafayette. Brave, infatigable, plein de ressources, trouvant dans un jour d'action et par un instinct naturel une foule d'expédients, Thouvenot devint le confident de Dumouriez. C'est, dit celui-ci, l'officier le plus instruit de l'armée, le plus capable de me seconder, et il m'est absolument nécessaire pour la castramétation ; avec tous ses autres talents pour la guerre, il a particulièrement celui de l'ordre à établir dans une grande armée, et la partie des campements et des reconnaissances [3]. L'avancement de Thouvenot fut prodigieux ; le 19 novembre 1792, il était maréchal de camp et chef de l'état-major de l'armée ; mais ce fut lui qui, à Jemmapes, décida et conduisit l'attaque de la division de gauche.

Parmi les officiers dont s'entoura Dumouriez, on remarquait encore le lieutenant-colonel Montjoye, d'Arnaudin que le général jugeait très instruit, Macdonald [4] et Fortair.

[1] Lettre à Ligniville du 30 août (catalogue d'autographes, 9 décembre 1878).

[2] Dumouriez, *Mém.*, I, 249 ; lettre à Servan (29 août), et à Labourdonnaye (19 septembre) : « Vouillers, homme sage et de détails. » Il devint lieutenant-général, commanda l'année suivante l'avant-garde dans la retraite de Belgique et émigra avec Dumouriez.

[3] Voir sur Thouvenot les *Mém.* de Dumouriez, sa lettre du 29 août à Servan, et *Corresp. de Dumouriez avec Pache*, 86 et 126.

[4] Macdonald était alors lieutenant au 87e régiment (ci-devant Dil-

Dillon fut mis à la tête de l'avant-garde alors composée de la compagnie franche des Ransonnets, de deux régiments de ligne, de deux bataillons de chasseurs et de quatre régiments de hussards et de chasseurs à cheval. Il avait sous ses ordres trois maréchaux de camp : Lamarche, l'Anglais Money et le Polonais Miaczynski. Lamarche, colonel du 5e hussards, était un vieux soldat plein de feu, dit Dumouriez, mais très facile à décourager; il commanda l'armée du Nord en 1793 après la mort de Dampierre. Money avait combattu pendant la guerre de Sept-Ans dans les dragons d'Elliot et fait, comme maréchal-général des logis de Burgoyne, la campagne d'Amérique. Il offrit son épée en 1789 à la Belgique insurgée et obtint le grade de major général. Des membres de l'Assemblée législative le recommandèrent à Servan; il vint à Paris en 1792 et fut chargé d'organiser une légion sur la frontière belge. Lajard le nomma maréchal de camp (19 juillet). Money, dit Dumouriez, « n'a qu'un baragouin inintelligible et ne peut mener nos troupes »; mais il devait défendre avec beaucoup de bravoure et de talent la côte de Biesme. Miaczynski arrivait de Paris, comme Money, avec le grade de maréchal de camp. Dumouriez l'avait connu de près en Pologne, où Miaczynski commandait avec Pulawski et Walewski les troupes de la confédération de Bar. C'était un aventurier sans scrupules, et Bertrand de Molleville raconte qu'il proposa, pour une somme de deux cent mille livres, de faire battre l'avant-garde et d'entraîner ainsi la déroute de l'armée et la ruine du parti jacobin. Mais il connaissait parfaitement la guerre d'escarmouches. L'adjudant général de Dillon était Gobert, capitaine du génie, que Dumouriez venait de nommer lieutenant-colonel; il réprima l'insurrection de Bo-

lon). On sait qu'il est né à Sedan le 17 novembre 1765 (voir son acte de naissance dans les *Ardennes illustrées* d'Élizé de Montagnac, II, 69-70), mais qu'il passa sa jeunesse à Sancerre, qui fut sa patrie adoptive. « Sa conduite, dit Philippe de Ségur, son extérieur, son esprit plaisaient; il n'en fallait pas alors davantage, et il parvint sans difficulté jusqu'au titre de capitaine » (Séance du 15 janvier 1840 de la Chambre des Pairs). Macdonald conserva toujours un vif attachement pour Dumouriez et resta en correspondance avec lui; cp. ci-dessus p. 26 la note sur Fortair.

logne en 1801 et tomba frappé à mort au combat de Baylen [1].

Le reste de l'armée comprenait deux divisions; celle de gauche que dirigea plus tard le créole Miranda, était sous les ordres du lieutenant général Chazot et du maréchal de camp Maltzen; celle de droite, conduite par Dietmann, Stetenhoffen et Stengel, devait être placée sous le commandement de Le Veneur. D'Hangest qui fut nommé lieutenant général le 7 septembre, était à la tête du parc d'artillerie.

Le nouveau général en chef ne changea pas, comme il l'a dit, l'ordre de bataille adopté par son prédécesseur. Il garda les brigades créées par Lafayette, et les bataillons de volontaires firent toute la campagne avec le régiment d'infanterie qui leur servait à la fois de soutien et de modèle. L'armée comptait environ 19,000 hommes, dont 37 escadrons et 25 bataillons, soit de troupes de ligne, soit de volontaires de 1791 [2].

[1] Voir sur Lamarche, Dumouriez, *Mém.*, II, 124; sur Money son propre livre, *The campaign*, et une lettre de Dumouriez à Servan, 11 septembre (arch. guerre); sur Miaczynski, Bertrand de Molleville, *Mém.*, II, 20-25, les *Mem.* de Dumouriez et sa lettre à Servan du 1er octobre; sur Gobert, son mémoire déjà cité (arch. guerre); son fils, le baron Gobert, le célèbre philanthrope, lui fit élever un magnifique monument au Père-Lachaise.

[2] L'ordre de bataille du 10 août (arch. guerre) donne les chiffres suivants : 27,581 hommes, dont 12,976 soldats de ligne, 8,230 volontaires et 6,375 cavaliers. Mais il suppose les régiments au complet (pas un seul qui n'ait 750 hommes) et il faut tenir compte des maladies, des désertions, des renforts envoyés à Verdun et à Longwy, des détachements laissés à Sedan. Gobert dit, il est vrai, que l'armée se composait de 25,000 hommes. Dumouriez ne semble pas avoir connu l'effectif exact de ses troupes; il le porte tantôt à 17,000 (lettre à Biron, 28 septembre), tantôt à 20,000 (lettre à Servan, 7 et 8 septembre), tantôt à 23,000 hommes (*Mém.*, 254-255); il ne fit dresser un état de situation que le 20 septembre. Mais on lit dans une lettre de Dillon et dans le procès-verbal du conseil de guerre (29 août) que l'armée comprenait 25 bataillons et 37 escadrons faisant à peu près 19,000 hommes. C'étaient, en comptant les secours envoyés aux forteresses qui capitulèrent : 1° LIGNE: *avant-garde :* 6e et 8e (avec les 9e et 14e bataillons d'infanterie légère); *division de droite :* 17e (parti avec Galbaud le 29 août), 43e, 55e, 94e; *division de gauche :* 29e, 71e, 98e, 99e; *flanqueurs de droite :* 54e (sans grenadiers), 600 hommes détachés de la ligne, 150 chasseurs du 55e : *flanqueurs de gauche :* 83e (sans grenadiers), 600 hommes détachés de la ligne, 150 chasseurs du



La défection de Lafayette avait ébranlé les courages pendant quelques jours. On était dégoûté, écrit Westermann, et tout avait jeté cette armée dans l'abattement et la désolation. Mais Dumouriez ranima les troupes par son attitude, par ses bons mots, par ses proclamations. Il parcourut le camp tous les jours, et promit aux soldats qu'il leur ferait voir bientôt ces fameux Prussiens. Sa présence, dit Galbaud, encouragea tous les esprits et il sut remédier à la désorganisation[1]. On prit peu à peu le génie du général; on devint, à son exemple actif, alerte, confiant. On manquait de tout, mais la plus grande gaîté, la gaîté française de Dumouriez, régnait dans les marches et aux bivouacs. « La discipline, mandait Westermann le 31 août, est parfaitement établie, et le plus grand ordre règne; l'arrivée du général, son ardeur à voir et à régler tout par lui-même, a fait renaître l'espérance et l'allégresse; il travaille jour et nuit; il ne se donne, pour ainsi dire, pas le temps de dormir ni de manger[2]. » On brûlait de se mesurer avec l'ennemi[3]. On ne songeait plus aux événements de Paris, et, lorsqu'on apprit les massacres de septembre, on n'en parla qu'avec horreur; ces égorgements, disait Duval, méritent l'indignation de tout homme de cœur[4]. Quelques historiens prétendent que l'armée de Sedan était en proie à l'insubordination. Elle avait, au contraire, le plus vif sentiment du devoir, le respect du drapeau, le patriotisme. Elle sentait d'elle-même le besoin d'une discipline

47e; *réserve :* six bataillons de grenadiers. 2° Cavalerie : *avant-garde :* 5e et 6e hussards, 3e et 12e chasseurs; *aile droite :* 3e, 7e et 15e cavalerie; *aile gauche :* 21e et 23e cavalerie, 13e dragons; *flanqueurs de droite :* 1er hussards et 11e chasseurs; *flanqueurs de gauche :* 2e hussards et 6e chasseurs; *réserve :* 2e, 7e, 10e et 12e dragons. 3° Volontaires de 1791 (on les indique ici selon leur embrigadement, cp. *Invasion prussienne*, p. 76) : 1er de l'Aisne et 3e de Paris; 4e de la Marne et 1er de la Vienne; 1er de la Marne et 1er de la Sarthe; 1er de la Meurthe et 2e de Saône-et-Loire (ce dernier parti le 29 août avec Galbaud); 1er de l'Allier (à Verdun) et 1er de la Charente; 1er de la Seine-Inférieure et 5e des Vosges; 4e des Ardennes (à Longwy) et 5e de la Meurthe; 2e de la Marne et 3e du Nord (ordre de bat. 10 août).

[1] Galbaud, *Observ.*, 12.

[2] A Danton, Journal des Jacobins, corresp. du 10 septembre.

[3] Procès-verbal du conseil de guerre, 29 août.

[4] Massenbach, *Mém.*, I, 64 « den Abscheu ».

rigoureuse en présence de l'ennemi et demandait à son général un règlement plus sévère [1]. Elle aimait ses chefs et déclarait aux commissaires de l'Assemblée qu'elle ne voulait pas élire ses officiers, comme faisaient les volontaires, que « c'était le plus grand malheur qui pût arriver [2] ». Dumouriez trouva dans ses troupes plus de vertus militaires qu'il ne l'avait cru. Un soldat du 8e régiment avait pris quelques nippes à une pauvre femme; elle se plaignit à Money qui lui fit rendre son bien; à peine le général avait-il tourné le dos que les camarades du voleur se jetèrent sur lui, déchirèrent son uniforme et le fusillèrent sans pitié. Money raconte que partout les soldats respectaient scrupuleusement les propriétés; il leur ordonna, au camp de Mouzon, de couper de l'orge et de s'en servir à défaut de paille; ils s'y refusèrent obstinément. Il offrait cependant d'indemniser le possesseur du champ: mais ils disaient qu'ils étaient venus dans l'Ardenne pour défendre leurs compatriotes, et non pour leur faire du tort, et qu'ils aimaient mieux coucher sur la terre, si humide qu'elle fût. Ils battaient le blé du paysan, ajoute Money, et ne lui demandaient en échange que la paille qui leur servait de litière [3].

Cette armée était donc moins mauvaise qu'on ne l'a dit. On sait les éloges que lui donnait Lafayette [4]. C'est celle, écrivait Esterhazy, où règnent le plus d'ordre et le plus d'ensemble [5] La cavalerie, rapporte Dumouriez, était composée des meilleurs régiments de France; les bataillons de gardes nationales étaient bien disciplinés, aguerris par une année de campements, de marches et de combats perpétuels contre l'ennemi; l'artillerie était nombreuse et excellente, ayant plus de soixante pièces de parc, outre les canons des bataillons [6].

[1] Dumouriez à Servan, 6 septembre (arch. guerre).
[2] Kersaint à l'Assemblée législative, séance du 30 août, *Monit.* du 1er septembre.
[3] Money, *The Campaign*, 55-57 : « ...were extremely delicate in doing injury to the inhabitants, etc. »
[4] Cp. *Invasion prussienne*, p. 69 et 81.
[5] Esterhazy à Spielmann (Vivenot, *Quellen*, II, 109).
[6] Dumouriez, *Mém.*, I, 255 : « Nous avons 6,000 hommes de bonne cavalerie » (conseil de guerre du 29 août).



III. Il fallait se saisir en toute hâte des défilés de l'Argonne. Il était facile d'occuper les débouchés du Chesne-Populeux et de la Croix-aux-Bois qui sont le plus au nord. Dumouriez les négligea; il marcha lui-même sur Grandpré, et donna l'ordre à Dillon de gagner les Islettes. Mais Grandpré est à douze lieues de Sedan où campait l'armée française, et à six lieues de Stenay que menaçaient les Autrichiens de Clerfayt. Les Islettes sont à dix lieues de Mouzon où Dillon s'était établi avec son avant-garde, et à six lieues de Verdun qu'assiégeaient les Prussiens. Si les alliés s'avisaient de marcher sur les Islettes et sur Grandpré, ils avaient deux fois moins de chemin à parcourir que les Français.

Deux routes menaient de Sedan à Grandpré : l'une, qui n'est autre que le chemin de Rethel par le Chesne-Populeux et Vouziers derrière la forêt, c'était la plus longue et la plus sûre : l'autre par Stonne, les Grandes Armoises, Tannay, entre la forêt et la Meuse, non loin de Stenay, presque sous les yeux des avant-postes autrichiens, c'était la plus courte et la plus périlleuse.

Dumouriez calcula que, s'il suivait la première route, il aurait près de quinze lieues à faire, que l'ennemi devinerait ses desseins, que Clerfayt le préviendrait peut-être et se porterait aussitôt sur Grandpré, que les Prussiens avertis par le général autrichien, pousseraient sur-le-champ aux Islettes, qu'ainsi l'armée française serait coupée de Châlons et forcée de se retirer par Rethel sur Reims. Mais en prenant la seconde route, ne courait-il pas les mêmes risques? Ne révélait-il pas son plan à l'adversaire? Clerfayt ne se hâterait-il pas de le devancer à Grandpré? Tout au moins ne chercherait-il pas à troubler sa marche, à lui enlever ses équipages et son artillerie? Dumouriez résolut de tromper les Impériaux, de les éloigner de sa route, de leur masquer ses mouvements par une démonstration vigoureuse.

Dillon avait, depuis le 30 août, le commandement de l'avant-garde qui campait à Mouzon. Dumouriez lui donna l'ordre de se diriger sur Stenay, non pas pour défendre la ville qui est, disait-il, toute ouverte, mais pour inquiéter Clerfayt et tenir sur la rive gauche de la

Meuse, en face de Stenay, la position de la Neuville[1]. Dillon hésitait, objectait le manque de toutes choses et la défiance que lui inspiraient ses troupes. « Il y a du désordre, lui écrivit Dumouriez, mais il ne faut prévoir ni lâcheté, ni fuite; allons, de la gaîté[2] ! »

Stimulé par Dumouriez, Dillon envoie Miaczynski à Stenay avec une compagnie de grenadiers, la compagnie franche des Ransonnets, un régiment de dragons et un régiment de chasseurs. Miaczynski passe la Meuse, traverse la ville et se porte à une lieue de là, au village de Baalon. Il est rejoint le 31 août par Dillon et Gobert qui mènent avec eux le 3e et le 11e chasseurs et tentent dans l'après-midi une reconnaissance au-delà de Baalon; mais Clerfayt venait d'arriver à Juvigny, et son avant-garde marchait sur Stenay. A la vue des chevau-légers autrichiens de Cobourg, Dillon ordonne la retraite ; on quitte le poste de Baalon, on rentre dans Stenay, on repasse la Meuse et se met en bataille derrière la rivière. L'ennemi, après avoir pillé les maisons de Baalon dont les habitants ont tiré sur ses troupes, paraît sur la hauteur de Stenay et lâche quelques coups de canon. Dillon recule encore; il se jette dans le bois de Dieulet où la cavalerie autrichienne le poursuit; il devrait tenir bon dans la forêt et appeler à lui toutes les troupes de l'avant-garde; il recule sur Pouilly, sur Beaumont et de là sur Mouzon[3].

Les Autrichiens avaient passé la Meuse et occupé le poste de la Neuville. La route de Grandpré leur était ouverte. Mais Clerfayt n'avait reçu de Brunswick d'autres instructions que de couvrir le siège de Verdun et d'observer Montmédy. Il évacua la Neuville, il laissa à Stenay deux bataillons et deux escadrons, il en mit autant à Juvigny pour surveiller la route de Verdun

[1] La Neuville est sur la rive gauche de la Wiseppe, à deux kilomètres à l'ouest de Stenay.

[2] Lettre de Sedan, 31 août, *Catal.* d'autographes, vente du 3 décembre 1866.

[3] Dumouriez à Servan, 1er septembre, et *Mém.*, I, 263 ; Dillon, *Compte rendu*, 10-16 ; Mém. de Gobert ; Money, *The campaign*, p. 40-45 ; Gebler, *Oesterreichische militärische Zeitschrift*, 1833, II. 1, p. 34 35 ; *Gazette de France* du 15 septembre, bulletin de l'armée de Clerfayt.

et s'établit avec le reste dans le camp de Baalon. Il y demeura jusqu'au 7 septembre. Il est inconcevable, remarquait Dillon, qu'il ait laissé gagner aux Français la belle position de Grandpré sans les avoir attaqués.

Dumouriez profita de l'inaction de son adversaire. Il savait au reste que le méthodique Clerfayt ne chercherait pas à donner bataille et préférerait occuper le commode camp de Baalon. Il dissimula le mécontentement que lui causait la mollesse de Dillon et commença cette marche heureusement téméraire qui fut, selon le mot d'un historien militaire, un coup de partie décisif[1]. Il s'était mis lui-même à la tête du corps de bataille, composé de douze mille hommes ; un gros détachement, commandé par Chazot, escortait les équipages et l'artillerie.

Le 1er septembre, Dumouriez quittait Sedan et marchait sur Mouzon où il comptait camper. Il y trouva son avant-garde qu'il croyait à la Neuville; mais, sans hésiter, il poursuivit sa route et s'arrêta non loin de Mouzon, sur le bord du grand chemin de Stenay; il établit son quartier général à Yonck, et jeta de l'infanterie dans les bois de La Neuville.

Le lendemain (2 sept.), après avoir fouillé la rive gauche de la Meuse et s'être assuré que les Autrichiens ne l'inquiéteraient pas, il se portait par Stonne et les Grandes-Armoises sur La Berlière. Ce fut là qu'il apprit que Galbaud n'avait pu secourir Verdun et s'était retiré sur Sainte-Menehould. « Il faut du moins, écrivit-il sur-le-champ à Galbaud, tirer de votre position tout le parti que vous pourrez; il faut s'avancer plus haut que Sainte-Menehould jusqu'aux Grandes-Islettes, et vous fortifier derrière le canal de la Biesme; vous pouvez ramasser tous les habitants des paroisses qui sont dans les bois, vous ferez des abatis et vous vous trouverez par ce moyen maître très facilement du chemin de Sainte-Menehould à Varennes et à Verdun[2]. »

[1] *Tableau histor.*, II, 93.
[2] Dumouriez à Servan, 2 septembre (arch. guerre), et *Mém.*, I, 263 ; Dumouriez à Galbaud, 2 septembre (Biblioth. de Verdun, *Verdun-Révol.*, II, p. 24).

Le 3 septembre[1] Dumouriez était à Grandpré. Il ne connaissait les lieux que par la carte et n'avait pensé jusque-là qu'à se poster derrière l'Aisne et à défendre les hauteurs ou, comme il le disait, la trouée d'Autry. Il ne parle que d'Autry dans ses dépêches au ministre[2]. Mais la position de Grandpré lui sembla si bonne, qu'il résolut d'y rester; le 3 au soir, un détachement, commandé par Stengel, se portait à Saint-Juvin.

IV. Dumouriez établit son camp sur le plateau ou, comme il dit dans ses *Mémoires*, sur le grand amphithéâtre qui s'élève dans la presqu'île comprise entre l'Aire et l'Aisne et que couronnent les bois de Nègremont. L'Aire coulait sur le front du camp et l'Aisne en défendait les derrières. La droite de l'armée s'appuyait au plateau de Marcq et la gauche à Grandpré. La réserve était à mi-côte, à une faible distance de l'Aire, entre la ferme de Barbançon et le petit village de Chevières. Le parc d'artillerie fut installé derrière le camp, à Senuc, à l'extrémité des bois de Nègremont et de la presqu'île. Deux ponts de pierre sur l'Aisne, l'un près de Senuc, l'autre un peu plus bas, à Grandham, facilitaient, le cas échéant, la retraite de l'armée.

[1] Et non le 4, comme il dit dans ses *Mém.* et comme l'ont répété tous les historiens. Cp. Dillon, *Compte rendu*, 15; Money, *The campaign*, 49; Dumouriez à Galbaud, 2 septembre : « Je serai demain à Grandpré », et Westermann à Danton (*Grandpré, 3 septembre*, Journal des Jacobins, corr., 10 septembre). Le 5 septembre Dumouriez écrit à Luckner : « Le 2, Chazot est venu camper à La Neuville-à-Maire; je le couvrais, mon avant-garde à Saint-Pierremont et mon centre à la Berlière. Le 3, il est venu camper à Briquenay; j'ai campé avec le corps de bataille à Beffu et mon avant-garde à Cornay et à Marcq. J'avais alors reconnu la grande trouée de Grandpré. J'y ai réuni 16 bataillons, 15 escadrons de cavalerie et de dragons, 6 escadrons de hussards et une petite avant-garde de flanqueurs d'un régiment d'infanterie et d'autres troupes légères. J'ai pris alors le 4 une position inexpugnable. »

[2] Dumouriez à Servan, 1er septembre : « Je marche demain par Stonne sur le Chesne-Populeux, le 3 sur Vouziers, le 4 sur Autry » ; 2 septembre : « marcher le 4 sur Autry ». L'auteur du *Tableau hist.* (II, 87) a vu et touché ce point ; « le plan de Dumouriez se réduisit d'abord à se couvrir provisoirement de l'Aisne en occupant sur la gauche de cette rivière la petite ville d'Autry à cinq lieues au-dessous de Sainte-Menehould ».



Le château de Grandpré fut le siège du quartier général. Il appartenait à Sémonville, ami de Dumouriez, un des agents les plus actifs et des plus intrigants du nouveau régime. Sa situation sur une hauteur, les deux grosses tours qui le flanquaient, ses larges fossés, ses nombreux communs, le vaste parc qui l'entourait, faisaient de cet édifice un des plus beaux et des plus imposants de l'Ardenne [1].

Après avoir porté le corps de bataille sur la rive gauche de l'Aire, Dumouriez plaça son avant-garde en demi-cercle depuis le coude que fait la rivière près de Saint-Juvin jusqu'au bois de Bourgogne. L'avant-garde s'étendait ainsi sur une ligne oblique que couvrait le ruisseau de l'Agron et qui passait par Saint-Juvin, Beffu et le Morthomme. Beffu formait le centre de la position; le Morthomme, la gauche, et Saint-Juvin, la droite. Les troupes de Beffu et du Morthomme pouvaient se retirer par deux ponts sur le village de Chevières; celles de Saint-Juvin, par deux autres ponts, sur la hauteur de Marcq. Le poste du Morthomme, à la lisière du bois de Bourgogne, dominait la plaine. Il devait être commandé par le créole Miranda.

Ce remarquable aventurier qui fut un des meilleurs lieutenants de Dumouriez en Champagne et en Belgique, était né à Caracas, dans l'Amérique du sud. Proscrit par le gouvernement espagnol, il avait voyagé dans le monde entier et parlait presque toutes les langues de l'Europe. Il était venu en France avec une riche collection de livres, de gravures, de tableaux et de statues; mais il avait eu soin de se munir de lettres de recommandation signées par les orateurs de l'opposition anglaise. Il s'était lié pendant un séjour à Londres avec Fox, Sheridan et ce Priestley que les départements de l'Orne et de Rhône-et-Loire appelaient à la Convention [2]. Il

[1] Ce château a été détruit par une incendie le 19 novembre 1834. Il avait été vendu à Sémonville le 11 septembre 1791 par la marquise Hennequin d'Ecquevilly; c'est là qu'eut lieu en 1799 le mariage de Joubert et de Mlle de Sémonville (Elizé de Montagnac, *Ardennes illustrées*).

[2] Cp. Lafayette, *Mém.*, IV, 342, « ses liaisons anglaises » et Ségur, *Mem.*, I, 462.

entretint les Girondins de son horreur pour la tyrannie et leur annonça qu'il serait un jour le libérateur de l'Amérique espagnole; ils accueillirent avec empressement cette précieuse recrue. Miranda possédait de grandes connaissances militaires; il avait assidûment étudié les ouvrages de tactique; il dissertait avec chaleur sur Alexandre et César, sur le maréchal de Saxe et Frédéric II, sur Folard et Guibert. Il reçut le 25 août, par l'entremise de Pétion, son brevet de maréchal de camp et arriva le 11 septembre à Grandpré. Il apportait à Dumouriez un exemplaire de Plutarque[1].

Le poste de Saint-Juvin, tout près de la rivière, est un plateau arrondi et facile à défendre. Dumouriez y mit l'homme qu'il regardait comme le meilleur officier de son armée, le colonel du 1er hussards, Stengel. Il était suspect de *fayettisme* et, sans Dumouriez, Servan l'eût peut-être destitué[2]. Stengel fut nommé le 13 septembre maréchal de camp. C'est le Murat de la Révolution. Il avait la vue basse, et ce défaut toujours dangereux pour un soldat, surtout pour un soldat d'avant-garde, causa sa mort à Mondovi (17 avril 1796). Mais il a mérité les éloges de Napoléon qui le jugeait à la fois intelligent, adroit et alerte. Stengel, disait le prisonnier de Sainte-Hélène, « fut non seulement un excellent officier de hussards, mais un général consommé, il réunissait les qualités de la jeunesse à celles de l'âge mûr ». On le vit à Lezegno précéder l'armée et préparer tout; lorsque Bonaparte arriva quelques heures plus tard, Stengel avait reconnu les défilés et les bois, trouvé des guides, interrogé le curé et le maître de poste, lié des intelligences avec les habitants, envoyé des espions de tous côtés, saisi les correspondances, traduit et analysé les lettres qui contenaient des renseignements utiles, pris les mesures nécessaires pour établir des magasins de vivres et rafraîchir les troupes[3].

[1] Sur Miranda voir Dumouriez, *Mém.*, I, 88; *Mém.* de Mme Roland, II, 345-358; Notes de Servan aux *Mém.* de Dumouriez, 35; Ségur, *Mém.*, I, 461.

[2] Cp. *Invasion prussienne*, p. 53, le rôle de Stengel à l'armée de Sedan après le 10 août.

[3] Dumouriez à Servan : « le plus excellent officier que nous ayons

Telle était la position choisie par Dumouriez. Les ennemis la trouvèrent très avantageuse et presque aussi formidable que les Islettes[1]. Pour la forcer, il fallait chasser de la rive droite de l'Aire l'avant-garde de Stengel et de Miranda établie de Saint-Juvin au Morthomme derrière le ruisseau de l'Agron; puis franchir la rivière sous le feu plongeant de l'artillerie française placée en trois endroits, au château de Grandpré, sur les pentes boisées de Négremont et sur le plateau de Marcq; enfin, après avoir délogé l'adversaire de Marcq et de Négremont on trouvait un nouvel obstacle, l'Aisne dont Dumouriez pouvait disputer sérieusement le passage en se postant sur les hauteurs d'Autry.

V. Pendant que Dumouriez s'établissait à Grandpré, Dillon faisait diligence pour fermer les gorges du Clermontois et occupait les Islettes, mais non sans de vives angoisses et de singulières aventures. Après être demeuré le 1er septembre à Mouzon, il avait marché le 2 jusqu'à Saint-Pierremont, et s'était porté le 3, par Buzancy, sur Cornay. Il se rendit à Grandpré pour prendre les dernières instructions du général en chef. Le lendemain

pour conduire une avant-garde ; c'est un homme du plus grand mérite que cet avancement attachera à la cause de la liberté » (6 septembre) ; « c'est le meilleur officier de l'armée » (7 septembre) ; « c'est le seul bon officier que j'aie » (11 septembre), et *Mém.*, I, 110 ; Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, I, 232, et II, 223-224 ; Bonaparte écrivait à Carnot le 9 mai 1796 : « depuis la mort de Stengel, je n'ai plus un officier supérieur de cavalerie qui se batte ». Henri Stengel était né à Neustadt dans le Palatinat. Il fut traduit en 1793 devant le tribunal révolutionnaire ; on l'accusait d'avoir causé les revers qui avaient précédé la défection de Dumouriez ; il fut acquitté à l'unanimité le 28 mai. Il avait ainsi retracé sa carrière militaire avant 1792 : « Voyez un militaire qui servant trente-trois ans la France, l'a fait toujours avec intégrité. Lieutenant-colonel et commandant des hussards de Chamborant, j'ai toujours su contenir les officiers. On me fit passer au commandement du 9e régiment des dragons, mais, sans me donner le temps de joindre, on me donna le 1er des hussards et le commandement d'autres troupes de flanqueurs (il commandait en effet à l'armée de Lafayette les flanqueurs de droite). Dumouriez me confia dès son arrivée à l'armée l'avant-garde ». (Arch. nat., W, 272, doss. 41, pièce 26, p. 3 et 4.)

[1] Minutoli, *Erinnerungen*, 119 : « so vortheilhaft und beinahe unangreifbar ».

(4 septembre) il dit à Money, avec une profonde émotion, que Dumouriez lui commandait de passer par Varennes, et de gagner les Islettes à travers la forêt. « Cet homme est fou, s'écriait-il. Il insiste pour que je parte aujourd'hui, malgré mes pressantes représentations. J'ai beau lui dire que le pain n'arrivera que ce soir à Marcq et se trouvera à sept lieues de moi, que les routes sont impraticables, que les Prussiens s'approchent. Vous verrez que nous serons attaqués dans notre marche sur Varennes[1] ! »

Mais les Prussiens ne se montrèrent pas. On ne vit au loin que leurs vedettes sur la hauteur d'Avocourt. On traversa Varennes, on arriva sans encombre à la lisière des bois. « Que faut-il faire maintenant ? » demanda Dillon à Money. « C'est la seule fois, assure ce dernier, qu'il exécuta sur-le-champ ce que je lui conseillais. » Le chemin était défoncé par les pluies; si l'on ne pouvait en prendre un plus court, rapporte un habitant du pays, on ne pouvait aussi en prendre de plus montueux et en plus mauvais état. Sur l'avis de Money, on détacha en avant-garde des pionniers qui réparèrent la route et l'aplanirent. Des paysans les aidèrent. La cavalerie passa d'abord ; l'artillerie vint ensuite ; Money formait l'arrière-garde avec deux canons, deux bataillons d'infanterie et le reste des pionniers chargés de barrer et de regâter le chemin.

On atteint ainsi la Pierre-Croisée, puis le village de La Chalade, dans un des endroits les plus resserrés des gorges du Clermontois. Mais Dillon apprend des officiers municipaux de La Chalade que Galbaud vient d'abandonner la côte de Biesme et de se retirer sur Châlons. On lui conte qu'une vive fusillade s'est fait entendre pendant la journée, que les Prussiens occupent les Islettes, qu'il sont maîtres de Sainte-Menehould. Dillon, consterné, ordonne aussitôt à sa troupe de rebrousser chemin ; on quitte La Chalade ; on longe la rive droite de la Biesme ; à la nuit close, les soldats, harasssés par cette marche

[1] Money, *The campaign*, 49 : « he said, Dumouriez was mad... » ; lettre de Dillon à Galbaud (arch. nat., AA, 61, papiers de Galbaud, p. 74) ; Dillon, *Compte rendu*, 17.

qu'ils avaient commencée à quatre heures du matin, entraient à Vienne-le-Château [1].

VI. On a vu que le maréchal de camp Galbaud, chargé de secourir Verdun avec le 17e régiment, le 2e bataillon de Saône-et-Loire et quatre canons, arrivait le soir du 30 août à Varennes. Il était trop tard pour se jeter dans la place. Il résolut de se rendre à Metz par Ligny et Bar-le-Duc, et se porta sur Clermont [2]. Mais craignant de rencontrer encore les Prussiens, il se ravise, tourne à droite et prend la route de Châlons. Il traverse le village des Islettes, il gravit la côte de Biesme, il y laisse un poste de quelques hommes, il descend à Sainte-Menehould (31 août). Mais il avait compris l'importance du défilé. Il y revient le lendemain et parcourt les hauteurs qui dominent la vallée de la Biesme. Les habitants de Varennes l'avaient prié d'emmener avec lui les deux pièces de canon que l'Assemblée constituante leur avait données en récompense de l'arrestation de Louis XVI. Galbaud disposait donc de six pièces; il en place quatre à la côte de Biesme et envoie les deux autres, avec le bataillon de Saône-et-Loire, à Florent. Il demande en toute hâte des renforts au conseil général de la Marne. Il somme le district de Sainte-Menehould d'ordonner à toutes les communes de la forêt d'Argonne de faire des abatis, de rompre les chemins, en un mot d'opposer aux Prussiens toutes les difficultés possibles. Le 2 septembre, au soir, il apprend la capitulation de Verdun, mais, dit-il lui-même, « le poste de Biesme était le seul obstacle qu'on pût opposer à l'ennemi; mes deux bataillons, indignés de la reddition de Verdun, me jurèrent que l'envahisseur ne passerait que sur leurs cadavres [3] ».

Le lendemain (3 sept.), la garnison de Verdun débouchait dans la plaine des Islettes. C'étaient les quatre bataillons de Mayenne-et-Loire, de l'Allier, de la Cha-

[1] Cp. sur la marche de Dillon : Money, *The campaign*, 49-53 ; Gobert, mémoire (arch. guerre) ; Dillon, *Compte rendu*, 18 ; Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 599.

[2] Cp. *Invasion prussienne*, p. 231-232.

[3] Galbaud, *Observations*, 16-18 ; arch. nat., AA, 61, pap. de Galbaud, p. 72, réponse du conseil général de la Marne, 2 septembre.

rente-Inférieure et d'Eure-et-Loir. « Je croyais, raconte Galbaud, que, frémissant de rage, ils saisiraient avec empressement l'occasion de venger l'honneur français en restant avec moi. » Il les vit arriver en désordre et comme en déroute, tirant des coups de fusil dans les arbres, criant à la trahison, ajoutant que tout était perdu, que les Prussiens étaient *victorieux* et *invincibles*, que leur armée couvrait les hauteurs du mont Saint-Michel et s'étendait sur les deux côtés de la grande route, de Verdun jusqu'à Clermont ! Le premier officier qu'il interroge ne répond qu'en donnant des marques de frayeur. Le général, indigné, le fait conduire à la prison de Sainte-Menehould. Mais cet exemple n'arrête pas les lâches discours et les cris d'épouvante. Des volontaires remettent leurs armes à Galbaud en disant qu'ils ne veulent plus combattre, et que, désarmés, ils sont sûrs de la pitié du vainqueur. Galbaud s'efforce de les rassurer ; il leur affirme que ce « spectacle effrayant du camp des Prussiens est un étalage et une pure charlatanerie [1] » ; il leur déclare qu'il faut défendre la patrie ; il leur ordonne enfin de rester avec lui pour renforcer les postes de Biesme et de Florent. Les bataillons d'Eure-et-Loir et de la Charente-Inférieure obéissent, non sans répugnance. Mais les bataillons de l'Allier et de Mayenne-et-Loire se dirigent, sans écouter Galbaud, sur Sainte-Menehould ; Allier prétend qu'il doit, aux termes de la capitulation, se retirer à Reims ; Mayenne-et-Loire promet de revenir à la côte de Biesme, mais veut auparavant rendre les derniers devoirs à Beaurepaire.

Le bataillon de l'Allier entre à Sainte-Menehould et y demeure jusqu'au soir ; à huit heures, les officiers se présentent à la municipalité ; ils exposent que leur autorité est méconnue, qu'ils doivent prendre la route de Reims, que les soldats menacent de quitter le drapeau par bandes de quinze et vingt, qu'on les insulte dans la ville, et que, si l'on ne presse leur départ, ils tireront vengeance des outrages qu'ils ont essuyés. Les officiers municipaux enregistrent cette déclaration et ajoutent : « et nous, déclarons n'avoir aucune connaissance des

[1] Arch. guerre, Galbaud à Servan, 11 septembre.



faits y énoncés ». Le bataillon de l'Allier quitte la ville [1].

Cependant Mayenne-et-Loire avait célébré les funérailles de Beaurepaire. Le cercueil qui renfermait le corps du commandant était placé sur un fourgon d'artillerie. A l'entrée de Sainte-Menehould, au pont où quatorze mois auparavant, la municipalité avait reçu Louis XVI, des volontaires du bataillon portèrent le corps sur leurs épaules. Beaurepaire fut enterré dans le cimetière de la ville, au pied de l'église du château. « La pompe funèbre, dit un témoin oculaire, fut aussi noble qu'attendrissante ; c'était à qui de ses frères d'armes aurait l'honneur d'orner de la couronne civique le cercueil de ce chef ; officiers et soldats, tous payèrent le tribut de larmes dû à un militaire qui avait préféré la mort à la honte de rendre une place de guerre sans l'avoir défendue [2]. »

[1] Déclar. des officiers du bat. de l'Allier, faite par devant la municipalité de Sainte-Menehould. Galbaud, *Observ.*, 34-35.

[2] Voici l'acte de sépulture : « Le 2 septembre 1792, est décédé à Verdun Nicolas Beaurepaire, commandant le 1er bataillon des volontaires de Mayenne-et-Loire, et commandant militaire de la ville et citadelle de Verdun, âgé de cinquante-trois ans, et le lendemain son corps a été inhumé au cimetière de cette paroisse, par moi, curé soussigné, en présence de Louis Lemoine, lieutenant-colonel dudit bataillon, et d'Augustin Péhu, capitaine audit bataillon, qui ont signé avec nous. » Gambet, curé. L. Lemoine, commandant en second. Péhu, capitaine (Registres de la paroisse de Sainte-Menehould). Cp. Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, p. 595. On ne sait plus exactement où Beaurepaire est enterré : « Ses cendres gisent ignorées au milieu de nous ; pas une pierre, pas une inscription en souvenir de ce stoïque soldat. » (Nidart, séance du 21 septembre 1872 du conseil municipal de Sainte-Menehould, *Revue de la Marne*.) M. Nidart croit, d'après le témoignage d'une veuve Guillaumet qui vit la cérémonie et se rappelait encore les coups de fusil tirés sur la fosse, que Beaurepaire est enterré au-dessous de la première ou de la seconde fenêtre de la chapelle Sainte-Catherine, à droite du portail qui donne sur le nord, en vue de l'Argonne, et, pour ainsi dire, en face de Verdun. Il est singulier qu'on n'ait pas encore fait de fouilles en cet endroit et déterré le corps. — Coulommiers a récemment élevé une statue à Beaurepaire. On eut quelque temps le même projet à Sainte-Menehould, en 1793, où le conseil général décidait d'élever à Beaurepaire une colonne pyramidale (Buirette, II, p. 595), et en 1872, où M. Nidart proposait de lui élever une statue. Le général Chanzy appuya la proposition de M. Nidart ; la ville offrit l'emplacement nécessaire, et M. René de Saint-Marceau avait déjà fait la maquette de la statue ; le projet n'eut pas de suite.

Mais, après l'enterrement de Beaurepaire, le bataillon de Mayenne-et-Loire refusa de tenir sa promesse et de regagner la côte de Biesme. Il prit, comme le bataillon de l'Allier, la route de Châlons, en prétextant qu'il avait reçu du commissaire des guerres Pichon l'ordre de se rendre à Chartres. On n'entendait dans ses rangs que des cris de colère contre Galbaud; il avait causé la mort de Beaurepaire en quittant Verdun avant le siège; il avait hâté la reddition de la ville en se portant trop tard à son secours; il n'avait pas le droit de donner des ordres au bataillon qui ne relevait que du maréchal Luckner; enfin, il n'avait pas assisté aux funérailles de Beaurepaire, quoiqu'on l'eût invité [1] !

Galbaud était, en effet, resté à la côte de Biesme. Il avait visité tous ses postes; il avait mandé à Dillon et à Dumouriez le funeste découragement de la garnison de Verdun; sa tournée faite et ses courriers expédiés, il se rendit à Sainte-Menehould. Il apprit avec une douloureuse indignation le départ des bataillons de l'Allier et de Mayenne-et-Loire. Ce qui l'irritait surtout, c'était la défection des volontaires que Beaurepaire avait commandés. Aussi, quelques semaines plus tard, lorsque l'adjudant-major Delaage parut à la barre de la Convention et flétrit la lâcheté des Verdunois, Galbaud ne se contint pas: « Vous accusez de lâcheté les habitants de Verdun, s'écriait-il, et vous, fûtes-vous braves le 3 septembre! Vous vous dites amis de Beaurepaire. Est-ce lui qui vous avait appris à dire que l'ennemi était invincible? Ne vous souveniez-vous plus de m'avoir vu avec lui à Verdun? Aviez-vous oublié qu'il m'honorait de son amitié! Ne deviez-vous pas voir en moi, lorsque je vous montrais le chemin de l'honneur, l'exécuteur ponctuel de ses dernières volontés [2] ! »

[1] Lettre authentique de Lemoine (Grille, II, 300-303) du 10 septembre : « Le bataillon reçut l'ordre de se rendre aux défilés de Clermont; notre devoir était d'obéir et ce devoir fut méconnu. » Cp. la réponse des députés de Mayenne-et-Loire à Galbaud, p. 11 et 12.

[2] Galbaud, *Observations*, 27. Cp. la lettre de Marceau du 7 septembre (Doublet, 142) : « 300 lâches viennent de quitter leur drapeau soit par envie de retourner dans leurs foyers ou par crainte »; la lettre de Billaud-Varennes (Rousset, *Les volontaires*, 79) et Arch.

Mais Galbaud n'était pas au bout. Les bataillons d'Eure-et-Loir et de la Charente-Inférieure, placés à la côte de Biesme et à Florent, avaient communiqué leur peur au 17e régiment et au 2e bataillon de Saône-et-Loire. C'était ce jour-là qu'un détachement prussien entrait dans Varennes et arrêtait le maire de la ville. Cette nouvelle acheva d'ébranler les courages; on crut que les Prussiens s'approchaient, on n'osa pas les attendre, on cria qu'il fallait se retirer sur Châlons. La garnison de Verdun, dit Galbaud, avait entièrement désorganisé ma petite armée. Il manda les principaux officiers; tous lui confirmèrent la panique des troupes et l'assurèrent qu'il suffirait d'une poignée d'hommes pour les mettre en fuite. Galbaud tint conseil pendant toute la nuit; il croyait trouver encore dans les deux bataillons qui venaient de Sedan, assez de monde pour résister à l'adversaire et il se faisait fort d'arrêter les Prussiens avec quelques gens résolus jusqu'à l'arrivée des secours qu'il attendait de Dumouriez. Mais d'heure en heure des soldats arrivaient de Biesme et de Florent par petits pelotons; en vain Galbaud les conjurait de regagner leur poste et de ne pas se déshonorer; personne ne voulait l'entendre. Les lâches! s'écriait Marceau, je regrette d'avoir été jugé digne de les commander!

Galbaud, désespéré, donna l'ordre d'abandonner la côte de Biesme. Il laissait derrière lui, disait-il, une des clefs de la France, mais les quatre bataillons qu'il emmenait pouvaient encore être utiles à la patrie. Il quitta Sainte-

guerre, 9 sept. : « Les militaires de la garnison de Verdun sèment tour à tour sur leur route la consternation et la sécurité : la consternation en publiant que Verdun avait été livrée par les corps administratifs et les habitants, la sécurité en annonçant que le roi de Prusse et le duc de Brunswick les avaient comblés de bienfaits et leur avaient dit : « Vous n'avez rien à craindre de nos armées, nous ne » venons pas pour vous faire la guerre, mais seulement pour rétablir » Louis XVI sur le trône ; loin donc de vous opposer à nos efforts, » votre intérêt exige que vous suiviez nos drapeaux ou que vous » restiez tranquilles, d'autant mieux que vous êtes trahis partout et » que par conséquent votre défaite est assurée » ; Dillon, *Compte rendu*, 19 ; Clavière à Galbaud, 10 septembre : « le découragement où vos concitoyens paraissent être tombés en imaginant trop légèrement que les généraux se sont fait un système de les abandonner au milieu des dangers ». Cp. *Invasion prussienne*, 260-261.

Menehould le matin du 4 septembre. Déjà les habitants de la ville cachaient ce qu'ils avaient de plus précieux; la municipalité se préparait à recevoir les Prussiens et ordonnait le désarmement de la garde nationale et des bourgeois [1].

Pourtant il restait à Galbaud une lueur d'espérance. Il savait que Dillon marchait sur Varennes avec une avant-garde de 6.000 hommes. Il pria les administrateurs du district de lui dépêcher un courrier dès qu'ils auraient des nouvelles. Il était à trois lieues de Sainte-Menehould, au village d'Auve, où sa troupe faisait halte pour se reposer, lorsque le courrier arriva. Il apportait une lettre de Dumouriez et une autre de Dillon : Dumouriez annonçait à Galbaud que Dillon allait le joindre avec un corps d'infanterie et de cavalerie; Dillon écrivait qu'il précipitait sa marche et passerait par Varennes, La Chalade et Florent. Presque au même instant un courrier de Châlons remettait à Galbaud une dépêche de Luckner qui le priait de tenir ferme dans sa position de Biesme « sans se compromettre et courir le danger d'être écrasé ». Galbaud lit ces lettres aux soldats. Le courage des troupes se ranime. Le 17e et Saône-et-Loire, les premiers, demandent à revenir sur leurs pas. Les quatre bataillons rebroussent chemin. Le soir du 4 septembre, Galbaud occupait de nouveau la côte de Biesme pour y demeurer jusqu'à l'issue de la campagne. Mais durant toute une journée, le défilé des Islettes était resté sans défenseurs, et si 50 hussards prussiens s'étaient avancés sur la grande route, ils auraient peut-être changé le sort de la guerre [2].

VII. Voilà les événements dont la côte de Biesme était

[1] Galbaud, *Observ.*, 21; lettre à Servan, 11 septembre; Buirette, II, 598-599; lettre de Marceau (Doublet, 142).

[2] Pap. de Galbaud. Arch. nat., AA 61, Dumouriez, Dillon et le directoire de Sainte-Menehould à Galbaud, 4 septembre, p. 73, 74, 75; Biblioth. de Verdun, *Verdun-Révol.*, II, p. 24 et 32; Dumouriez à Galbaud, 2 septembre; Luckner à Galbaud, 4 septembre; Galbaud, *Observ.*, p. 23; il ajoute que les bataillons d'Eure-et-Loir et de la Charente-Inférieure ne purent se rallier entièrement : « un grand nombre continua sa route pour Châlons, sans vouloir recevoir aucun ordre ».



le théâtre pendant que Dillon marchait de Cornay sur Varennes et La Chalade. Les paysans qui voyaient les troupes de Galbaud se replier en désordre sur Châlons, s'imaginaient que les Prussiens étaient maitres des Islettes, et Dillon, croyant trop légèrement à leurs rapports, se rejetait en arrière sur Vienne-le-Château. Il y passa la nuit du 4 au 5 septembre dans de cruelles perplexités. Mais le lendemain il apprit la vérité. Il vint aussitôt à Sainte-Menehould, et, sans s'arrêter, poussa droit à la côte de Biesme où l'attendait Galbaud [1].

Dillon avait été chargé par Dumouriez non seulement de tenir les Islettes, mais de défendre les gorges de l'Argonne de Vienne-le-Château à Passavant. Il établit son quartier général à la Grange-aux-Bois. Il ne mit pas un soldat de ligne à Sainte-Menehould ; les troupes qui gardaient la ville, se composèrent de dix compagnies de grenadiers de Reims, de 200 hommes d'un détachement de Seine-et-Oise, et d'une compagnie du 1er bataillon de Reims. Il répartit le reste de ses troupes et le peu de renforts qu'il reçut jusqu'au 30 septembre dans tous les villages qui bordent le cours de la Biesme, à La Chalade, à Claon, au Neufour. Il mit au Four des Moines, le long du ruisseau de Vaux, la compagnie franche des Ransonnets ; à Florent le 2e bataillon de Saône-et-Loire que commandait le lieutenant-colonel Chazault ; au village des Islettes, le 5e régiment de hussards soutenu par 100 hommes du 6e régiment d'infanterie et 100 hommes du 5e bataillon des Vosges ; à la Verrerie, au bas de la côte de Biesme, 100 hommes d'un bataillon de la Marne ; à la côte de Biesme, 3 régiments de ligne, le 6e, le 8e, et le 17e ainsi que le 1er bataillon de la Charente-Inférieure, le 5e bataillon des Vosges, le 4e bataillon des grenadiers de la réserve commandé par Deville, une compagnie de grenadiers de la Meurthe, 160 volontaires de Vitry-le-François et 60 volontaires de Stenay ; à Futeau [2] et à Courupt, 100 hommes du 8e régiment d'infanterie et ce

[1] Dillon, *Compte rendu*, 19 ; il arriva le 5 septembre à trois heures de l'après-midi.

[2] Plus tard (le 16 septembre), le 58e régiment de ligne. Dillon, *Compte rendu*, 29.

1er bataillon d'Eure-et-Loir dont Marceau était le lieutenant-colonel en second ; à Beaulieu, le 9e bataillon d'infanterie légère qui garda le château avec deux pièces de canon ; à Passavant, à la pointe de la forêt d'Argonne, presque toute la cavalerie, trois régiments de chasseurs, le 3e, le 11e, le 12e, et le 6e régiment de hussards, commandés par le colonel Frégeville qui devait enlever dans les villages des environs les vivres et les fourrages et pousser des reconnaissances sur le chemin de Bar-le-Duc [1]. A l'ouest de Passavant, à Chatrices et à Villers-en-Argonne cantonnèrent une compagnie de chasseurs de Reims et le 1er bataillon de Mayenne-et-Loire que Luckner avait, à la prière de Dumouriez, renvoyé de Châlons [2].

Gobert, chef de l'état-major, fit, en sa qualité d'officier du génie, le service d'ingénieur. Il ferma les chemins qui menaient à la forêt, de La Chalade à Beaulieu, par des barricades d'arbres renversés. Il éleva sur tout le front du village des Islettes un retranchement défendu par de grands abatis et en avant de ce retranchement deux petites redoutes [3]. Galbaud prit le commandement de l'artillerie ; il réquisitionna de tous côtés des ouvriers et des soldats qui portèrent les canons à force de bras sur les hauteurs de la forêt ; il disposa vingt-cinq pièces en batteries au sommet et sur les côtés de la route. Si l'ennemi prenait le village des Islettes, il avait encore, dit Gobert, à passer la rivière de Biesme gonflée au-delà de ses bords par plusieurs retenues et à passer la chaussée, sur laquelle plusieurs batteries à différentes étages croisaient leurs feux ; on pouvait regarder le poste comme *inforçable* [4].

[1] Tout l'honneur de ces dispositions revient à Dumouriez. « J'ordonne à Dillon de porter toute sa cavalerie, très inutile derrière les bois, à Passavant, etc. » (Dumouriez à Luckner, 7 sept.)

[2] Luckner à Galbaud, 6 septembre (pap. de Galbaud, arch. nat.) ; Dumouriez à Luckner, 7 sept. ; le bataillon arriva le 8 septembre à Sainte-Menehould ; il devait se rendre le 14 au camp de Grandpré.

[3] Ces redoutes ne furent construites que le 17 septembre, après la première attaque des Hessois.

[4] Mém. de Dillon et de Gobert ; Money, *The campaign*, 61-63 (ordre de bataille). Deux députés du corps électoral de l'Aube, venus à la côte de Biesme, faisaient l' « esquisse » suivante du camp de

Inforçable, il ne l'était pas aussi bien que le poste de Grandpré. Dumouriez disait superbement que les Islettes et Grandpré étaient les Thermopyles de la France, et qu'il serait plus heureux que Léonidas. Toutes les gorges et travées, mandait Westermann à Danton, sont occupées d'une manière si avantageuse qu'il est impossible de nous forcer [1].

Dumouriez oubliait que sa ligne était trop considérable. Une armée qui se dissémine et se fractionne sur une longue étendue de collines, est nécessairement débordée. Lors même que toutes les routes seraient gardées, l'ennemi n'a besoin que de porter tous ses efforts sur un seul point ; une fois ce point forcé, et il l'est toujours par la supériorité du nombre et la vigueur de l'attaque, la ligne entière est rompue ; il suffit qu'elle fléchisse en un endroit : l'armée qui la défend, menacée sur ses derrières, n'a plus d'autre ressource que la retraite [2].

Dillon : « Il est posté sur une éminence extraordinairement escarpée, défendue de tous côtés par des bois immenses dont toutes les issues sont jonchées d'abatis considérables, et tous ces différents postes sont hérissés d'hommes et de bombes à feu ; l'artillerie bien servie peut faire du haut du retranchement le feu le plus meurtrier : ce qui fait croire que 15 à 20,000 hommes peuvent défendre ces gorges contre une armée doublement forte. Je tiens du général lui-même qu'il ne croit pas que l'ennemi fasse de tentative pour forcer ce poste, parce qu'il serait sûr d'y perdre les deux tiers de son armée. » Le député Beaupuy, commissaire de l'Assemblée législative, écrivait de Châlons à Servan : « Les passages (des Islettes) sont inattaquables, parce que la nature offre à l'art des ressources infinies ; jetez les yeux sur la carte et voyez » (Arch. guerre, lettre des deux députés du corps électoral de l'Aube, 7 sept., et lettre de Beaupuy, 9 sept.).

[1] Dumouriez, *Mém.*, I, 265 ; Dillon, *Compte rendu*, 20 : « la côte de Biesme est devenue pour la France le détroit des Thermopyles ». Westermann à Danton, 10 septembre (Prudhomme, *Révol. de Paris*, XIII, 491). Soit, répliquait Laclos, mais il faut être sûr d'avoir des Spartiates, et mourir n'est pas vaincre (lettre du 12 septembre, arch. guerre).

[2] Cp. Boguslawski, *Der General Dumouriez*, II, 22 ; l'écrivain allemand rappelle le passage des Balkans forcé en 1877 par les Russes.

CHAPITRE III

GLORIEUX ET REGRET

I. Camp de Glorieux et de Regret. — La pluie. — La courée prussienne. — Hostilité de la population. — II. Les officiers prussiens à Verdun. — Les Verdunoises. — Le prince royal et Mlle Morland. — Conversations du témoin oculaire et du ferblantier Pierrot. — III. Conseil de guerre du 1er septembre à la côte Saint-Michel. — Discours de Brunswick. — Réponse des émigrés. — Leur influence sur Frédéric-Guillaume. — Hésitations de Brunswick. — Sentiments de l'armée. — La marche en avant est résolue. — On écrasera d'un seul coup Dumouriez et Kellermann. — IV. Le plan de Brunswick. — Tourner la position. — Etape à Valmy. — Dispositions. — Hohenlohe-Kirchberg et le landgrave de Hesse aux Islettes. — Démonstrations de Kalkreuth et de l'avant-garde prussienne. — Rôle de Clerfayt.

I. Le jour même où Dillon arrivait aux Islettes, l'armée prussienne passait la Meuse (5 sept.). Le général Köhler resta seul à Haudiomont avec dix escadrons et deux bataillons pour observer de loin la route de Metz et les mouvements de Kellermann. L'avant-garde de Hohenlohe occupa les hauteurs de Sivry-la-Perche, et envoya sa cavalerie, ses fusiliers, ses chasseurs à Bethelainville, à Dombasle, à Rampont : elle tenait ainsi la route de Clermont et de Sainte-Menehould. Le corps de Kalkreuth, qui campait, depuis le 31 août, à Sivry-la-Perche, se porta plus haut, sur la route de Varennes, le centre à Marre, la droite à Chatancourt et à Cumières, la gauche à Montzéville. Le gros de l'armée quitta le camp de Bras en trois colonnes ; deux passèrent la Meuse



sur des pontons près de Charny et de la ferme de Wameaux, la troisième traversa Verdun, de la porte Chaussée à la porte de France. Les trois colonnes s'établirent en avant de Glorieux, de Regret et de Jardin-Fontaine qui forment ensemble un des faubourgs de Verdun. Le roi de Prusse et le duc de Brunswick fixèrent leur quartier-général, le premier à Regret et le second à Glorieux[1].

Le corps de bataille garda cette position jusqu'au 10 septembre. Le temps restait sombre et pluvieux. Nos tentes, dit Gœthe, dont le régiment campait à Jardin-Fontaine, étaient dans l'état le plus lamentable; les cordes se pourrissaient et se rompaient l'une après l'autre; la toile battait la tête et les épaules du soldat[2]. La dysenterie, ou, comme on l'appelait dans le Verdunois, la *courée prussienne*, faisait de jour en jour des progrès. Le soldat mangeait imprudemment des pommes de terre et des raisins qui n'étaient pas encore mûrs. Bientôt la moitié des compagnies fut presque incapable de service; on recourut vainement au poivre et au galanga; tout le front de notre camp, écrit un témoin oculaire, était couvert d'excréments[3]. L'hôpital, installé dans une grande caserne, se remplissait de malades (200 à 300 dans certains régiments) et les visiteurs n'en sortaient qu'avec un profond sentiment de tristesse et de dégoût[4].

Le grand parti qui devait se prononcer contre la Révolution, ne se montrait pas. La population attendait l'issue de l'entreprise ou ne cachait pas son affection pour le nouveau régime. On commençait à voir que les gens même qui n'aimaient pas le 10 août, haïssaient plus encore l'étran-

[1] Minutoli, *der Feldzug*, 144-148.

[2] Gœthe, *Camp. de France*, 58.

[3] J'ai trouvé l'expression de *courée prussienne* dans un acte du conseil général de la Meuse (arch. de l'hôtel de ville de Verdun, 18 mai 1793). Comp. le Témoin oculaire, I, 142 : « Un émigré disait que cette vue lui faisait mal au cœur ; ce sont des accidents militaires, répondit un lieutenant prussien, et lorsqu'on ne peut ni les voir ni les sentir, on reste près de sa maman » ; *id.*, p. 198.

[4] *Rémin.* du prince royal, 155 : « die Ruhr macht Fortschritte... trauriger und ekelhafter Anblick ». Cet hôpital était l'ancien hôpital du roi ; il fallut bientôt établir un hôpital supplémentaire qu'on nomma *l'hôpital ambulant*, dans les bâtiments de l'ancien couvent de Saint-Airy (Registres de la ville de Verdun, 12 octobre).

ger et l'émigration. On acquérait la certitude que pas un soldat ne passerait dans le camp prussien. Les administrateurs de Bar-le-Duc, Ternaux et Gossin, que Brunswick avait mandés à Verdun, refusaient de signer les réquisitions qu'on leur présentait et répondaient à toutes les menaces qu'ils ne pouvaient ni ne devaient engager d'aucune manière leur conscience. Les patriotes, enfermés dans la citadelle de Verdun, criaient aux Prussiens, à travers les barreaux de leurs fenêtres : « Nos ennemis se retireront, et bientôt nous serons libres. » Le lieutenant Minutoli avait fait prisonniers, dans un village des environs, deux volontaires ; l'un d'eux monta sur une borne, harangua les habitants, et leur affirma que rien n'était perdu, que les Prussiens ne pourraient pénétrer dans le cœur du pays sans courir les plus grands risques. Tant de signes, remarque Minutoli, nous prouvaient malheureusement que la France n'était rien moins que royaliste [1].

II. Pourtant cette première semaine de septembre qui fut une halte en pleine invasion, ne laissa que d'agréables souvenirs aux officiers prussiens. Dès qu'ils avaient, après le service, quelques instants de loisir, ils venaient à Verdun et couraient la ville, tantôt achetant des dragées ou des liqueurs qu'ils envoyaient à leurs amis d'Allemagne [2], tantôt s'attablant dans les hôtels, tantôt causant de la guerre et de la Révolution avec les habitants. Ils buvaient avec plaisir le vin de Bar-le-Duc, ce « petit vin de pays qu'on doit goûter sur place ». Il fallait, à chaque repas, apporter avec soi sa fourchette et son couteau, mais la cuisine française était si bonne !

[1] *Monit.* du 8 septembre, lettre de Ternaux et de Gossin ; Laukhard, III, 139 ; Minutoli, *Erinnerungen*, 92-93 ; voir dans le volume précédent (*Invasion prussienne*, 256-258) la douleur et l'irritation de la population verdunoise ; j'ajouterai à tous ces témoignages celui d'un officier anonyme du régiment de Romberg que je citerai désormais sous le nom de Gaudy qui doit être son vrai nom : « in Verdun war die Stimmung nicht weniger als vortheilhaft für die Verbündeten » (*Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, 1843, IV, p. 11).

[2] Cp. *Invasion prussienne*, *Verdun*, 253, dès le soir de la capitulation, les officiers achètent liqueurs et dragées.



Ils regardaient volontiers les jeunes servantes de la Lorraine, vives, accortes, résolues. Ils admiraient la beauté des Verdunoises, et Gœthe rapporte qu'ils ne tarissaient pas en éloges sur la grâce de ces *charmantes enfants*. Elles ont, disait l'un d'eux, les cheveux et les yeux noirs. et la peau blanche comme la soie. Mais ce qui frappait surtout nos ennemis, c'était la dignité des Françaises, leur politesse aisée, leurs manières toutes pleines de simplicité et de pudeur. Les jeunes filles avaient une grande liberté ; on pouvait s'entretenir avec elles en l'absence de leurs parents, mais elles causaient avec autant de modestie et d'enjouement que si leur mère eût assisté à la conversation. Elles ne cherchent pas, raconte un officier, à briller par la toilette et ne semblent avoir aucune idée de coquetterie; même dans les classes les plus pauvres de la société, elles savaient garder la réserve de leur sexe sans montrer le moindre embarras [1].

Le prince royal, se promenant un jour sur la grande route, rencontra des dames de Verdun qui venaient au camp prussien. Il lia conversation avec elles, mit pied à terre pour mieux causer, et, tenant son cheval par la bride, les accompagna quelque temps. Une blonde de dix-sept ans le charma par sa figure piquante et sa douceur; il lui demanda la permission de la revoir. La mère, qui se nommait Mme Morland, n'osa refuser ; elle avait deux filles ; la cadette était celle qui plaisait au jeune prince ; l'aînée, mariée à un M. de la Platière, habitait Paris et eut la bonté, dit le futur Frédéric-Guillaume III dans ses *Réminiscences*, de me donner son adresse la veille de mon départ [2]. Le prince fit de fréquentes visites aux dames Morland qui demeuraient dans la rue de la Belle-Vierge; c'est d'une fenêtre de leur appartement qu'il vit l'entrée de Monsieur à Verdun [3]. Au retour, il s'écarta de son chemin pour dire adieu à Mlle Morland, qui lui donna, comme souvenir d'amitié, quelques sous neufs

[1] Gœthe, *Camp. de France*, 44-46 ; Témoin oculaire, I, 144.

[2] C'est le cas de rappeler ici l'anecdote qu'on trouve partout (Gœthe, *Camp. de France*, 59) ; son hôte de Jardin-Fontaine remit à son domestique une lettre pour Paris, en ajoutant avec une ironie malicieuse « tu n'iras pas jusque-là ».

[3] Cp. *Invasion prussienne*, 288.

de la République. Le prince les conserva, et lorsqu'il rédigea, dans les premières années de ce siècle, son journal de la campagne de 1792, il écrivit ces lignes où perce encore une tendre émotion : « J'ai gardé ces pièces en l'honneur de Mlle Morland; son souvenir m'offre constamment un vif intérêt, et je pense à cette époque avec reconnaissance et grand plaisir. Qui sait ce qu'elle est devenue, elle et sa famille [1] ! »

D'autres officiers s'entretenaient avec les habitants. Le témoin oculaire raconte longuement ses conversations avec le ferblantier Pierrot qui demeurait aux Petits Escaliers. Ce ferblantier avait lu l'*Essai sur les privilèges*, de l'abbé Sieyès, le traité des *Droits et des devoirs du citoyen*, de Mably, et l'*Essai du catéchisme national*. Il dissertait avec l'officier sur la Révolution. Comme il arrive souvent aux contemporains, le Français et le Prussien attribuaient à de minces événements une importance excessive et ne saisissaient pas les causes profondes de ce grand mouvement. Pierrot possédait un exemplaire des *Mémoires* récemment publiés par Soulavie sous le nom de Maurepas; il lisait à l'officier les passages relatifs au régiment de la calotte, à ses épigrammes, à ses chansons qui n'épargnaient personne. L'officier parlait à son hôte de l'affaire du collier qui lui semblait avoir une conséquence infinie [2]. Il discutait avec lui sur la meilleure forme de gouvernement. Pierrot lui soutenait qu'un homme ne doit pas exercer la puissance souveraine et que les élus de la nation ont seuls le droit de faire les lois ; la loi est un remède, disait-il, et ce remède

[1] *Rémin.*, 154. D'après Mérat (*Verdun en 1792*, p. 122, note 1), Mlle Morland avait un frère qui fut colonel de cavalerie. C'est le Morland qui tomba mortellement blessé à la tête de son régiment dans une des charges de la bataille d'Austerlitz et dont la tombe existe encore dans le petit cimetière de Souilly, près de Verdun. Napoléon donna le nom du brave Morland à l'un des quais de Paris et maria sa jeune sœur à l'un des officiers de sa garde, le baron de Lessy.

[2] L'affaire du collier avait fait autant de bruit en Allemagne qu'en France ; elle frappa l'imagination de Gœthe, l'effraya, « comme aurait fait la tête de Méduse » et lui fournit le sujet de sa comédie du *Grand Cophte ;* cp. *Camp. de France*, 159-160, et les Conversations avec Eckermann, II, 184.

ne peut être dicté que par les plus habiles de la nation, qui seuls connaissent le mal et la plaie. L'officier lui citait la Bible et saint Paul qui déclare que chacun doit obéir à l'empereur : « Remarquez, ajoutait-il, qu'au temps de saint Paul régnaient les plus despotiques des Césars... » — « Je suis le très humble serviteur de votre Bible, répondait Pierrot, mais ce livre commence à passer de mode. Quant à votre Paul, il ne prêchait l'obéissance à l'empereur que pour éloigner des chrétiens tout soupçon de révolte ; mais je parie qu'il ne cherchait qu'à gagner du temps et qu'en secret il recommandait à ses disciples de ne pas prendre son précepte au pied de la lettre. La puissance souveraine repose sur le droit du plus fort qui n'est autre que le droit des tigres, ou sur le droit de la guerre que le vainqueur exerce contre les vaincus. Henri II pouvait user de ce droit à Verdun ; mais Louis XVI ne le pouvait pas, et il fit peut-être plus de mal aux Verdunois que n'en fit Henri II ; c'était un despote ». — « Qu'entendez-vous par un despote ? » — « C'est un homme qu'on nomme souverain et qui maltraite son peuple, malgré les lois de la nature ; tous nos Louis ont été des despotes. » L'officier défendait Louis XVI et objectait à Pierrot que les ministres avaient abusé de la faiblesse du monarque. « Eh bien ! répliquait le ferblantier jacobin, un despote est un malheur pour le pays, mais c'est un double malheur, s'il a le caractère faible, car l'État est en proie, non plus à un tyran, mais à une foule de tyranneaux. Grâce au ciel, nous n'avons plus de roi ! » — « Mais si nous rétablissons Louis XVI. » — « Jamais, s'écriait Pierrot, jamais la France ne redeviendra un pays d'esclaves. Votre roi de Prusse est, dit-on, un brave homme ; mais je vois avec peine qu'il s'efforce de nous remettre sous le joug. Sachez-le bien, il lui est tout aussi impossible de restaurer Louis XVI que de régner lui-même sur la France [1]. »

III. Que faisait cependant le quartier général prussien durant ces précieux jours du 2 au 8 septembre que Dumouriez avait su mettre à profit avec tant de prompti-

[1] Témoin oculaire, I, première partie.

tude et de hardiesse? On se rappelle le plan du circonspect Brunswick. S'emparer de Sedan qui deviendrait la principale place d'armes des alliés et le centre de leurs quartiers d'hiver, de Montmédy, de Mézières et de Givet, s'assurer une base solide d'opérations pour la campagne prochaine, tel était le dessein de Charles-Ferdinand[1]. Il voulait entreprendre une guerre de sièges, et non une guerre de campagne. Il exposa ses intentions le 1er septembre, avant la reddition de Verdun, au camp de la côte Saint-Michel, dans la tente du roi, après le dîner. Les princes de Hohenlohe, de Bade, de Nassau-Siegen, les émigrés Lambert et Pouilly, plusieurs autres officiers de l'armée prussienne assistaient à ce conseil de guerre improvisé. Brunswick déclara que depuis le 10 août, le parti royaliste, écrasé, ne pouvait plus servir la cause des alliés. Il se plaignit des émigrés qui tenaient si mal leurs promesses. Ils affirmaient que tous les espoirs et tous les cœurs se tournaient vers l'ancien régime. Mais on n'avait éprouvé partout que de la froideur et même de l'hostilité. Où étaient ces populations qui appelaient unanimement de leurs vœux secrets l'arrivée des alliés? Où étaient ces paysans, ces habitants des villes qui n'attendaient que l'approche du roi de Prusse pour faire éclater hautement leurs sympathies monarchiques; ces commandants de forteresses qui devaient se rendre au premier coup de canon; ces troupes de ligne qui s'empresseraient de se ranger sous le drapeau des coalisés, dès qu'ils auraient franchi la frontière? Et l'on voulait marcher sur Paris! Je ne désire pas, ajouta Brunswick, pousser cette pointe téméraire[2], ni laisser derrière nous ou sur nos flancs plusieurs places importantes. Il montra qu'on devait donner aux opérations une direction systématique, que la saison était déjà fort avancée, que la pluie gâterait entièrement les routes et rendrait plus difficiles la marche des troupes et le transport des vivres, enfin que les maladies sévissaient déjà dans l'armée et la désoleraient de plus

[1] Cp. *Invasion prussienne*, 143. C'est ainsi qu'en 1812 Napoléon voulut un instant — et aurait dû — s'arrêter sur la Duna.

[2] ...in einer Spitze vorgehen, *Rémin.*, 153.

en plus, à mesure qu'elle pénétrerait dans l'intérieur de la France. Au lieu de s'engager en Champagne, sous les averses continuelles, dans des chemins rompus qui retarderaient les convois, il valait mieux se saisir de toutes les forteresses de la Moselle et de la Meuse. Pendant que les Hessois du landgrave et les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg mettraient le siège devant Thionville et Metz, l'armée prussienne, une fois Verdun rendu, remonterait vers le Nord, parallèlement à l'Argonne, s'emparerait de Montmédy, de Sedan, de Mézières et, soutenue par Clerfayt, irait au-devant de Saxe-Teschen qui devait assiéger Lille et pousser jusqu'à Givet. Les Prussiens seraient ainsi couverts sur leurs flancs par deux armées autrichiennes ; ils prendraient à revers les places fortes du Nord ; ils passeraient l'hiver sur la rive droite de la Meuse et au printemps de 1793, après s'être reposés et avoir reçu des renforts, ils marcheraient à des conquêtes presque certaines.

Le roi n'assistait pas à l'entretien. Aussi Brunswick s'exprimait-il avec chaleur et véhémence; il parlait si haut que le prince royal l'entendit du dehors. Mais Lambert, Pouilly, Nassau-Siegen ne partageaient pas l'opinion du général en chef. Selon eux, il fallait percer dans le cœur du pays et refouler devant soi, sans leur laisser le temps de respirer, les troupes françaises qui tentaient de s'opposer au passage des alliés. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin? La durée même de l'entreprise en augmentait les périls. On faisait une conquête, et toute conquête doit être rapide. Les places de la Meuse se rendraient-elles aussi facilement que Longwy ? Avait-on la certitude de ne rencontrer devant les forteresses qu'une faible résistance? Montmédy se défendrait peut-être avec vigueur. Sedan et Mézières, si mauvais que fussent leurs ouvrages et si imparfaits que fussent leurs remparts, n'ouvriraient peut-être pas leurs portes sur une simple démonstration. Il faudrait donc passer l'automne à investir et à prendre des villes ! Le plan du duc de Brunswick était conforme aux règles de la tactique ; mais, ajoutaient Nassau et ses amis, la guerre qu'avaient commencée les coalisés, n'était pas une guerre ordinaire ; dictée par la politique, elle devait s'inspirer unique-

ment de la politique, et non des principes de la stratégie. Laisser derrière soi les places fortes et les garnisons, se contenter de Longwy et de Verdun qui suffisaient pour l'établissement des magasins et, le cas échéant, pour la retraite, fondre sur la Champagne comme un torrent qui déborde et que rien ne peut contenir, dissiper l'armée française en une seule bataille dont le gain était assuré par la discipline des soldats et les talents de leur général, ne frapper qu'un seul coup, mais un coup décisif, remporter en rase campagne une de ces victoires éclatantes qui changent en un moment la face des choses, tel était le plan des émigrés [1].

Ce conseil de guerre dura plusieurs heures et, après une vive discussion, on se sépara sans avoir rien décidé. Mais Verdun se rendit le lendemain, et la capitulation de la seule forteresse qui barrait le chemin de la capitale, augmenta la confiance des audacieux. Le roi de Prusse crut désormais qu'avec sa petite armée il déciderait du sort de la France. Les plus glorieuses images s'offraient à son esprit : une campagne rapide qui l'égalerait à Frédéric II, le rétablissement d'un trône renversé, la reconnaissance de Louis XVI et de Marie-Antoinette, les acclamations qui salueraient son entrée dans Paris. Il combattit le plan du généralissime. Les émigrés qui formaient ses entours, l'encourageaient dans sa résolution ; ils vantaient son esprit chevaleresque, ils exaltaient la générosité prussienne ils répétaient que la guerre régulière et méthodique ne mènerait à rien. Nassau-Siegen affirmait que les troupes prussiennes étaient les meilleures qui fussent dans le monde, et que tout devait céder à leur approche. Le baron de Roll et le baron de Breteuil joignaient leurs excitations aux discours de Nassau. Breteuil représentait au roi de Prusse les dangers que courait Louis XVI ; il s'agissait, disait-il, de sauver à l'infortuné monarque et la couronne

[1] *Rém.*, 153-154 ; rapport de Lecoq (Häusser, I, 371) ; lettre sur la vie de Dumouriez, citée par Massenbach, *Mém.*, I, 324-325, et Massenbach, *Mém.*, I, 47 ; cp. *Fersen*, II, 358 : « le duc ne veut pas avancer avant la réduction de ces trois places (Verdun, Montmedy et Thionville), et Minutoli, *Erinnerungen*, 97 : « ohne gehörig basirt zu sein. »



et la vie. Quelle gloire pour Frédéric-Guillaume de restaurer le descendant de Louis XIV, de le tirer de la captivité, de l'arracher à la mort dont les jacobins le menaçaient! Quel beau spectacle il donnerait à l'univers! L'Europe entière admirerait la grandeur d'âme du roi de Prusse. Mais il fallait se hâter; on devait, dans l'intérêt même de la politique prussienne, aller droit à Paris. Si l'on perdait du temps, Louis XVI et le Dauphin seraient immolés par la populace, et le comte de Provence, devenu roi, verrait-il dans Frédéric-Guillaume un bienfaiteur? Lui saurait-il gré de ses sacrifices? Non; il serait ingrat, il se souviendrait seulement que les alliés l'avaient réduit à ne jouer durant l'expédition qu'un rôle subalterne[1].

Frédéric-Guillaume déclara qu'on irait de l'avant; il savait, rapporte Nassau-Siegen, les jours de Louis XVI en danger, et désirait que l'on marchât sur Paris dans l'espoir d'en imposer davantage aux factieux. Comme toujours, Brunswick n'osa contredire le roi, et abandonna son plan qui était le plus sage. A Verdun, comme à Coblenz et à Trèves, il maudissait l'influence de ces gentilshommes français dont les promesses enivraient Frédéric; mais il n'avait pas le courage de la combattre[2].

Toutefois, il ne se soumit pas sur le champ à la décision du monarque. Plusieurs jours s'écoulèrent avant que Charles-Ferdinand eût adopté le parti qu'il désapprouvait au fond du cœur. Il n'avait encore aucune nouvelle des mouvements de Dumouriez et de Kellermann. Il devinait que, s'il marchait sur Châlons, les deux généraux se jetteraient sur ses derrières. « Pou-

[1] Cp. *Invasion prussienne*, 277; Massenbach, *Mém.*, I, 96-97; Fersen à Breteuil, *Fersen*, II, 365 : « Des étrangers, dit Massenbach (faisant allusion à Nassau), envoyés d'une souveraine dont les desseins politiques n'avaient d'autre but que l'Europe orientale et la ruine de l'état prussien, des étrangers dont la renommée militaire ne repose que sur les articles retentissants de journalistes gagés, ont décidé le passage de la Meuse et la marche sur Paris »; voir encore Manso, *Gesch. des preuss. Staates*, I. 245.

[2] Il ne voulait pas déplaire à Sa Majesté, dit Nassau-Siegen, et l'intérêt du courtisan fut plus fort que le devoir du général consommé (*Feuillet de Conches*, VI, p. 345).

vait-on passer la Meuse, s'écrie un officier d'état-major qui fut le confident de Brunswick, tant qu'une armée française était à Sedan et une autre à Metz? Ceux qui prétendent qu'on devait se diriger sur l'Argonne, dès le lendemain de la reddition de Verdun, ont appris l'art de la guerre chez les Iroquois[1]! »

Brunswick attendit donc les événements. En vain Kalkreuth, qui comprenait l'importance des Islettes, disait hautement que le succès de la campagne dépendait peut-être de l'occupation de ce défilé. En vain, il envoyait un aide de camp et l'émigré Valory demander au duc la permission de se rendre maître du passage[2]. Brunswick résistait aux instances réitérées de Kalkreuth. Il promettait d'exécuter le plan du roi, mais, convaincu que son souverain se trompait, il cherchait à gagner du temps et, au lieu de presser le départ de l'armée, s'efforçait de le retarder. Il faisait passer les troupes sur la rive gauche de la Meuse, mais les tenait immobiles dans leur camp. Il regardait en arrière, et non en avant. Il sondait tous les chemins, excepté le grand chemin de Paris. Les Verdunois commençaient à croire que les Austro-Prussiens se borneraient à la guerre de forteresses; je viens d'apprendre, écrivait Gossin le 7 septembre au directoire de Bar-le-Duc, que, quelque chose qu'il arrive, les troupes prussiennes séjourneront sur la Meuse. Les généraux français étaient du même avis; si Brunswick voulait aller à Paris, mandait Kellermann au ministre de la guerre, il se serait mis en marche le même jour qu'il a eu Verdun[3].

On n'ignorait pas dans l'armée prussienne le débat qui s'était engagé au quartier-général sur cette grande question de la marche sur Paris. On confondait plaisamment les noms de Glorieux et de Regret qu'on déclarait prédestinés; le hasard, disait-on, se plaît à ces coïncidences, il fait loger à Glorieux le roi ardent et

[1] Massenbach, *Mém.*, I, 54.
[2] Dampmartin, *Mém.*, 295; Nassau-Siegen, *Feuillet de Conches*, VI, p. 346; Peltier, *Dernier tableau de Paris*, I, append. au n° 5, p. 84, notes.
[3] Lettre de Gossin, Bibl. de Verdun, *Verdun-Révol.*, II, p. 46; arch. guerre, Kellermann à Servan, 6 septembre.



avide de renommée, et à Regret le duc qui n'entreprend la guerre qu'à contre-cœur. Gœthe, voyant passer Frédéric-Guillaume et Brunswick, demandait ironiquement à ses amis « quelle est celle de ces deux puissances qui prime l'autre, et laquelle décidera dans les cas douteux [1] ? »

Mais le parti de l'audace l'emportait sur le parti de la prudence Nous voilà maitres, écrivait le duc de Weimar, de la derniere forteresse qui pût arrêter notre course; si les Français ne se présentent pas en rase campagne, ils sont perdus; s'ils se présentent, ils n'en seront pas mieux lotis [2]. Dès le 4 septembre, les compagnons de Gœthe pensaient qu'il fallait s'avancer aussi vite que possible dans la direction de Paris, sans se soucier de Sedan et de Montmédy. Moi-même, avoue Gœthe, j'avais dans l'armée prussienne et le duc de Brunswick une confiance sans limites, et il mandait au conseiller Schmauss : « nous laisserons Verdun derrière nous pour marcher contre les rebelles ; Paris en est venu à ce point de trouble et de folie que les deux partis béniront certainement la puissance qui y rétablira le repos, n'importe à quel prix [3] ». Les officiers ne parlaient que du Palais-Royal et de ses plaisirs qui les dédommageraient bientôt de leurs fatigues. Les soldats se demandaient les uns aux autres combien il restait de lieues à faire jusqu'a Paris. Seuls, quelques vétérans hochaient la tête et rappelaient que les Français tenaient le même langage pendant la guerre de Sept-Ans et s'informaient à chaque pas s'ils étaient encore loin de Magdebourg et de Berlin [4]. Je suis très éloigné de croire, assurait le prince Auguste de Gotha, qu'on arrive à Paris

[1] Massenbach, I, 49 ; Gœthe, *Campagne de France*, 25 et 56 ; Gaudy, 12.

[2] Lettre de Charles-Auguste à Einsiedel, 3 septembre (Düntzer, *Gœthe und Karl August*, II, 72).

[3] Gœthe, *Camp. de France*, 53 et 93 ; lettre à Schmauss, 10 septembre (Wagner, *Archiv für Geschichte deutscher Sprache und Dichtung*, I).

[4] Témoin oculaire, I, 197-198 ; cp. Massenbach, *Mém.*, I, 49 : « die allgemeine Stimme ».

sine vulnere et cæde ; ces messieurs comptent sans leur hôte [1].

La marche en avant fut résolue. Brunswick connaissait enfin les desseins de Dumouriez et de Kellermann ; il avait appris que le premier s'était porté de Sedan sur l'Argonne et que le second suivait la route de Toul et de Bar-le-Duc pour se réunir à son collègue. Désormais, comme disait Massenbach, il était facile de résoudre le problème. On avait hésité jusqu'alors à battre les deux généraux isolément, car, si l'on attaquait Dumouriez, Kellermann se jetait sur les derrières des alliés et coupait leurs communications avec Luxembourg et Trèves ; si l'on assaillait Kellermann, Dumouriez faisait la même manœuvre et s'emparait de Longwy. Mais les deux généraux français avaient quitté leurs positions ; on n'ignorait pas le chemin qu'ils avaient pris ; on savait que ni l'un ni l'autre ne pourraient désormais interrompre ou menacer les opérations de l'armée austro-prussienne, une fois qu'elle serait en pleine marche ; on était maître de ses mouvements. Les visages, rapporte Massenbach, se rassérénèrent et notre courage, un instant indécis, fut ranimé. Dumouriez et Kellermann, opérant leur jonction, tenteraient d'arrêter de concert les coalisés soit dans l'Argonne soit au passage de la Marne. Tant mieux ; les Français, ajoute l'officier prussien, nous faisaient la partie belle ; ils venaient se concentrer à notre portée et comme sous notre main ; on les écraserait d'un seul coup. Brunswick, a dit Peltier, « se flatta de pouvoir terminer la campagne par un succès complet en resserrant les ennemis qui venaient tous se rassembler entre Clermont et Châlons, il voulait détruire à la fois toutes leurs meilleures troupes » [2].

Ce plan est longuement développé dans une missive en allemand, adressée par Esterhazy au référendaire Spielmann. Cet officier-général autrichien venait de rendre

[1] *Gœthe-Jahrbuch*, VI, p. 44 (art. de M. Suphan) ; sur Auguste de Gotha que Sömmerring nommait un archi-démocrate (« *Erzdemocrat* », Hettner, Forster's Briefwechsel mit Sömmerring, 1877, p. 565), voir *Invasion prussienne*, 132.

[2] Massenbach, I, 55 ; Peltier, 85 ; Renouard, 170 ; Gebler, *Osterreichische militärische Zeitschrift*, 1833, III, 71.



visite à Hohenlohe-Kirchberg et s'était entretenu à Luxembourg avec Lafayette prisonnier. Il écrivit, à son retour dans le Brisgau, ce qu'il avait vu et entendu. Sa lettre nous fait juger des sentiments de l'état-major et des projets qui s'agitaient dans les entours de Brunswick et de Frédéric-Guillaume ; elle nous découvre les espérances qu'échauffaient chez les Prussiens leurs premiers succès et les promesses inconsidérées de l'émigration ; l'avenir devait troubler ces belles combinaisons et déconcerter tous ces calculs, mais il est intéressant de les connaître. Je sais bien, dit à peu près Esterhazy, qu'on pourrait s'arrêter sur les bords de la Meuse et se contenter des avantages certains d'une première campagne. Mais la situation de Louis XVI est « horrible et sans exemple » ; elle nous force à passer par dessus tout » et à prendre une résolution extrême. Il faut, ajoute l'Autrichien, mettre fin et à la guerre et aux horreurs de Paris, donner aux factieux le coup de grâce avant l'hiver, ne pas leur laisser le temps de revenir à eux-mêmes, enfin éviter une seconde campagne. Nous devons donc réunir toutes nos forces puisque l'ennemi réunit toutes les siennes et permettre même aux deux ailes de l'armée française, jusqu'ici séparées par les premiers coups de l'invasion, de se joindre l'une à l'autre. Nous devons marcher droit à l'adversaire, le « serrer de près, le battre, le disperser, répandre jusque dans Paris la crainte et l'effroi ». Sans doute les troupes des rebelles occupent de fortes positions et disposent d'une nombreuse artillerie : mais elles sont désorganisées et n'ont que des généraux très médiocres ; elles ne tiendront pas, elles abandonneront l'Argonne et se replieront sur Châlons. Il est vrai qu'elles se grossiront de la masse des *sans-culottes* qu'on rassemble dans cette ville Mais quelle triste ressource ! Le pays de Sainte-Menehould à Châlons n'est qu'une plaine où de pareilles armées ne peuvent se poster et affronter une attaque. Elles seront contraintes de refluer vers Paris ; elles tenteront de se défendre dans la capitale avec l'aide de la populace, et on rapporte que le nouveau gouvernement a fortifié Montmartre et garni les hauteurs d'un grand nombre de canons. Mais il sera facile d'affamer et les

troupes et la population, car on sera maître des rivières, et les guerres précédentes nous ont appris qu'on peut aisément couper les vivres aux Parisiens[1].

IV. L'armée prussienne ne pouvait marcher sur Châlons et de là sur la capitale que par deux routes. La première passe par le défilé des Islettes et Sainte-Menehould ; la seconde, par Bar-le-Duc, Revigny-aux-Vaches et Vitry-le-François. Cette dernière route était celle que suivait Kellermann ; les Prussiens l'auraient rejointe soit à Bar, soit à Revigny, soit entre ces deux endroits, par Nixeville, Souhesmes, Ippécourt et Chaumont-sur-Aire. Brunswick pensa quelque temps à la prendre. Des officiers de l'état-major allèrent reconnaître le pays entre Verdun et Bar-le-Duc ; on les vit courir dans la campagne, tenant à la main leurs chapeaux dont les galons éclatants auraient trahi au loin leur présence[2]. Mais s'engager sur ce chemin, c'était s'éloigner des Pays-Bas autrichiens et de Clerfayt qui campait près de Stenay ; c'était alarmer Kellermann qui s'empresserait de se rejeter sur Toul et sur Metz ; or les Prussiens comptaient que Clairfayt formerait leur aile droite, et loin d'empêcher la jonction de Dumouriez et de Kellermann, ils voulaient la favoriser pour accabler l'armée française réunie.

L'autre route qui menait de Verdun à Châlons par Sainte-Menehould, était bouchée, depuis que l'avant-garde de Dumouriez avait pris possession des Islettes. Le 7 septembre, Brunswick et le roi se rendirent à Clermont ; ils gravirent la hauteur ; ils virent au loin la côte de Biesme couverte de troupes ; ils apprirent, en questionnant des gens du pays, que les Français avaient déjà construit des retranchements et dressé des batteries. Le duc se repentit alors de n'avoir pas écouté les conseils de Kalkreuth. Mais il était trop tard. Il n'essaya même pas de s'emparer du passage. Il craignit de perdre trop de monde dans une attaque où son armée serait exposée au feu plongeant de l'artillerie française, et,

[1] Lettre d'Esterhazy à Spielmann, Vivenot, *Quellen*, II, 207-211.
[2] Massenbach, *Mém.*, I, 57.



désespérant d'emporter de vive force la position, il préféra la tourner. C'était la manœuvre favorite des Prussiens; la position des Français est bonne, disait-on au quartier-général, mais on peut la tourner en trois marches, et on la tournera [1].

Dumouriez tenait, outre les Islettes, Grandpré, la Croix-aux-Bois et le Chesne-Populeux. On forcerait un de ces trois passages, et la prise d'un seul défilé entraînant la prise des deux autres, on franchirait l'Argonne en trois endroits différents; on longerait la chaine des collines jusqu'à la hauteur des Islettes désormais impuissantes, et, comme un voyageur qui biaise lorsqu'il rencontre une barrière et ne s'écarte de sa route que pour la regagner plus loin, on rentrerait, après un détour de quelques lieues, dans le grand chemin qu'on avait quitté à Verdun, dans le chemin qui mène à Châlons et de Châlons à Paris. Le duc, consultant la carte, posait le doigt sur Valmy, pres de Sainte-Menehould; c'était là qu'il s'arrêterait pour ravitailler son armée; il y serait le 15 ou le 16 septembre [2]. Il ne se doutait guère que ce village qu'il regardait comme une simple étape, serait le champ de bataille où l'armée française repousserait l'invasion prussienne, et que le nom de cette humble bourgade, où devait avoir lieu, contre toute prévision, le dénouement de la campagne, serait bientôt aussi fameux que celui de Leuthen et de Rossbach.

Ce plan arrêté, Brunswick prit ses dispositions, mais, comme à son ordinaire, lentement, prudemment, sans déployer la hâte fébrile de Dumouriez et son infatigable activité. Même à cette heure décisive, il hésitait encore, semblait agir avec mauvaise grâce et faire une tâche déplaisante. A voir ses délais et ses atermoiements, on sent que sa raison, son bon sens, son instinct militaire le retiennent sur les bords de la Meuse. Il pourrait, par la célérité de ses mouvements, diminuer les risques qu'il prévoit; il perd le temps en longs préparatifs; au lieu de payer d'audace et de marcher résolument, il tergiverse et s'attarde.

[1] Vivenot, *Quellen*, II, Esterhazy à Spielmann, 208.
[2] Breteuil à Fersen, *Fersen*, II, 366.

Il fit de Verdun le centre des ravitaillements de son armée. Il ordonna de cuire du pain pour neuf jours. Il laissa dans la citadelle une garnison de deux bataillons commandés par le général de Courbière [1]. Il réunit toutes les troupes dont il pouvait disposer. Je suis sûr, écrivait-il au major Tauenzien, le 7 septembre, que les armées ennemies se rassemblent entre Châlons et Sainte-Menehould et qu'elles ont des retranchements dans la forêt; il est donc de la plus grande importance de rassembler toutes nos forces pour les en chasser [2]. Il assigna sa tâche et sa place à chacun de ses corps : les Hessois du landgrave et les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg observeraient les Islettes, sans les attaquer, et s'empareraient de ce passage, dès que Dillon, tourné sur ses derrières, serait contraint de l'abandonner ; le gros des Prussiens marcherait sur Grandpré ; la cavalerie des émigrés se dirigerait vers le Chesne-Populeux ; les Autrichiens de Clerfayt, soutenus par Kalkreuth, forceraient le débouché de la Croix-aux-Bois.

Hohenlohe-Kirchberg devait d'abord couvrir le flanc gauche de l'armée prussienne. Il avait franchi le Rhin à Mannheim (2 août), et, traversant la région qui forme aujourd'hui la Bavière rhénane, le sud de la province du Rhin et le grand-duché de Luxembourg, passant par Kaiserslautern, Hombourg, Merzig et Remich, négligeant les deux places de Landau et de Sarrelouis, il venait d'entrer en France le 26 août, après une marche de trois semaines, et d'investir Thionville. Brunswick lui commanda, le 7 septembre, de se porter sur Clermont-en-Argonne avec le plus de troupes qu'il pourrait, de ne laisser devant Thionville que l'infanterie des émigrés et une faible division sous les ordres du feld-maréchal Wallis pour combler les vides que ferait son départ dans l'armée assiégeante, d'appeler sur la Moselle le

[1] Le bataillon des grenadiers de Brunswick et un bataillon de Wolframsdorf. Il n'est pas impossible qu'on ait laissé Courbière à Verdun pour se débarrasser d'un importun censeur ; voir sur Courbière *Invasion prussienne*, 116 et 145.

[2] Sybel, I, p. 554, note ; cp. Gebler, art. cité, p. 71 ; dès le 6, Brunswick écrivait que « Dumouriez et Kellermann voulaient réunir toutes leurs forces et ensuite faire tête à l'attaque des alliés ».



corps autrichien que le général d'Erbach commandait à Spire[1]. Hohenlohe-Kirchberg n'obéit qu'à regret ; il craignait, disait-il, et non sans raison, de laisser à l'ennemi les mains libres pour agir sur les derrières des alliés ; il valait mieux, selon lui, attaquer Metz et Sedan ; on obligerait ainsi les armées françaises à venir au secours de ces deux places ; on aurait l'occasion de donner bataille ; on prendrait ces deux importantes forteresses, en même temps que Thionville. Mais Brunswick répondit que des circonstances très pressantes rendaient la marche en avant nécessaire ; Hohenlohe-Kirchberg se rendit à Clermont-en-Argonne avec six bataillons et quatorze escadrons[2].

Les Hessois avaient franchi, le 30 août, la frontière française à Aubange ; ils devaient d'abord observer Montmédy et garder les communications entre Clerfayt et les Prussiens. Sur un contre-ordre de Brunswick, ils marchèrent sur Verdun et de là sur Clermont en-Argonne où ils se joignirent aux Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg.

Tandis que les Austro-Hessois s'établissaient en face des Islettes et de la Chalade, l'armée prussienne ou, comme on la nommait, l'*armée royale* devait s'ébranler, avec les bagages et les fourgons de vivres, vers la trouée de Grandpré. Mais le mouvement essentiel était celui de Clerfayt. L'Autrichien était encore sur la rive droite de la Meuse dans le camp de Baalon ; il doit, d'après les instructions de Brunswick, passer la rivière, marcher sur Nouart et se porter au-devant des Prussiens à Romagne-sous-Montfaucon, presque à la même hauteur que Grandpré ; mais, après être resté deux ou trois jours à Romagne, afin d'abuser Dumouriez, il se rejettera brusquement vers le nord, reviendra sur Nouart, poussera rapidement jusqu'à Boult et se saisira du défilé de

[1] Ce fut une faute, et une faute grave ; ces troupes autrichiennes couvraient le haut Palatinat et tout le moyen Rhin en même temps qu'elles tenaient en échec les forces de la basse Alsace ; il ne resta plus à Spire que deux bataillons de Mayençais et le 5e bataillon de Giulay ; Custine défit aisément cette faible garnison.

[2] Vivenot, II, 193 ; Gebler, *id.*, p. 71. Il donne la lettre de Brunswick « die Umstände erheischen... »

la Croix-aux-Bois. En même temps le corps de Kalkreuth et l'avant-garde de Hohenlohe attireront l'attention de Dumouriez par de vigoureuses démonstrations sur Grandpré ; Hohenlohe menacera Saint-Juvin, et Kalkreuth, le Morthomme ; mais ce dernier, en réalité, formera l'aile gauche de Clerfayt, lui prêtera l'appui de ses douze escadrons et secondera l'attaque de la Croix-aux-Bois.

Tel est le plan de Brunswick : il *donne*, comme on disait depuis Louis XIV, des *jalousies* de tous côtés et inquiète l'adversaire sur tous les points ; mais, pendant qu'on tiraille sur la lisière de l'Argonne, pendant que ces fausses attaques font prendre le change à Dumouriez uniquement préoccupé de la défense des Islettes et de Grandpré, Clerfayt se jette sur la Croix-aux-Bois et s'en empare. Ce plan imposait à l'Autrichien des marches et des contre-marches aussi fatigantes qu'inutiles ; il était digne de la vieille école qui finassait toujours et craignait de prodiguer le sang des soldats, mais il s'exécuta presque à la lettre, avec une scrupuleuse exactitude.

CHAPITRE IV

GRANDPRÉ

I. Dumouriez à Grandpré. — Proclamation aux habitants de l'Argonne. — Petiet à Châlons. — Miaczynski à Sedan. — Le bataillon de Mouzon. — Annonce de renforts. — Duval au Chesne-Populeux. — Colomb à la Croix-aux-Bois. — Ardeur des troupes. — II. Les Prussiens veulent-ils assiéger Metz ? — Se dirigeront-ils sur Saint-Dizier ? — Plan de Dumouriez. — Son erreur. — Il se rend aux Islettes. — Duval à Marcq et Dubouquet au Chesne-Populeux. — III. Le mouvement de Brunswick. - Reconnaissance de Köhler. — Arrivée des Austro-Hessois. — Marche des Prussiens sur Grandpré. — Escarmouche à Clermont. — Dispositions des paysans. — Leur horreur de l'ancien régime. — La pluie et la boue. — Retard des convois. — Le camp de Landres ou camp de la Crotte. — IV. Exécution du plan de Brunswick. — Les deux démonstrations du 12 septembre. — Kalkreuth à Briquenay. — Hohenlohe à Fléville. — Courage des Français. — Les tirailleurs.

I. Pendant que Brunswick restait immobile sous les murs de Verdun, Dumouriez organisait en hâte la défense de l'Argonne. La confusion était grande encore ; l'armée des Ardennes[1] manquait d'officiers généraux ; presque aucun régiment de ligne n'avait de colonel et de lieutenant-colonel. Le service des subsistances n'était pas assuré. L'uniforme des soldats, surtout dans l'infanterie, tombait en loques. « Faites-nous des sarraus en

[1] C'est le nom que porta désormais l'armée de Sedan ; on l'appela aussi l'armée du Nord, surtout après la jonction des troupes qui vinrent de Flandre, sous le commandement de Duval et de Beurnonville ; mais le nom d'armée des Ardennes prévalut tant que les troupes commandées par Dumouriez demeurèrent dans l'Argonne.



laine, écrivait Dumouriez, de quelque couleur que ce soit, et envoyez-les pour le 1er octobre : sans cette précaution, il sera absolument impossible de faire la guerre dans l'arrière-saison, et l'armée passera bien vite du murmure à la licence et au débandement. » On n'avait même pas de cartes détaillées de l'Argonne. « Faites chercher et venir, mandait Dumouriez à Luckner, les cartes de l'Académie sur lesquelles se trouve le théâtre de la guerre que nous faisons et que nous allons faire ; personne de nous ne les a[1]. »

Quelques jours lui suffirent pour tout ranimer et tout rétablir ; je ne perds pas courage, disait-il à Servan, et je travaille au milieu des combinaisons militaires, des correspondances de gens effrayés, en un mot, du plus grand désordre.

Il adressait une proclamation aux populations de l'Argonne :

« Citoyens, l'ennemi fait des progrès sur le territoire des hommes libres, parce que vous ne prenez pas la précaution de faire battre vos grains, de les porter sur les derrieres, pour qu'ils soient sous la protection des troupes françaises, d'apporter au camp de vos frères les fourrages et les pailles qui vous seraient payés comptant par vos compatriotes, qui respectent votre propriété. Au lieu de cela, toutes vos subsistances sont dévorées par les satellites des despotes ; les chevaux sont nourris de vos fourrages sans qu'il vous en revienne aucun paiement ; c'est ainsi que vous-mêmes vous donnez à nos cruels ennemis les moyens de subsister au milieu de vous, de vous accabler d'outrages et de vous remettre dans l'esclavage. Citoyens, je vous somme, au nom de la patrie et de la liberté, de faire apporter dans nos differents camps vos grains et vos fourrages, en faisant constater par vos

[1] Dumouriez à Servan, 6 septembre, et à Luckner, 7 septembre (arch. guerre). Il est inutile de louer le général ; Rochambeau, son ennemi, qui le nomme un intrigant et un « ministre caméléon », reconnaît que « l'activite de Dumouriez lui fit prendre des mesures d'une défensive bonne et militaire » (*Mém.*, I, 426) ; Massenbach dit qu'il occupa l'Argonne avec la rapidité d'Achille (*Mém.*, I, 58) ; Gaudy, 12, qu'il prit d' « excellentes mesures » et agit avec une « audace infatigable ».



officiers municipaux les quantités que vous nous apporterez.

» Je vous somme pareillement de faire retirer vos bestiaux et chevaux derrière nos camps ; sinon, je serai obligé, pour le salut de la patrie, de sacrifier vos intérêts particuliers, de me conduire avec vous comme se conduisent nos barbares ennemis, et de faire fourrager et tout enlever dans vos villages, afin qu'eux-mêmes n'y trouvent pas à subsister.

» Vous particulièrement, districts de Sedan, Mézières, Grandpré, Vouziers et Sainte-Menehould, je vous invite à profiter de l'âpreté de vos montagnes et de l'épaisseur de vos forêts pour m'aider à empêcher l'ennemi d'y pénétrer.

» En conséquence, je vous annonce que, si les Prussiens et les Autrichiens s'avancent pour traverser les défilés que je garde en force, je ferai sonner le tocsin dans toutes les paroisses en avant et en arrière des forêts d'Argonne et de Mazarin ; à ce son terrible, que tous ceux d'entre vous qui ont des armes à feu se portent chacun en avant de sa paroisse sur la lisière du bois, depuis Chevenge jusqu'à Passavant ; que les autres, munis de pelles, de pioches et de haches, coupent les bois sur la lisière et en fassent des abatis pour empêcher les ennemis de pénétrer ; par ce moyen prudent et courageux, vous conserverez votre liberté et vous nous aiderez à donner la mort à ceux qui voudront vous la ravir.

» Je requiers, au nom de la loi et au nom de la patrie, tous les administrateurs des départements et des districts, tous les officiers municipaux, de donner des ordres sur leur responsabilité pour l'exécution des différents objets de cette proclamation. Quiconque y mettra obstacle sera dénoncé à l'Assemblée nationale comme lâche ou parjure ; mais comme cette mesure serait trop lente, je déclare qu'en cas que j'y sois forcé, j'emploierai tous les moyens militaires que j'ai dans les mains, pour faire exécuter ce que je crois nécessaire pour le salut de la patrie [1]. »

[1] *Avis du général Dumouriez à tous les citoyens français des deux départements des Ardennes et de la Marne et particulièrement des districts de Vouzières* (sic), *Grandpré*, *Sainte-Menehould*, *Clermont*,

Cette proclamation, simple et énergique, fut envoyée à Sainte-Menehould et imprimée dans cette ville, par les soins du directoire, à plusieurs milliers d'exemplaires. Dumouriez remercia les magistrats de leur promptitude, les pria d'entretenir une correspondance journalière avec lui, stimula leur zèle et leur patriotisme: « bien loin d'être abattus par la lâcheté des administrateurs et des habitants de Verdun, reprenons un nouveau courage et aidons-nous mutuellement à résister à l'ennemi [1]. »

En même temps il envoyait à Châlons un commissaire ordonnateur, l'actif et vigilant Petiet [2], qui devait assurer pendant toute la campagne les approvisionnements de l'armée. Il nommait le maréchal de camp Miaczynski gouverneur de tout l'arrondissement de Sedan et de Mézières. Il donnait le commandement de la place de Sedan à un officier de grand mérite, nommé Naulzier, « lieutenant-colonel d'infanterie qui entend fort bien le service de l'artillerie ». Il renforçait la garnison de Sedan, en tirant deux mille hommes des forteresses de Givet, de Philippeville, de Marienbourg et de Rocroy. Il y mettait également un bataillon de trois cents hommes qu'on nommait le *bataillon de Mouzon ;* la moitié des soldats étaient des habitants de Mouzon qui avaient juré de faire la campagne et suivi l'armée française à Grandpré avec un drapeau et deux chariots remplis d'effets appartenant à la nation. Si les habitants de Longwy et de Verdun, disait Dumouriez, avaient montré le même courage et le même patriotisme, la France ne serait pas encore entamée. Il prescrivait à Miaczynski de tenir la campagne

Sedan, Mézières, Rocroi et Réthel. (Bibl. de la ville de Paris, *Rév. fr.*, nº 22143, 4 pages). Cp. le *Journal des Débats et Décrets*, nº 352, p. 255-256, et Ternaux, IV, 155-156.

[1] Arch. nat., AA. 61, pap. de Galbaud, p. 76, Dumouriez au directoire de Sainte-Menehould (sans date, probablement du 4 sept.).

[2] Cp. sur Petiet, qui portait le titre de « commissaire général de l'armée du Nord », *Invasion prussienne*, 87 ; on sait les grands services que l'intendance rendit dans cette campagne. Luckner rendait hommage aux talents de Petiet dans une lettre à Dumouriez (8 septembre) : « Le régisseur des vivres de votre armée, qui est ici, travaille avec activité à vous procurer ceux dont vous aurez besoin. » Petiet avait ordre de « faire un établissement à Châlons et d'établir des fours à Vouziers et à Sainte-Menehould ».

de conserver ses communications avec Montmédy, d'intercepter, de concert avec Ligniville, les convois qui venaient de Luxembourg et de Longwy, de former un corps de braconniers des Ardennes [1].

Il ne disposait que de dix-neuf mille hommes. Mais il avait, à la fin d'août, ordonné à Duval, qui commandait le camp de Pont-sur-Sambre, de le joindre à Rethel vers le 7 septembre. Duval tira du camp de Pont-sur-Sambre le 68e régiment d'infanterie et le 2e bataillon de volontaires de la Haute-Vienne ; de Dunkerque, le 19e de ligne et deux escadrons du 3e dragons ; de Valenciennes, quatre compagnies belges ; de Douai, un détachement de deux cents artilleurs ; c'étaient, en tout, 3,050 hommes.

Mais ces secours ne suffisaient pas. Il faut, écrivait Servan à Dumouriez, vous fortifier d'une partie de votre camp de Maulde et faire venir encore des places fortes du Nord tout ce qu'on pourra vous envoyer ; l'armée de Champagne doit tout absorber [2]. Beurnonville reçut l'ordre d'amener à Rethel, vers le 14 septembre, un corps de dix mille hommes. D'autres renforts allaient quitter Châlons où Luckner, aidé de Laclos et de Labourdonnaye, organisait une armée de l'intérieur. Mais Dumouriez les attendait sans impatience ; il se défiait des « braves fédérés » et de leurs piques qui devaient faire merveille. Je ne désire de piques, disait-il ironiquement, qu'à la seconde campagne, lorsque nous poursuivrons les ennemis. Servan lui marquait que 2,400 hommes, armés et revêtus d'un uniforme, partaient tous les jours de Paris, et le priait de tirer de Châlons quelques bataillons de nouvelle levée. Mais Dumouriez se contentait d'informer

[1] Arch. guerre, Dumouriez à Servan, 5 et 6 septembre ; à Luckner, 5, 7 et 9 septembre ; Dillon, *Compte rendu*, 13. Miaczynski, traduit l'année suivante devant le tribunal révolutionnaire, n'a donné que peu de détails sur son commandement de Sedan : « Dumouriez me montra des inquiétudes pour la ville de Sedan, menacée par les Prussiens... j'ai formé la légion des Ardennes » (arch. nat., W, 271, doss. 31, p. 4). C'est dans cette légion des Ardennes que servit, comme canonnier, la citoyenne Pochelat ; elle obtint le grade de sous-lieutenant ; la Convention décréta qu'elle avait bien mérité de la patrie et lui donna une pension annuelle de 300 livres (*Moniteur* du 29 juin 1793).

[2] Arch. guerre, lettres des 3, 4 et 8 septembre.

Luckner de ses dispositions et de ses plans ; il ne comptait que sur ses renforts de Flandre, sur les secours de Kellermann, sur les vieilles troupes de ligne et sur les volontaires de 1791. Une des cités les plus patriotiques de l'Est, Reims, dirigeait sur Grandpré un corps de huit cents grenadiers bien équipés et bien vêtus, mais sans expérience ; Dumouriez les envoyait les uns à Sedan, les autres dans les gorges du Clermontois [1].

La trouée du Chesne-Populeux n'avait été gardée pendant quelques jours que par un faible détachement. Dumouriez, n'ayant pas assez de troupes pour fermer ce passage, y avait posté cent hommes d'infanterie et quelques dragons de la garnison de Sedan, pour figurer une défensive. Mais Duval fut exact au rendez-vous. Le 7 septembre, au jour fixé par Dumouriez, malgré la pluie et le mauvais état des chemins, il arrivait, après une marche forcée, au Chesne-Populeux, avec ses 3,050 hommes. Le général en chef, tiré d'inquiétude, félicita Duval et lui donna l'ordre de rendre la trouée de Noirval impraticable, en rassemblant, de gré ou de force, tous les paysans des environs, qui devaient, à grand renfort de pelles, de pioches et de haches, gâter les gués et les chemins et couper les ponts de la Fournelle [2].

Au sud du Chesne-Populeux, entre le défilé de Noirval et celui de Grandpré, Colomb, colonel du 2e régiment de dragons, occupait le poste de la Croix-aux-Bois avec deux bataillons d'infanterie, un escadron de ses dragons et quatre pièces de canon. Il devait élever des retranche-

[1] Servan à Dumouriez, 3, 4, 8 septembre ; Dumouriez à Servan, 6 septembre (arch. guerre) ; Dumouriez, *Mém.*, I, 279. Dillon, aux Islettes, renvoyait de même les bataillons et les corps francs « il lui faut absolument des hommes habillés, armés et en état de manœuvrer » (Babeau, *Lettres d'un député de la municipalité de Troyes*, 1874, p. 7, 7 septembre 1792). On a prétendu que Dumouriez avait reçu dans l'Argonne des renforts de volontaires de 1792 et de *fédérés;* sa correspondance prouve qu'il n'en est rien ; il écrit le 6 septembre qu'il attend toujours 6000 hommes qui doivent arriver de Paris, le 7 que « pas un homme armé ne l'a joint depuis qu'il est à Grandpré », le 8 qu'il « entend beaucoup parler de secours et ne voit pas arriver un seul homme ».

[2] Dumouriez à Duval (arch. guerre, 8 septembre).



ments, faire des abatis et rompre, en avant de sa position, le chemin de Briquenay et de Boult-aux-Bois. La droite de son détachement s'appuyait au ruisseau de Longwé et sa gauche, à celui de Noirval.

Le reste des troupes occupait la position de Grandpré, et, du Chesne-Populeux à La Chalade, une chaîne d'avant-postes établis en pleine forêt, rattachait l'extrême gauche de l'armée de Dumouriez à l'avant-garde de Dillon, par Marcq, Châtel, Apremont et le chemin romain.

L'ardeur des soldats était grande et Dumouriez assure qu'ils le secondaient parfaitement. Lorsqu'il parcourut son camp dans l'après-midi du 9 septembre, ses soldats l'entourèrent en grand nombre et le prièrent instamment de les mener au feu. Le général, écrivait Westermann à Danton, « ne cesse de travailler et il est impossible de prendre plus à cœur les intérêts de la patrie. Il a fait renaître la confiance. Chaque jour il va d'un camp à l'autre et parle aux soldats, s'occupe de leurs besoins, organise l'état-major de l'armée et se prépare au combat. Toutes les troupes attendent avec la plus vive impatience ce jour, comme le dernier des despotes, sans consulter le nombre de leurs ennemis, et paraissent bien décidées de vaincre ou de périr sur le champ de bataille ; je ne puis vous dépeindre le courage de cette armée [1]. »

II. Dumouriez pensa, durant quelques jours, que les Prussiens avaient le dessein de mettre le siège devant Metz et de prendre leurs quartiers d'hiver dans les Trois-Evêchés. S'ils avaient eu l'intention de marcher sur Paris, n'auraient-ils pas, même pendant l'investissement de Verdun, détaché quinze ou vingt mille hommes qui se seraient emparés des gorges du Clermontois ? Pourquoi restaient-ils immobiles dans leur camp de Regret, sinon parce qu'ils attendaient la reddition de Thionville ? Kel-

[1] Arch. guerre, Dumouriez à Duval, à Biron (9 septembre) ; *Mém.*, I, 259 et 268 ; lettre de Westermann, du 10 septembre, datée de Grandpré (Prudhomme, *Révol. de Paris*, XIII, p. 491) ; Babeau, *Lettres d'un député de la municip. de Troyes*, 9.



lermann venait de quitter Metz et menait lentement l'armée du Centre à la rencontre de son collègue. Dumouriez louait la prudence de ses mouvements et lui conseillait, ainsi que Servan, de s'arrêter à Ligny, entre Commercy et Bar-le-Duc : il pourrait, de là, soit faire sa jonction avec lui, soit revenir sur Metz menacé. Ni Dumouriez, ni Kellermann ne virent clair durant la semaine qui suivit la prise de Verdun. Tous deux croyaient que les Prussiens n'osaient se porter sur Paris et n'avaient d'autre plan que d'attaquer Metz.

Déjà Dumouriez prenait ses mesures et dès qu'il voyait les ennemis marcher de Verdun sur Metz, il s'avançait « tout uniment » vers Stenay ; Dillon quittait la côte de Biesme et le suivait avec son avant-garde, parallèlement au gros de l'armée ; Beurnonville, qui devait arriver le 14 septembre à Rethel, se dirigeait sur Suippes, Dampierre et Revigny; Duval quittait le Chesne-Populeux et allait à Sedan tenir tête aux Autrichiens de Clerfayt. Dumouriez, Dillon, Beurnonville se réunissaient à Kellermann ; l'armée française, forte de soixante mille hommes, forçait les Prussiens à lever le siège de Metz, non pas en leur donnant bataille, mais en les harcelant, en leur coupant les vivres, en faisant un désert autour d'eux ; entre le 25 et le 30 septembre, Frédéric-Guillaume éprouverait devant Metz le même sort que Charles-Quint.

Ce ne fut que le 8 septembre que Dumouriez revint de sa méprise. Je commence à croire, mandait-il à Luckner, que les Prussiens ont le projet de marcher sur Paris directement. Mais le péril qui s'approchait, ne l'effrayait pas. Depuis qu'il occupait l'Argonne, il était plus près de Paris que son adversaire ; il avait moins de chemin à parcourir que les Prussiens, pour se mettre entre eux et la capitale ; ils « décrivaient le cercle de l'arc dont il parcourait la corde. »

Mais les envahisseurs remonteraient-ils sur Sedan et Mézières en faisant le grand tour ou se dirigeraient-ils sur Bar-le-Duc et Saint-Dizier ? Souvenons-nous, disait Dumouriez, que dans toutes les guerres, depuis Charles-Quint jusqu'à Louis XIV, Saint-Dizier a été un des points par lesquels on a menacé d'entrer en France.



Jusqu'au dernier moment, il s'imagina que l'armée prussienne ne l'attaquerait pas dans les gorges de l'Argonne.

Il n'avait garde néanmoins d'abandonner ces précieux défilés : si je les quitte, déclarait-il, et si l'ennemi s'en empare, nous sommes perdus. Mais ne pouvait-il, tout en restant maître de l'Argonne, assaillir les flancs de la « grande armée » ? Il projetait donc de se porter par la rivière d'Aire en avant de Saint-Dizier, pendant que Beurnonville viendrait de Rethel à Villers-en-Argonne ou à Revigny et que Kellermann marcherait de Ligny sur Bar-le-Duc ; « nous déboucherons tous à la fois, en rapprochant nos colonnes et nous nous trouverons plus de soixante mille hommes pour aller à la rencontre des Prussiens ; je flanquerai leur droite ; Kellermann se mettra à leurs trousses et leur fermera leurs derrières ; ils auront les Parisiens en tête, et au diable s'ils en réchappent ! »

Bientôt ce plan hardi s'empara de l'imagination de Dumouriez, il ne voulait plus attendre le renfort de Beurnonville. Il faut, écrivait-il à Servan, saisir l'occasion au toupet, car, comme vous savez, elle est chauve par derrière. Vainement les Prussiens montraient en cet instant des têtes de colonnes à Varennes et à Clermont. Dumouriez n'envisageait dans ce mouvement qu'une feinte de Brunswick ; il croyait le gros de l'armée royale engagé sur la route de Bar-le-Duc. Il fit venir Duval sur la hauteur de Marcq (10 septembre), et le remplaça au Chesne-Populeux par le maréchal de camp Dubouquet, « vieux routier, comme Dietmann, et honnête homme, mais sans de grands talents [1] ». Il avait ravitaillé Sedan et Mézières qu'il abandonnait, selon son expression, à la grâce de Dieu. « Je ne connais, disait-il, aucun corps dans cette partie pour entreprendre un siège : Clerfayt

[1] Cette opinion de Dumouriez est confirmée par Dampierre « Dubouquet, nul pour les talents militaires, et qui ne sait que bavarder » (Dampierre à Danton, revue de la *Révolution française*, 14 juillet 1885, p. 36-37). Dubouquet était auparavant colonel du 49e régiment d'infanterie et avait été nommé provisoirement maréchal de camp par Dumouriez (lettre à Servan, 29 août). Il reçut le brevet de lieutenant-général le 8 octobre.

marche à grands pas sur les Pays-Bas [1]; d'ailleurs si les ennemis prennent ces deux mauvaises places, nous les reprendrons ensuite. » Il laissait à Grandpré sept escadrons de cavalerie et six bataillons d'infanterie. Il emmenait la division de Duval, le corps de Stengel et la réserve. Il se portait le long de la forêt d'Argonne devant Varennes et Clermont pour fondre sur l'arrière-garde ou sur le flanc droit des Prussiens qu'il supposait en ce moment à la hauteur de Dillon. Ce dernier devait poster deux mille hommes aux Islettes, faire border les abatis par les paysans qu'il rassemblerait au son du tocsin, et, avec le reste de ses troupes, se diriger sur Passavant et Villers-en-Argonne, au sud de la forêt, pour couvrir Sainte-Menehould. Dumouriez opérait sa jonction avec Dillon, puis avec Kellermann qui marchait alors de Bar-le-Duc sur Saint-Dizier; toutes ces forces suivaient les Prussiens dans leur mouvement sur Châlons ; « nous les tiendrons dans l'entonnoir; tâchons seulement de tomber sur leurs bagages et leurs colonnes d'artillerie; ils rétrograderont et cette contre-marche ne se fera pas facilement au travers des grands bois pour regagner Verdun ! » C'était le 10 septembre qu'il communiquait ce plan à Kellermann et il ajoutait avec cet entrain, cette bonne humeur qu'il gardait toujours, même au milieu des plus terribles difficultés : « J'espère que cette marche me guérira d'une colique que j'ai depuis vingt-quatre heures. Embrassez de ma part mon gros Valence que j'aime beaucoup, mais à qui je n'ai pas le temps de répondre; il est possible que sous trois ou quatre jours je vous baise tous les deux en pincettes. »

Ces beaux projets, comme les précédents, s'en allèrent en fumée. Dans la nuit du 10 au 11 septembre Dumouriez, changeant subitement sa détermination, envoyait contre-ordre à Stengel, à Dillon, à Kellermann et informait Luckner qu'il restait décidément à Grandpré, « malgré l'impatience de l'armée » : les Prussiens semblaient s'approcher de lui et se porter soit sur Grandpré, soit sur Sedan, et, après mûre réflexion, il ne voulait pas marcher

[1] On voit qu'il était bien mal informé, pour ne pas dire bien léger, puisque, ce même jour, Clerfayt était à Romagne-sous-Montfaucon.



en avant, à moins d'être bien en forces et d'avoir reçu le secours de Flandre.

On ne croirait pas en lisant les *Mémoires* du général, qu'il ait si tard démêlé la vérité. A l'entendre, il aurait attendu de pied ferme les ennemis et connu tous les mouvements de Brunswick par ses espions et ses éclaireurs. Sa correspondance prouve au contraire que les Prussiens surent le tromper sur leurs desseins. Les yeux tournés vers le camp de Regret que le gros des envahisseurs ne quitta que le 10 septembre, Dumouriez ne voyait pas Hohenlohe, Kalkreuth, Clerfayt marcher sur Grandpré par des chemins différents. Il ne voyait pas l'avant-garde prussienne se diriger lentement vers Sommerance, en face de ses avant-postes de Saint-Juvin. Il ne voyait pas le corps de Kalkreuth et les Autrichiens de Clerfayt s'approcher sourdement et à pas de loup du défilé de La Croix-aux-Bois. Sa sécurité fut si profonde que le 11 septembre il quitta son quartier-général et se rendit à Sainte-Menehould. Il s'entretint avec Dillon; il visita les postes de la côte de Biesme et des Islettes; il passa la revue des troupes; durant tout un jour, il resta loin du gros de son armée[1].

Le lendemain, 12 septembre, Dumouriez était de nouveau à Grandpré. Il apprit dans la journée que les Autrichiens s'étaient emparés, presque sans coup férir, du défilé de La Croix-aux-Bois; sa ligne de défense était rompue; les ennemis qu'il se flattait de tenir en échec, allaient le déborder sur son flanc gauche, lui couper la retraite, le forcer à mettre bas les armes!

III. Pendant que Kalkreuth prenait les devants pour se joindre au corps autrichien de Clerfayt, le duc de Brunswick restait dans son camp de Regret. Il attendait des nouvelles plus positives des mouvements de Kellermann et ne voulait se mettre en marche qu'après l'arrivée des Austro-Hessois.

Le général Köhler, posté à Haudiomont, observait

[1] Il ne dit pas un mot de ce voyage dans ses *Mémoires*; cp. arch. guerre, Dumouriez à Luckner, 11 septembre; Galbaud à Servan, 11 septembre; Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 602.



encore la route de Metz. Il reçut le 8 septembre l'ordre de se porter par Verdun, Senoncourt et Chaumont sur Bar-le-Duc. Il emmenait avec lui les dix escadrons de son régiment, deux bataillons de fusiliers et une batterie volante. Il laissa sur une hauteur, en avant de Chaumont-sur-Aire, un bataillon de fusiliers, deux escadrons et deux canons qui devaient couvrir sa retraite ; il mit le second bataillon de fusiliers, avec quatre canons, sur une hauteur près de l'église ; il fit camper près de la route les huit escadrons qui lui restaient. De là, il envoya de tous côtés des détachements en reconnaissance : deux cents cavaliers sur Bar-le-Duc, cent autres sur Saint-Mihiel, cent autres sur Ligny. Il sut bientôt que l'avant-garde de Kellermann avait traversé Ligny le 8 septembre. Dès lors il était évident que l'armée du Centre prenait la route de Bar-le-Duc et de Revigny pour se porter par ce long détour au secours de Dumouriez. Mais Brunswick calculait justement qu'avant l'arrivée de ce renfort, le grand coup serait frappé, et Dumouriez débusqué de l'Argonne [1].

Cependant les Austro-Hessois, chargés de masquer les Islettes, arrivaient sur les bords de la Meuse. Les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg avaient quitté leur camp de Richemont le 10 septembre ; ils campèrent le 11 à Conflans, et le 12, à Etain. Le landgrave de Hesse était depuis le 8 à Grand-Bras.

Brunswick jugea qu'il était temps de porter sur Grandpré le gros de l'armée prussienne. Le 10 septembre, entre sept et huit heures du soir, il réunit à Glorieux les généraux et les chefs d'état-major, et, dans une petite grange qu'éclairait à peine une seule lumière, il dicta les ordres de marche ; nous griffonnions, dit le prince royal, au petit bonheur et en pleine obscurité [2].

Le 11 septembre, l'armée royale s'éloignait de son camp de Regret, en quatre colonnes. La pluie tombait à flots [3]. Dur pour lui-même afin d'être dur pour ses soldats, le

[1] Minutoli, *der Feldzug*, 208-209.
[2] *Rémin.*, 155.
[3] *Fersen*, II, 364 ; lettre de Breteuil : « Le temps ne favorise pas la marche d'aujourd'hui, la pluie a tombé fortement toute la nuit et continue. »

roi de Prusse n'avait pas mis de manteau. Les comtes de Provence et d'Artois qui l'accompagnaient, n'osèrent se montrer plus douillets que lui; ils partirent légèrement vêtus, mais on voyait à leur mine qu'ils affrontaient la bourrasque à contre-cœur; ils étaient transpercés, remarque le prince royal, et offraient à nos regards un aspect lamentable. Un émigré s'indigna de la cruauté de Frédéric-Guillaume. Laisser mouiller ces augustes personnages, les exposer sans manteau à une pluie battante! Vit-on jamais un spectacle plus désolant! Il exhalait sa colère en présence de Gœthe. « Que lui répondre, dit le poète; l'aurait-on consolé en lui remontrant que la guerre est une mort anticipée qui rend les hommes égaux et impose à tous, même aux plus grands, la fatigue et le danger?[1] »

L'armée prussienne longeait la lisière orientale de la forêt d'Argonne et traversait la bande de pays resserrée entre la Meuse et l'Aire. Elle campa, le 11 septembre, à Malancourt et le lendemain à Landres, en face de l'avant-garde française. Un détachement livra près de Clermont un heureux combat. Le lieutenant d'Auerswald, des hussards de Wolfradt, attaqua soudainement une troupe de Français qui venaient des Islettes et allaient au fourrage. Vingt hussards du 5e régiment, égarés dans un épais brouillard, furent faits prisonniers. Une compagnie de grenadiers du 6e régiment d'infanterie qui se laissa cerner dans les jardins de Clermont, se rendit à discrétion. Leurs armes, restées sur le pavé de la ville, furent envoyées par les habitants au camp de la côte de Biesme[2].

Mais ce petit engagement ne décidait rien. Dans tout le pays du Clermontois, comme une semaine auparavant en Lorraine et dans le Verdunois, l'armée prussienne n'avait trouvé que des villages à peu près vides. Les vieillards seuls étaient restés. On leur demandait s'ils aimaient la Révolution, et tous répondaient qu'ils détestaient l'ancien régime et que la seule idée du rétablisse-

[1] Gœthe, *Camp. de France*, 61; *Rémin.*, 155.
[2] Minutoli, *der Feldzug*, 206; Dillon, *Compte-rendu*. 22-23; Gobert, *Mém.* (arch. guerre); Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 602.

ment de la dîme leur faisait horreur. Ils affirmaient unanimement que leur bien-être matériel s'était augmenté, qu'on les avait délivrés d'impôts écrasants et de ces droits de garenne et de chasse qui ruinaient leurs champs, que les grands domaines du prince de Condé étaient devenus la propriété des paysans, qu'il n'y avait plus de gens riches, mais que, dans vingt ans, tout le monde vivrait à son aise[1].

Docile à l'appel de Dumouriez, la population valide du pays s'était retirée dans les bois de l'Argonne avec tous les vivres et les fourrages qu'elle pouvait emporter[2]. La malveillance de ces gens-là, écrivait le secrétaire du roi de Prusse, nous enlève la paille, la saine nourriture et toutes les ressources qui pourraient diminuer nos maux[3]. Les alliés sentaient de plus en plus le péril de leur entreprise et l'impuissance de leur tactique contre cette sourde et tenace résistance qu'ils n'avaient pas prévue. On pouvait battre l'armée française, on pouvait pousser jusqu'à Paris, mais dompterait-on jamais la nation? Soumettrait-on jamais les esprits? Tous les Prussiens, du général au simple soldat, s'étonnaient que cette révolution si nouvelle et de si fraiche date fût réellement populaire et que ses principes eussent pris en si peu de temps au cœur des populations d'assez fortes racines pour résister désormais à tous les orages. « Vous verrez », osait dire un paysan du Clermontois à un officier, « nous n'avons qu'un plan et qu'un but, employer tous les moyens pour vous rendre votre subsistance difficile », et le Prussien qui rapporte ce propos, ajoute tristement que le paysan avait raison[4].

L'armée royale arriva devant Grandpré, exténuée de lassitude, de froid et de faim. Durant ces deux jours plus funestes qu'un combat, la pluie n'avait pas cessé un seul

[1] Témoin oculaire, II, 50.

[2] A l'approche des alliés, dit Dampmartin (*Mém.*, 302), les campagnes sont désertes et les villages abandonnés; les habitants, représentés comme favorables à l'ancien régime, cherchent un refuge loin de leurs foyers.

[3] Lombard, *Lettres*, 316.

[4] Témoin oculaire, II, 55.



instant[1]. Il semble, s'écriait Lombard, qu'elle se fasse un jeu de nous suivre dans nos mouvements, il suffit de nous mettre en marche pour qu'elle tombe aussitôt, c'est notre destinée depuis Coblenz[2]! Tous les narrateurs de l'expédition ne se rappellent qu'avec effroi les chemins qu'ils ont trouvés dans cette argileuse Champagne. On n'avançait, selon le mot de Gœthe, qu'avec de grandes souffrances[3]. Pas un rayon de soleil, rapporte un lieutenant, n'égayait notre courage enfin brisé par de nombreuses fatigues, et dès lors, jusqu'à la fin de l'expédition, nos misères devaient s'augmenter en proportion croissante[4]. Dès la première marche, raconte Minutoli, les voitures de vivres et même quelques pièces d'artillerie de l'avant-garde restèrent embourbées toute la nuit sur la route de Montfaucon et ne nous rejoignirent que le lendemain; si l'avant-garde rencontrait de pareils obstacles, qu'on juge de l'état où le reste de l'armée trouvait les chemins[5]! Laukhard, le mousquetaire du régiment de Thadden, assure qu'il pataugea le 10 et le 11 septembre à travers la boue la plus horrible « comme font les porcs », et que, sans son extrême fatigue, il aurait déserté et passé aux Français[6]. La pluie pénètre le sol, mandait le secrétaire de Frédéric-Guillaume, et transforme tout ce pays en un vaste marais; le pain n'arrive pas à l'heure fixée; les chevaux épuisés succombent par centaines, les ambulances se remplissent de malades[7]. L'émigré Dampmartin confirme le témoignage de Lombard; la disette, dit-il dans son style emphatique, laisse bientôt percer des symptômes effrayants; quelques animaux, hors d'état de suivre

[1] Cp. le mot de Fersen dans son bulletin au roi de Suède (*Fersen*, II, 374) : *les grandes pluies* qui sont tombées depuis quinze jours.

[2] Lombard, *Lettres*, 305.

[3] Gœthe, *Camp. de France*, 60 : « unter grossen Leiden ».

[4] Strantz, art. cité (à partir du 8 septembre) : « Kein Sonnenschein erheiterte mehr den durch viele Beschwerden endlich gebeugten Muth; vielmehr steigerten sich bis Ende des Feldzuges die Widerwärtigkeiten, so zu sagen, in zunehmender Progression. »

[5] Minutoli, *der Feldzug*, 206-207 : « die Wege auf eine fast unbegreifliche Weise verdorben », et Gaudy, 12 : « Marsch... äusserst beschwerlich ».

[6] Laukhard, III, 141.

[7] Lombard, *Lettres*, 316.

leurs maîtres, et les raisins qui n'étaient point encore parvenus à la maturité, fournissent des ressources aussi tristes que funestes; ces nourritures malsaines portent après elles les germes de la corruption; une maladie contagieuse éclate avec violence et bientôt appesantit ses ravages [1].

On espérait trouver au camp de Landres un peu de repos et de réconfort. Mais, comme toujours, les équipages avaient été retardés par le mauvais temps, par la boue, par la crainte des Français. L'infanterie prussienne, harassée, rendue, dut, de sept heures du soir à minuit, subir une épouvantable averse. On fit des « feux d'enfer »; on y jeta tout ce qu'on avait sous la main, les chaises, les bancs, les tables, jusqu'à la chaire de l'église de Landres. Mais ces brasiers, dit le mousquetaire de Thadden, ne suffisaient pas à nous protéger contre le vent et la pluie. Enfin, au milieu de la nuit, les bagages arrivèrent. On dressa les tentes; elles offrirent aux soldats le même abri misérable qu'à Praucourt [2]. Les uns passèrent la nuit à les maintenir, pour qu'elles ne fussent pas emportées par l'orage; les autres, manquant de paille et n'osant s'étendre sur la terre boueuse, s'assirent sur leurs sacs ou leurs gibernes. Le diable soit de cette guerre, s'écriait-on; pourquoi nous sommes-nous mêlés à des querelles qui ne nous regardaient pas; la révolution est l'œuvre de Dieu, les patriotes font sa volonté et les émigrés ne sont que des coquins! Gœthe, qui s'efforçait de garder sa sérénité, dicta quelque temps au secrétaire Vogel des observations sur les couleurs, mais la pluie perçait la toile de sa tente et mouillait le papier; il s'estima fort heureux de passer la nuit, comme à Praucourt et à Bras, dans la voiture du régiment de Weimar : nuit terrible, écrivait-il plus tard en un passage de son récit qui révèle ses propres anxiétés et celles de ses compagnons, car nous étions entre ciel et terre, en face de l'ennemi qui pouvait à tout instant sortir de ses remparts de forêts et de montagnes!

Au lendemain de cette nuit affreuse (13 septembre),

[1] Dampmartin, *Mém.*, 302.
[2] Cp. sur le camp de Praucourt *Invasion prussienne*, 215-216.

les soldats sortirent de leurs tentes « comme les truies de leurs étables » et vraiment, dit Laukhard, ils étaient aussi sales que ces animaux, lorsque la porcherie n'a pas été nettoyée pendant six semaines. L'armée entière nomma ce camp qui n'était qu'un cloaque, le *Drecklager* ou le camp de la Crotte[1].

IV. Cependant, au milieu de la rafale et des misères de ces fangeux bivouacs, le plan combiné par Brunswick s'exécutait de point en point. De toutes parts, sur le front des positions françaises, avaient lieu les démonstrations destinées à tromper Dumouriez. Nos soldats, sortant de leurs taillis et de leurs baraquements, faisaient face à l'adversaire, soit à Fléville, soit à Marcq, soit au Morthomme et à Briquenay. Mais, pendant que l'attention de Dumouriez était absorbée par la défense de Grandpré, les Autrichiens se saisissaient du passage de la Croix-aux-Bois.

Ces engagements livrés aux Prussiens par la première armée de la Révolution, ne sont racontés nulle part d'une façon complète et il faut entrer dans le détail. C'est le 8 septembre que commence la véritable campagne de l'Argonne, Kalkreuth, devançant le gros de l'armée royale, avait quitté son camp de Marre et s'était porté vers Montfaucon. Le 9 septembre a lieu la première escarmouche. Suivi de quarante hussards et d'autant de dragons, Kalkreuth marche sur Epinonville; il ne rencontre que des chasseurs à cheval qui se retirent derrière l'Aire. Le 10, il entreprend une nouvelle expédition; il franchit le pont de pierre d'Apremont à la tête de huit cents cavaliers et de deux bataillons de fusiliers; il longe la rive gauche de l'Aire et reconnaît de loin le camp de Marcq et de Saint-Juvin. Le 11, il abandonne son camp de Montfaucon, se dirige sur Remonville et fait sa jonction avec l'Autrichien Clerfayt qui s'est avancé jusqu'à Nouart. Le 12, il se porte sur Briquenay, entre la Croix-aux-Bois et Grandpré. Mais au moment où son in-

[1] *Rémin.*; Minutoli, *der Feldzug*, 213; Lombard, *Lettres*, 316; Gœthe, *Camp. de France*, 63-64 et 69; Témoin oculaire, II, 55-57 et 62; Laukhard, III, 141-142 et 145.

fanterie passe le ruisseau de Briquenay gonflé par les pluies, la cavalerie française sort du bois du Morthomme comme pour s'opposer au passage. Kalkreuth la fait canonner par son artillerie légère, et notre cavalerie se retire. Mais, un instant après, un fort détachement d'infanterie que conduit Miranda, marche à la rencontre de Kalkreuth. Un combat s'engage en avant de Briquenay. L'artillerie de Miranda réduit au silence l'artillerie prussienne. Les tirailleurs français, répandus dans les bois, échangent des coups de fusil avec les chasseurs ennemis et les refoulent devant eux. Kalkreuth abandonne Briquenay en toute hâte et s'établit sur une hauteur, hors de la portée du canon. Mais il a perdu l'avant-train d'un affût, et l'obstiné général ne veut pas laisser aux mains de l'adversaire ce mince trophée. Il renvoie dans le village deux pelotons de fusiliers, commandés par les lieutenants Gauvain et Minutoli. Par un faux point d'honneur, dit ce dernier, et pour sauver l'avant-train d'un affût de canon, on expose deux officiers et deux pelotons d'infanterie ! Pendant que les artilleurs attellent l'avant-train et l'emmènent au galop, Gauvain et Minutoli postent leurs hommes derrière les murs des jardins et dans les chemins creux. Mais la cavalerie française menace de tourner Briquenay, et une batterie d'artillerie légère fait pleuvoir sur les fusiliers prussiens une grêle de boulets qui s'enfoncent dans la terre fangeuse sans ricocher et les couvrent de boue. Gauvain et Minutoli se replient lentement sur le corps de Kalkreuth [1].

[1] Minutoli, *Erinnerungen*, 105-110, et *der Feldzug*, 198-200 ; *Réflexions pour Miranda à ses juges* (arch. nat., W, 271, dossier 30, p. 97 : « ... il repousse avec 2000 hommes aux villages de Morthomme et de Briquenay 6000 hommes tant infanterie que cavalerie »). Minutoli raconte un singulier épisode de cet engagement. Il était en tête de sa compagnie et s'entretenait avec un camarade lorsqu'un trompette français, le prenant pour un officier de son parti, vint lui remettre un ordre de Miranda ou de Dumouriez. Le camarade de Minutoli, étonné, répondit involontairement : « Mais nous sommes Prussiens ! » Le trompette tourna bride aussitôt ; Minutoli le fit poursuivre, mais il était déjà loin. Il y a et il y aura toujours à la guerre, dit le lieutenant, de semblables mystifications ; c'est ainsi qu'à la veille de Kolin, un hussard autrichien se trouvait au milieu de l'état-major de Frédéric et copiait tranquillement les ordres du roi, lorsqu'on finit par le reconnaître ; il prit la fuite et on ne put le rattraper. —

Le même jour, Hohenlohe, partant d'Ivoiry, faisait sur Marcq une grande reconnaissance. Suivi des hussards de Köhler et de Wolfradt, il passa l'Aire du gué de Fléville. L'impétueux Nassau-Siegen se jeta, l'un des premiers, dans la rivière, gravit les pentes escarpées de la berge, mit en fuite les vedettes françaises et poussa, avec Hohenlohe, Massenbach et le colonel de Prittwitz, au delà de Cornay, assez près du plateau de Marcq. Mais, à la distance de huit cents à mille pas, une troupe d'infanterie française, soutenue par quelques pièces de canon, s'avança contre les assaillants. Les hussards eurent ordre de la charger: ils furent reçus par un violent feu de mousqueterie et par quelques volées de canon; ils tournèrent bride et repassèrent précipitamment la rivière; la retraite, dit Massenbach, s'opérait dans un désordre qui lui donnait les apparences de la fuite. Hohenlohe craignit même un instant d'être coupé du gros de l'armée : un autre corps d'infanterie, sorti de Saint-Juvin, faisait mine de se porter vers Fléville et menaçait son flanc droit. Le prince s'empressa de gagner la hauteur de Sommerance, entre Fléville et Saint-Juvin, au sud de Landres. Ce fut là que campa l'avant-garde prussienne [1].

Ces deux attaques du 12 septembre, tentées par Hohenlohe et Kalkreuth, étaient fort honorables pour les troupes françaises. On avait éprouvé, reconnaît Caraman, une résistance de mauvais augure. Les Prussiens ne méprisaient plus leurs adversaires. Partout, dans la moindre escarmouche, les soldats de Dumouriez tenaient tête à l'assaillant. Les chasseurs à cheval tiraient de loin des coups de fusil sur les hussards de Köhler; on les voyait à sept ou huit cents pas, épauler leur carabine, viser tranquillement l'ennemi, faire feu et disparaître aussitôt. Lorsque le prince Louis-Ferdinand [2], emporté par sa folle

Remarquons, à propos du lieutenant Gauvain, qu'il se fit tuer l'année suivante en défendant avec héroïsme contre nos troupes le Faustburg, près de Stromberg.

[1] Minutoli, *der Feldzug*, 210-211 ; Massenbach, *Mém.*, I, 59, note ; Renouard, 184.

[2] C'est le 14 septembre qu'eut lieu cette échauffourée racontée par Gœthe et par le prince royal. Louis-Ferdinand, né le 18 novembre

bravoure, courait aux vedettes françaises et entraînait avec lui, malgré l'ordre du général en chef, quelques cuirassiers de Weimar, une trentaine de fantassins, cachés dans un repli de terrain derrière la forge d'Alliépont, marchaient résolûment à la rencontre de cette troupe de cavaliers et l'accueillaient par une salve bien nourrie. Dumouriez avait le droit de dire que les Prussiens n'avaient pu forcer ses postes. C'est du 12 septembre 1792 qu'il faut dater les commencements de l'histoire de ces tirailleurs français qui devaient être employés durant les guerres de la Révolution et de l'Empire avec tant de succès, et qui, lancés en grandes bandes sur l'ennemi, contribuèrent par la hardiesse et la mobilité de leurs mouvements autant que par la justesse de leurs feux, à ruiner la vieille tactique des derniers lieutenants de Frédéric [1].

Mais ces deux engagements avaient pour but de tromper Dumouriez et de lui dérober l'attaque des Autrichiens de Clerfayt contre la Croix-aux-Bois. Il tomba dans le piège. Il s'imagina que les Prussiens voulaient emporter la position de Grandpré. Son lieutenant Dillon partageait son erreur; il lui mandait que les alliés dirigeaient tous leurs efforts contre Grandpré, et le général en chef lui répondait : « Les ennemis vous ont abandonné pour se porter sur moi ; envoyez-moi des secours, sans cependant dégarnir la trouée de Clermont. » Dillon lui envoya 2410 hommes, dont 742 de troupes à cheval et la moitié d'une compagnie d'artillerie légère.

Dumouriez crut même un instant que les ennemis ne faisaient contre lui qu'un simulacre d'agression et qu'ils

1772 et tué à Saalfeld le 10 octobre 1806, est surtout connu par sa vivacité, son tempérament passionné et ses excès. Mais il avait la plupart des qualités qui font le grand homme de guerre, et ses contemporains s'accordent à reconnaître que, sans la paix de Bâle, il fût devenu un Condé prussien. Il y avait en lui, dit von der Marwitz, quelque chose d'extraordinaire, et Clausewitz affirme qu'il aurait été un capitaine de premier ordre. Il était, en 1792, attaché au régiment de Woldeck. Voir sur lui l'étude de Paul Bailleu, publiée dans la *deutsche Rundschau* d'octobre et de novembre 1885.

[1] Caraman, *Mém.*, 14 ; *Rémin.*, 156 ; Gœthe, *Camp. de France*, 66-67 ; Dumouriez à Kellermann (13 septembre) : « J'ai été attaqué hier sur tout mon front : l'ennemi a été repoussé partout. »

avaient le dessein d'attaquer le défilé du Chesne-Populeux. « Je crois, écrivait-il à Dillon, que cette attaque n'est qu'une feinte pour attaquer la trouée du Chesne. » Il semblait avoir oublié complètement le passage de la Croix-aux-Bois. Soudain, dans l'après-midi de cette journée du 12 septembre où il se vantait d'avoir repoussé ses adversaires sur tout son front, il apprenait que La Croix-aux-Bois était au pouvoir des Autrichiens [1].

[1] Arch. guerre, Dumouriez à Dillon et Dillon à Luckner, 12 septembre ; *Mém.* de Gobert ; Dillon, *Compte rendu*, 24-25 et 77-78.

CHAPITRE V

LA CROIX-AUX-BOIS

I. Le colonel Colomb. — Imprudence de Dumouriez. — II. Le défilé de la Croix-aux-Bois pris par les Autrichiens (12 septembre) et repris par Chazot (14 septembre). — Mort du jeune prince de Ligne. — III. Lettre de Billaud-Varennes. — Retour offensif des Impériaux. — Retraite de Chazot sur Vouziers. — Dubouquet abandonne le Chesne-Populeux.

I. Le passage de la Croix-aux-Bois, entre le défilé du Chesne-Populeux et celui de Grandpré, est, du nord au sud, le deuxième de l'Argonne. Dumouriez avait confié la garde de cette trouée au colonel Colomb, du 2e régiment de dragons. Il connaissait l'expérience et la vigueur de cet officier : Colomb avait guerroyé en Amérique ; il disposait de 1,200 hommes d'infanterie, d'un escadron de dragons[1], et de 4 pièces de canon de quatre; il devait faire des abatis, creuser des fossés, rendre en un mot le défilé impraticable[2]. Le 11 septembre, Colomb informa Dumouriez que le passage de la Croix-aux-Bois était inaccessible et pouvait être défendu par une poignée d'hommes; il ajoutait que le 4e bataillon de volontaires des Ardennes, venu de Longwy, et désarmé par la capitulation du 23 août, se trouvait à Vouziers; il fallait donner des fusils à ce bataillon[3] et lui confier la garde

[1] Le 71e régiment, le 2e bataillon de la Meuse et le 1er escadron du 2e régiment de dragons.

[2] Dumouriez à Duval (arch. guerre).

[3] C'était violer un article de la capitulation, et nous devons dire que,

du défilé ; ses dragons et les 1,200 fantassins qu'il avait sous ses ordres, rejoindraient le gros de l'armée et seraient plus utiles à Grandpré qu'à la Croix-aux-Bois. Dumouriez, qui regardait Grandpré comme la clef de l'Argonne, approuva, sans réfléchir, la proposition du colonel Colomb. Il lui prescrivit de laisser une centaine d'hommes dans les abatis et de rentrer au camp. Il ordonna au commandant du parc d'artillerie de fournir au 4e des Ardennes des armes et des munitions, et au lieutenant-colonel de ce bataillon d'occuper le défilé de la Croix-aux-Bois avec ses volontaires et 60 cavaliers de la gendarmerie nationale. Mais l'ordre de Dumouriez ne fut pas exécuté. Le commandant de l'artillerie négligea ou refusa de livrer les fusils, et le 4e bataillon des Ardennes resta à Vouziers[1]. Le 12 septembre, le défilé de la Croix-aux-Bois ne fut plus gardé, après le départ de Colomb, que par un capitaine et une centaine de soldats[2].

C'est la faute la plus grave de Dumouriez dans cette campagne[3]. Il la confesse avec bonne grâce et s'accuse dans ses *Mémoires* d'avoir eu ce jour-là une impardonnable légèreté. Mais, si galamment qu'il reconnaisse ses torts, on ne s'explique pas qu'un général d'armée dégarnisse un poste aussi essentiel que la Croix-aux-Bois

si le 2e bataillon de la Côte-d'Or revint à Dijon, le 3e bataillon des Ardennes reprit sa place dans l'armée de Dumouriez et fit le reste de la campagne.

[1] Ce 4e bataillon des Ardennes qui figure sur les ordres de bataille, n'a plus joué aucun rôle dans la campagne ; nous savons toutefois que le 21 septembre Servan commanda à Miaczynski de procéder sans délai à l'armement de ce bataillon (arch. guerre).

[2] Tel est le récit de Dumouriez dans ses *Mémoires*, I, 275-276. Sa correspondance n'entre pas dans les mêmes détails ; voici ce qu'il se borne à dire le 13 et le 18 septembre : « par la suite d'un ordre mal exécuté » (à Kellermann), « par une mauvaise exécution des ordres que j'avais donnés » (à Labourdonnaye), « par défaut d'exécution des ordres les plus clairs » (à Servan). J'ai cherché vainement un rapport ou une lettre du colonel Colomb.

[3] Minutoli, *der Feldzug*, 204 : « unbegreifliches Versäumniss ». Boguslawski (*Dumouriez*, II, 31) admire l'aveu « franc et mâle » du général et ajoute : « voilà cette légèreté qu'on rencontre si souvent dans l'histoire de la France et qui fit réussir soixante-dix-huit ans plus tard, dans la même région, la surprise du corps de Failly à Beaumont par le IVe corps prussien ! »

sur un simple rapport, sans avoir vu de ses propres yeux la position. Au lieu d'aller le 11 septembre aux Islettes, Dumouriez eût mieux fait de se rendre à la Croix-aux-Bois. Il préféra se fier aux cartes du pays. Il n'envoya pas à ce défilé, si proche de son quartier général, un officier de son état-major, Thouvenot, par exemple, qui, de son propre aveu, l'aurait parfaitement suppléé. Enfin, il négligea de mettre en batterie sur la route et les hauteurs qui bordent le passage, des canons de huit ou de douze, quoiqu'il en eût, dit-il lui-même, une assez grande quantité. Mais Dumouriez comme Biron, Custine, Dillon, et la plupart des généraux de l'ancien régime, agissait quelquefois à l'étourdie. Les hommes qui commandèrent les premières armées de la Révolution, avaient acquis leur expérience pendant la guerre de Sept-Ans ou celle d'Amérique; ce fut pour eux une mauvaise école, ils s'accoutumèrent à tout faire à demi ou par à peu près. Vifs, hardis, brillants, ils avaient trop d'ardeur et de pétulance. Leur présence d'esprit et cette clarté française que le danger rend plus vive, les tiraient souvent des embarras où leur imprudence les avait jetés. Mais l'air du siècle les avait touchés, et, à la guerre comme dans les salons, exerçait sur eux sa détestable influence. La suite et le sérieux leur faisaient défaut; il leur manquait un peu de la sagesse prussienne, un peu de l'habileté savante et des solides qualités de Brunswick, comme il manquait à Brunswick un peu de leur audace.

II. Clerfayt avait, comme on l'a vu, concerté ses mouvements avec Kalkreuth[1] : le 7 septembre, il quitta son camp de Baalon, près de Stenay. traversa la Meuse et se rendit, par Beauclair, au petit village de Nouart; le 8, il marcha sur Romagne et fit sa jonction avec Kalkreuth; le 11, après être resté deux jours durant immobile, pour mieux tromper Dumouriez, il revint brusquement à son camp de Nouart; le 12, il se porta sur Buzancy, puis sur Boult-aux-Bois. Il sut bientôt par ses espions et, dit-on, par des habitants du pays, que le défilé de

[1] Voir la *Geschichte der Kriege in Europa* dont les auteurs ont consulté le journal des marches de Clerfayt.



la Croix était presque entièrement dégarni de troupes. Quelques hussards et les chasseurs de Le Loup[1] s'engagèrent aussitôt dans l'étroit ravin où passe la route de Boult à Vouziers. Le chemin était à peine rompu; on avait jeté les arbres au hasard; les branches, enterrées à moitié, ne présentaient pas de pointes aux assaillants. Les chasseurs de Le Loup dérangèrent aisément ces abatis. Les hussards franchirent au galop la route où leurs chevaux auraient dû s'abîmer. Les cent Français qui gardaient le défilé s'enfuirent dans les bois après une faible résistance. Un détachement, à peine suffisant pour une reconnaissance, se saisit, en un instant, d'un des principaux passages de l'Argonne.

Dumouriez était dans son camp de Grandpré lorsqu'il vit arriver les fuyards. Il sentit trop tard la faute qu'il avait faite; mais il s'efforça de la réparer sur-le-champ. Ce ne peut être, pensait-il, qu'une légère avant-garde qui a pénétré par l'endroit le plus impraticable et par dessus les abatis; il était encore temps de l'attaquer pendant qu'elle rétablissait le chemin pour faire un passage à l'artillerie et aux bagages du corps d'armée qui la suivait[2]. Il résolut de tenter le lendemain un vigoureux effort et de reprendre le défilé.

Chazot fut chargé de l'opération. Il était, dit Dumouriez, fort brave et fort exact. Mais, comme Dietmann et Dubouquet, il avait plutôt l'expérience du vieil officier que les lumières du général. Il servait depuis trenteneuf ans et avait passé par tous les degrés, depuis celui de simple soldat. Engagé en 1753 dans le corps des volontaires de Flandre, remarqué pour sa valeur pendant la guerre de Sept-Ans, employé longtemps dans la région des Ardennes, nommé colonel en 1788, et maréchal de camp en 1790, il était le seul officier-général de l'armée qui eût, après la journée du 20 juin, demandé le gouvernement républicain[3]. Il venait de recevoir son bre-

[1] Ces chasseurs de Le Loup, qui portaient le nom de leur major, étaient recrutés dans les Pays-Bas autrichiens; ils avaient un uniforme gris de brochet à parements verts et à boutons jaunes. Minutoli, *der Feldzug*, 99.

[2] Arch. guerre, Dumouriez à Luckner et à Kellermann, 13 sept.

[3] Lafayette, *Mém.*, III, 383 et 391 : « J'ai connu le général Chazot

vet de lieutenant-général (7 septembre). Ce fut le terme de sa fortune; un destin jaloux sembla désormais s'attacher à lui. Il n'eut plus que des disgrâces. Il reprit, puis perdit le défilé de la Croix-aux-Bois; il causa la panique de Montcheutin; il ne put, à Valmy, s'emparer de la hauteur de la Lune; enfin, il s'attira la haine féroce de Marat, parce qu'il avait arrêté des volontaires du bataillon Mauconseil, coupables d'assassinat. Chazot fut emprisonné pendant deux mois, puis suspendu, et, lorsqu'on le réintégra dans les cadres de l'armée, on le mit presque aussitôt à la retraite[1].

Dès le 12 septembre, à six heures du soir, Chazot recevait l'ordre de reprendre le défilé. Il partit du camp de Grandpré avec 8 bataillons, 5 escadrons et 12 pièces de canon, pour tomber sur les Autrichiens, selon l'expression de Dumouriez, la baïonnette au bout du fusil, le sabre à la main et avec force mitraille[2]. Il devait se porter sur Vouziers en longeant l'Aisne, puis marcher de Vouziers sur la trouée de la Croix. Mais les chemins étaient en mauvais état; l'artillerie s'embourba plusieurs fois; les fourgons de vivres n'arrivèrent pas. Chazot n'entra que le lendemain matin (13 septembre) à Vouziers, après douze heures de marche. Ses troupes étaient trop fatiguées pour faire encore les deux lieues qui les séparaient du défilé; il remit l'attaque au jour suivant.

Le 14 septembre, à trois heures du matin, Chazot quittait Vouziers avec son détachement qui comptait environ cinq mille hommes. Il assaillit les Autrichiens à la pointe du jour. Pendant que la cavalerie attendait le moment de charger et que l'artillerie tirait sur le village et le château de la Croix, l'infanterie engageait une vive fusillade contre les Impériaux et, laissant la chaussée absolument libre pour la manœuvre des canons,

à Clermont, disait Couthon à la Convention; il y a fait la Révolution avec moi; j'atteste qu'il m'a toujours paru un bon citoyen. »

[1] Dumouriez, *Mém.*, I, 249 et 261; Ternaux, IV, 563-576.

[2] Chazot avait avec lui le 71e, le 98e et le 29e d'infanterie, le 1er bataillon de volontaires de la Meurthe, le 1er de la Sarthe, le 3e de Paris, le 3e des Ardennes et le 2e de la Meuse, quatre compagnies de Seine-et-Oise, deux escadrons du 2e dragons, deux escadrons du 23e de cavalerie et un escadron du 7e de cavalerie.



s'avançait sur deux colonnes, au pas de charge, tantôt sur les hauteurs, tantôt derrière les haies et les buissons. Chazot avait fait chanter et jouer le *Çà ira*. Après une heure et demie de combat, les Autrichiens prirent la fuite.

Ils laissaient au nombre des morts le prince Charles-Joseph-Emmanuel de Ligne. Il avait reçu deux balles en chargeant, lui neuvième, une batterie française de trois canons qui s'était portée trop avant, sans être soutenue par l'infanterie. Il tomba de cheval et rendit l'âme presque aussitôt[1]. On le fouilla ; on trouva dans sa poche une lettre inachevée qui révélait la triste situation de l'armée des alliés; elle fut publiée dans le *Moniteur*.

« Nous commençons, disait le prince, à être assez las de cette guerre où Messieurs les émigrés nous promettaient plus de beurre que de pain. Mais nous avons à combattre les troupes de ligne dont aucune ne déserte, les troupes nationales qui restent, tous les paysans qui sont armés ou tirent contre nous ou nous assassinent quand ils trouvent un homme seul ou endormi dans une maison. Le temps, depuis que nous sommes en France, est si détestable que tous les jours il pleut à verse et les chemins sont si impraticables que dans ce moment nous ne pouvons retirer nos canons. De plus, la famine; nous avons tout le mal imaginable pour que le soldat ait du pain, et la viande manque souvent. Bien des officiers sont cinq, six jours sans trouver à manger chaud; nos souliers et capotes sont pourris, et nos gens commencent à être malades. Les villages sont déserts, et ne fournissent ni légumes, ni eau-de-vie, ni farines. Je ne sais comment nous ferons et ce que nous deviendrons, Quelquefois on se donne le petit plaisir, comme moi...[2] »

Charles de Ligne avait au cou une chaîne d'or et un collier qui portait cette inscription : *L'amour me l'a*

[1] On a faussement prétendu que le prince de Ligne avait été tué par un garde-forestier, Jacques le Forestier, du village de Toges; voir le récit fantastique *Jacques le Forestier ou la défense de l'Argonne en 1792* dans les « Biographies et chroniques populaires du département des Ardennes », par Hubert Colin, IIIe série, p. 211-225.

[2] Arch. guerre et *Monit.* du 29 septembre.

donné[1]. C'était le fils de ce prince de Ligne, l'aimable gentilhomme et spirituel écrivain qui nous a laissé tant de jolies pages sur ses contemporains et sur lui-même. Le prince aimait tendrement son fils et le traitait en camarade et en ami ; il le mena de bonne heure au feu, et le jeune officier se signala dans la guerre contre les Turcs par une impétueuse bravoure. Nommé lieutenant-colonel après la prise de Sabacz et décoré de l'ordre de Marie-Thérèse, Charles de Ligne écrivait à son père : « Nous avons Sabacz, j'ai la croix ; vous sentez bien, papa, que j'ai pensé à vous en montant à l'assaut. » Destitué de son grade parce qu'il avait pris part à l'insurrection brabançonne, il n'était plus que capitaine des hussards de Wurmser, mais il appartenait à l'état-major de Clerfayt et avait, devant Longwy, dirigé les travaux du siège. Sa mort brisa le cœur de son père et fut déplorée des alliés. Il était, reconnaît Breteuil, le sujet le plus distingué de son âge parmi les Autrichiens, et je l'aimais depuis son enfance. Les émigrés, traversant le défilé, rencontrèrent un convoi funèbre qui se dirigeait vers le Hainaut ; « c'était, dit Villeneuve-Barnaud, le corps du prince de Ligne ; on le portait au père dans sa terre de Belœil ; avec quel intérêt j'ai lu plus tard dans les lettres et pensées du prince de Ligne tout ce qui concerne ce fils chéri, auquel il donne de si touchants regrets ! »[2].

III. A la nouvelle de la reprise de la Croix-aux-Bois, l'allégresse éclata dans le camp de Grandpré. Toute la journée du 13 septembre s'était passée dans une poignante anxiété. D'heure en heure des officiers portaient à Chazot l'ordre de tout tenter. Dumouriez ne cachait pas son inquiète impatience, et, dans la nuit du

[1] Buirette, *Histoire de Sainte-Menehould*, II, 612.
[2] Prince de Ligne, *Mém. et mél.*, I. 178 ; Sainte-Beuve, *Causeries du lundi*, VIII, 236 ; *Rémin.*, 151 ; *Fersen*, II, 372. Breteuil à Fersen, 16 septembre ; Villeneuve-Laroche-Barnaud, *Mém. sur l'expédition de Quiberon*, 82 ; préface, par Mme de Staël, de l'édition des *Lettres et pensées* du prince de Ligne, XI-XII : « Il était blessé au cœur, et ses efforts pour le cacher rendaient plus déchirantes encore les larmes qui lui échappaient. »



13 au 14, à trois heures, avait souhaité bonne chance à son lieutenant ; il ne fallait, lui disait-il, qu'un coup de vigueur pour enlever le poste. Enfin, le 14, à onze heures du matin, il recevait de Chazot le billet suivant : « De dessus mon cheval, je m'empresse de vous annoncer la prise que vous désirez. Je fais pousser actuellement l'ennemi dans les deux trouées des bois de Briquenay et de Bourgogne. » Billaud-Varennes, membre de la commune de Paris, et, grâce à Danton, commissaire du conseil exécutif, était alors à Grandpré. « Victoire, écrivait-il à Labourdonnaye, victoire ! Le général ennemi tué après quatre ou cinq heures d'action ! Un poste emporté ! La joie est dans l'armée qui s'est vue au moment d'être forcée aujourd'hui de lever le camp pour se replier sur Sainte-Menehould ! Dumouriez vous embrasse, pétillant de joie ; les Français triompheront ! [1] »

Mais les Autrichiens, délogés du village de la Croix, s'étaient retirés dans la forêt. Ils y trouvèrent un bataillon du régiment de Clerfayt qui venait les secourir. D'autres renforts arrivèrent bientôt. C'étaient trois bataillons d'infanterie et plusieurs escadrons de hussards d'Esterhazy. Les Impériaux revinrent à la charge. Chazot n'eut pas le temps de faire quelques préparatifs de défense. « Mon unique embarras, mandait-il à Dumouriez, est de regâter la route. Je manque de bras et de haches. Les villages voisins sont déserts et ne peuvent me fournir aucun secours. » Dumouriez lui reproche dans ses *Mémoires* d'avoir oublié deux chariots d'outils qu'il lui avait donnés pour établir des retranchements et dresser des batteries. Chazot, de son côté [2], se plaint de n'avoir pas été soutenu et il semble, en effet, que Dumouriez devait ordonner à Dubouquet d'attaquer le flanc droit des Impériaux, tandis qu'une colonne, partie de Grandpré et filant le long des bois de Bourgogne et de Briquenay, aurait assailli leur aile gauche. Dumouriez promit même à Chazot de « glisser des partis sur le bois qui le

[1] Arch. guerre, Billaud-Varennes à Labourdonnaye, 14 septembre ; *Monit.* du 17 septembre.

[2] Mémoire de Chazot : *Explication sur l'attaque du poste de la Croix-aux-Bois.*

flanquait ». Mais Kalkreuth était à Briquenay, prêt à porter secours aux troupes de Clerfayt, et Dumouriez craignait d'être accablé dans son camp par le gros de l'armée prussienne : « pendant que vous allez attaquer, disait-il à Chazot, je me prépare à me défendre. »

Quoi qu'il en soit, les Autrichiens attaquèrent de nouveau le village de la Croix, deux heures après l'avoir perdu. Ils surprirent les avant-postes français qui croyaient l'ennemi refoulé dans la forêt et la lutte terminée. Ils s'emparèrent des hauteurs qui dominent la route de la Croix et y établirent des pièces de position et des obusiers. Il fallait, assure un émigré, leur audace pour attaquer ce poste, et leur opiniâtreté pour l'emporter [1]. Chazot fit une belle résistance. Ses bataillons, mis en désordre et fatigués par le combat du matin, ne se replièrent qu'en tiraillant avec vivacité [2]. Les chasseurs de Le Loup qui pénétraient pour la seconde fois dans le défilé, combattaient au premier rang et souffrirent le plus du feu de l'infanterie française. Le bataillon de Clerfayt perdit trois de ses officiers. Chazot se retira sur Falaise et de là sur Savigny et Vouziers, sans être poursuivi. Il coupa derrière lui les ponts de l'Aisne : je m'occupai, dit-il dans son rapport, de n'être point entamé, et j'eus du moins cette satisfaction [3]. Ses cinq escadrons couvraient la retraite. Il abandonnait un canon, des affûts et plusieurs fourgons de vivres. On ignore le nombre de morts qu'il laissait sur le terrain ; aux traces de sang qu'ils virent sur l'herbe, les Impériaux jugèrent qu'il avait emporté tous ses blessés [4]. A onze heures, « en plaine, en deçà de la rivière d'Aisne », il écrivait précipitamment à Dumouriez cette courte dépêche : « Après avoir eu le plus grand succès, je viens d'être forcé à la retraite. J'avais cru d'abord que l'ennemi n'avait point

[1] Contades, *Souvenirs*, *Coblenz et Quiberon*, 59.
[2] Gebler : « das lebhafteste Gewehrfeuer ».
[3] Minutoli, *der Feldzug*, 203 : « in guter Ordnung ».
[4] Cp. le mémoire de Chazot et ses billets à Dumouriez (arch. guerre) ; Gebler, *Oesterreichische militärische Zeitschrift*, 1883, VIIe fascicule, p. 73-75, et la lettre de Tauenzien à Brunswick, interceptée, traduite et lue par Billaud-Varennes à la Convention, *Moniteur* du 24 septembre et *Gazette de France*, 30 septembre.



de canons, mais une heure après l'attaque il m'a prouvé le contraire. Nous avons perdu quelques hommes des deux armes et une vingtaine de blessés. Les ennemis ont dû perdre beaucoup. Vous voyez, mon général, que ce que j'avais craint, m'est arrivé. Je vais me retirer à Vouziers. »

Les Autrichiens eurent, au combat de la Croix-aux-Bois, 32 tués et 65 blessés ; 15 d'entre eux avaient disparu. Ils combattirent seuls dans cette matinée du 14 septembre [1]. Un bataillon prussien du corps de Kalkreuth, les fusiliers de Legat, était à quelque distance; mais, raconte un lieutenant de ce bataillon, nous entendîmes les coups de feu, nous vîmes les éclairs de la fusillade, et les corps des Autrichiens morts ou mourants qu'on rapportait ; malgré notre ardent désir de prendre part à la lutte, nous ne fûmes cette fois qu'auditeurs et spectateurs [2].

Le défilé de la Croix-aux-Bois était perdu sans retour, et la ligne française, percée sur un point, cédait bientôt sur un autre. Selon Dumouriez, le maréchal de camp Dubouquet qui gardait le débouché du Chesne-Populeux, aurait été le même jour assailli par les émigrés. Il faudrait donc placer au 14 septembre 1792 la première rencontre véritable entre républicains et royalistes, le premier combat où le drapeau tricolore et le drapeau blanc auraient fait face l'un à l'autre. Mais les émigrés n'arrivèrent au Chesne-Populeux que le 18. Deux jours auparavant, dans la nuit du 16, Dubouquet évacua le défilé ; il se voyait coupé du gros de l'armée française ; il craignait d'être enveloppé ; il abandonna le Chesne-Populeux et se replia par Neuvisy sur Rethel et de là par Perthes et Saint-Hilaire-le-Petit sur Châlons. « J'ignore où vous êtes, écrivait-il à Dumouriez, et je ne reçois aucun ordre ; j'ai pourtant le désir de vous joindre le plus tôt qu'il me sera possible [3]. »

[1] L'affaire, commencée à six heures du matin, était terminée à dix.

[2] Minutoli, *Erinnerungen*, 116, et *der Feldzug*, 202.

[3] Cp., contrairement aux *Mémoires* de Dumouriez, I, 277, la lettre de Dubouquet du 17 septembre (arch. guerre).

CHAPITRE VI

MONTCHEUTIN

I. Difficultés avant le 14 septembre. — II. Situation critique de Dumouriez. — Son camp imposant devient détestable. — Plan de retraite. — Ordres et instructions. — III. Massenbach à Marcq. — Son entretien avec Duval. — Son retour à Landres. — IV. Retraite de l'armée française. — La hauteur d'Autry. — La division Chazot. — V. Panique de Montcheutin. — Suites funestes de la panique. — Nouvelles terreurs de l'armée à Dommartin-sous-Hans — VI. Habileté de Dumouriez. — Proclamation aux gardes nationales de Châlons. — Marceau. — VII. Nouveau plan de résistance. — VIII. Le camp de Braux-Sainte-Cohière.

I. La situation de Dumouriez à Grandpré était déjà difficile avant le 14 septembre. On manqua de pain plusieurs fois et le général avait raison de prévoir à Sedan, au conseil de guerre du 29 août, que « si son armée défendait les trouées d'Autry et de Grandpré, la pénurie durerait longtemps avant qu'on pût faire des établissements de vivres et des fours à Châlons et à Sainte-Menehould[1] ». En outre, l'eau malsaine, les pluies abondantes, le froid précoce de la saison, les fréquents bivouacs avaient causé la diarrhée. La maladie fut légère et n'eut pas de suites fâcheuses ; mais elle laissa dans Grandpré un germe de dysenterie qui devait être funeste à l'armée prussienne.

[1] Arch. guerre, procès-verbal du conseil de guerre tenu à Sedan le 29 août.



Les soldats supportaient tout avec gaieté ; le voisinage des ennemis, loin de les intimider, entretenait leur bonne humeur ; ils avaient tous les jours de petits combats, dit leur général, ils ne s'ennuyaient ni ne se rebutaient pas. Mais beaucoup d'officiers ne dissimulaient pas leur mécontentement. Dumouriez, qui réunissait plus de vingt personnes à sa table, n'offrait à ses convives que de la mauvaise viande de mouton, une bière acide et du vin aigre [1]. Il raconte qu'un matin, cinq généraux entrèrent dans sa chambre ; un d'eux, parlant au nom des autres, osa dire que l'armée était désolée par les maladies et par la plus dangereuse des maladies, le dégoût ; que les secours n'arrivaient pas ; que les Prussiens pouvaient marcher sur Bar-le-Duc et de là sur Vitry-le-François et Châlons ; qu'on devait les prévenir et se retirer derrière la Marne, dans un bon camp où les troupes recevraient des renforts et ne manqueraient de rien. Dumouriez répondit nettement qu'il était seul responsable et savait ce qu'il fallait faire. Mais les doléances continuèrent ; les critiques allèrent leur train ; plus d'un officier écrivait à Paris ses réflexions, exagérait les forces des ennemis, les souffrances du soldat, les dangers de l'armée, et rejetait sur le général en chef tout le reproche de la situation [2].

II. Cependant le passage de la Croix-aux-Bois était perdu. Les alliés avaient percé l'une des trouées de l'Argonne ou mieux, selon l'expression de Dumouriez, ils avaient fait leur trouée. Clerfayt, maître du défilé, pouvait se porter rapidement sur les derrières de l'armée française, occuper Beaurepaire, Olizy, Termes, et barrer le passage de l'Aisne à Senuc. Dumouriez allait être cerné dans cette position de Grandpré dont il avait proclamé si haut la force défensive, et ce camp *imposant* devenait soudain *détestable*. « J'ai été sur le point, avouait-il à Servan quatre jours plus tard, d'être enveloppé,

[1] Etait-ce de ce vin de Mouzon que vantent les Mouzonnais, mais qui a donné lieu au dicton : « Mon Dieu, délivrez-nous de la justice d'Omont, du pain de Sapogne et du vin de Mouzon ? »

[2] Dumouriez, *Mém.*, I, 270-272.

sans vivres, et, qui pis est, sans munitions de guerre, et de me faire tuer avec mon armée plutôt que de me rendre. »

Mais il connaissait la lenteur allemande[1]; les Prussiens, disait-il, ne savent plus faire la guerre et ne valent guère mieux que nous. Il se fiait à sa bonne fortune; il comptait à la fois sur les événements et sur la maladresse de l'ennemi pour réparer ses échecs ; mon génie, mandait-il à Labourdonnaye, me dit que nous nous tirerons encore de ce mauvais pas[2].

Il résolut de décamper sur-le-champ, de faire sa retraite avant que l'adversaire eût le temps de la lui fermer, et de se porter sur Sainte-Menehould. Mais il fallait déployer dans cette évasion plus de hardiesse, plus de rapidité, plus de secret encore que dans sa marche des premiers jours de septembre, lorsqu'il avait couru de Sedan à Grandpré, pendant que Brunswick était à Verdun et Clerfayt à Stenay. Il garda son sang-froid et son air tranquille; il montra devant ses officiers et son armée la plus grande sécurité ; à le voir et à l'entendre, il semblait qu'on n'eût à craindre aucun danger.

Il fit d'abord fouiller la forêt jusqu'à Longwé par trois cents chasseurs. Mais les Autrichiens, croyant peut-être que les Français tenteraient le lendemain une nouvelle attaque, se bornèrent à garder le passage de la Croix-aux-Bois. Néanmoins Dumouriez plaça six bataillons et six escadrons avec quelques pièces de position à Termes, à Olizy, à Beaurepaire; ce détachement faisait face au défilé de La Croix et devait arrêter les Autrichiens de Clerfayt, s'ils s'avisaient de descendre sur Senuc. Le parc d'artillerie gagna les hauteurs d'Autry, sur l'autre rive de l'Aisne. Des officiers portèrent dans toutes les directions les instructions du général en chef. Dubouquet, qui commandait au Chesne-Populeux, était trop loin; on le laissa libre d'agir à sa guise. Mais Chazot, qui s'était retiré sur Vouziers, eut ordre de partir à mi-

[1] C'est son expression (7 septembre), et on disait alors couramment « la lenteur allemande », « l'impétuosité française » (cp. Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, XVIII) ; les temps sont bien changés.

[2] Dumouriez à Labourdonnaye (13 septembre), à Luckner (14 septembre), à Servan (18 septembre), à Biron (28 sept.), arch. guerre.

nuit avec sa division, de longer l'Aisne jusqu'à Vaux-les-Mouron et de faire sa jonction avec l'armée dans la plaine de Montcheutin. Beurnonville, qui venait de Flandre avec dix mille hommes, arrivait alors à Rethel ; l'aide de camp que lui dépêcha Dumouriez — c'était Macdonald — lui commanda de se mettre aussitôt en marche, de côtoyer l'Aisne jusqu'à Attigny et de se diriger sur Saint-Hilaire-le-Petit et Suippes, pour se rabattre de là sur Sainte-Menehould. Un autre aide de camp se rendit à l'armée de Kellermann qu'il rencontra dans la nuit du 15 septembre à Vitry-le-François ; Dumouriez priait son collègue d'accourir à son aide et d'opérer en toute hâte une jonction décisive qui l'aurait sauvé, disait-il, si elle avait eu lieu quelques jours plus tôt. Vous avez été d'avis, écrivait-il à Luckner, que Kellermann ne vînt pas me joindre ; s'il était venu, ce petit désastre ne serait pas arrivé [1].

III. L'état-major des alliés se demandait ce qu'allait faire Dumouriez. Tant que dura le jour, le général français s'abstint de tout mouvement qui trahirait son prochain départ. Le camp de l'avant-garde, que les Prussiens voyaient des hauteurs de Landres et de Sommerance, offrait le même spectacle que les jours précédents ; le plateau de Marcq restait couvert de tentes ; dans les bas-fonds de Saint-Juvin s'agitaient, comme la veille et l'avant-veille, les chasseurs à cheval de Stengel qui tiraillaient jusqu'aux abords du village de Saint-Georges, tout près du quartier général prussien [2]. Brunswick résolut de demander un rendez-vous à Dumouriez. Le major Massenbach fut chargé de porter cette proposition au camp français ; si Dumouriez acceptait la conférence, on se promettait de deviner ses desseins et peut-être de le gagner à la cause des alliés, car on n'oubliait pas la modération qu'il avait montrée dans son ministère et ses avances à Schulenbourg [3]. S'il refusait tout entretien,

[1] Dumouriez à Luckner, 14 et 16 septembre (arch. guerre), et *Mém.*, I, 279.

[2] Minutoli, *Erinnerungen*, 119 ; voir plus haut la petite affaire qui eut lieu près des forges d'Alliépont.

[3] Cp. *Invasion prussienne*, p. 18.

Massenbach, dont on connaissait la sagacité, aurait du moins recueilli d'utiles renseignements.

Massenbach partit de Sommerance et passa l'Aisne au gué de Fléville. Il trouva sur l'autre bord un officier français qui l'accueillit courtoisement et lui fit les compliments d'usage. On lui banda les yeux et six dragons le conduisirent à Marcq, au quartier général de Duval. Massenbach avoue qu'il regardait encore les soldats de la Révolution comme des Vandales et des Huns. « Au moins, dit-il à ses guides, menez-moi sur un bon chemin, car je n'ai pas envie de me casser le cou. » — « Ah ! s'écrièrent les dragons, vous parlez notre langue, citoyen ; n'ayez pas peur, nous sommes d'honnêtes gens, fiez-vous à la loyauté du soldat français. » Le major montait le cheval d'un hussard que des cavaliers de Wolfradt avaient capturé quelques jours auparavant et qui portait le numéro six. « Ma foi, dit tout à coup un dragon, voilà un de nos camarades qu'on a fait prisonnier de guerre ; c'est un cheval du 6e hussards. » Massenbach raconta comment le cheval était venu en sa possession : « C'est bon, c'est bon, repartit un des soldats, nous aurons aussi des vôtres. » Durant le chemin les dragons firent mille questions au major ; ils lui demandèrent ce que voulaient les alliés, s'ils étaient contents de leur expédition, s'ils croyaient entrer bientôt à Paris. Massenbach répondit évasivement ; mais la conversation de ces soldats l'intéressait ; il s'étonnait de les trouver si polis, si pleins de bonhomie, d'entrain et de belle humeur ; voilà donc les barbares, les soudards grossiers et fanatiques dont parlaient les émigrés ! La petite troupe arrivait à Marcq et le major mettait pied à terre lorsqu'il s'entendit appeler en allemand. Cette voix, dit-il, lui fut aussi agréable que celle de Scherasmin au chevalier Huon dans les solitudes du Liban [1]. C'était un officier de dragons qui avait voyagé en Allemagne ; il se nommait Lefort et descendait du célèbre Lefort, le maître et l'ami de Pierre-le-Grand.

[1] Allusion à un passage de l'*Oberon* de Wieland, I, strophe 20, v. 28 :

O süsse Musik vom Ufer der Garonne !



Massenbach fut reçu par le général Duval, et son étonnement augmenta lorsqu'il vit un homme dont la prestance, les façons aimables et le langage mesuré auraient fait honneur aux officiers les plus distingués de l'armée prussienne. Il croyait trouver un général qui ne devait son grade qu'au hasard des événements ou à la faveur d'un parti. Duval ne s'était poussé dans le monde militaire qu'à force de courage et de longs services. Il avait alors cinquante-six ans, et ses beaux cheveux blancs, sa taille imposante, sa mine martiale, toute sa personne en un mot, reconnait Massenbach, inspirait l'estime et le respect. Il avait fait la campagne de Hanovre et pris part à l'expédition de Corse dans la légion de Soubise. Il était colonel du 6e régiment de dragons et servait à Maulde lorsque Dumouriez le connut et l'apprécia. Duval fut nommé maréchal de camp et reçut le commandement des troupes de Pont-sur-Sambre. C'était, rapporte Dumouriez, un excellent officier et un homme d'un très grand mérite, d'un patriotisme très pur, d'une prudence consommée, qui joignait toutes les vertus civiles à de grandes qualités militaires. On a de Duval une lettre naïve et touchante qu'il adressait le 6 octobre à Merlin de Douai, après la retraite des Prussiens : « Je ne désire, écrivait-il au conventionnel, que la liberté de ma patrie, mes vœux sont à leur comble, aucune puissance de l'univers ne pourra nous asservir et je suis certain d'avoir mon ambition satisfaite, puisque je pourrai paisiblement retourner cultiver mon champ avec mes enfants et les rendre dignes d'une grande république. Il faut que les enfants sachent le mot *patrie, république*, avant celui de *papa, maman* [1]. »

[1] Arch. guerre, Duval à Merlin de Douai, 6 octobre. Voir sur Duval Dumouriez, *Mém.*, I, 249, 259, 272, II, 117, et *Correspond. avec Pache*, 88. Duval, écrivait Biron à Servan (29 août), a dans toutes les occasions montré avec énergie son attachement à la Révolution. Il est, disait Dampierre à Danton (lettre du 23 octobre, revue de la *Révolution française*, 14 juillet 1885), excellent patriote et bon citoyen. Il refusa par modestie, au mois de novembre, le commandement des troupes du Nord que Dumouriez lui offrait, après l'avoir enlevé à Labourdonnaye, et servit sous Miranda avec le plus grand zèle jusqu'à la fin de la campagne de Belgique. Il devait se prononcer contre Dumouriez et faire arrêter Miaczynski.

Duval retint Massenbach auprès de lui, pendant qu'une ordonnance allait annoncer au quartier général de Grandpré l'arrivée d'un parlementaire. Il causait sur un ton à la fois digne et familier. « Les alliés, dit-il au major, font une folie en intervenant dans les affaires intérieures de la France. Ils n'en ont pas le droit et ils supporteront les conséquences de la lutte qu'ils ont imprudemment engagée sur la foi des présomptueux émigrés. Vous croyez, Monsieur, arriver à Paris : mais moi qui sers depuis quarante-cinq ans, moi qui ai médité sur la guerre, je sais que vous n'irez pas à Paris, tout comme Charles XII n'est pas allé à Moscou. Nous connaissons la force de vos armées et la faiblesse de vos ressources. Vous trouverez quelque part votre Pultava. Alors vous penserez à moi... Comment le roi de Prusse a-t-il pu s'unir à cette perfide Autriche contre une nation dont il est l'allié naturel ?.. Vous ne pourrez faire en France la contre-révolution ; vous rendrez seulement la révolution plus forte et plus puissante. Ne comptez pas que notre armée se range sous vos drapeaux. Nous autres, nous sommes de vrais Français et nous méprisons Lafayette. Ne vous fiez pas aux promesses des émigrés. Ils ont pour la plupart passé leur jeunesse dans les orgies de la cour et les voluptés de la capitale ; ils n'ont ni vertu ni énergie : ils ne connaissent ni l'armée ni le peuple. Si c'étaient des gens de cœur et d'esprit, ils seraient restés dans leur patrie, ils n'auraient pas abandonné au jour du danger et leur poste et leur roi. Je fais des exceptions ; il y a parmi les émigrés des hommes d'honneur, entraînés par la masse et qui rentreront bientôt dans leur pays... On vous a dit, ajoutait Duval, qu'il n'y avait plus de généraux en France, qu'on avait dû donner les commandements aux premiers venus ; mais, Monsieur, n'êtes-vous pas étonné de voir mes cheveux blancs ? Il y a dans notre armée beaucoup d'officiers qui en sont à leur troisième ou quatrième guerre et qui ont quitté leur famille pour défendre la liberté. Savez-vous que Dumouriez était maréchal de camp avant la Révolution ? [1] »

[1] Cette conversation est authentique ; cp. Massenbach, *Mém.*, I, 64-



Duval se doutait que ses paroles seraient fidèlement rapportées au camp prussien. Il voyait son interlocuteur très attentif, car, dit Massenbach, je devais écouter et je n'étais pas venu pour m'engager dans une polémique et convertir mon homme. Duval parla donc des renforts considérables qu'on attendait, de Beurnonville qui devait arriver le jour suivant, de Kellermann qui n'était qu'à deux marches de Grandpré. La conversation se poursuivit jusqu'à dix heures du soir. Massenbach apprit alors que Dumouriez n'était pas à Grandpré et qu'il ne pourrait le voir ni ce jour-là ni le lendemain. Il prit congé de Duval. Lefort l'accompagna jusqu'au bord de l'Aire, et l'assura que Dumouriez n'imiterait pas Lafayette et qu' « il n'était pas question d'un second Coriolan ».

Le major savait désormais qu'il existait une armée française digne de ce nom. Tous les officiers qu'il avait vus dans le camp de Duval, avaient bon air et belle tournure ; j'eus dès lors, écrit-il, une favorable opinion de ces troupes qu'on nous représentait si misérables [1].

Mais il avait remarqué dans le camp une grande agitation; des ordonnances entraient et sortaient à tout instant, des officiers s'approchaient de Duval qui les prenait à part et causait avec eux à voix basse. Que signifiaient ces allées et venues ? Pourquoi Dumouriez refusait-il toute entrevue ? Massenbach jugea que l'armée française se préparait à décamper. Le 15 septembre, avant l'aube, il court au camp de Landres; il rencontre à moitié chemin le duc de Brunswick qui se rend aux avant-postes. « Dumouriez, lui dit Massenbach, n'a pas voulu venir au rendez-vous ; il est vraisemblable que les Français battent en retraite. » — « Il le faut bien, répondit Brunswick ; Clerfayt est maître de la Croix-aux-Bois et tourne aujourd'hui la gauche de l'ennemi. » Le duc envoya Massenbach au roi de Prusse. Frédéric-Guil-

65 ; la lettre de Duval à Merlin de Douai (6 octobre), et les *Mém.* de Dumouriez, I, 281.

[1] Cp. Ségur arrivant au camp de l'armée de Washington (*Mém.*, I, 384) : « Je m'étais attendu à voir des soldats mal tenus, des officiers sans instruction, des républicains privés d'urbanité ; je fus surpris de trouver une armée disciplinée où tout offrait l'image de l'ordre, de la raison, de l'instruction et de l'expérience. »

laume s'habillait lorsque le major entra dans sa chambre.

Massenbach rendit compte de sa mission. Il ne cacha pas l'impression que faisaient sur lui la bonne tenue de l'adversaire et sa fière allure. Il osa dire qu'il n'avait vu dans le camp français que des officiers décorés de la croix de Saint-Louis et que le général Duval était réellement « vénérable par sa chevelure blanche et sa taille majestueuse »[1]. Il ajouta que Dumouriez ferait certainement sa retraite. A peine Frédéric-Guillaume eut-il entendu le mot de retraite qu'il fut pris d'une violente colère. « Pourquoi ne m'a-t-on pas annoncé que les Français décampaient ? Décidément, on n'est jamais sur ses gardes, on n'observe rien, on ne voit rien ! » Il se jeta sur un cheval et courut en maugréant sur la route de Grandpré. Massenbach avait dit vrai. Durant la nuit du 14 au 15 septembre, Dumouriez s'était échappé.

IV. Les retraites de nuit sont ordinairement désastreuses, parce que l'obscurité favorise la débandade et la panique. Mais décamper durant le jour, c'était s'exposer à la poursuite pressante de l'ennemi, c'était éveiller la vigilance de Clerfayt qui se hâterait de traverser le défilé de la Croix-aux-Bois et de prendre position sur l'autre bord de l'Aisne, c'était perdre l'avantage des hauteurs qu'il faudrait abandonner en exécutant son mouvement de retraite, c'était se soumettre, pendant le passage de l'Aire et de l'Aisne, au feu plongeant de l'artillerie prussienne qui s'emparerait naturellement des plateaux de Marcq et de Négremont. Il fallait donc s'esquiver durant la nuit.

Heureusement l'obscurité était profonde, le vent soufflait par rafales, et les feux de l'avant-garde qui brûlaient comme d'habitude, faisaient croire de loin à sa présence. A minuit, Dumouriez quitta le château de Grandpré et se rendit à son camp. On n'avait pas encore plié les tentes ; par cette nuit noire et au milieu des mauvais chemins, la plupart des ordonnances chargées d'avertir les chefs de corps, s'étaient égarées. Dumouriez

[1] Dumouriez, *Mém.*, I, 281.



fit passer l'ordre de bouche en bouche, mais l'armée ne s'ébranla qu'à trois heures du matin. Ces retards pouvaient être sa perte, ils tournèrent à son avantage. Les soldats ignoraient le dessein de leur général ; ils marchèrent sans la moindre alarme avec plus de calme qu'on ne l'aurait attendu, dans un pareil moment, d'une armée à qui le nom prussien imposait encore, et, quoiqu'il n'y eut pas dans les mouvements, dit Dumouriez, toute la précision désirable, cette retraite précipitée « la plus hardie et la plus dangereuse » s'opéra sans tumulte et sans confusion [1].

Le 15 septembre, à huit heures du matin, les Français avaient passé l'Aisne sur les ponts de Senuc et de Grandham, et, après s'être rangés en bataille sur les hauteurs d'Autry, ils s'étendaient en colonnes de marche pour se diriger vers Cernay. Les meilleures troupes, celles que commandaient Duval et Stengel, furent les dernières qui franchirent la rivière ; après avoir formé l'avant-garde, elles formaient désormais l'arrière-garde et, selon le mot de Dumouriez, une arrière-garde très en règle. L'armée était sauvée. Elle avait couru le risque d'être enfermée sans ressource dans la presqu'île de l'Aire et de l'Aisne, ou d'être, pendant sa retraite, resserrée à Senuc entre Brunswick et Clerfayt et d'y trouver des Fourches Caudines. Une fois à Autry, sur la rive gauche de l'Aisne, elle pouvait se dire hors de danger. Dumouriez, entièrement rassuré, prit les devants avec le parc d'artillerie, et se rendit à Dommartin-sous-Hans où les troupes devaient camper le soir.

Il comptait sans la division de Chazot. Ce général, après avoir perdu le défilé de la Croix-aux-Bois, s'était retiré sur Vouziers. Il aurait pu marcher de là sur Rethel et, comme firent Beurnonville et Dubouquet, revenir à l'armée de Dumouriez en obliquant par Châlons et Auve. Luckner ou mieux Labourdonnaye et Laclos qui conseillaient le vieux maréchal, écrivaient à Dumouriez : « Beurnonville qui est à Rethel, Dubouquet qui est au Chesne, Chazot qui est à Vouziers, ne peuvent se réunir que derrière la Suippe, à Pont-Faverger. » Mais

[1] Dumouriez à Servan, 18 septembre (arch. guerre).

Dumouriez craignait d'être attaqué à tout moment; il n'avait que fort peu de monde ; les huit bataillons et les cinq escadrons qu'il avait donnés à Chazot, étaient pour son armée un précieux soutien ; tout ce qui me fâcherait dans ce qui peut m'arriver, disait-il, c'est la séparation de la partie de mon armée qui se serait retirée sur Rethel. Il ordonna donc à Chazot de le joindre par Bricy et Vaux-les-Mouron, en longeant la rive gauche de l'Aisne. Chazot devait quitter Vouziers à minuit et arriver, avant le reste de l'armée, dans la plaine de Montcheutin [1].

Dumouriez ne songeait pas que les troupes de Chazot étaient extrêmement fatiguées et que, durant la journée du 14, elles avaient fait le chemin de Vouziers à la Croix-aux-Bois et de la Croix-aux-Bois à Vouziers, en livrant dans l'intervalle un engagement de quatre heures. Il arriva ce qu'il était facile de prévoir. Chazot se mit en marche, non pas à minuit, mais à la pointe du jour; il déboucha dans la plaine de Montcheutin lorsque l'armée toute entière avait déjà passé l'Aisne; sa division, lasse et découragée par l'échec de la veille, reçut le premier choc des hussards prussiens qui suivaient les Français dans leur retraite; elle se débanda. Mais si Chazot avait exécuté strictement l'ordre de Dumouriez, la panique de Montcheutin n'aurait pas eu lieu; les hussards ennemis n'auraient rencontré que l'arrière-garde de Duval et de Stengel, qui se retirait en bon ordre et résista seule à la contagion de la déroute.

IV. Que de fois on a blâmé le duc de Brunswick de n'avoir pas poursuivi les Français avec toute son armée! On oublie que la retraite de Dumouriez, qui restera l'un des plus beaux titres de sa gloire militaire [2], s'était faite avec une extrême promptitude et que son armée, rangée

[1] Dumouriez à Luckner, 14 et 16 septembre ; à Servan, 18 septembre, etc.

[2] Peltier, p. 53 : « une fort belle retraite » ; de la Barre-Duparcq, *Portraits militaires*, 1853, p. 253-255 ; *Tableau histor.*, II, 101 : « retraite infiniment délicate » ; Renouard, 192, reconnaît que Dumouriez avait déployé dans cette situation très critique présence d'esprit, habileté, promptitude de décision.



en bataille derrière l'Aisne sur les hauteurs d'Autry, avait repris une très avantageuse position. On oublie la distance qui sépare Autry de Landres et de Sommerance, les mauvais chemins, la lenteur inhérente aux mouvements des alliés. On oublie enfin que les troupes de Brunswick étaient, selon le mot de Lombard, épuisées par les efforts d'une longue marche, par les affreux bivouacs du *camp de la Crotte*, par la dysenterie[1].

Aussi le duc ne fit-il poursuivre les Français que par une partie de l'avant-garde de Hohenlohe. Après tout, il était maître de Grandpré ; en trois jours de marche, sans avoir livré bataille, par une simple manœuvre que l'état-major qualifiait de sublime, il avait débusqué Dumouriez. La journée, disait-il à Nassau-Siegen, vaut mieux qu'une victoire en rase campagne.

Hohenlohe avait quitté Sommerance avec les hussards de Wolfradt et de Köhler, cent dragons de Schmettau, deux bataillons de fusiliers et les chasseurs. Un détachement français occupait encore Saint-Juvin. Les hussards de Wolfradt le chassèrent du village et le rejetèrent sur Senuc. Quatre-vingts fantassins furent faits prisonniers et menés au quartier-général de Landres. Il y avait dans le nombre quelques Alsaciens ; le prince royal leur parla allemand et voulut les enrôler dans son régiment ; un seul accepta de servir contre la France[2]. Les hussards arrivèrent à Senuc, aux bords de l'Aisne. Mais l'arrière-garde de Duval et de Stengel, postée sur l'autre rive, braqua sur eux son canon et leur envoya quelques boulets qui mirent le désordre dans leurs rangs[3].

C'est à cet instant que Chazot, parti de Vouziers à l'aube du jour, débouche dans la plaine de Montcheutin. Les éclaireurs prussiens l'avaient aperçu pendant qu'il suivait la rive gauche de l'Aisne et se dirigeait sur Vaux-les-Mouron. A cette nouvelle, Hohenlohe, renonçant à passer la rivière en vue de l'arrière-garde française, retourne sur ses pas ; il franchit l'Aire à Termes et

[1] Lombard, *Lettres*, 306, 14 septembre. Ranke seul insiste sur ce point (*Ursprung*, 307).

[2] *Rémin.*, 156.

[3] Minutoli, *der Feldzug*, 234 : « ...nicht ganz ohne Erfolg. »

l'Aisne près de Mouron, à un gué qu'avait découvert l'émigré Sombreuil ; il emmène avec lui les hussards, les dragons et la batterie volante de Schönermark.

Chazot prend ses dispositions de défense. Il fait passer à son infanterie, puis à ses voitures d'équipages et de fourrages, au nombre de cinq cents, la route qui traverse le bois d'Autry. Il place, à l'entrée de cette route, quatre pièces de canon et le 5e bataillon de grenadiers. Il poste dans la plaine le 12e régiment de chasseurs à cheval et le 2e régiment de dragons, et à cinq cents pas en arrière, le reste de sa cavalerie qui s'étend sur une seule ligne.

Pendant ce temps, Hohenlohe avait préparé son attaque. La batterie volante de Schönermark prend en flanc la cavalerie de Chazot, et les hussards de Wolfradt, sortant du village de Montcheutin, se rangent en bataille. Aussitôt les dragons français tournent bride et s'engagent, malgré les ordres réitérés de Chazot, dans le bois d'Autry. Les chasseurs du 12e régiment font meilleure contenance ; ils restent dans la plaine, en avant de la ligne de cavalerie ; ils se portent à la rencontre des hussards prussiens, ils déchargent leurs pistolets, ils mettent le sabre à la main, ils poussent des cris de guerre, et Chazot qui voit de loin leur attitude résolue, espère le succès. Mais tout-à-coup, saisis d'une terreur panique, les chasseurs prennent la fuite. La cavalerie qui les soutenait encore, suit leur exemple. Le 5e bataillon de grenadiers, entraîné dans la déroute, jette ses sacs et ses armes pour se sauver plus vite. Les artilleurs abandonnent leurs pièces. Les charretiers coupent les traits des voitures. Chazot tente de rallier les fuyards ; quelques hommes se groupent autour de lui et reviennent aux pièces ; mais, au bout d'un instant, ils s'enfuient de nouveau en criant : *sauve qui peut !* Un seul canonnier refuse de quitter son poste ; il se met à cheval sur sa pièce et, le sabre au poing, attend les hussards qui fondent sur lui ; on le somme de se rendre : « Non, non, répond-il, je mourrai sur ma pièce ! » il tombe percé de coups. Cependant Chazot courait après ses cavaliers, leur reprochait leur lâcheté, leur criait de faire volte-face et de charger l'ennemi. Personne ne

l'écoutait ; chasseurs, dragons, hussards, tous, dit-il dans son rapport, enfilaient le bois et disparaissaient. L'escorte même de Chazot se débanda. Le général n'eut bientôt autour de lui qu'un lieutenant de gendarmerie, un maréchal des logis du 2e dragons et deux domestiques qui menaient des chevaux en main. Il ne dut son salut qu'à la bravoure du régiment de Chamborant (le 2e hussards). Ce régiment est un des plus célèbres de nos annales militaires, et sa valeur ne se démentit pas un seul instant durant la première guerre de la Révolution [1]. Seul, il demeura dans la plaine de Montcheutin et s'efforça d'arrêter l'ennemi ; après quelques charges vigoureuses qui coûtèrent aux Prussiens une trentaine d'hommes, il se retira sur la Malmaison dans le meilleur ordre, en couvrant quelques équipages qui se rendaient à Reims. Quarante de ces hussards rentrèrent le 18 septembre au camp de Dumouriez, amenant chacun un cheval pris sur l'ennemi [2].

Mais la panique avait gagné toutes les troupes. Après avoir traversé le bois d'Autry, les fuyards vinrent se jeter dans les colonnes du corps de bataille, en criant : « Nous sommes trahis, nous sommes coupés ! » Toute l'armée, à l'exception de l'arrière-garde, se dispersa. Il n'y a pas eu d'action, écrivait Dumouriez, mais une fuite de dix mille hommes devant quinze cents hussards, et si ces quinze cents avaient suivi leur pointe ou si les Prussiens en avaient envoyé six mille, l'armée eût été perdue en entier [3].

[1] Il n'a cessé de se distinguer, écrivait Chazot, et Money (*The campaign*, p. 77) rend hommage à sa bravoure extraordinaire (extraordinary bravery).

[2] Dumouriez à Servan, 18 septembre. « Chazot arriva le 18 (à Sainte-Menehould). En passant près de Ville-sur-Tourbe, il tomba sur un escadron ennemi. Hommes, chevaux, tout fut pris avec le commandant et amené à Sainte-Menehould. Les chevaux furent vendus au profit de la troupe qui les avait capturés. Ils avaient été mis au piquet dans la promenade du Jard et y étaient restés une journée entière. Ces animaux, excédés de fatigue et mourant de faim, mangèrent l'écorce de plusieurs arbres dont on fut obligé de remplacer la majeure partie ; ceux qui ne l'ont point été, se ressentent encore aujourd'hui de ce dommage et en portent les marques... » (Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 605-606).

[3] Dumouriez à Luckner (16 septembre). Cp. le rapport de Chazot, *Explication sur la retraite de Grandpré* (arch. guerre).

Toutefois Duval et Stengel surent par leur sang-froid et leur fermeté maintenir l'arrière-garde. Leurs bataillons marchèrent vaillamment et sans balancer au-devant de la cavalerie prussienne. Les hussards n'osèrent les charger et revinrent à Grandpré. Ils avaient pris 8 officiers et 275 soldats, trente-six voitures, les quatre canons de la division Chazot et la caisse militaire qui ne renfermait que des assignats. Sombreuil avait eu la plus grande part à cet heureux coup de main ; il reçut sur-le-champ de Frédéric-Guillaume la croix de l'ordre pour le mérite [1].

Dumouriez était sur les bords de la Bionne, à Dommartin-sous-Hans et traçait l'emplacement de son camp, lorsqu'il vit arriver les fugitifs. Il entendit les cris ordinaires : « A la trahison ! Tout est perdu ! L'armée est en déroute ! L'ennemi est sur nos talons ! » Il ne s'expliquait pas cette panique de son armée. Il change de cheval. Il court à bride abattue, avec le fidèle Thouvenot, à la rencontre des troupes. Il remarque, chemin faisant, que les fuyards appartiennent, non pas à l'arrière-garde, mais au corps de bataille. A demi rassuré, il arrive près d'Autry. Heureusement, Miranda, qui gardait sa présence d'esprit dans les instants les plus critiques, avait rallié l'infanterie [2]. Dumouriez lui donna l'ordre de mener l'armée, en trois colonnes, au camp de Dommartin, pendant que Duval et Stengel, couvrant la retraite avec l'arrière-garde, s'arrêteraient d'abord derrière la Dormoise, près des marais de Cernay, puis sur la rive droite de la Tourbe [3].

[1] Minutoli, *der Feldzug*, 236 ; Nassau-Siegen, VI, 349 ; Caraman, 15 ; Peltier, II, 284 ; Stengel faisait allusion l'année suivante, dans une lettre au président du tribunal révolutionnaire, au rôle qu'il joua dans cette journée du 15 septembre : « Un jour, on criait aussi à la trahison ; les troupes fuyaient de même sans rime ni raison ; Dumouriez m'ordonna de les rallier... » (arch. nat., W, 272, dossier 41, pièce 26, p. 3).

[2] Arch. nat., W, 271, dossier 30, p. 97, Miranda à ses juges : « ...Il coopère à sauver à Grandpré l'armée française par une retraite savante ; à Wargemoulin, il sait, au milieu du désordre d'une terreur panique, conserver et réunir sa division tout entière. »

[3] On voit quelle est la vraie cause de la déroute de Montcheutin qu'on imputait alors à des « malveillants », à des « traîtres » et à des

Cependant la panique eut des suites déplorables. Plus de deux mille soldats avaient fui dans toutes les directions, à six lieues de Montcheutin et au-delà. Quelques-uns arrivèrent à Rethel ; d'autres, à Reims, à Châlons, à Vitry-le-François. Ils donnaient l'alarme sur leur passage et disaient partout que l'armée n'existait plus et que les généraux étaient vendus aux Prussiens. Ils rencontrèrent les renforts que Luckner envoyait à Dumouriez, et qui revinrent aussitôt sur leurs pas. Ils mirent le désordre dans l'armée que le maréchal rassemblait à Châlons, et Labourdonnaye écrivait à Servan qu'« il faisait tout son possible pour chasser ces deux cents fuyards qui jetaient la terreur parmi leurs camarades ». Pendant quelques jours, raconte Money, plusieurs de nos officiers-généraux

« scélérats » : ce fut la panique de la division Chazot qui se communiqua au reste de l'armée, sauf à l'arrière-garde. Dumouriez écrit (lettre à Servan, 18 septembre) : « Je vous avoue qu'on a beaucoup trop tardé à opérer la jonction, que j'ai eu lieu de me croire sacrifié un moment et que j'attribue à cette opinion le mouvement de terreur dont l'armée a été saisie et qui a pensé tout perdre ». Mais il est, croyons-nous, une autre cause qu'on n'a pas encore développée. Buirette dit, dans son *Hist. de Sainte-Menehould* (II, 604) que « différents bataillons, nouvellement arrivés de la capitale, s'étaient joints à l'armée de Dumouriez et que ces troupes, sans subordination et peu faites au métier des armes, portèrent le trouble et le désordre partout où elles se trouvèrent ». Non ; Dumouriez n'avait pas reçu de volontaires de la nouvelle levée. Mais de nombreuses recrues étaient arrivées à tous les corps de l'armée, et l'on sait ce qu'il en pensait : ce sont, disait-il, des enfants, des hommes mal tournés et trop faibles, des bouches inutiles (à Servan, 5 septembre). Aussi, le 6 septembre, demandait-il au ministre que « ces recrues fussent mieux choisies ». Mais elles ne cessaient d'affluer. Fortair, envoyé le 13 septembre à Rethel, les rencontrait en grand nombre et mandait à Dumouriez en termes expressifs et vrais : « Ces hommes arrivent en foule, *éperdus comme des étourneaux en pleine chasse*..., chaque individu cherche et demande à grands cris le corps auquel il prétend s'attacher, mais il n'obtient que difficilement l'indication certaine qu'il désire ; alors il se plaint, stationne, mange son argent et se désespère ». Ce furent évidemment ces recrues, soldats de ligne et volontaires, venus de tous les points de la France, surtout de Normandie et de Bretagne (lettre de Dumouriez à Biron, 9 septembre), pour compléter les bataillons de l'armée des Ardennes, qui prirent peur d'abord et entraînèrent leurs compagnons. Grimoard (*Tableau histor.*, I, 348) explique la déroute de Montcheutin, lorsqu'il dit dans ses considérations sur l'armée française que « la proportion des recrues était trop forte et pouvait énerver la qualité et la fermeté des troupes pendant les premières campagnes ».

ne surent pas ce qu'étaient devenus leurs bagages; ils les croyaient enlevés par les hussards prussiens; certains étaient tellement consternés qu'ils jugeaient la partie perdue; d'autres supposaient même, ajoute Money, et d'autres espéraient que l'armée de Dumouriez n'oserait plus faire face à l'ennemi [1].

Dillon était à Sainte-Menehould le soir de cette fatale journée. La ville se remplissait de soldats affolés et d'équipages arrivant au galop. Il prit sur-le-champ des mesures énergiques. Il envoya des hussards jusqu'à Châlons pour arrêter les fugitifs. Il mit en prison deux cavaliers du 7e régiment de cavalerie, que la frayeur avait poussés jusqu'aux Islettes. Il ordonna que tous les détachements épars dans les villages entre Villers et Sainte-Menehould se rendraient aussitôt au camp de Dommartin, sous peine d'infamie et de trahison. Il fit connaître l'arrestation des fuyards et lire l'ordre du jour suivant : « Les braves troupes de l'avant-garde sont prévenues que l'ennemi ayant attaqué une partie de l'arrière-garde du général Dumouriez, un petit nombre de lâches et de traitres à leur patrie ont abandonné leurs corps et ont cherché à répandre l'alarme et à calomnier leurs chefs et leurs généraux ; ils sont connus et seront punis. » De même que Dillon, les commissaires civils du pouvoir exécutif, Billaud-Varennes et Brochet, lancèrent une proclamation à l'armée. Ils rappelaient la double déroute de Mons et de Tournay ; « quoi ! c'est la troisième fois que cet attentat a été commis dans nos armées ! Des Français oublient tout-à-coup ce qu'ils doivent à la patrie ! Si l'ennemi se fût présenté dans ce moment de désordre, n'étiez-vous pas mis en pièces ? [2] »

Mais cette funeste journée du 15 septembre réservait encore d'autres alarmes à Dumouriez. L'armée avait passé les petits affluents de l'Aisne, la Dormoise et la Tourbe. Elle campait sur la rive gauche de la Bionne,

[1] Dumouriez, *Mém.*, I, 283 ; Luckner à Dumouriez, 16 septembre (arch. guerre) ; Rousset, *Les volontaires*, 82 ; Money, *The campaign*, 77.

[2] Dillon, *Compte rendu*, 28, 34, 85 ; arch. nat., AA, 61, pap. de Galbaud, p. 100, ordre du 16 septembre ; proclamation des commissaires civils du pouvoir exécutif à l'armée du Nord, 16 septembre (arch. guerre).



près de Dommartin-sous-Hans. Dumouriez, qui n'avait pas quitté les arçons depuis vingt heures, était descendu de cheval et allait se mettre à table, avec son état-major. Mais il avait eu tort de laisser ses troupes en arrière de la Bionne; le soldat, encore sous l'impression de la déroute du matin, ne devait se croire en sûreté que lorsqu'il aurait mis la rivière entre l'adversaire et lui. A six heures du soir, une nouvelle panique s'empare de l'armée. Tout le monde crie et recommence à fuir; les artilleurs attellent leurs chevaux et veulent gagner une hauteur sur l'autre bord de la Bionne; les troupes se mêlent et se précipitent vers la rivière; le désordre, dit Dumouriez, était horrible. Le général remonte à cheval avec ses aides de camp et les dragons de son escorte; il se jette au milieu des fuyards, il leur crie que les Prussiens sont loin et que l'arrière-garde, postée sur la Tourbe, à une lieue de là, n'a pas bougé. Mais, comme le matin, les soldats prétendent qu'on les trahit, et quelques-uns soutiennent à Dumouriez lui-même que Dumouriez a déserté. Le général et ses officiers dégaînent et frappent à coups de sabre sur les fuyards. Enfin, l'ordre se rétablit; mais tous les corps s'étaient confondus. Dumouriez fit allumer de grands feux et ordonna que l'armée passerait la nuit comme elle se trouvait [1].

Le lendemain, à la pointe du jour, il fallut, avec assez de peine, débrouiller ce chaos, former les troupes en plusieurs colonnes, et les mener dans le camp qu'elles devaient garder jusqu'aux premiers jours d'octobre, à Braux-Sainte-Cohière. La marche, écrivait le général en chef, fut fort belle et se fit dans le plus grand ordre. Mais il comprit plus que jamais que son armée ne pourrait combattre en rase campagne les troupes disciplinées et manœuvrières des Prussiens. Il devait temporiser, demeurer à l'abri des positions les plus fortes qu'il pût choisir, et « ruiner l'adversaire sans se battre ». L'événement du 15 septembre, lui mandait Servan, est une leçon pour se déterminer plus que jamais à ne hasarder aucune bataille ni même aucun grand com-

[1] Dumouriez, *Mém.*, I, 282-284 ; lettre à Servan du 18 septembre (arch. guerre).

bat ; toujours des défenses de poste, des attaques d'arrière-garde, d'équipages, de convois [1].

VI. Dès le 16 septembre, Dumouriez fit quelques exemples rigoureux. Son lieutenant Dillon avait arrêté vingt-huit fuyards ; on leur rasa les sourcils et les cheveux, on leur ôta l'uniforme qu'ils étaient indignes de porter, on les chassa publiquement comme des lâches. On fusillerait aujourd'hui ces soldats que le général se contentait d'expulser ignominieusement de son armée, et les sévérités dont il se pique, passeraient pour de l'indulgence. Mais on croyait alors qu'il valait mieux intimider que punir ; on répétait que le mobile le plus puissant était celui de l'honneur ; rappelons-nous, disait Servan dans son livre *Le soldat-citoyen*, que l'idée des autres fait sur l'esprit de notre nation la plus grande impression, et que lorsque le maréchal de Richelieu eut annoncé que tout soldat qui s'enivrerait serait privé de l'honneur de monter à la tranchée, on ne vit plus un homme ivre dans l'armée [2].

Dumouriez ne fit donc fusiller personne. Il parle de punitions terribles dans ses lettres à Luckner et au ministre. En réalité il fut très débonnaire, il ne rechercha pas les auteurs de la déroute, il prit avec ses soldats le ton d'un père qui pardonne une faute, et acheva par là de gagner leur attachement [3].

L'armée était d'ailleurs, selon le mot de son général, repentante et honteuse. Elle rougissait d'avoir fui devant quelques hussards. Elle assurait à Dumouriez qu'elle voulait se battre pour laver sa tache. Il sut entretenir cette ardeur. Il montrait à ses soldats les avantages de leurs positions, il leur rappelait la force de leur artillerie, il leur affirmait à tout instant qu'il suffit d'avoir

[1] Servan à Dumouriez, 18 septembre.

[2] Servan, *Le soldat-citoyen*, 419 et 438 ; Dumouriez raconte dans ses *Mémoires* (II, p. 12) qu'il voulut plus tard établir la peine de mort et que son armée la demanda dans un moment d'enthousiasme, mais que les commissaires de la Convention s'opposèrent à cette mesure et qu'elle fut une des causes de l'exécution de Custine.

[3] Dumouriez, *Mém.*, I, 285 ; lettre à Luckner, 16 septembre (arch. guerre).



confiance en soi-même et dans ses chefs pour vaincre l'ennemi. Il leur disait que les Prussiens regrettaient de s'être *enfournés*[1] dans le pays de France, et qu'ils seraient bientôt détruits par les maladies inévitables qu'engendraient la mauvaise saison, l'état désastreux des chemins et le manque de vivres. Il leur faisait l'éloge du 43e de ligne et des volontaires de Mayenne-et-Loire qu'il avait vus, durant la panique du 15 septembre, rester fermes à leur poste, et un ordre daté de Chaudefontaine et signé de Miranda « témoignait publiquement la haute approbation que ces deux bataillons méritaient par leur conduite »[2]. Il vantait leur nouvel esprit d'obéissance et de discipline. Il opposait adroitement leur vie de dangers et de sacrifices, leur désintéressement, leur amour de la liberté, leur dévouement pour leur général, à l'indigne conduite des bandes de fédérés qui s'agitaient à Châlons dans l'indiscipline. A Braux-Sainte-Cohière était la véritable armée de la patrie, composée des troupes de ligne et des volontaires de 1791, formés aux vertus militaires ; à Châlons, était une cohue de braillards et de motionnaires qui faisaient bon accueil aux fuyards de Montcheutin et refusaient de marcher au secours de leurs frères d'armes. Le 17 septembre, Dumouriez publiait une proclamation que le gouvernement ordonnait d'afficher partout et à Paris et dans les départements. Elle était adressée aux gardes nationales de Châlons.

« Camarades, vous avez accueilli des lâches que vous auriez dû couvrir d'opprobre, et peut-être punir de mort. Ces lâches ne sont point une perte. Je sais qu'avant-hier on a voulu faire marcher plusieurs bataillons, parce qu'on me savait en danger ; je sais qu'ils ont retourné en arrière et qu'ils ont dit qu'ils ne marcheraient pas. O vous qui voulez venir vaincre avec moi, soyez subordonnés et surtout pas de motions ; je ne les crains point, et j'enverrai les motionnaires à Paris sous bonne et sûre escorte, pour qu'ils soient punis par les représentants

[1] C'est un de ses mots favoris.

[2] *Réponse des députés de Mayenne-et-Loire à Galbaud*, 1792, p. 15, note, certificat de Dumouriez et ordre du jour de Miranda.

de la nation... La perte des Prussiens est certaine. Si tous les corps que j'attendais pour ma réunion étaient arrivés à temps à Grandpré, je leur aurais ouvert moi-même cette partie de la Champagne où ils ne peuvent pas vivre; les circonstances les y ont amenés, et si l'on se réunit sous mes étendards avec la confiance que des enfants doivent avoir en leur père, je réponds de ces rois du Nord, de ces altesses sérénissimes, et de ces cordons de toutes les couleurs, de ces paladins français qui se qualifient encore de vains titres que nous leur avons enlevés. Ils iront à Paris puisqu'ils le désirent, ils iront en triomphe, mais ce sera à notre suite. Camarades, je n'ai qu'un mot de ralliement à vous donner, *confiance*. Si vous ne l'avez pas imprimé dans le cœur, ne venez pas avec nous, car nous ne vous recevrions pas [1]. »

Cette habile proclamation, jointe aux exemples qu'avait faits Dumouriez, à ses propos gais et réconfortants, à l'activité qu'il déployait, atténuèrent l'impression de découragement produite par la panique du 15 septembre. Dumouriez avait écrit au président de l'Assemblée qu'il répondait de tout. L'armée se persuada que le génie de son général la tirerait d'embarras ; elle mit, dit un témoin oculaire, une entière confiance en son chef [2]. On savait, rapporte Dillon, que l'armée prussienne marchait sur Sainte-Menehould, mais cette nouvelle ne répandit dans le camp que la plus vive allégresse; on s'attendait à une action décisive, et chaque soldat paraissait la désirer; aucun ne semblait en craindre l'issue [3]. Marceau, dont le bataillon était baraqué dans le bois de Courupt, ne prononçait qu'avec respect le nom du « brave général Dumouriez, qui montrait autant de talent que de courage ». Il comparait la retraite de Grandpré aux belles retraites de Turenne. Il ne parlait qu'avec indignation des fuyards de Montcheutin. « Des lâches, des traîtres, des scélérats enfin, qui se disent Français et n'en ont que le nom, s'écriait-il, ont manqué de perdre l'empire et la liberté! Environ quinze cents hussards

[1] *Thermomètre du jour*, n° 266, 22 septembre.
[2] Buirette, *Histoire de Sainte-Menehould,* II, 605.
[3] Dillon, *Compte rendu*, 31.

ennemis suivaient la retraite dans l'espérance de faire quelque butin. On n'avait qu'à s'applaudir de l'ordre qui régnait dans la marche, quand tout à coup les scélérats ont quitté leurs rangs en criant qu'ils étaient trahis et coupés. Le désordre s'est mis dans cette portion de l'armée, et il a fallu tous les talents du général pour éviter le sort qui pouvait résulter d'une pareille horreur. » Le généreux Chartrain n'éprouvait que mépris et aversion pour les fédérés de Châlons : « Les lâches ont refusé de marcher à notre secours ! Ils voudraient vaincre sans combattre, et faire même chère ici qu'à Paris ! Pour nous, dévoués entièrement à la chose publique, nous méprisons ceux qui ne connaissent d'autre subordination que leur volonté, et nous emploierons tous nos moyens de force pour les faire rentrer dans l'ordre. » Il exprimait les sentiments de toute l'armée [1].

VI. Ministres, généraux, officiers de l'état-major, commissaires de l'Assemblée pensaient que Dumouriez se retirerait sur Châlons pour faire plus aisément sa jonction avec Kellermann. Tout porte à croire, écrivait le 16 septembre Billaud-Varennes à Labourdonnaye, que les armées de MM. Dumouriez et Kellermann, une fois réunies, se replieront sur Châlons, la place n'étant pas tenable [2].

Mais, dès le 14 septembre, lorsqu'il se préparait à tirer son armée du camp de Grandpré, Dumouriez avait conçu le plan de la future résistance. Notre devoir, à Kellermann et à moi, disait-il à Luckner, est de couvrir Châlons et de ne passer la Marne que lorsque nous ne pourrons plus défendre ce côté-ci de la rivière, et il ordonnait à Beurnonville de le rejoindre « à la hauteur de Sainte-Menehould ». Luckner et Labourdonnaye l'approuvèrent ; le premier lui mandait qu'il fallait, avant tout, garder la gorge des Islettes ; le second, qu'il devait rester à Sainte-Menehould jusqu'au dernier moment [3].

[1] Doublet, *Marceau*, 145.

[2] Billaud-Varennes à Labourdonnaye, 16 septembre ; les commissaires à la commission de correspondance, 15 septembre (arch. guerre).

[3] Dumouriez à Luckner, 14 septembre ; Luckner à Dumouriez et Labourdonnaye à Servan, 15 septembre (arch. guerre).

Le plan de Dumouriez, formé avec autant de hardiesse que de promptitude, fait le plus grand honneur à son génie, à ce génie parfois étourdi et présomptueux, mais qui se composait d'un rare mélange de constance et de témérité. Vainement on lui conseillait de prendre, avec Kellermann, la position de Suippes, en avant de Reims et au nord de Châlons, de reculer de rivière en rivière, de se replier successivement sur la Vesle, sur la Marne, et de là sur la Seine.

S'il renonçait à défendre la position de Sainte-Menehould, il ne pouvait laisser aux Islettes l'avant-garde de Dillon qui serait aussitôt attaquée sur ses flancs et ses derrières. Fallait-il abandonner la côte de Biesme, ouvrir les gorges du Clermontois aux Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg et aux Hessois qui feraient sur-le-champ leur jonction avec les Prussiens? Je reste ici, déclarait Dumouriez, et je coupe l'armée austro-hessoise de la grande armée; si je livrais le passage des Islettes, ce serait un renfort de vingt mille hommes pour le roi de Prusse [1].

Il laissait donc l'avant-garde de Dillon à la Chalade, aux Islettes, dans le sud de l'Argonne. Lui-même, avec le gros de ses troupes, se plaçait en avant de Sainte-Menehould. Il cessait, il est vrai, de couvrir Paris, mais il s'établissait sur les derrières des alliés. En vain, la colonne brunswickoise, comme on nommait l'armée prussienne, débouchait de Grandpré et occupait la route de Châlons. Dumouriez la forçait à suspendre sa marche sur la capitale et à se retourner contre lui. Brunswick ne coupait pas la retraite à Dumouriez; c'était Dumouriez qui menaçait les communications de Brunswick.

Le rusé général savait depuis trois semaines que ses ennemis manquaient de vigueur dans l'exécution de leurs plans et de rapidité dans leurs mouvements. Il était sûr qu'ils ne marcheraient de Grandpré à Sainte-Menehould qu'avec lenteur, comme ils avaient marché de Verdun à Grandpré. Il pensait qu'il aurait le temps de recevoir les renforts de Beurnonville et de Kellermann. En effet, le 18 septembre il n'était pas encore attaqué, et ce jour-là, Kellermann arrivait à deux lieues de lui, à

[1] Dumouriez à Luckner, 17 sept., et à Servan, 18 septembre.



Dampierre-le-Château, pendant que Beurnonville était à Tilloy. « L'armée des ennemis est formidable, écrivait Dumouriez à Servan, mais je n'avais jusqu'à présent qu'une poignée de monde ; il n'y a plus rien à craindre ; je suis égal en force » ; et lui aussi, non sans emphase, décernait à son armée, grossie des troupes de Beurnonville et de Kellermann, l'épithète de *formidable*. « Notre affaire est sûre », ajoutait-il, « depuis que la jonction est assurée et presque faite », et, avec une merveilleuse sagacité, avec un instinct vraiment prophétique, il affirmait que les Prussiens se retireraient dans quinze jours. « Ils sont, disait-il encore, accablés de maladies, exténués de fatigue et mourants de faim ; leur armée achèvera de se fondre dans la Champagne pouilleuse. Elle ne peut pas marcher sur Châlons que je couvre. Elle n'osera pas marcher sur Reims de peur d'être suivie et coupée. Elle cherchera peut-être à me donner bataille ; mais c'est à moi à éviter une affaire générale, pour les battre partiellement. *C'est à présent mon tour.* » Labourdonnaye recevait à cet instant le commandement supérieur des forces de la Flandre ; Dumouriez lui promit de mener, avant le 10 octobre, trente ou quarante mille hommes à son secours et de pénétrer en Brabant au cœur de l'hiver [1].

C'était un Gascon du nord, et la jactance de l'aventurier reparaissait quelquefois dans les discours du général. Tout fier d'avoir remis au lendemain de Montcheutin quelque ordre dans son armée, il mandait avec aplomb qu'il aurait battu les ennemis, s'ils s'étaient présentés [2]. Mais il faut reconnaître que dans ce mois de septembre 1792 qui fut la belle époque de sa vie, il eut une qualité essentielle, la plus précieuse que pût avoir en ces graves circonstances un général chargé de conduire des Français : la confiance en lui-même. Rien ne put le déconcerter ni altérer l'opiniâtre tranquillité de son âme. Un de ses biographes assure qu'il déploya toutes les ressources du génie militaire le plus étendu et que la défense de la Champagne est le chef-d'œuvre de la

[1] Dumouriez à Servan, 18 sept., et à Labourdonnaye, 19 sept.
[2] Dumouriez à Luckner, 16 septembre.

stratégie[1]. Non, Dumouriez commit des imprudences et des maladresses ; il faillit être cerné par son adversaire et abandonné par ses propres troupes ; mais au milieu de tant de périls, et, comme s'il avait en lui-même un fonds inépuisable d'espérance, il méprisa les craintes qui troublaient tous les cœurs et à Paris, et à Châlons, et dans son armée même. La France ne pouvait être sauvée que par un homme de cette trempe. On lui souhaiterait plus de sérieux et de solidité. On voudrait le voir défendre l'Argonne, devenue le dernier rempart du pays, avec plus d'art et de savante habileté. On se prend à regretter qu'il n'ait pas toujours montré dans cette campagne la vigilance active et la sage prévoyance du capitaine qui tient dans ses mains les destinées de sa patrie. Il laissait trop à la fortune et menait la guerre avec l'assurance hardie d'un joueur ; il y a en lui du Villars beaucoup plus que du Turenne. Mais ce général au tenace optimisme qui répondait à tout instant du salut de la nation, était le seul qui sût exciter le zèle et animer les cœurs ; il réunit, disait Danton, aux talents du capitaine l'art d'échauffer et d'encourager le soldat[2].

VIII. A une lieue de Sainte-Menehould, à droite de la route de Châlons, s'élève un plateau peu considérable qui domine un bassin de prairies marécageuses. Il s'appuie à l'Aisne et se prolonge sur une étendue de trois kilomètres depuis le village de la Neuville-au-Pont jusqu'au grand chemin. Il a, comme dit Dumouriez, la forme d'un S, ou mieux encore d'un demi-cercle dont Maffrecourt et Braux-Sainte-Cohière seraient les extrémités, et Chaudefontaine, le centre. Dumouriez établit son camp sur ce plateau. Il fixa son quartier-général à Sainte-Menehould, à une égale distance de ses troupes et de celles de Dillon. Il plaça la droite de son armée à Maffrecourt et son centre à Chaudefontaine ; il adossa sa gauche à la grande route, derrière l'Etang-le-Roi ; il fit dresser sur le front du plateau des batteries

[1] Ledieu, *Le gén. Dumouriez et la révol. française*, 342.
[2] *Monit.* du 10 mars 1793, séance du 8.

qui pouvaient balayer la vallée en tous sens. L'avant-garde, commandée par Stengel, occupait Braux-Sainte-Cohière et poussait jusqu'à Berzieux et Virginy ; elle devait arrêter par de vives escarmouches la marche des Prussiens, ne céder le terrain qu'après une longue résistance, ravager la région qu'elle abandonnait aux envahisseurs, ne leur laisser qu'un pays dépourvu de fourrages et de vivres, ne se replier enfin qu'avec lenteur derrière la Bionne, après avoir détruit tous les ponts ; si l'adversaire voulait livrer bataille, elle se posterait sur le mont Yvron [1].

Dumouriez ne se contentait pas de garder la rive gauche de l'Aisne. Sur l'autre bord, un bataillon de troupes de ligne était chargé de défendre le château de Saint-Thomas. Trois bataillons, parmi lesquels le 14e d'infanterie légère, et de la cavalerie, sous les ordres de Duval, étaient à Vienne-le-Château, à Moiremont, à la Neuville-au-Pont ; ils reliaient l'armée de Dumouriez avec le corps de Dillon qui gardait le passage de la Chalade et le défilé des Islettes.

Dans cette situation, Dumouriez et Dillon unissaient étroitement leurs communications, l'un faisant face à Paris et l'autre à Verdun, tous deux, selon le mot de Dillon, se donnant la main et se défendant réciproquement.

[1] Stengel s'acquitta de cette tâche avec talent ; c'était, dit Minutoli, un homme de tête et d'expérience « von Kopf und Erfahrung » (*der Feldzug*, 229).

CHAPITRE VIII

LA JONCTION

I. Beurnonville. — Les troupes du camp de Maulde. — Dampierre. — Belliard. — Les demoiselles Fernig. — II. Lenteurs de Beurnonville. — Sa retraite sur Châlons. — Il arrive enfin le 19 septembre. — III. Kellermann. — Ses lenteurs et ses incertitudes. — Lettres de Luckner, de Dumouriez, de Servan. — Marche de Kellermann sur Sainte-Menehould. — Double jonction.

I. Si le duc de Brunswick avait assailli Dumouriez entre le 16 et le 18 septembre, sans lui laisser le loisir de se remettre de la panique de Montcheutin, il l'eût aisément défait, car il avait l'avantage du nombre. Son attaque n'eut lieu que le 20 septembre : Beurnonville et Kellermann eurent le temps de secourir Dumouriez, et les Français étaient plus de cinquante mille lorsqu'ils virent les Prussiens se déployer en face de Valmy.

Mais Beurnonville et Kellermann n'avaient rejoint Dumouriez qu'après de longues hésitations et non sans revirements ; il fallut leur envoyer courrier sur courrier pour hâter leur marche, et l'armée campée à Braux-Sainte-Cohière ne reçut ses renforts qu'à la veille de la canonnade qui décida de l'issue de la campagne.

Beurnonville était né à Champignol, à quelques lieues de Bar-sur-Aube. Il n'appartient pas, comme on l'a dit, à une famille noble ou bourgeoise. Son vrai nom est Pierre Riel, et son père faisait à Champignol le métier de

charron[1]. Napoléon devait lui donner le titre de comte, et Louis XVIII, celui de marquis. Mais en 1792, le futur pair de France détestait la noblesse et poursuivait les émigrés avec l'acharnement d'une haine roturière.

Successivement gendarme dans la compagnie de la Reine (11 mars 1766), volontaire au régiment colonial de l'Ile-de-France (10 janvier 1774) et porte-drapeau (10 août 1775), puis lieutenant de la compagnie des Suisses à la garde du comte d'Artois (21 septembre 1789), breveté colonel d'infanterie (10 décembre 1789), aide de camp du maréchal Luckner (6 mars 1772), Beurnonville avait été nommé maréchal de camp (13 mai) après la déclaration de guerre. Il fut à Maulde le second de Dumouriez, il entra dans ses vues d'offensive, il l'aida, non sans succès, à discipliner les troupes ; le 22 août, il était promu lieutenant-général. Personne, à cette époque, n'a parlé de soi-même avec moins de modestie ; personne n'a menti plus hardiment dans les rapports officiels et poussé plus loin les exagérations retentissantes du style de bulletin. Sans souci de tromper l'opinion et l'histoire, Beurnonville transformait en bataille la moindre escarmouche et en victoires tous ses échecs ; à l'entendre, ses soldats ne cessaient de charger à la baïonnette et de faire des prodiges de valeur ; c'est le plus hâbleur des généraux de la Révolution. Il écrivait le 30 août aux commissaires de l'armée du Nord qu'il avait tué et blessé en différents combats plus de douze cents Autrichiens, sans avoir perdu un seul homme. Il jurait le 5 octobre à Dumouriez de prendre aux Prussiens jusqu'aux semelles de leurs souliers ; j'ai envie, ajoutait-il, de leur mordre les

[1] On lit dans ses états de service qu'il se nomme Pierre de Rielle, fils de Pierre et de Jeanne de Laurain, et la biographie Michaud assure qu'il est « d'une famille de bourgeoisie ». Montrol était plus près de la vérité lorsqu'il disait (*Résumé de l'histoire de la Champagne*, 1826, p. 369, note) que Beurnonville était fils d'un maréchal-ferrant. Voici du reste l'acte de naissance du futur maréchal et pair : « Pierre fils de Pierre Riel fils de Pierre, charon, et de Jeanne Laurain, son épouse, né le dix may mil sept cent cinquante-deux a été baptisé le onze dudit mois en l'église de Champignol et a eü pour parain Pierre Riel soussigné et pour mareine Claudette Riel laquelle a déclaré ne sçavoir signer de ce enquise. Signé : Riel, Maillard, curé de Champignol. » (Copie de M. Maillard, instituteur à Champignol.)

fesses. Le 20 décembre, il mandait au ministre de la guerre qu'il avait gravi des Gibraltar dans la neige jusqu'aux reins, et qu'en une seule affaire, où trois mille Autrichiens s'étaient enfuis devant son canon, il n'avait perdu que le petit doigt d'un chasseur! Devenu ministre de la guerre, il annonçait à la Convention que Custine avait occupé, grâce à son artillerie, une des îles du Rhin et il terminait ainsi sa dépêche : « Cette expédition ne nous a pas coûté de monde ; un volontaire du département des Vosges a malheureusement eu le bras cassé. » L'emphase de son langage répondait à ces ridicules fanfaronnades. Il appelait Dumouriez son père et signait ses dépêches au général « Ajax Beurnonville, votre fils aîné. » Lorsqu'il sollicitait de Servan la confirmation de son grade de lieutenant-général, « les derniers arrivés, s'écriait-il, viendraient cueillir la rose que j'ai cultivée avec tant de soin! » Il prenait volontiers le ton pathétique et solennel que le drame bourgeois avait mis à la mode. Dumouriez le chargea de désarmer le bataillon le Républicain; « je me suis présenté seul, disait Beurnonville à Pache, et j'ai lu les ordres dont j'étais porteur. J'ai sommé le bataillon de mettre bas les armes; à l'instant, les armes sont tombées des mains de neuf cents citoyens pleins de respect pour la loi; des officiers, des volontaires se sont précipités. Je n'ai plus entendu que cris, gémissements. Vous le dirai-je, Monsieur! Je n'ai pu résister à ce déchirant tableau, je n'ai pu retenir mes larmes et je ne puis les retenir encore en vous le retraçant. Je les ai fait relever, je les ai consolés », et il priait le ministre « patriote et sensible » de pardonner au bataillon; « je jouirai bien délicieusement un jour, si j'ai pu rendre neuf cents bons citoyens à la république[1]. »

Mais ce général d'avant-garde, incapable de diriger de grands mouvements, plaisait au soldat par son attitude martiale et sa parole sonore. Un Rémois, de passage à

[1] Etats de service de Beurnonville (Iung, *Dubois-Crancé*, I, p. 352); lettres du même aux commissaires et à Servan, 30 août (arch. guerre); à Dumouriez, 5 octobre (Ternaux, IV, 556-558); à Pache (*Monit.* du 23 décembre 1792, et Rousset, *Les Volontaires*, p. 91-92), à la Convention (*Monit.* du 21 février 1793).



Rethel le 14 septembre, écrivait qu'il était adoré des troupes qui le voyaient à leur tête jour et nuit. Beurnonville ne vaut rien pour un commandement stable, disait Dumouriez, et les détails l'impatientent, mais il a la confiance de l'armée à cause de sa figure, de sa bravoure et de sa loyauté, il a cette réputation patriotique qui maintiendra l'esprit du camp de Maulde[1].

Il fut chargé de mener en Champagne les renforts de Flandre. Dumouriez, toujours préoccupé de la future invasion de la Belgique, hésitait à dégarnir la frontière du Nord. Servan surmonta ses scrupules; les Autrichiens, affirmait-il avec raison, ne feront que parader en Flandre[2].

La petite armée dont Beurnonville avait le commandement, comptait dix mille six cents hommes et formait deux divisions qui se réunirent, le 10 septembre, à Avesnes. La première division, guidée par Beurnonville, se composait de deux régiments de ligne, de six bataillons de volontaires de 1791, de deux escadrons et de la légion belgique. La seconde comprenait un régiment de ligne, un bataillon d'infanterie légère, quatre bataillons de volontaires de 1791, cinq escadrons et un détachement d'artillerie[3]. Dampierre commandait cette seconde division. Il était colonel du 5e régiment de dragons, mais Dumouriez l'avait nommé le 22 août maréchal de camp. Servan, qui lui confirma ce grade le 7 septembre, aurait voulu lui donner le commandement de Lille. Dampierre devait contribuer à la victoire de Jemmapes, remplacer à la tête de l'armée du Nord Dumouriez fugitif, et recevoir, après sa mort sous les

[1] Dumouriez à Servan, 11 septembre (arch. guerre); *Monit.* du 17 septembre, lettre de Reims.

[2] Servan à Dumouriez, 4 et 17 septembre (arch. guerre).

[3] *Première division :* 56e et 78e de ligne (camp de Maulde); 1er de la Seine-Inférieure (Saint-Amand); 1er et 2e de Paris, 1er de la Vendée (Maulde); 1er de l'Aisne (Avesnes); 1er des Deux-Sèvres (Pont-sur-Sambre); 6e de dragons (Maulde); légion belgique (Valenciennes). *Seconde division :* 45e de ligne (Landrécies); 10e d'infanterie légère (Avesnes); 3e de la Marne, 2e et 3e de la Meurthe, 4e de la Meuse, 5e de dragons et 5e de chasseurs à cheval (Famars); 200 canonniers de Douai. En tout 10,594 hommes. (Arch. guerre, levée du camp de Maulde, 3 septembre.)

murs de Valenciennes, les honneurs du Panthéon. Intrépide, impétueux, téméraire, c'était, dit Dumouriez, un général de main [1].

On remarquait encore dans cette petite armée Belliard, capitaine au 1er bataillon des volontaires de la Vendée et adjoint, depuis le 22 août 1792, à l'état-major de l'armée du Nord. C'est ce Belliard qui fut nommé général sur le champ de bataille d'Arcole, suivit Bonaparte en Egypte et prit part à toutes les guerres de l'Empire ; on le vit successivement à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, à Madrid, à la Moskowa, à Dresde et à Leipzig ; il devait mourir en 1832 pair de France et ambassadeur du gouvernement de juillet en Belgique.

Avec Beurnonville et les troupes du camp de Maulde, venaient en Champagne deux gracieuses et intrépides amazones, filles d'un secrétaire greffier de la municipalité de Mortagne, les demoiselles Théophile et Félicité Fernig. Elles étaient d'une taille assez petite et de constitution délicate. Elles avaient les yeux et les cheveux noirs, un nez bien formé, un teint frais, une physionomie à la fois douce et hardie, avec un air de noblesse qui inspirait le respect. Elles conservèrent dans les camps les vertus de leur sexe. Bien élevées et modestes, rapporte Dumouriez, elles se sont montrées encore plus extraordinaires par leur pudeur que par leur courage [2], et les commissaires de la Convention écrivaient qu' « au milieu de l'armée composée de jeunes citoyens, elles étaient respectées et honorées [3] ». Ou c'est le libertinage

[1] Servan à Moreton et à Dumouriez, 9 septembre ; Dumouriez à Servan, 11 septembre. Tous les témoignages s'accordent sur ce point. Dampierre était plus soldat que général. Dumouriez dit dans ses *Mém.* (II, 110) qu'il « était audacieux jusqu'à la témérité » ; un correspondant de Prudhomme, appartenant à l'armée, écrit que Dampierre est « un braque, mais droit, patriote, sinon par principes, du moins par vanité, bon soldat, téméraire » (*Révol. de Paris*, XV, 178), « le brave Dampierre, plus soldat que général d'armée » (Gay de Vernon, *Custine et Houchard*, 171). Cp. sur Dampierre, *Invasion prussienne*, 47 ; il avait rallié son régiment à la déroute de Mons ; je sauvai l'armée, écrivait-il superbement à Danton, en formant mon régiment et le lendemain en manœuvrant pour arrêter l'ennemi (Revue de la *Révolution*, 14 juillet 1885, p. 36, lettre du 23 octobre).

[2] Dumouriez, *Mém.*, I, 230.

[3] Lettre du 2 octobre, *Monit.* du 4.



qui nous a guidées, disait plus tard l'une des héroïnes, ou c'est l'amour de la liberté et de la patrie ; nos camarades nous ont rendu justice quant à l'un de ces motifs ; pour l'autre, notre réponse se trouve dans le respect que notre conduite nous a partout valu de la part de l'armée[1]. Accoutumées dès leur enfance à monter à cheval, à faire de longues marches, à franchir de larges ruisseaux, à tirer de l'arc et à manier le fusil[2], les deux sœurs étaient préparées à supporter les fatigues de la guerre. Dès le 29 avril 1792, au bruit de la canonnade de Mons, elles se rendaient à Valenciennes, sous un costume d'homme, pour recueillir des nouvelles. Au mois de mai, elles quittaient leurs habits de femme qu'elles ne devaient reprendre qu'au bout de deux ans, et revêtaient une sorte de caraco auquel pendaient cinq à six grosses houppes de laine aux couleurs nationales[3]. Elles se joignirent d'abord aux paysans qui repoussaient les incursions des partis autrichiens. Un jour, au milieu d'un bal, sur la place de Flines, on apprit l'approche des maraudeurs ennemis ; les danseurs s'armèrent aussitôt de fléaux, de pioches, de fusils, et conduits par Théophile et Félicité, se mirent à la poursuite des Impériaux. Bientôt les demoiselles Fernig se mêlèrent, en volontaires et avec l'approbation des généraux, aux troupes du camp de Maulde situé à peu de distance de Mortagne. Elles combattaient toujours au premier rang, et leur patriotisme, écrivait-on de Lille au *Moniteur*, a produit un enthousiasme que des patriotes seuls peuvent imaginer[4]. Elles étaient à l'embuscade du 26 août dressée par Beurnonville au village de Flines, et le général mandait à Couthon que « les demoiselles Fernig qui aimaient la danse aux baïonnettes, avaient tué ou blessé leur bonne part d'Autrichiens, et repoussé l'ennemi jusqu'à l'entrée des

[1] Duhem, *Notice biographique sur les demoiselles Fernig*. p. 110, note (*Mém. histor. sur l'arrondissement de Valenciennes*, t. IV, 1876).

[2] Félicité abattait l'oiseau au tir des archers de la société de Saint-Sébastien à Mortagne, et la confrérie la proclamait reine. (Renseignements donnés par Wibaut. Bonhomme, *Correspondance inédite de Théophile de Fernig*, 1873, p. 179-180.)

[3] Bonhomme, *id.*, p. 179.

[4] *Monit.* du 23 juillet.

bois[1]. » Dumouriez, toujours avisé, citait les deux sœurs à ses soldats comme un modèle de bravoure et les menait avec lui dans les circonstances les plus importantes. On vit, au camp de Maulde, Félicité, revêtue de l'uniforme de garde national, tenir sur les fonts la fille d'un caporal de volontaires du Calvados. Dumouriez, parrain du nouveau-né, avait imaginé de le faire baptiser sur l'autel de la patrie par un curé constitutionnel au son de la musique militaire et en présence de toute l'armée. Il était suivi de Beurnonville et de Moreton qui signèrent avec lui l'acte de baptême ; Félicité « volontaire, faisant partie de ladite armée », était accompagnée de son père et d'un capitaine du 2e bataillon de l'Eure. Après la cérémonie, Dumouriez donna le bras à sa commère pour traverser le camp[2]. Lorsqu'il appela Beurnonville dans l'Argonne, il lui recommanda d'amener ses *enfants*, Théophile et Félicité. Elles vinrent à Sainte-Menehould et furent présentées aux conventionnels Carra, Prieur et Sillery qui les comparèrent à Jeanne d'Arc. « Ces deux jeunes enfants, écrivaient les trois commissaires à l'Assemblée, sont sans cesse aux avant-gardes et dans les postes les plus périlleux ; sous le règne de Charles VII une fille célèbre contribua à replacer ce roi sur le trône ; nous en avons maintenant deux qui combattent pour nous délivrer des tyrans qui nous ont opprimés tant de siècles[3]. » Les demoiselles Fernig reçurent un brevet provisoire d'adjoints aux adjudants généraux. Elles devaient, après la première campagne de 1792, suivre Dumouriez en Belgique et combattre sous ses ordres à Jemmapes, puis à Anderlecht où le général les nomma d'*intrépides guerrières*[4], à Maëstricht, à Tongres. Elles rallièrent à la déroute de Nerwinde les troupes commandées par Chancel et mirent le sabre au clair pour arrêter les fuyards; un d'eux, se retournant, menaçait Théophile de sa baïonnette ; « frappe, lui dit-elle, frappe,

[1] *Monit.* du 3 septembre.
[2] Extrait des registres de la paroisse de Maulde, 2 août (Bonhomme, p. 180-182) et *Journal de Paris*, 12 août, lettre du camp de Maulde, du 8 août.
[3] Lettre du 2 octobre, *Monit.* du 4.
[4] 14 novembre, *Monit.* du 18.

si tu l'oses, une femme qui te rappelle à l'honneur »; Chancel, les larmes aux yeux, remerciait les héroïques jeunes filles d'avoir ramené ses soldats à leurs rangs[1]. Cependant la maison des Fernig à Mortagne avait été brûlée par les Autrichiens; la Convention décida qu'elle serait reconstruite aux frais du trésor public; ce décret ne fut pas exécuté, mais le département du Nord donna à la famille Fernig une maison toute bâtie à Bruay, près de Valenciennes[2]. Lorsqu'eut lieu la défection de Dumouriez, Théophile et Félicité ne se séparèrent pas du général; « Savions-nous, disaient-elles, ce que c'était qu'une faction? Dumouriez nous assurait qu'il voulait rendre la liberté à la France; accoutumées à lui obéir, à le respecter (il nous appelait ses enfants et nous avait adoptées), nous croyions à ses paroles. Ignorantes des manœuvres politiques, notre erreur était excusable[3]. » Mais, lorsqu'elles virent leurs camarades les regarder d'un œil sombre et méfiant, lorsqu'elles furent assaillies à coups de feu par leurs compagnons d'armes, elles devinèrent la vérité; elles remirent à Dumouriez leur démission. Leur vie d'exil fut admirable; elles reprirent les vêtements de leur sexe et gagnèrent courageusement leur vie; Félicité tint à Bruxelles un bureau de loterie; Théophile vendit des objets de toilette dans les foires de Belgique, mais son cœur battait encore à la nouvelle des prouesses françaises en Italie, et elle demandait à son cousin un portrait ressemblant de Bonaparte et de ses lieutenants[4].

[1] Récit de Théophile, cité par Duhem, p. 115.
[2] Mémoire de Théophile à la Convention, Duhem, p. 121.
[3] *Ibid.*, p. 122.
[4] Telle est, débarrassée de tous les détails romanesques et légendaires donnés par Lamartine (*Hist. des Girondins*) et même par Bonhomme et Duhem, la biographie exacte des demoiselles Fernig. Leur père, Louis Fernig, originaire d'Alsace, mourut en 1816. Il avait cinq enfants, un fils et quatre filles. Le fils, Louis-Alexandre-Désiré, né à Château-l'Abbaye, le 12 juin 1772, ne fut, comme on l'a dit, ni comte ni baron de l'Empire : chef de bataillon au service de la République helvétique, major au 112e d'infanterie (30 frimaire an XII), adjudant-commandant (6 mars 1812), rappelé au service après la révolution de juillet, il ne reçut qu'en 1830 le grade de général de brigade et trois ans plus tard, la limite d'âge le forçait à faire valoir ses droits à la retraite. (*Revue critique* du 29 mars 1873, p. 208.) Il mourut en Egypte où il accompagnait M. de Rothschild, vers 1847. Des quatre

II. Le départ de Beurnonville n'eut pas lieu sans encombre. Lorsqu'il alla, le 8 septembre, camper avec sa division aux portes de Valenciennes, la population l'accusa de dégarnir la frontière et de livrer aux ennemis le département du Nord. On criait dans la ville que Beurnonville était un traître et qu'il fallait le pendre. Il se rendit sur la place et apaisa l'émeute[1].

Il arriva le 13 septembre à Rethel. Mais la Croix-aux-Bois venait de tomber au pouvoir des alliés, et l'Argonne était ouverte. Dumouriez fit dire à Beurnonville par l'aide de camp Macdonald qu'il devait rejoindre l'armée en longeant la Suippe.

Beurnonville exécuta l'ordre du général en chef. Mais il apprit la déroute de Montcheutin ; il craignit de tomber au milieu des Prussiens victorieux et n'avança qu'avec une extrême prudence. Il était le 16 septembre au village d'Auve, lorsqu'il aperçut au loin les colonnes d'une armée qui se dirigeait en bon ordre sur Sainte-Menehould ; c'était Dumouriez. Beurnonville crut voir l'armée prussienne ; il n'eut même pas l'idée de pousser une reconnaissance à fond ; il se rejeta sur-le-champ en arrière, gagna La Cheppe sur la petite rivière

filles, l'aînée, Louise, se maria à un négociant d'Amsterdam, M. Nerenburger, français, né à Saint-Avold dans la Moselle. Aimée, la cadette, épousa le chef de bataillon, plus tard général Guilleminot. Les deux autres sont les volontaires de 1792. Marie-*Félicité*-Louise, née à Mortagne le 10 mai 1770, épousa le 18 août 1798 un officier belge, M. Vanderwallen, qu'elle avait sauvé, dit-on, à Anderlecht en le dégageant des mains des uhlans, et mourut à Bruxelles, le 4 avril 1841. Marie-*Théophile*-Françoise-Norbertine, née le 17 juillet 1775 à Château-l'Abbaye, ne se maria pas et mourut près de sa sœur, à Bruxelles, le 2 avril 1819; sa correspondance avec son cousin Isidore Audeval, officier au 18e de dragons, est fort intéressante ; je ne citerai que ce passage : « Je n'ai point un cœur de bronze, mon ami. Il fut sensible, mais stoïque dans sa fermeté; il fut victime de sa résolution. Je me suis tue. Une année de prières n'a rien obtenu de moi. J'avais fait le sacrifice de toutes mes affections à ma patrie, et telle était la rigidité de mon dévouement que je lui fis celui de mon amour. J'ai quitté la France avec mes sentiments ; je les conservai tant que l'espoir de la légitimer ne me fut point ravi. Depuis cinq ans, ils sont brisés. Depuis cinq ans j'ai juré de renoncer... que dis-je ? renoncé ?... j'ai juré de ne plus aimer ». (Lettre du 3 août 1801, Bonhomme, *Corresp. inéd. de Théophile Fernig*, p. 149-150.)

[1] Belliard, *Mém.*, 1842, I, 69.



de la Noblette, et entra le soir dans Châlons. « J'ai trouvé l'ennemi, disait-il à Luckner, placé à Courtemont, entre Dumouriez et moi. »

Ses soldats étaient accablés de fatigue; ils avaient, ajoutait-il, marché durant huit jours et trois nuits sous une pluie battante, au milieu des boues, souvent par de mauvais chemins de traverse. Les trois mille hommes qui formaient son avant-garde logèrent dans la ville; le reste campa aux environs. Tout ce monde était tellement harassé que Beurnonville n'osa se mettre en marche le lendemain. Vainement Dumouriez le priait de quitter Châlons le 17 septembre à minuit; son armée a besoin de souliers, écrivait-il à Luckner, faites charger les souliers sur des voitures, on les distribuera ici[1].

Beurnonville ne quitta Châlons que le 18 septembre, sur un nouvel appel de Dumouriez. Il se porta sur la route de Sainte-Menehould le plus loin qu'il put, jusqu'à ce village d'Auve où il s'était arrêté deux jours auparavant, et y bivouaqua. Le lendemain, il entrait au camp de Braux.

Il rejoignait Dumouriez à la veille de Valmy. C'était sa division que Gœthe et ses compagnons voyaient le 19 septembre défiler au loin en masses sombres. Un jour plus tard, cette division était rejetée de nouveau sur Châlons et l'armée française privée de dix mille hommes, qui devaient renforcer sur le mont Yvron l'avant-garde de Stengel et couvrir l'aile droite de Kellermann.

Beurnonville avait, en partant de Châlons, grossi sa petite armée de sept bataillons de fédérés organisés par Luckner et Labourdonnaye. « Le maréchal, rapporte Belliard, ne savait comment ramener à l'ordre les fédérés; notre arrivée les calma; il y eut bien quelques querelles de café et de cabaret, mais ils n'y brillèrent pas. Il pria Beurnonville d'emmener avec lui une partie de ces bataillons parisiens pour s'en débarrasser; ils furent placés au centre, se conduisirent bien et finirent par faire d'excellents corps[2]. »

Néanmoins, Beurnonville avait raison de dire à La-

[1] Dumouriez à Luckner, 17 septembre (arch. guerre).
[2] Belliard, *Mém.*, I, 69-70.

bourdonnaye qu'on ne lui faisait qu'*un petit présent.* La force réelle de sa division, c'étaient les bataillons que Dumouriez avait formés au camp de Maulde par de petites actions répétées, en les tenant sans cesse sur la défensive, mais sur une défensive aussi active que possible et fort nuisible aux Impériaux [1]. Ils venaient combattre avec joie, sous les ordres de leur ancien général, l'invasion prussienne en Champagne, comme ils avaient contenu l'invasion autrichienne dans les Flandres. Ces excellentes troupes, assure Dumouriez dans ses Mémoires, donnèrent des preuves d'un zèle et d'un attachement extrêmes [2]. Lorsqu'elles passèrent à Rethel « harassées et crottées, mais joyeuses », elles dirent aux habitants qu'à Maulde elles voyaient l'ennemi tous les jours et n'aspiraient qu'à le revoir ; qu'on nous donne deux choses, s'écriaient les soldats : demain, séjour pour nettoyer nos armes, et après-demain, bataille [3] !

[1] Voir *Invasion prussienne,* p. 66.

[2] Dumouriez, *Mém.*, I, 287.

[3] *Monit.* du 16 septembre, lettre de Reims. L'armée de Dumouriez comptait dès lors, à ce qu'il semble, 29 régiments ou bataillons de ligne et 28 bataillons de volontaires de 1791 : c'étaient, parmi les troupes de ligne, le 6e, le 8e, le 17e, le 19e, le 29e, le 43e, le 45e, le 54e, le 55e, le 56e, le 58e, le 68e, le 71e, le 78e, le 83e, le 94e, le 98e et le 99e (ci-devant Armagnac, Austrasie, Auvergne, Flandre, Le Dauphin, Royal-Vaisseaux, La Couronne, Roussillon, Condé, Bourbon, Rouergue, Beauce, Vivarais, Penthièvre, Foix, Hesse-Darmstadt, Bouillon et Deux-Ponts); le 9e, le 10e et le 14e bataillon d'infanterie légère et huit bataillons de grenadiers, — parmi les volontaires de 1791, le 1er, le 2e et le 3e bataillon de Paris, le 1er, le 2e, le 3e et le 4e de la Marne, le 1er, le 2e, le 3e et le 5e de la Meurthe, le 1er de l'Aisne, de la Seine-Inférieure, de la Vienne, de la Sarthe, de la Vendée, des Deux-Sèvres, de l'Allier, de la Charente-Inférieure, d'Eure-et-Loir, de Mayenne-et-Loire, le 2e du Nord, de Saône-et-Loire, de la Meuse et de la Haute-Vienne, le 3e des Ardennes, le 4e de la Meuse, le 5e des Vosges. La cavalerie se composait des régiments suivants : les 3e, 7e, 15e, 21e et 23e cavalerie (ci-devant Commissaire-Général, Royal-Etranger, Royal-Allemand, Royal-Picardie et Royal-Guyenne); les 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 10e, 12e et 13e de dragons (ci-devant Condé, Bourbon, Colonel-Général, La Reine, Le Dauphin, Mestre de camp général, Artois et Monsieur); les 3e, 5e, 6e, 11e et 12e de chasseurs à cheval (ci-devant Flandre, Hainaut, Languedoc, Normandie et Champagne); les 1er, 2e, 5e et 6e de hussards (ci-devant Berchiny, Chamborant, Colonel-Général et Lauzun). On a compté dans cette liste — que nous avons dressée avec autant de soin et d'exactitude que possible, sans trop nous fier à l'ordre de bataille donné par Dumouriez — les troupes

III. Kellermann arrivait, en même temps que Beurnonville, au secours de Dumouriez. Il avait reçu le 2 septembre l'ordre de marcher par Ligny et Bar-le-Duc sur Revigny-aux-Vaches. Il quitta son camp de Frescaty deux jours plus tard, après avoir renforcé la garnison de Metz et donné le commandement de la place au maréchal de camp Favart. Il fut rejoint à Pont-à-Mousson par le détachement de l'armée du Rhin qu'amenait Muratel et par la division du duc de Chartres, qui venait de Gravelotte en longeant la rive gauche de la Moselle. Si nous n'étions que vingt-deux mille hommes, disait plus tard Louis-Philippe, nous n'avions pas encore été si nombreux, et nos braves soldats s'embrassaient de joie [1].

Mais Kellermann ne voulait marcher que « très doucement ». Frappé de l'inaction des Prussiens qui restaient immobiles sous les murs de Verdun au lieu de marcher sur Paris, il s'imaginait, comme Dumouriez, qu'ils n'avaient d'autre plan que de se rabattre sur Metz. « A quoi, écrivait-il, cela pourrait-il les mener d'aller à Paris ? Ils trouveront dans cette ville infiniment de résistance. Ils nous trouveront sur leurs flancs et derrière, et leur armée sera perdue. Ce n'est donc qu'un faux

de l'avant-garde commandées par Dillon et postées aux Islettes. Il faut, il est vrai, en défalquer le détachement qui gardait le Chesne-Populeux et qui s'était replié sur Châlons ; il comprenait 4 bataillons et 2 escadrons de dragons (lettres de Dumouriez, du 18 et du 21 sept.). Mais, en somme, le général en chef avait calculé juste : « Je me trouverai, disait-il dès le 5 septembre, 48 bataillons, 4 régiments de hussards, 6 de chasseurs à cheval, 6 de dragons, 7 escadrons de cavalerie, en tout 48 escadrons et à peu près 1,500 hommes d'infanterie légère, ce qui me fera à peu près 35,000 hommes. » Ce chiffre était exact ; « j'ai ici, écrit-il le 6 septembre, plus de 25,000 hommes réunis dans un bon camp, et Beurnonville va me rejoindre avec 10,000 ». A elle seule, l'armée de Dumouriez — celle qu'on nommait l'armée des Ardennes ou du Nord — était déjà égale en nombre à l'armée prussienne.

[1] Discours de Louis-Philippe au maire de Pont-à-Mousson, 13 juin 1831, *Monit.* du 22 juillet 1831. On sait que le duc de Chartres avait reçu de Luckner l'ordre de se jeter dans Verdun avec quatre bataillons et cinq escadrons ; il poussa jusqu'à Mars-la-Tour, mais se heurta contre des forces supérieures ; il était revenu camper à Gravelotte. Voir *Invasion prussienne*, p. 225. L'ordre de bataille de l'armée du Centre porte 24 bataillons et 35 escadrons, en tout 22,117 hommes.



bruit qu'ils ont répandu d'avoir ce projet et ils n'ont pris Verdun que pour avoir de quoi vivre et parce qu'ils étaient sûrs qu'il ne leur en coûterait pas grands frais... Je suis sûr que leur dessein est de s'emparer des Evêchés, de la Lorraine, de l'Alsace, Comté et Bourgogne. Les trahisons d'une part, la lâcheté de l'autre leur fera tout oser particulièrement sur le pays messin et l'Alsace. Dans le fait, que peut désirer l'Empereur dans tout ceci que d'avoir l'Alsace et la Lorraine? Le roi de Prusse prendra Danzig ou le reste de la Silésie et s'étendra en Pologne jusque sur la rive gauche de la Vistule. Il ne faut point s'imaginer qu'il n'ait d'autre objet que de favoriser les princes et, pour leur amour, ruiner ses armées et son trésor [1]. »

Cependant les Prussiens quittaient leur camp de Regret et marchaient vers le nord. Mais Kellermann, de même que Dumouriez, regardait leur mouvement comme une feinte; ils cherchent, mandait-il à Servan, à m'attirer en avant le plus possible, et ensuite ils rétrograderont et tâcheront de s'emparer de l'Alsace et de la Lorraine. Ses lieutenants partageaient la même illusion. Le 11 septembre, Valence croyait encore que Brunswick, n'osant risquer une bataille rangée, se porterait sur Metz : « Nous en serons fort loin; Brunswick aura sur nous plusieurs marches et le temps de commencer son siège et d'essayer le succès ordinaire de ses bombes, avant que nous soyons à portée de le troubler ou même de jeter du secours dans la ville. »

Ainsi s'expliquent les lenteurs de Kellermann et ses haltes fréquentes. Il séjourne à Toul le 5 et le 6 septembre, marche le 7 sur Void, s'arrête à Ligny le 8 et le 9. Il ne devine pas encore les projets de l'ennemi; il ne veut pas s'éloigner de la Lorraine et du pays messin; Dumouriez, Luckner, Servan louent la prudence de ses mouvements [2]. « Kellermann, disait Servan, peut, de

[1] Kellermann à Dumouriez, 6 septembre (arch. guerre).

[2] Voir plus haut le chapitre *Grandpré*, p. 101; cp. Kellermann à Servan, 8, 9, 10, 14 septembre; à Biron, 10 sept.; Servan à Dumouriez, 9 sept.; Valence à Biron, 11 sept. (arch. guerre); Valence conseillait même à Biron de confier à Custine la défense de Metz.



Ligny, soit se rendre à Châlons ; soit se mettre en queue de l'ennemi, s'il descend la Marne ; soit tourner vers Metz, si les circonstances l'exigent ; soit enfin recevoir les secours de Luckner ; » et le ministre conseillait au général de rester à Ligny jusqu'à l'heure où l'on serait enfin éclairé sur les desseins de Brunswick.

Mais le détachement de Koehler se portait alors vers Chaumont-sur-Aire et envoyait des éclaireurs aux environs de Saint-Mihiel[1]. Kellermann crut que Brunswick voulait marcher sur Paris par Bar-le-Duc et Vitry-le-François. Il se hâta de quitter Ligny et vint camper le 10 septembre à Saint-Dizier ; il s'éloignait à la fois et de Dumouriez et des Prussiens ; j'aime mieux, avouait-il à Servan, me porter droit sur Châlons et ne rien risquer contre des forces si supérieures.

Il resta le 11 septembre à Saint-Dizier. Mais plus que jamais, il était hésitant et perplexe. Les éclaireurs, envoyés vers Chaumont-sur-Aire, n'avaient rencontré que des pelotons de hussards prussiens épars dans la campagne. Dans cette incertitude, Kellermann revint sur ses pas et campa le 12 septembre à Bar-le-Duc. Il ne savait quel parti prendre ; tantôt il craignait de trop s'éloigner de la Lorraine et de Metz ; tantôt il voulait *donner un coup de peigne* à l'ennemi et il proposait à Dillon d'attaquer à Clermont les Austro-Hessois et à Dumouriez de cerner les Prussiens par leur flanc gauche[2].

Mais le 13 septembre il reçut une dépêche de Dumouriez. Le défilé de la Croix-aux-Bois était forcé ; on espérait le reprendre ; cependant à la guerre, disait Dumouriez, il faut tout calculer, et Kellermann ferait bien de se rapprocher de lui, en se portant sur la petite rivière de Chée, près de Bettancourt et d'Alliancelles[3].

Kellermann refusa de joindre Dumouriez et de s'associer à ses périls. La situation de son collègue lui semblait très critique ; il craignait d'être enveloppé dans

[1] Cp. le chapitre *Grandpré*, p. 105.
[2] Kellermann à Biron, 10 sept.; à Servan, 10, 12 et 14 sept. (arch. guerre) ; cp. les incertitudes de Dumouriez, p. 100-103.
[3] Dumouriez à Kellermann, 13 sept., cinq heures du matin (arch. guerre).

sa défaite ; *l'affaire serait dite*, prétextait-il, avant que j'arrive. Il se rendit à Vitry-le-François par Revigny et Sermaize. Il pouvait, de là, soit donner la main à Dumouriez, soit marcher directement sur Châlons. Mais, en réalité, il n'avait d'autre dessein que de gagner la Marne ; « tout l'engageait à s'approcher de Châlons, car c'était là que les ennemis allaient porter toutes leurs forces [1] ».

Soudain, le 15 septembre, il recevait de Luckner la lettre la plus pressante et la plus impérieuse. « Vous voudrez bien, lui écrivait le maréchal, vous porter avec votre armée sur Sainte-Menehould, en prenant le chemin que vous croirez être le plus court ; vous marcherez à marches forcées, et vous vous concerterez avec Dumouriez pour votre réunion. » En même temps, un aide de camp, parti de Grandpré, annonçait que Dumouriez faisait sa retraite sur Sainte-Menehould et priait instamment son collègue de venir à son aide, sans perdre un seul instant.

Kellermann n'hésita plus. Il avait envoyé le corps de La Barolière à Bar-le-Duc, pour protéger cette ville et assurer ses derrières [2]. Il dirigea sa légion sur Sampigny pour y défendre les ateliers de construction de caissons. Il laissa ses gros équipages et une division de son artillerie de parc à Vitry-le-François, sous la garde du 19e régiment de cavalerie et d'un bataillon de volontaires. Il envoya ses pontons à Poigny. Il ne conserva, « afin d'être plus libre de ses mouvements », que 36 pièces de position avec double approvisionnement de bataille. Il fit jeter un pont sur la Marne pour devancer les Prussiens par la rive gauche de la rivière, s'ils marchaient sur Châlons. Les messages de Dumouriez, de Luckner, de Servan, se succédaient sans fin et sans relâche ; le général, craignant d'être attaqué à tout moment et accablé

[1] Dillon, *Compte-rendu*, 24.

[2] Le corps de La Barolière qui formait le troisième corps d'avant-garde de l'armée du Centre (le premier était la légion de Kellermann et le deuxième, l'avant-garde de Deprez-Crassier), comprenait (d'après l'ordre de bataille du 5 septembre) le 1er bataillon de grenadiers et les 8e, 9e et 10e régiments de chasseurs à cheval (ci-devant Lorraine, Bretagne et Normandie).



par le nombre, réclamait avec les plus vives instances le secours de l'armée du Centre ; le maréchal sommait Kellermann de joindre Dumouriez sans délai à quelque prix que ce fût, parce que le salut de la France dépendait de cette jonction ; le ministre ne cessait de répéter qu'il fallait soutenir Dumouriez et lui amener en diligence toutes les troupes qu'on pouvait rassembler [1].

Kellermann quitta Vitry-le-François et marcha sur Sainte-Menehould. « Je ferai l'impossible, assurait-il à Servan, et je vous promets que je donnerai une main très ferme à Dumouriez, dans quelque position qu'il puisse se trouver. » Il campa le 17 septembre à Fresne-sur-Moivre et le lendemain à Dampierre-le-Château. Il n'était plus qu'à deux lieues de Dumouriez. Mais tant de marches et de contre-marches fort maladroites [2], entreprises sous une pluie violente et dans les chemins les plus affreux, avaient épuisé son armée et l'avaient, disait-il, mise dans le plus pitoyable état ; une partie de son infanterie n'avait plus de chaussures ; un grand nombre de volontaires étaient « tout nus », et il priait le ministre de lui envoyer des souliers et des habits « sans avoir égard à la couleur. Nos soldats, ajoutait-il, ont la meilleure volonté, mais ils sont moins bien disciplinés que les Prussiens, et ils ont la mauvaise habitude de croire qu'on les a trahis ; il faut temporiser, nous ne faisons pas une guerre ordinaire. » L'esprit frappé par la panique de Montcheutin et par les désordres dont Châlons était le théâtre, il n'allait au-devant de l'ennemi qu'à son corps défendant. Il affirmait à Servan qu'il valait mieux s'établir à Suippes, à portée des secours qui viendraient de Paris et des départements, loin de cette ville fatale de Châlons où s'assemblaient des bandes indisciplinées de volontaires, loin de ce pays ingrat de Sainte-Menehould où les armées françaises seraient évidemment affamées, loin de ces Prussiens qu'il redoutait de plus en plus, à mesure qu'il se rapprochait d'eux. Il

[1] *Ibid.*, Luckner à Kellermann, 15 et 17 sept. ; Servan à Kellermann, 16 et 17 sept.

[2] *Mém. du général Pully* (arch. guerre) ; comp. *Valentini*, p. 6 « mit Schildkrötenschritten und ausweichenden Haken », à pas de tortue, avec bien des écarts et des crochets.

ne rejoignait Dumouriez qu'avec répugnance et sur l'ordre exprès du ministre. Il paraît, s'écriait-il amèrement, que tout est perdu sans mon arrivée! Toutefois il se promettait bien de ne faire que ce qu'il voudrait. L' « ami Dumouriez » désirait sans doute engager une action générale; mais Kellermann n'aurait garde de risquer étourdiment le sort de l'État, il ferait comprendre à son collègue que l'occasion n'était pas venue, il l'engagerait à la prudence, il s'efforcerait de calmer son ardeur, il saurait bien lui remontrer qu'il y avait une « manière sage et réfléchie de faire la guerre [1] ».

Le lendemain du jour où Kellermann donnait ces beaux conseils, il était contraint d'accepter à l'improviste et dans une position défavorable le combat qu'il refusait de livrer la veille et, malgré quelques maladresses, grâce aux hésitations de l'adversaire, grâce à sa bravoure personnelle et à la bonne contenance de ses troupes, il pouvait se dire vainqueur. Mais n'est-il pas curieux qu'il ait fallu le conduire et le pousser à cette glorieuse journée, lui imposer, en quelque sorte, cette bataille à jamais mémorable du 20 septembre qui devait arrêter l'invasion prussienne [2] ?

[1] Voir, pour tout ce qui concerne la marche de Kellermann, sa correspondance aux archives de la guerre du 13 au 19 septembre.

[2] Aussi, le 21 septembre, commençait-il ainsi sa lettre confidentielle à Servan « pour ma gloire et celle de mon armée, rien ne pouvait, mon cher Servan, m'être plus agréable que ma jonction avec Dumouriez ».



CHAPITRE VIII

SOMME-TOURBE

I. Retards de Brunswick. — Epuisement de l'armée. — Les maladies. — La boulangerie. — II. Confiance imperturbable. — Un extrait du *Moniteur*. — Une éclaircie. — La fumée dans un tableau de guerre. — Incendie et pillage. — III. Plan de Brunswick. — Mouvements de l'armée. — L'avant-garde à Servon. — IV. Le rapport du lieutenant de Loucey. — Imprudence de Frédéric-Guillaume. — Le duc de Weimar, Heymann, Köhler. — Ordre de marcher à droite. — V. Massiges. — Départ précipité. — Les Maisons-de-Champagne. — Irritation dissimulée de Brunswick. — Pressentiments de Massenbach. — La Champagne pouilleuse. — Une nuit sans étoiles. — Campement. — Nouveaux incendies. — Coups de fusil.

I. On a vu que, dans l'espace de deux jours, le 14 et le 15 septembre, par deux fois, la fortune favorisa le duc de Brunswick, et que, par deux fois, il manqua de hardiesse. Il aurait pu, lorsqu'il apprit le succès de la Croix-aux-Bois, envelopper Dumouriez en le faisant attaquer sur son front par les Prussiens et sur ses derrières par les Impériaux. Il manqua cette première chance. Mais le lendemain, une seconde se présentait qu'il laissait encore échapper. Ne pouvait-il envoyer à la poursuite des Français, non pas une partie de son avant-garde, mais son avant-garde tout entière, et dépêcher aux trousses de l'adversaire fugitif cette cavalerie prussienne qui n'eut jamais, durant la campagne, une plus belle occasion de se déployer et de faire merveille? Chaque fois, comme à plaisir, Brunswick avait lâché prise.

Une faute plus grande encore fut de passer trois jours (15, 16 et 17 septembre) au camp de Landres dans une complète inaction. Il aurait fallu suivre de près l'adversaire sans lui permettre de respirer, et tirer parti de l'avantage de Montcheutin. On laissa Dumouriez prendre tranquillement le bon camp de Sainte-Menehould ; on le laissa réorganiser son armée ; on le laissa recevoir les renforts de Beurnonville et de Kellermann.

Mais Brunswick savait que les maladies, les marches et les bivouacs des derniers jours avaient épuisé les troupes des coalisés. Il voyait la dysenterie continuer ses ravages. J'affirme, dit un témoin oculaire, que lorsque nous quittâmes le *camp de la Crotte*, les deux tiers d'entre nous avaient ce terrible mal [1]. Le huitième de nos bataillons, assure un autre, était complètement valide ; mais le reste de nos soldats ressemblaient, au moins pour la plupart, à des poitrinaires, et se traînaient languissamment comme le malade qui relève d'une fièvre longue et brûlante et qui sort pour la première fois [2]. Enfin, il fallait attendre les fourgons de pain qui venaient de Verdun. L'institution de la boulangerie, écrit Massenbach, s'attachait à nos pieds comme un poids de plomb [3]. Nassau-Siegen, malgré son hostilité manifeste contre Brunswick, confirme le témoignage du major prussien ; « le mauvais arrangement qu'on avait établi pour l'arrivée des subsistances, nous força de nous

[1] Laukhard, III, 149 : « nicht drei Achtel waren von der Ruhr frei » ; et le prince royal lui-même écrit dans ses *Réminiscences*, à la date du 19 septembre, que sa santé n'était plus aussi bonne qu'auparavant et qu'il commençait à souffrir un peu de la diarrhée. C'est alors, ajoute Laukhard, que la vermine, cette plaie terrible, se mit à nous dévorer, et les officiers mêmes ne lui échappèrent pas. Il faut laisser en allemand les détails suivants : « Die Abtritte, wenn sie gleich täglich frisch gemacht wurden, sahen jeden Morgen so mörderisch aus, dass es jedem übel und elend werden musste, der nur hinblickte : alles war voll Blut und Eiter, und einigemal sah man sogar Unglückliche darin umgekommen. Ebenso lagen viele blutige Exkremente im Lager herum von denen, welche aus nahem Drange nicht an den entfernten Abtritt hatten kommen können. »

[2] Témoin oculaire, II, 65.

[3] Massenbach, I, 68 : « Wie ein bleiernes Gewicht hing uns diese Einrichtung an den Füssen ».



arrêter et de perdre du temps à Grandpré comme à Verdun[1] ».

II. Malgré ce retard, la confiance régnait dans le camp des alliés. L'Argonne était tournée ; Dumouriez ou le Léonidas français, comme on le nommait par ironie, avait dû quitter nuitamment ses inexpugnables Thermopyles ; les coalisés allaient regagner, presque sans coup férir, la route de Verdun à Paris. On s'entretenait du facile exploit de Montcheutin. Les hussards montraient joyeusement le butin qu'ils avaient fait. Un d'eux remit à Gœthe des papiers découverts dans un fourgon. Le poète y trouva le *Moniteur* du 3 septembre. Il lut avec surprise cet extrait d'une lettre de La Haye : « Il n'y a plus à douter ici que la Lorraine et l'Alsace ne soient prêtes à subir le joug ; et de là jusqu'à Paris, qui pourra empêcher la colonne brunswickoise d'y arriver ? Il est vrai qu'elle n'en *sortirait pas*, et que, vit-on entrer soixante mille hommes, le seul faubourg Saint-Antoine est capable de les écraser. » Gœthe a, dans son récit de la campagne, résumé ces lignes du *Moniteur* sous une forme plus saisissante : « Les Prussiens pourront venir à Paris, mais ils n'en sortiront pas. » Il montra l'article à ses compagnons qui le commentèrent diversement et finirent par s'en moquer. Le *Moniteur* avouait donc que les Prussiens arriveraient sans obstacle à Paris ; c'était l'essentiel ; il ne s'agissait que d'entrer ; on sortirait quand et comme on voudrait[2].

Enfin, le 18 septembre, lorsqu'on eut assez de pain pour la subsistance du soldat, l'armée royale s'ébranla. Elle passa l'Aire, puis l'Aisne, et vint camper à Vaux-les-Mouron[3]. La pluie avait cessé pour quelques heures ; le

[1] Cp. le chapitre *Montcheutin*, p. 135-136, et le témoignage de Lombard ; Nassau-Siegen, 349 ; Valentini, 7, aus Brod = und Backgründen ; Manso, I, 247 ; *Geschichte der Kriege in Europa*, I, 66 : « die Verpflegung reguliren ».

[2] Gœthe, *Camp. de France*, 69, et *Gœthe-Jahrbuch*, IV, 323-324 (conversation du poète avec Böttiger).

[3] Elle laissait à Grandpré le bataillon des fusiliers de Legat pour garder le défilé et l'hôpital militaire, et celui de Schenk à Mouron pour garder le pont de l'Aisne. (Minutoli, *Erinnerungen*, 124.)

ciel était serein ; on montait et descendait des coteaux couverts de vignes, on traversait de jolies vallées, on admirait en passant le château de Grandpré. Gœthe ne se lassait pas de suivre du regard la longue file de cavaliers qui s'étendait sur la route au milieu de ce beau paysage. Il souhaitait un Van der Meulen pour immortaliser cette marche. Tout le monde, dit-il, me semblait à ce moment gai, animé, avide d'exploits. Quelques villages brûlaient dans le lointain, mais ces incendies empourpraient l'horizon, et à la vue de la fumée qui s'élevait lentement, le poète, gagné, lui aussi, par cet endurcissement de cœur que la guerre produit à la longue, s'écriait que la fumée fait bon effet dans le tableau d'une armée en mouvement !

Cette éclaircie ne dura guère. La pluie revint bientôt, plus serrée, plus violente que jamais. L'armée pataugea de nouveau dans la fange. Le pays redevint sombre et désolé. On allait pénétrer dans la mauvaise Champagne, dans cette Champagne que Massenbach appelle la misérable et Gœthe la mal famée ; singulière contrée, ajoute l'écrivain allemand, « dont le sol crayeux et ingrat nourrit à peine des bourgades éparses çà et là ; on trouvait encore dans les habitations et dans les granges assez de nourriture pour les hommes et les chevaux, mais le blé n'était pas battu ; les moulins, les fours manquaient ; on commençait réellement à subir le supplice de Tantale [1] ».

Comme sur toute la route qu'avait suivie l'invasion, les villages étaient silencieux et abandonnés. Parfois, d'une fenêtre, un paysan tirait un coup de fusil sur les premiers hussards qui paraissaient ; on le saisissait aussitôt ; on le faisait passer par les verges ; on brûlait sa maison ; on ravageait le hameau ; on tuait les vaches qu'on trouvait dans les étables, et on laissait leurs entrailles et leur peau sur le chemin. Le corps de bataille suivait ainsi l'avant-garde à la trace ; il ne voyait, en traversant les villages, que des vitres cassées et des portes arrachées de leurs gonds ; si l'on jetait un coup d'œil

[1] Gœthe, *Camp. de France*, 71-72, il nomme le pays *verrufen*, et Massenbach, *elend*.



dans les maisons, on n'apercevait que des lits brisés, des oreillers éventrés, du linge en lambeaux, de la vaisselle mise en pièces. Les officiers demandaient du lait aux rares paysans qu'ils rencontraient; Messieurs, leur répondait-on, nos vaches sont mangées, d'où voulez-vous que nous tirions du lait [1] ?

III. Brunswick avait conçu le plan de tourner encore les ennemis et de leur couper à la fois les vivres et la retraite. L'avant-garde de Hohenlohe devait tendre la main, à travers l'Argonne, aux Austro-Hessois campés à Clermont et à Varennes, s'emparer de Vienne-le-Château, s'engager sur le chemin romain [2], déboucher dans les bois à la Pierre Croisée, attaquer ainsi sur ses derrières et ses flancs le détachement posté à la Chalade, remonter la Biesme par Claon et le Neufour, forcer Dillon, attaqué de tous côtés, à quitter les Islettes. Dès lors, les communications de l'armée prussienne étaient directement établies avec Verdun ; les convois ne faisaient plus un long et périlleux détour par Grandpré ; les Austro-Hessois, devenus libres, se portaient au sud de l'Argonne, à Futeau, à Passavant, et interceptaient la route de Vitry-le-François à Sainte-Menehould. Pendant ce temps, l'armée royale, ce noyau des forces des alliés, demeurée entre la Tourbe et la Bionne, observait le grand chemin de Châlons et pouvait le barrer à tout instant. Dès que les Français quittaient leur position de Sainte-Menehould et faisaient mine de se diriger sur Châlons, ils rencontraient les Prussiens, les Autrichiens de Clerfayt, les émigrés; ils seraient contraints de livrer bataille en rase campagne ou de fuir en désordre. Une seule manœuvre de Brunswick obligeait Dumouriez à lâcher

[1] En français dans l'original, Témoin oculaire, II, 75-76; *Rémin.*, 157; Laukhard, III, 150.

[2] Ce chemin romain est l'ancienne route militaire que suivaient les légions lorsqu'elles se rendaient de Reims à Metz. Il a été décrit par Aethicus dans son itinéraire des provinces; il passe près de Saint-Hilaire-le-Grand, de Wargemoulin, de Berzieux et de Vienne-la-Ville (l'ancienne Auxuenna), il s'élève ensuite, au delà de l'Aisne, dans les bois communaux, à travers les Hauts-Bâtis, jusqu'à la Biesme, près de La Chalade.

l'Argonne et à se retirer, non sans peine, derrière la Marne[1].

Déjà, dans la journée du 18 septembre, pendant que l'armée royale se porte de Landres à Vaux-les-Mouron; Kalkreuth, de Longwé à Liry et à Marvaux; Clerfayt, de la Croix-aux-Bois à Vouziers et à Semide; le corps des émigrés, du Chesne-Populeux à Sainte-Marie-à-Py et à Saint-Souplet, l'avant-garde de Hohenlohe longe la rivière d'Aisne et s'établit sur ses deux bords, à la ferme de la Chapelle sur la rive gauche, au village de Servon et à la ferme La Noue de Beaumont, sur la rive droite. Au déclin du jour, Brunswick, à cheval, sans escorte, arrive à Servon. Il emmène le major Massenbach pour reconnaître avec lui le chemin romain. L'officier observe qu'il se fait tard, que le chemin est au fond de la forêt, que les Français sont dans le voisinage. Brunswick ne l'écoute pas; il pousse son cheval vers la lisière des bois de la Gruerie; mais il voit au loin des soldats qui sortent des buissons. Il s'arrête et dit à voix basse, en regardant autour de lui, comme s'il craignait son ombre[2]: « Il est trop tard aujourd'hui. J'aurais dû venir plus tôt; mais là-bas — et il montre de la main les hauteurs de Vaux-les-Mouron — on ne peut toujours briser son joug. Major, c'est ici que demain, à la pointe du jour, nous nous ferons de l'air; notre aile gauche marchera en avant; il faut chasser l'ennemi de l'Argonne; nous aurons les Islettes, et sans verser beaucoup de sang. Vous savez que nous devons ménager nos soldats; nous ne sommes pas nombreux. » Le duc rebroussa chemin et passa la nuit au camp de l'avant-garde, sur une botte de paille, comme le moindre soldat de son armée.

Le lendemain, 19 septembre, au matin, tandis que l'armée royale marche de Vaux-les-Mouron sur Massiges; tandis que Kalkreuth se porte de Marvaux à Ripont et à Tahure, aux sources de la Dormoise, et couvre à la fois l'aile droite et les derrières de l'armée; tandis que Clerfayt se dirige de Semide sur Manre, l'avant-garde commence le mouvement que Brunswick jugeait décisif. Un

[1] Massenbach, I, 76; *Geschichte der Kriege in Europa*, I, 67-68.
[2] Massenbach, *Mém.*, I, 71.



détachement, que le prince de Hohenlohe commande en personne [1], quitte le camp de Servon et marche sur Vienne-le-Château pour traverser la Biesme et gagner de là, au milieu des bois, la Pierre Croisée, au-dessus de la Chalade.

IV. Mais le roi devait, cette fois encore, par sa fougue imprudente, rompre les desseins du commandant en chef. Après avoir donné ses dernières instructions à Hohenlohe, le duc de Brunswick était parti de Servon et avait rejoint à Massiges le gros des troupes [2]. Il était midi. Frédéric-Guillaume allait se mettre à table. Soudain se présente le lieutenant de Loucey, envoyé par le général Köhler ; il annonce que l'armée française quitte sa position de Sainte-Menehould : Köhler, en allant reconnaître les rives de la Bionne, a cru remarquer de grands mouvements à l'aile droite de l'ennemi. Cette nouvelle émut vivement Frédéric-Guillaume. Il s'imagina que Dumouriez, se voyant enveloppé, tentait de s'évader encore une fois, comme à Grandpré quatre jours auparavant. « Il s'échauffa, dit Massenbach, comme le lion à qui semble échapper sa proie ; il n'avait pas encore eu l'occasion de faire briller son courage personnel et de regarder l'adversaire dans le blanc des yeux. » En présence de Brunswick, sans le consulter, sans se soucier du plan du généralissime, Frédéric-Guillaume ordonne que l'armée se dirige aussitôt vers la route de Châlons pour barrer le passage à Dumouriez. Brunswick s'incline, comme tou-

1 Hussards de Wolfradt, fusiliers de Gillern et de Forcade, chasseurs à pied, batterie volante de Schönermark.

2 Il avait auparavant gravi, entre Virginy et Malmy, la hauteur de Montremoy, pour observer au loin le camp français. Au pied du monticule, dans la plaine qui s'étend jusqu'à Berzieux, les hussards de Köhler escarmouchaient avec les hussards de Stengel. « Les Français, dit Massenbach, étaient assez opiniâtres ; il semblait qu'ils eussent envie de repousser violemment nos avant-postes et de prendre eux-mêmes possession de la colline. Mais ils se replièrent ; les généraux se rendirent sur l'observatoire de Montremoy et purent voir très distinctement au delà de l'Aisne le camp ennemi ; on apercevait encore non loin de Vienne-la-Ville quelques feux de bivouac. Le Montremoy me parut être le mont Sinaï ; tout le peuple était au pied de la montagne et attendait la loi nouvelle. » (*Mém.*, I, 72.)

jours, et ne fait pas une seule objection ; peut-être croit-il, comme le roi, que le lieutenant de Loucey a dit vrai, que les Français, « réveillés de leur sommeil, veulent se tirer à temps du réseau qui les entoure ».

Mais au même instant le duc de Weimar et Heymann [1] entrent au quartier général. Charles-Auguste, accompagné de dix hussards d'Eben, s'est porté en avant de Massiges, à une lieue et demie du camp prussien ; il a vu de loin, à l'aide d'un excellent télescope anglais, la position de Dumouriez ; il déclare, ainsi que Heymann, qu'il n'a rien observé d'insolite, que l'armée française est immobile et semble rester sous ses tentes. Mais Frédéric-Guillaume s'était mis en tête que l'adversaire n'osait l'attendre et se dérobait une seconde fois. Il répondit que le rapport du général Köhler lui paraissait exact et que les Français, comprenant l'imminence du danger, se hâtaient de décamper.

On se mit à table. Le duc de Weimar s'assit à côté de Frédéric-Guillaume. Pendant le repas, arrive le général Köhler. Il connaît la résolution du roi. Il prend peur, il craint les conséquences de cette marche subite, il veut dégager sa responsabilité. Il aborde Brunswick. Le duc, silencieux, lui montre de la main Frédéric-Guillaume. Köhler s'avance vers le roi ; il a vu, dit-il, quelque agitation à l'aile droite des ennemis, mais il n'ose affirmer qu'ils aient réellement l'intention de battre en retraite. Le duc de Weimar et Heymann appuient le témoignage du général Köhler, et assurent de nouveau qu'ils ont observé le camp français sans y remarquer le moindre mouvement.

Mais l'ordre était donné ; le roi ne le retira pas. Il était de ces caractères faibles qui croient être fermes lorsqu'ils ne sont qu'obstinés, et qui prennent l'entêtement pour de la force. Ses accès d'impatience et ses velléités belliqueuses lui semblaient des inspirations de génie militaire. Il persévéra dans son opinion et, en réalité, ce fut lui, et non Brunswick, qui mena ses troupes à Valmy [2].

[1] Voir sur Heymann, *Invasion prussienne,* 119-120.

[2] Cp. sur cet épisode les *Mém.* de Massenbach, I, 94 et 105, sa

V. L'armée prussienne devait passer à Massiges le reste de la journée. Des soldats de tous les régiments s'étaient dispersés dans les villages voisins pour chercher de l'eau, du bois et des vivres. On tirait des fourgons les batteries de cuisine, on mettait les chevaux au piquet. Massiges et ses alentours offraient l'animation et le tumulte d'un camp.

Tout à coup, vers trois heures, l'armée reçoit l'ordre de marcher sans retard vers le sud. Hohenlohe venait d'entrer avec son détachement à Vienne-le-Château, il avait passé la Biesme et approchait du village de la Placardelle, il allait se heurter aux troupes de Duval ; on lui commande de revenir sur ses pas, de l'autre côté de l'Aisne et de se diriger par Ville-sur-Tourbe et Virginy sur Somme-Bionne, où son avant-garde passera la nuit sous les armes, pour se remettre en marche au point du jour et gagner la route de Châlons. Parallèlement à l'avant-garde de Hohenlohe, l'armée royale, longeant la rive gauche de la Tourbe, se porte par Wargemoulin, Laval et Saint-Jean sur Somme-Tourbe. Plus loin, parallèlement à l'armée du roi et à l'avant-garde, le corps de Kalkreuth, auquel se joint la brigade du prince royal, s'avance par Perthes et Hurlus sur Somme-Suippes. Clerfayt doit le suivre de près. Les équipages demeurent en arrière; bagages, chariots, cent cinquante chevaux fatigués ou malades, voitures des commandants et des chefs supérieurs de l'armée, service des ambulances, tout ce qui peut retarder la marche des Prussiens, reflue sur les Maisons-de-Champagne, entre Rouvroy et Massiges. Le prince royal ne garde pas un cheval de main et ne retient près de lui que son brosseur. Gœthe laisse à son fidèle domestique, Paul Götze, sa chaise de poste et sa valise, enfourche un cheval, et se joint résolument aux officiers du premier escadron du régiment de Weimar. Les employés de la chancellerie et de l'intendance, les secrétaires

conversation avec le général Köhler, la lettre du 17 sept. 1794 que Charles-Auguste de Weimar écrivait au major, App., 329-330, et Gœthe, *Camp. de France*, p. 74-75. L'auteur du *Tableau historique* fait le même récit (II, 107).

du roi de Prusse et du généralissime, toutes les personnes de « l'état civil » de l'armée, restent aux Maisons de Champagne. Cette ferme isolée se transforme en un camp retranché ou, comme on dit, en une *Wagenburg* ou enceinte de voitures rangées les unes à côté des autres ; on n'y met, pour toute défense, qu'une pièce de 3, deux canons de 6 et le bataillon des fusiliers de Forcade [1].

On part en toute hâte, comme s'il s'agissait, non pas d'attaquer l'adversaire, mais de le fuir. On part, l'estomac vide, en maugréant contre l'état-major qui ne donne pas le temps au soldat de prendre un peu de nourriture [2]. Le prince royal n'attendit même pas les hommes de sa brigade qu'il avait envoyés dans les villages des environs ; leurs camarades emportèrent leurs fusils et leurs sacs, et, lorsqu'ils revinrent, hors d'haleine, ils durent jeter à terre ce qu'ils avaient apporté et entrer aussitôt dans le rang [3].

Les officiers de l'avant-garde ne cachaient pas leur désappointement. Ils comprenaient l'importance du mouvement dont Brunswick les avait chargés. Ils allaient s'enfoncer en pleine Argonne ; ils suivaient, rapporte l'un d'eux, la route que prescrivaient la raison et les règles de la guerre, et voilà qu'on leur faisait prendre

[1] Massenbach, *Mém.*, I, 77-78 ; *Rémin.*, 157 ; Gœthe, *Camp. de France*, 75 ; Hüffer, *Aus dem Nachlass Lombards*, 25 ; Témoin oculaire, II, 79.

[2] « En chevauchant à côté de la colonne, on rencontrait plusieurs officiers de connaissance qui galopaient ici et là pour hâter ou retarder la marche. On se causait, on s'arrêtait, on se groupait. Il se forma ainsi un cercle de douze personnes environ, connues et inconnues ; on questionna, on se plaignit, on s'étonna, on critiqua, on raisonna ; on ne pouvait pardonner au généralissime le dîner interrompu. Un joyeux compagnon souhaita une saucisse et du pain ; aussitôt un autre s'écria qu'il ne désirait qu'un rôti de chevreuil et une salade d'anchois ; tout cela ne coûtait rien, aussi ne se fit-on pas faute de pâtés, de friandises et des vins les plus exquis ; finalement, on eut un festin si complet qu'un de nous, dont l'appétit s'était réveillé outre mesure, maudit toute la société et déclara qu'il était absolument insupportable d'exciter et de torturer ainsi l'imagination, lorsqu'on manquait de tout. On se dispersa, et personne ne s'en trouva mieux. » (Gœthe, *Camp. de France*, 76-77.)

[3] *Réminiscences* du prince royal, 157.



un chemin opposé ! Ils n'avaient obéi qu'avec tristesse. Leur inquiétude s'augmenta lorsqu'ils passèrent près de Montremoy et que Brunswick, qui venait sur la hauteur pour observer les positions françaises, fit appeler Massenbach. Jamais, assure le major, le duc n'avait eu l'air plus mécontent ; ses joues étaient brûlantes et ses yeux brillaient d'un éclat extraordinaire. « Notre avant-garde est là », dit-il à Massenbach. — « La tête de la colonne est au pied de la montagne. » — « Avez-vous des guides ? » — « Oui, Excellence, j'ai quatre hommes du pays. » — « En voici deux encore, et ne les laissez pas échapper. » — « Mais, demanda Massenbach, le plan de Votre Excellence ne sera donc pas exécuté ? » — « Non, répondit le duc avec résignation, on trouve tout cela trop lent, on croit que l'ennemi décampe, on craint qu'il ne se dérobe, et, en conséquence, nous allons à droite. »

On peut s'imaginer, ajoute le major prussien, les pensées qui m'assaillirent. Il s'entretint durant la route avec ses guides. C'étaient des paysans de Virginy et de Wargemoulin. « Notre bon roi est mal conseillé, disait l'un d'eux, la reine se mêle du gouvernement et ne devrait pas s'en mêler, ce n'est pas l'affaire des femmes ; malheureusement, elle a plus d'esprit que le roi. » Un autre racontait à l'officier la fuite de Louis XVI et son arrestation à Varennes, tout près de là, de l'autre côté de la forêt : « il l'aurait échappé belle, si les hussards qui devaient l'escorter, n'avaient pas eu peur des canons, et les canons n'étaient pas chargés ! [1] »

On était arrivé dans la plaine immense et désolée de la Champagne pouilleuse. Pas un bruit ne s'élevait ; tout paraissait immobile et muet. On ne voyait à l'horizon que de rares villages aux maisons blanches. Pas d'arbre, pas le moindre buisson ; le regard, écrit le prince royal, ne trouvait quelque variété que dans les faibles ondulations du terrain ; c'était « la vallée la plus triste du monde [2]. »

[1] En français dans l'original, Massenbach, *Mém.*, I, 80.

[2] Mot de Gœthe, *Camp. de France*, 76 ; comp. les *Réminiscences* du prince royal, 157.

La nuit vint, noire, profonde, sans lune et sans étoiles ; le vent soufflait avec rage. On avait recommandé le plus grand silence, car on s'imaginait que l'adversaire ignorerait jusqu'au dernier moment l'approche de quarante mille soldats. La marche silencieuse de cette longue file d'hommes dans les ténèbres avait je ne sais quoi d'étrange et de sinistre qui faisait battre le cœur du plus brave. « Nuit inoubliable, s'écrie Massenbach, dont l'obscurité était le symbole de notre propre obscurité politique et stratégique[1] ! »

Sur l'ordre de Frédéric-Guillaume, les troupes campèrent, en s'échelonnant à peu près sur le chemin de grande communication qui mène de Suippes à Valmy et que longe la ligne actuelle du chemin de fer : l'avant-garde à Somme-Bionne, le gros de l'armée à Somme-Tourbe, le corps de Kalkreuth et la brigade du prince royal à Somme-Suippes[2].

Le roi coucha dans l'unique auberge de Somme-Tourbe. Le duc de Brunswick établit son quartier général à la porte de l'hôtellerie, sous une tonnelle. Les émigrés, qui suivaient l'état-major de Frédéric-Guillaume, s'emparèrent rapidement, en Français avisés, de tous les œufs du village. Gœthe entra dans une maison et découvrit, au fond de la cave, quelques bouteilles de bon vin qu'il offrit à ses camarades[3]. A Somme-Suippes, Kalkreuth, le prince

[1] Gœthe, *Campagne de France*, 76 ; Massenbach, *Mém.*, I, 80 ; Laukhard, III, 151.

[2] Le département de la Marne et surtout l'arrondissement de Sainte-Menehould renferment un certain nombre de villages et de hameaux dont le nom commence par le mot *Somme* et qui sont toujours situés à la source d'une rivière. C'est près de Somme-Bionne, de Somme-Puis (ou Sompuis), de Somme-Py, de Somme-Suippes, de Somme-Tourbe, de Somme-Vesle, de Somme-Yèvre que la Bionne, le Puis, la Py, la Suippe, la Tourbe, la Vesle et l'Yèvre prennent leur source. Citons encore, dans la Meuse, Sommaisne, Sommedieue et Sommelonne aux sources de l'Aisne, de la Dieue et de la Lonne.

[3] C'est un des récits les plus piquants de sa froide *Campagne de France* (80-81). « Tout près du feu j'aperçus une pesante et forte herse ; je m'assis dessus et glissai par dessous mon manteau mes bouteilles entre les dents de la herse. Au bout de quelque temps je sortis une bouteille, et mes voisins poussant des exclamations, je leur offris de la partager avec eux. Ils burent à longs traits, le dernier modérément, car il voyait bien qu'il ne me laissait que peu de chose.



royal et son frère, les officiers de l'état-major trouvèrent de la viande froide chez un meunier et dormirent dans la même chambre, près d'un bon feu de cheminée, les uns à côté des autres, sur la paille qui jonchait le plancher. A Somme-Bionne, Hohenlohe et ses officiers couchèrent sur la dure, près d'un petit feu, derrière le bataillon de fusiliers de Renouard. Partout, sur la longue ligne qu'occupait l'armée prussienne, les soldats mirent leurs fusils en faisceaux et passèrent la nuit en plein air. Le froid était très vif; ils allumèrent d'énormes brasiers; ils brûlèrent, pour se chauffer, des fermes entières, en promenant des brandons de paille dans les écuries et les granges. Ils coururent de tous côtés pour ramasser des vivres et parvinrent à ramener plus de cent cinquante bêtes de toute sorte. Des officiers voulurent les rappeler au sentiment de la discipline et leur défendre le pillage et l'incendie. Leurs efforts furent inutiles ; on était à la veille d'une bataille; les généraux même, assis tranquillement auprès des feux de bivouac, regardaient, sans dire un mot, les soldats aller et venir, plumer la volaille qu'ils avaient dérobée, livrer à la flamme tout ce qu'ils trouvaient, chaises, tables, armoires, tonneaux, jusqu'aux portes des maisons et au bois des voitures [1].

C'est ainsi que dans la nuit qui précéda le combat de Valmy, les Prussiens allaient à la rencontre des Français, tout droit et tête baissée, sans faire une seule reconnaissance, sans envoyer en avant un officier d'état-major pour étudier le terrain, sans former un plan de bataille. Frédéric-Guillaume croyait surprendre et accabler aisément l'adversaire. Brunswick, voyant les soldats jeter les échalas à pleines poignées dans leurs feux, les blâmait de faire une flamme trop ardente qui dénonçait leur présence. Mais l'alarme était déjà donnée dans le

Je cachai la bouteille à côté de moi, sortis bientôt après la seconde, et bus à la santé de mes amis qui s'en régalèrent encore une fois sans remarquer d'abord le miracle. Mais, à la troisième bouteille, ils crièrent au sorcier... »

[1] Gœthe, *Camp. de France*, 77-79 ; *Rémin.*, 158 ; Massenbach, *Mém.*, I, 81 ; Témoin oculaire, II, 81-82 ; Laukhard, III, 151-152.

camp de l'avant-garde ennemie; à Somme-Bionne, des sentinelles du bataillon de Renouard aperçurent, à quelque distance, une vedette française et tirèrent sur elle sans l'atteindre; notre marche, dit Massenbach, était désormais connue, et l'adversaire eut le temps de se préparer pour nous faire le lendemain une digne réception [1].

[1] Massenbach, I, 81; Gœthe, *Camp. de France*, 78.



CHAPITRE IX

VALMY[1]

I. Valmy, l'Yvron, la Lune. — II. Kellermann à Dommartin-la-Planchette (19 septembre). — III. Marche de l'avant-garde de Hohenlohe. — Les premiers coups de canon. — Valence à la Lune. — IV. Embarras de Kellermann. — Encombrements. — Le tertre de Valmy. — Dispositions habiles de Dumouriez. — V. Massenbach et Forstenbourg à la Lune. — Attaque de Chazot. — VI. Arrivée de l'armée prussienne sur le plateau. — Spectacle qu'offre l'armée française. — Il faut assaillir le moulin. — Hésitations de Brunswick et du roi. — VII. L'artillerie placée par Tempelhof. — Déploiement de l'armée prussienne. — En avant. — VIII. Vive la nation ! — Enthousiasme des troupes. — Le *Ça ira*. — Le feu de l'artillerie française. — Témoignage du prince royal. — Les Prussiens font halte. — IX. Canonnade de plus en plus vive. — Gœthe et la fièvre du canon. — Bravoure du roi de Prusse. — Intrépidité de Kellermann et de ses lieutenants. — Dumouriez à la butte du moulin. — X. Explosion de caissons. — Instant très critique. — Massenbach et Brunswick. — Les Français remis de leur émoi. — Intensité de la canonnade. — Résolution de Brunswick. — Entretien avec Manstein et le roi. — Tentative d'embauchage. — XI. Stengel sur l'Yvron. — XII. Conversion à droite. — Fin de la canonnade. — Tardive arrivée de Clerfayt. — Orage. — Fatigue et consternation. — Un mot de Wolfradt. — Paroles de Gœthe et de Massenbach. — Entretien de Brunswick et de Caraman. — XIII. Kellermann à Dampierre. — XIV. La journée du 20 septembre, son importance et ses résultats. — XV. Motifs qui déterminèrent Brunswick à suspendre l'attaque. — Causes du succès des Français.

Deux lignes de hauteurs, d'une glaise aride, s'élèvent parallèlement l'une à l'autre en avant de Sainte-Mene-

[1] Sur Valmy, voir le mémoire de Kellermann (arch. guerre), l'*Exposé de sa conduite*, 1793, son rapport du 21 septembre publié dans le *Moniteur* du 24, sa lettre confidentielle du même jour à Servan, l'*Esquisse de sa carrière militaire* rédigée sur ses notes par Botidoux ; les



CANONNADE DE VALMY

(Carte tirée des *Mémoires de Massenbach*)



- positions dans la matinée.
- positions dans l'après-midi.

a [1], batterie française en avant du mont d'Yvron.
m. m., batteries de Valence à la Lune.
b. b., bataillon des fusiliers de Renouard.
c. c., cavalerie de Wolfradt.
d. d., première colonne d'infanterie de l'avant-garde prussienne.
e. e., seconde colonne d'infanterie de l'avant-garde prussienne.
p. p., cavalerie du duc de Saxe-Weimar.
f., batterie de Schönermark, canonnant l'Yvron.
k. l., batteries de Decker et de Berneck.

n. n. o. o., batteries de Schönermark et de Hüser, canonnant la Lune.
R. l'Yvron.
b. b. b., troupes de Stengel, de Beurnonville et de Kellermann.
p. p., corps de Chazot marchant sur la Lune.
d. d., chasseurs à pied et tirailleurs prussiens.
r. r., batteries prussiennes.
e. e., bataillons de fusiliers, Renouard, Ernest et Müffling.
g. f. f. f. f. f. i. i. k. k. avant-garde de Hohenlohe.
h. h. l. l. m. m., corps de bataille.
g. g., cavalerie de Wolfradt, observant Chazot.
a. a., têtes des deux colonnes de l'armée prussienne, débouchant sur le plateau de Maigneux.

hould, à droite de la grande route qui mène à Châlons, non loin de la Bionne. La première ligne servait de camp à l'armée de Dumouriez [1]. La seconde est séparée de la première par une vallée assez étroite, couverte à cette époque de profonds marécages, et comprend deux hauteurs : le mont d'Yvron et le tertre de Valmy.

Le mont d'Yvron — ou l'Yvron — s'étend entre la Bionne et la butte de Valmy. Le tertre de Valmy, séparé de l'Yvron par une prairie où coule, durant quatre mois de l'année, le petit ruisseau de Coupré, doit son nom au village qui se cache derrière lui, dans le bas du vallon [2]. Sa crête est étroite et escarpée ; elle était alors couronnée d'un moulin à vent qu'on voyait de très loin [3]. Durant la

mémoires du général Pully et de Gobert (arch. guerre), les *Mém.* de Belliard et de Dumouriez. Tous les historiens ont reproduit, après l'auteur du *Tableau historique* et Toulongeon, le mémoire souvent inexact de Kellermann et négligé les sources prussiennes : Massenbach, Minutoli, le prince royal, le témoin oculaire, Strantz, Laukhard, la *Geschichte der Kriege in Europa* et la *Relation*, écrite à Hans le 24 septembre, au quartier général de Frédéric-Guillaume, des mouvements des armées combinées autrichienne et prussienne depuis la prise de Verdun jusqu'à la canonnade de Valmy. Cp. encore le fragment des *Mémoires* de Caraman (*Revue contemporaine* du 15 novembre 1853), le récit de Nassau-Siegen (Feuillet de Conches, VI, p. 353-355), Boguslawski, *Leben des Generals Dumouriez*, II, p. 45-53 ; Laugier et Carpentier, *Vie anecdotique de Louis-Philippe*, 1837 (la précision des renseignements et leur concordance avec les relations allemandes me font croire qu'ils ont été fournis par Louis-Philippe lui-même.) Le dépôt de la guerre possède deux travaux sur le combat de Valmy ; le premier, intitulé *Programme du combat de Valmy*, est dû au colonel Miot ; il est fort consciencieux et accompagné de notes abondantes ; le colonel a la bonne foi de reconnaître qu'il a trouvé dans les pièces dont il disposait, beaucoup « d'inexactitude » et de « confusion » ; mais lui aussi n'a pas connu les documents allemands ; le second travail, *Mémoire sur la campagne de 1792, comprenant la bataille de Valmy*, a pour auteur le chef d'escadron d'état-major Kieffer qui s'est contenté de reproduire le rapport de Kellermann et des passages entiers de l'*Histoire de Sainte-Menehould* de Buirette.

[1] Cp. le chapitre *Montcheutin*, p. 149-150.

[2] De là le nom de Valmy (mi val). Ce village a 380 habitants ; il est à 12 kilomètres de Sainte-Menehould et à 4 kilomètres de la route nationale ; il est si bien caché par la hauteur qu'on voit à peine la flèche du clocher, et, le 20 septembre 1792, il ne reçut aucune atteinte de la canonnade.

[3] Toutefois, ce moulin, disparu depuis, s'élevait, non pas au sommet du tertre, à l'endroit où l'on érigea la pyramide, mais un peu plus bas,



journée du 20 septembre, l'Yvron devait être occupé par l'avant-garde de Dumouriez, et le tertre de Valmy, ou, comme on disait à cette époque, la *butte du moulin*, par le gros de l'armée de Kellermann.

A gauche du chemin qui conduit de Sainte-Menehould à Châlons et assez près de ce chemin, coule, parallèlement à la Bionne, le petite rivière d'Auve qui prend sa source près du village d'Auve et se jette dans l'Aisne à Sainte-Menehould. Elle traverse successivement Auve, Saint-Mard, La Chapelle, Gizaucourt, Dampierre, et reçoit, un peu au-dessous de Dampierre, un affluent, le ruisseau de l'Yèvre, sur lequel est situé le village de Voilemont. Gizaucourt et son château joueront un rôle dans le combat du 20 septembre; l'extrémité de l'aile gauche de Kellermann s'étendra jusque là. Dampierre, sur l'Auve, et Voilemont, sur l'Yèvre, fourniront, le lendemain de Valmy et pendant les dix derniers jours de septembre, une solide position à l'armée du Centre.

La grande route de Sainte-Menehould à Châlons laisse donc à droite l'Yvron et (à une petite lieue) le village de Valmy, à gauche Dampierre-sur-Auve et Gizaucourt. Elle passe par Dommartin-la-Planchette, Orbeval et la Lune, pour descendre de là, presque en ligne droite jusqu'à Châlons, à travers une grande et triste plaine dont le sol crayeux commence à se couvrir de sapinières. C'est la route que Louis XVI avait suivie quinze mois auparavant, et suivie par deux fois, la première fois en plein silence, heureux et se livrant à l'espoir [1], la seconde fois, abattu, désespéré, environné de gardes nationaux qui venaient en foule des villages du Clermontois, au son du tocsin, brandissant leurs fusils et leurs faux, criant non pas « vive le roi » mais « vive la nation » et « vivent les patriotes ». Orbeval était alors la première maison de poste avant Sainte-Menehould; c'est là que l'inquiétude avait saisi les fugitifs qui ne voyaient venir aucun des détachements promis par M. de Bouillé. C'est

à l'entrée du chemin creux qui mène au village. Michelet dit fort bien que le tertre de Valmy est « une espèce de promontoire, de mamelon avancé ».

[1] Mme de Tourzel, *Mém.*, I, 313.

à Sainte-Menehould que le maître de poste Drouet avait reconnu Louis XVI. C'est à la descente de Dommartin-la-Planchette, au bas de la Grèverie, que le comte de Dampierre, seigneur de Hans, avait été massacré sous les yeux de la famille royale, qui reprenait captive le chemin de Paris et peut-être, le 22 juin 1791, en passant pour la seconde fois à Orbeval, Louis XVI vit-il à droite de la route le moulin de Valmy. Il ne se doutait guère que sa destinée se déciderait irrévocablement l'année suivante près de ce moulin, et qu'au milieu des mornes plaines qu'il traversait, l'armée étrangère, désormais son unique espoir, viendrait s'épuiser dans l'inaction, la misère et la faim.

La route, en partant d'Orbeval[1], s'élève par une longue rampe jusqu'à l'endroit où aboutissent deux chemins de traverse, celui de Somme-Bionne et celui de Gizaucourt. Ce carrefour porte le nom de la Lune qu'il doit, dit-on, à sa forme circulaire[2]. On aperçoit de là Orbeval, Dommartin-la-Planchette, le tertre de Valmy et la chaine de l'Argonne qui dessine dans le lointain ses sommets boisés. Il y avait alors au bord de la route une maison isolée qu'on nommait l'auberge — ou la cense — de la Lune[3].

Ce lieu est très aride, sans plantation et sans ombrage, sans ruisseau, sans la moindre source; il faut chercher l'eau jusqu'aux villages de Gizaucourt, de La Chapelle et de Saint-Mard où passe la rivière d'Auve. Au nord-est s'étend une plaine immense très fertile en froments; mais au sud-ouest le sol, formé d'un calcaire crayeux, que recouvre à peine une légère couche de terre végétale, ne produit que des seigles et des marsages; aussi, la limite de ce terroir stérile a-t-elle reçu le nom expressif de *marche à famine*. C'est sur ce plateau triste

[1] Orbeval forme aujourd'hui un écart de Valmy.

[2] Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 606.

[3] Elle a été démolie il y a quelques années (en 1854 ou en 1855), et les matériaux servirent à construire une des fermes de Maigneux. La Lune est à 10 kilomètres de Sainte-Menehould, à 4 kilomètres de Dommartin-la-Planchette, à 2 kilomètres d'Orbeval et à 1 kilomètre de Gizaucourt; c'est pourquoi Dumouriez dit dans ses *Mémoires* « hauteur de Gizaucourt » pour « hauteur de la Lune » et réciproquement.

et désolé, le plateau de la Lune, que l'armée prussienne s'établit dans la journée du 20 septembre ; c'est de là que son artillerie canonna le tertre de Valmy ; c'est là qu'elle campa durant dix jours, en proie au découragement et à la dysenterie, dans de boueux bivouacs.

II. Kellermann était arrivé le 18 septembre à Dampierre-le-Château, dans la vallée de l'Yèvre, à quatre lieues de Sainte-Menehould. Il avait avec lui dix-sept bataillons d'infanterie et trente escadrons, en tout seize mille hommes [1]. Il se hâta, sur le conseil de Dumouriez, d'envoyer au camp de Braux quelques détachements dont l'arrivée remplit les soldats de confiance et de joie ; l'armée des Ardennes était certaine désormais que l'armée du Centre venait à son secours et combattrait avec elle [2].

Le lendemain, 19 septembre, les troupes de Kellermann passèrent l'Auve en deux colonnes, l'une par Dampierre-sur-Auve, l'autre par Gizaucourt, et campèrent tout près de la grande route de Châlons, à Dommartin-la-Planchette [3]. Dumouriez avait indiqué cette position à son collègue ; elle était, à l'entendre, excellente et formait potence ; en l'occupant, Kellermann se plaçait à sa gauche.

Les mouvements de Kellermann étaient à peine terminés qu'il reconnut le désavantage de sa position. Il avait à dos l'Auve et les marais fangeux qui couvraient alors les deux bords de la rivière ; sa droite était séparée de Dumouriez par un étang, l'étang le Roi, et sa gauche, dominée par la hauteur de Valmy. Comment ferait-il sa retraite s'il était battu ? Se replierait-il sur l'armée de

[1] Kellermann à Servan, 17 septembre (arch. guerre). Voir ci-dessus, p. 165, les troupes qu'il avait laissées à Sampigny, à Poigny, à Vitry-le-François et à Bar-le-Duc.

[2] Dumouriez à Devaux, lettre citée par Ternaux, IV, 539 ; elle est aux arch. nat., W, 271, doss. 36, p. 5.

[3] Ou le petit pont. Le duc de Chartres coucha dans la maison du maire. Il revint en 1831 à Dommartin. Le maire de 1792 vivait encore et administrait toujours le village. « Il était revêtu d'un habit qu'il avait prêté à son hôte trempé de pluie et n'ayant pas de quoi changer ; cet habit, soigneusement renfermé depuis cette époque, n'avait revu le jour que pour cette occasion solennelle » (*Monit.* du 11 juin 1831).



Dumouriez? Regagnerait-il la rive droite de l'Auve? Mais en se rabattant sur Dumouriez, ses troupes n'avaient d'autre passage qu'une sorte de défilé entre l'étang le Roi et la rivière. Il fallait donc repasser l'Auve au pont de Dampierre. Mais la chaussée qui menait à ce pont était défoncée par les averses et remplie d'ornières si profondes que l'artillerie et les équipages n'avanceraient qu'avec d'extrêmes difficultés. En outre, le pont était mauvais et tellement étroit, que les fantassins devraient y défiler deux de front, et les cavaliers, homme par homme. Enfin, ne pouvait-on craindre que l'ennemi, se portant à la maison de la Lune, et marchant par sa droite, ne vînt passer l'Auve à Gizaucourt, occuper le village de Voilemont, couper aux deux armées françaises la route de Vitry en même temps que celle de Châlons?

Kellermann condamna sur-le-champ sa position[1]. Il se rendit à Sainte-Menehould, et déclara nettement à Dumouriez, en présence de l'état-major, qu'il se retirerait le lendemain au delà de l'Auve, et camperait sur les hauteurs de Dampierre et de Voilemont; il voulait, disait-il, conserver à tout prix ses communications avec Châlons, et Châlons était le point essentiel que ses instructions lui commandaient de protéger. Dumouriez ne fit aucune objection à son collègue, qu'il savait très pointilleux et que Servan avait négligé de mettre sous ses ordres. Mais il l'engagea vivement, si les Prussiens l'attaquaient, contre toute prévision, à prendre son champ de bataille sur les hauteurs de Valmy et de la Lune. De retour à son quartier-général, Kellermann ordonna que les équipages repasseraient l'Auve le lendemain de grand matin, et les troupes, une heure après.

Telle était la position des Français le 19 septembre au

[1] C'est son expression (lettre à Servan du 21 septembre); elle prouve que Dumouriez accuse à tort Kellermann d'avoir « confondu son instruction et pris son champ de bataille pour son camp ». *Mém.*, I, 289. D'ailleurs, le 18 septembre, Dumouriez lui écrivait: « Vous ne pouviez pas arriver plus à propos... Vous pouvez vous étendre sur les hauteurs de Dommartin-la-Planchette: la droite vers l'étang le Roi et la gauche dans la direction du moulin de Valmy, laquelle position vous mettra dans le cas de prendre en flanc les colonnes attaquant du côté de l'ennemi. » (Papiers de Dumouriez. Arch. nat. F 7 4598).



soir. L'armée des Ardennes campait à Braux-Sainte-Cohière, et l'armée du Centre à Dommartin-la-Planchette, toutes deux à droite de la grande route. Kellermann avait laissé son quartier-général à Dampierre-sur-Auve et fait occuper Gizaucourt par le 1er régiment de dragons. Son avant-garde, sous les ordres de Deprez-Crassier, s'était portée vers le village de Hans, sur la Bionne, au pied du mont d'Yvron; celle de Dumouriez, commandée par Stengel, avait reculé devant les hussards prussiens et s'était établie à la fois sur l'Yvron et sur le tertre de Valmy [1].

III. L'avant-garde prussienne avait passé la nuit du 19 au 20 septembre à Somme-Bionne. Elle se mit en marche le lendemain, entre six et sept heures du matin, en deux colonnes. Le duc de Brunswick était venu lui-même donner ses instructions au prince de Hohenlohe. Comme la veille, on n'avait qu'un seul but, rejoindre la route de Châlons en tenant toujours la crête des hauteurs. Une pluie fine et froide tombait depuis la pointe du jour, et un brouillard épais enveloppait la contrée d'un voile impénétrable. Hohenlohe et son chef d'état-major Massenbach déployèrent la carte de Cassini, et ordonnèrent aux paysans qui leur servaient de guides, de les mener droit à Maigneux [2]. C'était une ferme située sur l'emplacement d'un village détruit par les Anglais au temps de Charles VII; elle est à 800 mètres de la grande route et à 1,500 mètres de la maison de la Lune.

Les têtes des deux colonnes marchaient à la même hauteur. La première colonne était composée des hussards de Wolfradt et des dragons de Schmettau que suivait la batterie volante de Schönermark, des bataillons de fusiliers Renouard et Müffling, de la batterie de Decker, des régiments d'infanterie Hohenlohe et Kleist, enfin de la batterie Ostendorf. La seconde colonne comprenait les hussards de Köhler, deux bataillons de

[1] Lettre du fils de Kellermann à Lachasse de Werigny (arch. guerre, classé au 21 septembre) et *Vie anecd. de Louis-Philippe*, p. 56.

[2] Maigneux, ou, comme on disait alors, la Garenne-Maigneux, écart de Valmy, se compose aujourd'hui de trois fermes.

mousquetaires Vittinghoff, le premier bataillon de Wolframsdorf, et les trois batteries de Hüsser, de Puttkammer et de Berneck[1].

L'avant-garde avait fait à peine quelques centaines de pas et Massenbach qui la précédait, causait avec le lieutenant de hussards Zawazky, lorsque retentirent des coups de canon, les premiers de la journée. Les artilleurs de Deprez-Crassier, postés en avant du mont d'Yvron, entre Hans et Valmy, ouvraient le feu sur la ligne sombre qu'ils voyaient se mouvoir au loin à travers la brume.

Mais Hohenlohe ne riposte pas. Il poursuit sa marche vers Maigneux et s'arrête à quelque distance de la ferme. Il porte sa cavalerie à droite du chemin de traverse qui mène à la grande route. Il place à gauche, près d'un bouquet de buissons[2], les bataillons de fusiliers Renouard et Müffling, et derrière eux toute son infanterie. Il établit en avant des fusiliers la batterie volante de Schönermark, qu'il charge de canonner l'avant-garde ennemie dans la direction du mont d'Yvron. Mais une vapeur de plus en plus dense, couvrant la plaine, dérobe aux Prussiens la vue de l'adversaire, et la batterie française n'apparait qu'à de rares intervalles, lorsque le vent fait çà et là une trouée dans le brouillard.

Tout à coup, pendant que les boulets qui partent de l'Yvron, tombent au hasard sur la gauche de l'avant-garde prussienne, une grêle de projectiles s'abat sur sa droite. Une autre batterie française vient de s'installer sur la route de Châlons, à l'embranchement du chemin de traverse et de la chaussée nationale, près de l'auberge de la Lune. Au milieu du nuage grisâtre qui s'étend sur le plateau, les Prussiens voient s'agiter de gros points noirs, et surgir par instants le toit d'une maison.

C'était la réserve de l'armée du Centre. Pris au dépourvu, forcé de changer de terrain et d'improviser tant

[1] Voir sur ce prologue de la journée les *Mémoires* de Massenbach, I, 81-83, et Minutoli, *der Feldzug*, p. 245-247.

[2] « A peu près dans le prolongement de la ligne de faîte de l'Yvron » (Joinville, *Campagne de 1792 en France*, p. 48).

bien que mal son ordre de bataille, désireux de gagner quelques heures, Kellermann envoyait sa réserve sur la hauteur de la Lune et la chargeait de soutenir son avant-garde et de couvrir par une vigoureuse diversion les mouvements de son armée qui occuperait, pendant ce temps, ses positions de combat.

Valence était à la tête de cette réserve composée des deux régiments de carabiniers, de quelques escadrons de dragons et de quatre bataillons de grenadiers. Il déploie ses troupes sur une seule ligne en avant de la grande route. Il place près de l'auberge de la Lune deux compagnies d'artillerie à cheval. Sans ce mouvement de Valence, la journée se terminait peut-être par la défaite des Français. Aussi Kellermann louait-il le lendemain la valeur, le sang-froid et les talents militaires de son lieutenant : « M. de Valence a contenu longtemps les ennemis sur une hauteur en avant de celle où je formai mes troupes. »

La canonnade engagée par l'artillerie de Valence fut extrêmement violente [1]. Elle força l'avant-garde de Hohenlohe à suspendre sa marche et fit reculer un des meilleurs corps de la cavalerie prussienne.

Pendant que le prince de Hohenlohe postait son avant-garde près de Maigneux, la brigade que commandait le duc Charles-Auguste de Weimar précédait le gros de l'armée et s'avançait au grand trot. Elle se composait de quinze escadrons et menait avec elle la batterie volante du capitaine Meyer. Le duc courait droit à la route de Châlons. Emporté sans doute par son ardeur et oubliant les ordres de Brunswick, il franchit la chaussée ; c'était, dit Gœthe qui chevauchait aux premiers rangs, une allée de beaux et grands peupliers. Mais, tandis que les escadrons de Weimar, d'Eben et de Norrmann galopent ainsi dans la brume et, selon le mot du poète, dans le gris et l'inconnu, l'artillerie de Valence tire sur eux à toute volée. Surprise, déconcertée, ne voyant pas au milieu du brouillard la hauteur de la Lune d'où part cette décharge inattendue, la cavalerie prussienne prend la fuite et regagne la route en toute

[1] Massenbach, *Mém.*, I, 83, äusserst heftig.

hâte ; « les manteaux blancs suivaient une direction parallèle à la croupe de leurs chevaux [1] ».

Le commencement de la journée n'était pas de bon augure. On allait soutenir, avoue Caraman, une lutte sérieuse, et l'action militaire devenait la seule possible. Hohenlohe, alarmé par la déroute des escadrons de Weimar et craignant une attaque de la cavalerie française, fait avancer les hussards de Wolfradt et les place à l'extrémité de son aile droite ; mais il importe surtout de réduire au silence le canon de Deprez-Crassier et de Valence.

Sur l'ordre du prince, les batteries de Decker et de Berneck se portent en avant de l'infanterie et ouvrent leur feu vers l'Yvron, pendant que les batteries volantes de Schönermark, de Hüsser et de Meyer dirigent tous leurs efforts contre la Lune qu'elles prennent en flanc. Mais l'artillerie française répond vigoureusement à l'artillerie prussienne. La canonnade, dit le chef d'état-major de Hohenlohe, dure longtemps et sans intermission avec la plus grande activité. Enfin, vers huit heures et demie, la batterie établie en avant de l'Yvron ne riposte plus et celle de la Lune, vaincue par les feux croisés de trois batteries, abandonne la hauteur.

Pendant que l'avant-garde de Deprez-Crassier se retire sur le camp de Dommartin-la-Planchette, toute la réserve que commande Valence, grenadiers, dragons, carabiniers, canonniers, se replie sur le gros de l'armée et descend dans la plaine entre Orbeval et l'Auve. Mais la résistance de cette réserve a été, selon le mot de Massenbach, opiniâtre ; les grenadiers n'ont pas fléchi ; les carabiniers, reconnaît Nassau-Siegen, ont essuyé un feu très vif sans éprouver le moindre désordre ; l'un d'eux, un officier, égaré dans le brouillard et fait prisonnier, fut amené au roi de Prusse, et l'état-major admira sa

[1] Gœthe est assez obscur sur cette déroute de la cavalerie que commandait son protecteur et ami le duc de Saxe-Weimar ; mais on peut croire Massenbach, *Mém.*, I, 83, et Minutoli, *der Feldzug*, 247, qui, tous deux, emploient, en parlant de la fuite de ce corps de cavalerie, le mot *zurückprallen* ; cp. Laukhard, III, 136 ; Peltier, 54 ; cp. aussi Nassau-Siegen, 353 ; le mot sur les « manteaux blancs » est de Massenbach.



haute taille et sa figure martiale ombragée du bonnet à poil [1].

La marche de l'avant-garde prussienne sur la ferme de Maigneux, la canonnade qu'elle engage contre l'artillerie française postée en avant de l'Yvron et à la maison de la Lune, le mouvement de Valence et la belle contenance des troupes qui fait présager celle de l'armée entière, tels sont les premiers événements de la journée du 20 septembre. Quelques coups de canon isolés s'échangent encore de part et d'autre ; mais, en réalité, la lutte est interrompue. Pendant que Hohenlohe attend l'arrivée de l'armée prussienne qui suit avec une extrême lenteur le mouvement de son avant-garde, Kellermann range et dispose ses troupes. Les deux adversaires semblent profiter du brouillard qui dure encore pour se préparer, l'un à l'attaque, l'autre à la défense.

IV. Il était sept heures du matin, lorsque Kellermann connut l'approche des Prussiens [2]. Il n'avait pas prévu

[1] Massenbach, I, 83 ; Minutoli, *der Feldzug*, 247 (tous deux emploient le mot *hartnäckig*) ; Caraman, *Mém.*, 15 : « l'engagement fut vif et opiniâtre » ; Nassau-Siegen, 353 ; *Rémin.*, 159.

[2] A l'entendre, et comme l'ont répété après lui tous les historiens français, Kellermann serait arrivé à cinq heures du matin sur la hauteur de Valmy et les Prussiens se seraient établis sur la hauteur de la Lune à six heures; le brouillard se serait dissipé vers sept heures ; l'explosion des caissons aurait eu lieu à dix heures, et la marche des colonnes d'attaque, à onze. Ce récit est démenti par les relations allemandes, et un seul fait le réfute ; Kellermann écrivait dans la matinée du 20 septembre le billet suivant à Dumouriez : « Je vous préviens, mon cher général, que M. Deprez-Crassier m'a rendu compte qu'on lui avait rapporté qu'il marchait une colonne d'ennemis à une lieue de son poste » et quelques instants plus tard, cet autre billet : « M. Crassier vient de me mander, mon cher général, que ses postes avancés sont attaqués par les hussards et qu'une colonne de cavalerie marche sur sa gauche ; si c'est une troupe égale à la sienne, il l'attendra, et si elle est supérieure, il se repliera sur moi. En conséquence, je vais m'y rendre sur le champ » (Arch. nat., papiers de Dumouriez). Or, le premier de ces billets est daté de *sept* heures du matin, et à ce moment Kellermann n'avait pris évidemment aucune disposition. D'ailleurs, le général Pully dit dans son mémoire que les soldats de sa brigade « montèrent à cheval sur les *huit* heures » et les auteurs de la *Vie anecdotique de Louis-Philippe* assurent qu'il était près de *huit heures* lorsque le duc de Chartres arriva au moulin. Kellermann n'a donc pu établir le gros de l'armée sur le tertre de Valmy que dans la matinée,

cette arrivée subite de l'ennemi ; « j'étais bien loin de croire, dit-il dans son rapport, qu'une aussi grande partie de l'armée alliée eût passé par la trouée de Grandpré. » Il comptait réparer dans la matinée la faute de la veille et prendre une meilleure position, celle qu'il prit après la bataille, à Dampierre-sur-Auve et à Voilemont. L'apparition soudaine des ennemis rompait ses desseins. Il n'avait plus le temps de passer l'Auve; c'était exposer l'armée au plus affreux désordre, l'engager au milieu des marais, la livrer à l'adversaire qui la foudroierait sans péril du haut des monticules voisins. Il valait mieux se porter hardiment en avant de l'Auve à la rencontre des assaillants. Bientôt tout est en rumeur dans le camp de Dommartin-la-Planchette ; on prend les armes, on sonne le boute-selle, on plie les tentes, les équipages partent au grand trot par la chaussée de Sainte-Menehould et se retirent à une lieue en arrière de l'aile gauche de Dumouriez.

Mais il y eut durant plusieurs heures de grands encombrements d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie. Rien n'avait été prévu, raconte le général Pully, les ordres furent envoyés au hasard, et l'armée se rassembla sans qu'on eût examiné ni reconnu la position [1]. Heureusement le gros de l'armée prussienne ne se mit en marche que très tard et n'avança que fort lentement ; heureusement Deprez-Crassier avec son avant-garde et surtout Valence avec sa réserve empêchèrent Hohenlohe de gagner du terrain. Pendant ce temps, Kellermann cherchait, selon son expression, son champ de bataille.

de huit à onze heures, — et non, comme il voudrait le faire croire, dès cinq heures, — grâce au brouillard et à l'immobilité de l'ennemi. Relisons sa lettre du 21 septembre au ministre de la guerre ; après avoir raconté que Deprez-Crassier s'est replié sur lui en combattant avec valeur et que Valence a longtemps résisté, il ajoute « je me suis *alors* rangé en bataille » ; or Valence a quitté la Lune vers huit heures et demie. Kellermann *avance* tous ses mouvements pour rendre sa résistance plus longue et plus glorieuse. Il place, par exemple, l'explosion des caissons dans la matinée, parce que, dans l'après-midi, elle dérange, pour ainsi dire, la belle ordonnance de la journée. Il grossit le nombre de ses adversaires, prétend que Clerfayt prit part à l'action et amoindrit considérablement le rôle de Dumouriez et de ses lieutenants.

[1] Mémoire du général Pully (arch. guerre).



Il se souvenait de la recommandation de Dumouriez, d'occuper, en cas d'attaque, le tertre de Valmy et peut-être Stengel, qui se trouvait en personne sur cette hauteur, lui fit-il dire que l'armée du Centre, attaquée à l'improviste, ne pouvait occuper une meilleure position. Il ordonne donc à sa seconde ligne, commandée par Muratel, de remonter la plaine et de s'établir à la butte du moulin, sous la protection de dix-huit pièces d'artillerie. Le duc de Chartres prend les devants et dirige le mouvement de l'infanterie. Il atteint le moulin vers huit heures. Stengel l'attendait avec impatience. « Arrivez donc, lui crie de loin l'impétueux général, je ne puis quitter ce poste sans être relevé, et pourtant, si je ne devance pas les Prussiens là-dessus — et en disant ces mots, il montrait la côte d'Yvron — nous serons écrasés ici tout à l'heure ! » et, sans perdre un instant, laissant son infanterie le suivre comme elle peut, il part au grand trot avec ses escadrons et les deux compagnies d'artillerie volante attachées à l'armée des Ardennes, celles des capitaines Barrois et Hanicque[1]; il traverse rapidement le village de Valmy et le vallon où coule le Coupré, et s'installe sur le mont d'Yvron pour y demeurer toute la journée[2].

La droite de Kellermann était couverte par l'avant-garde de Stengel. Mais il fallait pourvoir à la sûreté de sa gauche. Déjà, à la pointe du jour, des hussards de Köhler, galopant avec audace au milieu du brouillard, avaient traversé la grande route et poussé jusque derrière le quartier-général de Kellermann, au village de Gizaucourt où campait en sécurité le 1er régiment de dragons, commandé par le colonel Tolozan. Ces dragons n'avaient eu que le temps de monter à cheval et de sortir du village en abandonnant leurs équipages aux

[1] La cinquième et la septième batterie à cheval.

[2] Ces détails, qui paraissent vrais, sont tirés de la *Vie anecdotique de Louis-Philippe* (p. 59-60); voir d'ailleurs plus loin le mot de Frégeville sur Stengel et la fière déclaration de Stengel : « La position de la côte d'Yvron que j'ai choisie. » Kellermann dit, dans son mémoire qu'il avait « trouvé Stengel au moulin de Valmy » ; de même Botidoux, *Esquisse de la carrière militaire de Kellermann*, p. 23-24.

hussards prussiens qui s'étaient retirés aussitôt[1]. Sur l'ordre de Kellermann, quelques escadrons de chasseurs à cheval et deux bataillons d'infanterie allèrent, au delà du grand chemin, se poster sur les bords de l'Auve et de l'Yèvre, soit à la ferme de Maupertuis, soit dans le village et le château de Gizaucourt[2].

Sa première ligne restait en bataille au camp de Dommartin-la-Planchette. Kellermann ne connaissait pas encore le dessein et les forces de l'ennemi. Avait-il devant lui l'armée entière de Brunswick? Les Prussiens allaient-ils l'attaquer avec toutes leurs forces ou n'opérer contre lui qu'une simple démonstration et assaillir Dumouriez en tournant Gizaucourt? Enfin, lorsqu'il eut la certitude que l'ennemi n'en voulait qu'à son armée, il fit avancer sa première ligne et la rangea, en arrière de la seconde, sur la crête du tertre de Valmy, en appuyant sa droite au moulin, et en plaçant au centre dix-huit pièces d'artillerie.

L'armée française, faisant face aux envahisseurs, s'étend donc en une sorte de demi-cercle, de l'Yvron à Gizaucourt. A droite, sur l'Yvron, est Stengel, le meilleur des lieutenants de Dumouriez. Au centre, le gros de l'armée de Kellermann se trouve ramassé en deux lignes sur le sommet et les pentes de la butte de Valmy, que défendent trente-six pièces de canon. A gauche, l'avant-garde de Deprez-Crassier et la réserve de Valence, formant l'équerre, occupent la plaine qui s'étend entre le monticule de Valmy et la maison de poste d'Orbeval, et un fort détachement garnit Maupertuis et Gizaucourt, au delà de la grande route.

Kellermann aurait dû poster toute sa cavalerie dans la plaine, où elle aurait soutenu la réserve de Valence et protégé le camp de Dommartin-la-Planchette. Mais il ne semblait avoir d'autre idée que d'entasser pêle-mêle sur la hauteur de Valmy toutes les troupes qu'il avait sous

[1] *Vie anecdotique de Louis-Philippe*, p. 57.

[2] Mémoire de Kellermann. Ce détachement fut évidemment tiré de l'avant-garde de Deprez-Crassier et de la réserve de Valence, et composé du 1er régiment de chasseurs à cheval, du 1er bataillon d'infanterie légère et d'un bataillon de grenadiers.



la main. « Il fit placer, dit le général Pully, la cavalerie [1] sur la hauteur, en arrière du moulin, à dix pas de l'infanterie, et ayant derrière elle une seconde ligne de dragons, de chasseurs et de hussards qui se trouvèrent là sans ordre et je ne sais comment ; et, comme hors d'œuvre, il est bon d'observer que le plateau qu'occupait l'armée amoncelée n'avait ni largeur ni profondeur ; il était entre deux gorges, de sorte qu'il était impossible à l'infanterie et à la cavalerie de se mouvoir et de changer sa position [2]. »

Mais, de Sainte-Menehould où il semblait inactif, Dumouriez secourait son collègue avec autant d'habileté que de promptitude. Lui aussi avait été surpris par l'attaque de l'ennemi. Il connaissait le mouvement commencé l'avant-veille par Hohenlohe contre Vienne-le-Château et, croyant Duval en danger, il s'était empressé, dès le 18 septembre, d'envoyer à son lieutenant cinq bataillons de renfort ; Duval avait sept mille hommes, « dont moitié d'excellente cavalerie, pour tomber sur les têtes de colonnes prussiennes qui s'aviseraient de vouloir passer la Biesme devant lui » ; il était soutenu par le poste de Florent que Dumouriez avait renforcé de deux bataillons et de deux pièces de position ; il devait achever les abatis qu'il avait commencés, afin de n'être pas tourné par les bois [3]. Le lendemain (19 septembre) Dumouriez, redoutant encore une attaque sur ses derrières, donnait ses instructions au lieutenant général Le Veneur qui commandait l'aile droite de l'armée. Le Veneur avait sous ses ordres le corps de Duval ainsi que 1,100 Belges dirigés par le maréchal-de-camp Rosières, et disposait en outre de trois régiments à cheval, le 6e de hussards, le 6e de chasseurs, le 12e de dragons, de dix bataillons d'infanterie, de neuf compagnies de grenadiers, des trois compagnies franches des Ransonnets, de Lorient et des Cambretots. Il était chargé « de

[1] C'est-à-dire la cavalerie proprement dite, celle que commandait Pully, le 8e (le seul régiment de cuirassiers que comptait alors l'armée française) et le 10e (ci-devant Royal-Cravate) de cavalerie. Cp. *Invasion prussienne*, 209.
[2] *Mém.* du général Pully (arch. guerre).
[3] Lettre de Dumouriez à Devaux, 18 sept.

défendre avec toute l'opiniâtreté possible le passage de la Biesme en s'obstinant surtout sur le flanc droit de la Harazée » ; c'était à La Harazée et aux environs qu'il fallait disputer âprement le terrain, et Dumouriez recommandait à son lieutenant de ne négliger aucune ressource, de faire de forts abatis, et de poster partout de bons tirailleurs et du canon. « Tel est le principal objet de l'instruction de M. Le Veneur ; sa droite par La Harazée est le point par lequel il ne doit jamais se laisser tourner, pour que l'ennemi ne puisse pas pénétrer jusqu'au poste de La Chalade, par lequel poste, s'il est forcé, les Autrichiens et les émigrés qui sont placés à Varennes et à Clermont, pourraient pénétrer par les bois et prendre à revers les retranchemens du poste de Florent [1]. »

Tout changeait dans la matinée du 20 septembre ; l'armée française était attaquée sur son front, et Kellermann, désormais en première ligne, allait recevoir le choc des assaillants. Dumouriez aida généreusement son collègue. Il commanda à Stengel de se porter à l'extrémité de l'Yvron pour mieux couvrir la droite de Kellermann. Il plaça derrière Stengel seize bataillons formés en colonne, sous le commandement de Beurnonville qui devait se développer sur l'Yvron, si les ennemis tentaient d'attaquer Stengel ou de le tourner. Il envoya quelques escadrons de l'avant-garde de Dillon, sous la conduite de Frégeville, se joindre à la gauche de l'armée de Kellermann [2]. Lorsqu'il apprit que Valence avait abandonné la hauteur de la Lune qui demeurait inoccupée, il donna l'ordre à Chazot de se porter avec neuf bataillons et huit escadrons, sur la grande route, de prendre possession du point le plus élevé de la montée et d'arrêter près de la maison de la Lune l'effort des assaillants. Grâce à ces dispositions, le plateau de Valmy était flanqué de toutes parts, et Kellermann, protégé sur ses deux ailes par les lieutenants de Dumouriez, ne pouvait être débordé.

Dumouriez conçut en outre une manœuvre auda-

[1] Instruction à Le Veneur du 19 septembre (Arch. nat. F 7 4598).
[2] Dillon, *Compte rendu*, 36.

cieuse qui fait grand honneur à son génie militaire, mais que lui seul ou Stengel pouvait exécuter. Il s'agissait de tourner la gauche des Prussiens ; douze bataillons et huit escadrons, commandés par le lieutenant-général Le Veneur, devaient franchir l'Aisne, au-dessus de la Neuville-au-Pont, et tout en appuyant la droite de Beurnonville, se porter par Berzieux et Virginy sur les derrières des alliés.

En même temps, il ordonnait à Duval de rassembler ses troupes à Vienne-le-Château et de traverser l'Aisne, ainsi que Le Veneur, pour tomber sur les bagages des Prussiens; et il formait en colonnes, à l'extrémité de sa gauche, une réserve de douze bataillons et de six escadrons, prêts à déboucher sur le grand chemin pour soutenir Kellermann [1].

C'est ainsi que Dumouriez passa la matinée du 20 septembre à son quartier général, envoyant de tous côtés des ordonnances et imprimant aux divers corps de son armée leur direction. Les habitants de Sainte-Menehould, entendant le canon gronder depuis le matin, s'étonnaient que le général en chef ne se rendît pas de sa personne sur le champ de bataille, et Dumouriez ne sortit de la ville qu'à dix heures [2]. Mais les dispositions qu'il avait prises étaient sagement conçues et sauvèrent Kellermann.

V. Cependant l'avant-garde prussienne restait immobile près de la ferme de Maigneux. Le major Massenbach, suivi d'un officier russe, le comte de Forstenbourg, se dirige vers la Lune. Forstenbourg, aimable compagnon, chevaleresque, toujours le premier au feu, était le fils naturel de Brunswick, et, comme disait Massenbach, le Vendôme de cet Henri IV [3]. Les deux officiers arrivent à la grande route, devant l'auberge. « Que de chemin nous avons fait, s'écrie Forstenbourg en riant, nous voici dans la lune ! » La maison offrait l'aspect le plus affreux.

[1] Dumouriez, *Mém.*, I, 289-292.

[2] Buirette, *Hist. de Sainte-Menehould*, II, 608.

[3] Forstenbourg avait servi en France dans les dragons de Schomberg (17e dragons) ; cp. Lettres de Grimm à Catherine II, 1886, p. 433.

Le toit était criblé de boulets, et les tuiles brisées jonchaient le sol. Des blessés français gisaient sur la route et dans les fossés. Un d'eux attira l'attention de Massenbach ; c'était un jeune officier d'artillerie, au regard intelligent et fier ; il avait les deux jambes fracassées. Le major, ému de pitié, le fit transporter dans l'auberge.

Lors même qu'on ne connaît pas le pays, remarque l'officier prussien, il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour se convaincre de l'importance de la Lune [1]. Ce point, le plus élevé de la route, domine en effet tout le terrain d'alentour. Une artillerie, postée à la Lune, peut à la fois balayer le grand chemin qui s'étend à ses pieds et prendre en flanc le tertre de Valmy situé sur la gauche [2].

Massenbach et Forstenbourg jugèrent qu'il fallait occuper la Lune sur-le-champ avant un retour offensif des Français. Forstenbourg court demander les instructions de Hohenlohe. Massenbach se rend près du général Wolfradt et lui propose de faire avancer les bataillons de fusiliers. Bientôt Forstenbourg revient au galop et annonce à son ami que le prince de Hohenlohe est allé au-devant du roi et de Brunswick pour presser la marche de l'armée. Le major, suivi de Forstenbourg, part à la recherche de Hohenlohe. Mais le brouillard ne s'est pas encore dissipé ; les deux officiers s'égarent, et lorsqu'ils rencontrent le prince, le gros des troupes prussiennes arrive sur le plateau de Maigneux et se met en bataille. Enfin Massenbach peut se faire écouter ; il montre qu'il est nécessaire de se saisir de la Lune au moins avec un bataillon et une batterie. Forstenbourg appuie sa proposition avec chaleur. Brunswick se rend aux raisons du major et le charge de s'établir à la Lune avec un bataillon et deux batteries. Deux aides-de-camp courent aussitôt chercher, l'un, le bataillon des grenadiers de Kenitz, l'autre, la batterie de Menz ; Massenbach se met lui-même à la tête de la batterie de Decker.

Mais, tandis que le major prussien prenait les ordres

[1] Massenbach, *Mém.*, I, 84.

[2] Massenbach, *id.* et Strantz, *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, 1831, V, 99.

du général en chef, Dumouriez commandait à Chazot d'occuper la hauteur. Chazot était parti du camp de Braux ; il suivait la grande route, il dépassait Orbeval et gravissait la rampe qui mène à la Lune. Mais lui aussi perdit un temps précieux ; au lieu d'exécuter sur-le-champ l'ordre de Dumouriez, il envoya demander l'avis de Kellermann. Les Prussiens eurent le temps d'arriver. Massenbach avait pris les devants. Il voit les troupes de Chazot qui s'approchent et montent rapidement la chaussée. « Encore quelques instants, lit-on dans ses mémoires, et non seulement nos batteries étaient perdues, mais toute l'armée prussienne était attaquée sur son flanc droit — et battue ! C'est à un fil de soie que tient le destin des armées et des États ! » Il ordonne à la colonne de doubler le pas ; Kamecke, qui commandait le bataillon des grenadiers de Kenitz, fait battre la charge ; les artilleurs fouettent leurs chevaux et débouchent au galop sur la hauteur. Les batteries de Decker et de Menz auxquelles s'est jointe, de son propre mouvement, la batterie du capitaine Meyer, sont mises en position. Massenbach place sur la route les deux pièces du bataillon de Kenitz. Toute cette artillerie tire à mitraille sur l'assaillant, et les tambours de Kamecke ne cessent de mêler leur roulement au bruit du canon. En même temps, paraît, à droite de la chaussée, entre la Lune et l'Auve, en avant de l'étang de Somme-Ru, le vieux Wolfradt avec ses dix escadrons ; c'était, dit Massenbach, le *Deus ex machina,* et son mouvement fut décisif. Chazot renonce à s'emparer de la hauteur ; ses troupes, mitraillées sur leur front par trois batteries et menacées sur leur flanc gauche par les hussards de Wolfradt, se replient sur Orbeval, l'infanterie en désordre, la cavalerie « lentement et avec gravité »[1]. Chazot s'établit entre Dampierre et Gizaucourt, en arrière et à gauche de la réserve de Valence[2].

[1] Langsam, gravitätisch (expression de Massenbach).

[2] Massenbach, *Mém.*, I, 88 ; Galerie des caractères prussiens, 176 ; Minutoli, *der Feldzug*, 249 ; Témoin oculaire, II, 100. Massenbach eut en récompense l'expectative d'une riche prébende dans le canonicat de Minden, et le capitaine d'artillerie Decker, l'ordre pour le mérite.

VI. Pendant que Massenbach prenait possession de la Lune, l'armée prussienne arrivait sur le champ de bataille en deux colonnes, l'une commandée par le duc de Brunswick et le roi, l'autre, par Kalkreuth. Elle avait quitté Somme-Tourbe et Somme-Suippes vers huit heures du matin, en laissant brûler derrière elle les grands feux qu'elle avait allumés dans la plaine. Elle marchait, comme l'avant-garde, à travers la brume et la pluie, sans rien voir autour d'elle, lentement, péniblement, arrêtée à tout instant. Mais on entendait le bruit du canon, et les soldats avaient reçu l'ordre de préparer leurs armes et de charger leurs fusils [1].

Enfin, peu à peu toutes les brigades arrivèrent sur le plateau de Maigneux. L'armée s'arrêta derrière l'avant-garde et fit face à la fois au mont d'Yvron et à la butte de Valmy. Sa droite s'appuyait à la grande route et sa gauche à la Bionne. Il était midi lorsque toutes les dispositions furent achevées. Le brouillard se déchirait peu à peu. Le roi, Brunswick, Nassau-Siegen, les officiers de l'état-major se portèrent en avant pour reconnaître la position de l'ennemi. Mais bientôt le dépit, l'étonnement, l'embarras se peignirent sur tous les visages. Voilà les troupes qu'on croyait trouver en défaut et surprendre dans la confusion d'une retraite précipitée ! Elles acceptaient la bataille, et les unes sur les hauteurs, les autres dans la plaine, attendaient avec un courage ferme et tranquille le choc de l'adversaire ! Nassau-Siegen, le prince royal, Gœthe ont retracé le spectacle inattendu qui frappait leurs yeux. Les Français, dit Gœthe, s'étaient postés dans une sorte d'amphithéâtre et montraient le plus grand calme et la sécurité la plus profonde [2]. Leur armée, rapporte le prince royal, s'étendait sur les deux flancs de la hauteur de Valmy qui domine tout le terrain; ses deux ailes paraissaient un peu repliées, et, en avant d'elle, une cavalerie nombreuse se tenait dans la plaine [3]. Nous vîmes, écrit Nassau-Siegen, l'infanterie française formée sur la hauteur du moulin

[1] *Rémin.*, 158 ; Témoin oculaire, II, 81.
[2] Gœthe, *Camp. de France*, 90.
[3] *Rémin.*, 158.

de Valmy, et es hauteurs en arrière étaient aussi couronnées de troupes ; le camp de Dumouriez, entre Moiremont et Dommartin-la-Planchette n'était pas défendu, mais on voyait au nombre des troupes sous les armes, qu'il avait renforcé Kellermann, dont la cavalerie était dans la plaine entre le moulin de Valmy et la rivière d'Auve, et se trouvait soutenue par l'infanterie dont les villages étaient remplis [1].

Qu'allaient faire les Prussiens ? L'état-major était unanime : il fallait attaquer avec toutes ses forces la butte de Valmy ; c'étaient là qu'on voyait le plus de monde ; c'était là qu'on devait marcher et jeter le désordre ; les Prussiens avaient pour principe d'attaquer toujours le point le plus fort de la position ennemie [2]. Massenbach proposait d'assaillir en même temps le mont d'Yvron, où l'on apercevait une très forte batterie qui prendrait les Prussiens en écharpe dans leur attaque sur le moulin. Mais on lui répondait qu'il suffirait de tenir en échec la batterie de l'Yvron en lui opposant une batterie d'égale puissance [3].

De tous ceux qui parlaient de donner bataille, Nassau-Siegen était le plus ardent. Ses discours respiraient l'impatience des émigrés, leur mépris pour les armées de la Révolution, leur hâte d'en finir avec la guerre méthodique de Brunswick et de tout décider par un coup de hardiesse. Il soutenait qu'on avait devant soi des troupes indisciplinées et qu'en les chargeant avec vigueur, on les mettrait aisément en déroute. Il assurait que l'armée de ligne qui faisait face aux Prussiens n'était qu'un ramas de fédérés poltrons et de volontaires sans expérience. Pourquoi, disait-il, occuper la Lune ? Laissons aux rebelles une voie de retraite ; soyez sûrs que les Parisiens prendront la fuite, s'ils ont l'espoir de rejoindre Luckner par la route de Châlons. Il prétendait même qu'en avançant une batterie sur un point qu'il désignait, elle « prendrait en flanc toute la ligne ennemie et qu'au

[1] Nassau-Siegen, 353.
[2] *Une mission en Prusse* (Toulongeon), 200.
[3] Massenbach, *Mém.*, I, 85, et II, 137 ; il assure que Grawert « vota d'abord pour l'attaque ».

bout d'une demi-heure, elle l'aurait enfilée et foudroyée [1]. »

Mais Brunswick ne partageait pas les illusions de Nassau-Siegen. Il ne cessait d'observer, la lorgnette à la main, la position de l'adversaire. Il songeait qu'il avait fait un détour de douze lieues pour ne pas attaquer les Islettes. Irait-il attaquer Valmy, plus abordable, il est vrai, que les Islettes et plus exposé au feu de l'artillerie, mais garni d'une armée nombreuse et résolue ? Avait-il assez de monde pour vaincre ? Il ne voyait, dit Caraman, que la disproportion entre ses forces et celles qui lui étaient opposées, et toutes ses observations révélaient ses inquiétudes [2]. Tantôt il demandait conseil à l'un et à l'autre, à son quartier-maître général Gruber, au chef de l'état-major Grawert, même à Nassau-Siegen. Tantôt il se portait seul ou presque seul en avant des troupes, et on le vit, accompagné de Gruber et de Nassau, s'avancer, en défendant qu'on le suivît, jusqu'à la hauteur la plus voisine du moulin, à quatre ou cinq cents toises des Français [3].

Le roi de Prusse était aussi perplexe que son généralissime. Que de fois pourtant il avait craint que l'ennemi ne se dérobât ! Que de fois il avait souhaité de toucher au terme de la lutte, de tenir ensemble Dumouriez et Kellermann, d'écraser d'un seul coup les forces de la Révolution ! Le jour qu'il attendait ardemment était venu. Mais le souverain, si impétueux, si désireux de se battre, avait perdu sa fougue coutumière. Comme Brunswick, il fixait ses regards sur la position de l'armée française ; comme lui, il paraissait inquiet et préoccupé ; comme lui, il poussait des reconnaissances sur le plateau, seul, se consultant, délibérant avec lui-même. Son fils le voit s'arrêter sur un petit tertre ; il court à lui et demande ce qu'on va faire ; mais le roi reste silencieux. Les aides-de-camp que le jeune prince interroge, répondent qu'ils ne savent rien ; les uns haussent les épaules,

[1] Nassau-Siegen, 354-355.
[2] Caraman, 15.
[3] Nassau-Siegen, 355.

les autres prennent un air grave et « font un visage allongé[1] ».

Enfin, vers une heure, Frédéric-Guillaume s'arrache à son indécision et donne l'ordre d'attaquer ; il s'est convaincu que la butte de Valmy est le point capital où doit se porter tout l'effort, et que le succès de la bataille dépend de la prise du moulin.

VII. L'artillerie de l'armée, dirigée par Tempelhof, s'était déjà jointe à celle de l'avant-garde. Cinquante-quatre bouches à feu établies sur le plateau formaient comme un arc de cercle autour des Français. Elles couvraient, de même qu'à Mollwitz, le front de l'armée, en restant néanmoins assez près des troupes pour ne pas redouter une brusque attaque de l'ennemi.

Mais Tempelhof n'a pas su profiter des ondulations du sol ; myope, contraint de se servir sans cesse de la lorgnette, il ne peut tout voir à la fois et embrasser d'un seul coup d'œil le champ de bataille. Une des batteries est cachée dans un fond, en face d'un monticule, qui dérobe aux artilleurs la vue de l'adversaire, et les oblige de tirer par élévation[2]. D'ailleurs, Tempelhof, savant officier et grand théoricien, ne sait pas garder son sang-froid au milieu du danger ; enflammé et comme hors de lui dans la chaleur de l'action, il court d'une pièce à l'autre, grondant et rudoyant ses officiers. Il avait eu l'idée d'emmener les deux batteries de mortiers que commandait le capitaine Mauritius ; il apostrophe durement Mauritius, lui reproche d'avoir mal placé ses mortiers, et les place plus mal encore[3].

Cependant l'armée prussienne se déploie en arrière et à droite de la Lune. L'avant-garde quitte la position

[1] *Rémin.*, 158.

[2] Minutoli observe que le feu des Prussiens était dirigé de bas en haut, « von unten nach oben ».

[3] Massenbach, *Mém.*, I, 86. Nassau-Siegen, 354. Cp. sur le caractère violent et emporté de Tempelhof les *Rémin.* du prince royal, 156 et 168 ; il ne cessait de gronder et de tempêter, et à Valmy, dit Massenbach, « er war tumultuarisch, er tobte ». Scharnhorst, visitant Berlin, entendait dire aux officiers de l'artillerie que Tempelhof n'était pas maître de lui un jour de bataille. (Max Lehmann, *Scharnhorst*. 1886. I, p. 36.)

qu'elle occupait depuis le matin et se porte un peu plus à gauche, en face du moulin de Valmy. Ses chasseurs se dispersent en tirailleurs et s'abritent dans les plis du terrain, en avant de l'artillerie. Derrière les chasseurs et l'artillerie se placent les trois bataillons de fusiliers Renouard, Ernest et Müffling; derrière les fusiliers se développe le gros de l'avant-garde en deux colonnes d'attaque ; à la première se trouvent un bataillon de Wolframsdorf, deux bataillons de Vittinghoff et les deux régiments de Kleist et de Hohenlohe ; à la seconde sont deux bataillons de Kenitz et un bataillon de Borch.

L'armée royale se forme derrière l'avant-garde en deux lignes. La première ligne comprend les six régiments de Schönfeld, de Budberg, de Romberg, de Thadden, de Woldeck et de Brunswick ; la seconde, que commande le prince royal, est composée des trois bataillons de Herzberg, de deux bataillons de Borch et d'un bataillon de Vittinghoff. La cavalerie se masse sur les ailes ; cinq escadrons de Wolfradt et dix escadrons de Bayreuth à la gauche, et les dragons de Schmettau à la droite de l'avant-garde ; les régiments d'Ilow et de Tschiersky à la gauche, et les régiments de Lottum, de Normann et de Weimar à la droite du corps de bataille. Cinq escadrons de Wolfradt, soutenus par le bataillon des grenadiers de Kenitz, restent immobiles près de la Lune ; les deux régiments de hussards d'Eben et de Köhler franchissent la route et font face à Gizaucourt [1].

Les aides-de-camp du roi portent à tous les chefs de brigade l'ordre de se mettre en mouvement. Les porte-drapeaux s'avancent pour marquer l'alignement des files. On n'entend sur tout le front de bataille que les mots : « Portez arme ! en avant marche ! » Le lieutenant-colonel Manstein accourt au galop vers le prince royal : « L'attaque est résolue, lui dit-il, tout ira bien. »

L'infanterie entière s'ébranle en bon ordre, au bruit des tambours. On n'avait jamais vu de troupes se mouvoir si facilement ni se déployer avec autant de précision sur un champ de bataille. Rien de plus beau et de plus

[1] Voir la planche I du joli « Plan de la canonnade de Valmy », exécuté par Minutoli, à la fin de l'ouvrage *der Feldzug*.



imposant, raconte Nassau-Siegen, on eût dit qu'on se trouvait à une manœuvre de Potsdam bien compassée; jamais je n'avais plus fermement cru à une victoire, et ce spectacle eût exalté l'âme la plus froide[1]. L'ardeur des officiers et des soldats s'était réveillée; ils oubliaient les fatigues de la veille; le prince royal, montrant aux grenadiers de Brunswick la butte de Valmy, affirmait qu'il ne s'agissait que de gravir, comme aux grandes revues de Magdebourg, le Butterberg près de Cörbelitz, et les soldats lui répondaient par un sourire confiant[2].

VIII. Il faisait un grand vent[3] et la petite pluie pénétrante qui tombait depuis le matin n'avait pas cessé. Mais la canonnade, ébranlant l'atmosphère, ne tarda pas à dissiper les nuages, et le plus beau soleil, écrit Caraman, vint éclairer cette journée qui devait être trop fatalement décisive pour nous[4]. Les mouvements se dessinaient à tous les yeux avec netteté, et, de la butte du moulin, on découvrait parfaitement les deux armées[5]. Déjà l'inquiétude avait saisi quelques-uns de nos bataillons. Les soldats se troublaient en apercevant devant eux cette infanterie prussienne si célèbre et si redoutée. Sauraient-ils résister à ces troupes depuis si longtemps

[1] Nassau-Siegen, 354-355.

[2] Caraman, 15; Gœthe, 84; *Rémin.*, 158; Strantz, 97; Gaudy, 18: « Pendant cette canonnade, l'ennemi manœuvrait derrière ses batteries, on le voyait marchant paisiblement en colonnes et en bel ordre, et, lorsque la tête de la colonne fut à la hauteur du village de La Chapelle, il se mit en bataille, présentant un front de deux lieues d'étendue depuis la pointe d'Yvron jusqu'au dessus de La Chapelle. » (Mémoire de Gobert.)

[3] Lettre de Kellermann à Servan, du 21 septembre (arch. guerre), « un vent violent qui nous donnait au nez ».

[4] Caraman, *Mém.*, 15; comp. Gœthe, 89, et *Rémin.*, 160.

[5] Mot de Belliard, *Mém.*, I, 76. Cp. le mémoire de Kellermann; ce dernier dit que l'infanterie prussienne formait trois colonnes : l'une à gauche, se dirigeant sur le village; l'autre au centre, poussant vers le moulin; la troisième, à droite, un peu en arrière, servant de soutien aux deux autres et s'avançant vers la maison de poste d'Orbeval, sans toutefois se compromettre, et pour n'agir que selon le succès des deux autres colonnes.

victorieuses, si bien disciplinées, et animées d'un orgueil qu'excitait encore la présence de leur roi?

Mais Kellermann, calme et imperturbable, forme rapidement ses troupes en trois colonnes d'un bataillon de front; il leur commande d'attendre les assaillants sans tirer un seul coup, et de les charger à la baïonnette dès qu'ils auront gravi la hauteur; il met son chapeau, surmonté du panache tricolore, au bout de son épée qu'il élève en l'air, et s'écrie : « *Vive la nation!* » L'armée entière lui répond : « *Vive la nation! Vive la France! Vive notre général!* » Ce cri se fait entendre sur toute la ligne de bataille et se répète pendant plusieurs minutes, il se mêle au bruit du canon et aux airs entraînants de la musique qui joue le *Ça ira;* il exalte les âmes. Les soldats, saisis d'enthousiasme, élèvent leurs chapeaux sur leurs baïonnettes et leurs sabres; « qu'ils nous attaquent. se disent-ils les uns aux autres, et ce sera le plus beau moment de notre vie! [1] »

On lit dans les relations françaises de la bataille que les cris poussés par l'armée de Kellermann arrêtèrent les Prussiens. Ils avaient quelque chose de barbare, assure sérieusement un des meilleurs historiens de la campagne, et ne sont plus d'usage chez les peuples civilisés; ils étonnèrent l'ennemi et ralentirent son ardeur [2]. Il est peu vraisemblable que les Prussiens aient été intimidés par les clameurs de l'adversaire. Mais ce qu'ils virent avec surprise, ce fut l'attitude fière et déterminée de l'armée française qui formait une masse imposante et restait inébranlable, comme certaine de sa force. Ils ne croyaient pas livrer un combat long et disputé; ils comptaient qu'à leur approche et après quelques volées

[1] Arch. guerre. Mém. de Kellermann; lettre à Servan, du 21 septembre; lettre à Clavière (*Gazette de France* du 2 octobre); lettre de Levavasseur, aide de camp de Kellermann, à Carra (*Ann. patriot.* du 30 septembre), lettre d'un capitaine (*Patriote français*, 3 octobre). Le colonel Miot assure que « Kellermann, par ce beau mouvement de former ses troupes en colonnes par bataillons pour se précipiter à la rencontre de l'ennemi, montra une résolution ferme et brillante ».

[2] *Tableau historique*, II, 115; Toulongeon dit aussi que cette saillie nationale étonna l'ennemi (II, 331). Mais pas un Prussien, témoin de la canonnade, ne parle des cris des Français.



de canon, les patriotes céderaient le champ de bataille. Nos attaques, déclarait superbement Möllendorff, ont lieu par plusieurs décharges générales ; puis nous marchons, et notre infanterie, étant la plus maniable et la plus aguerrie, fait aisément ployer l'infanterie opposée [1].

Douze cents mètres séparaient encore les deux armées [2]. Mais c'étaient les Prussiens et non les Français qui commençaient à se déconcerter et à perdre leurs rangs. Les canonniers de l'armée du Centre ne cherchaient plus, comme auparavant, à démonter les pièces de l'ennemi. Ils essuyaient le feu de l'artillerie prussienne, sans lui répondre [3], et, impassibles, ne visaient que l'infanterie qui, jusque-là hors de portée et de prise, s'exposait de plus en plus à chaque pas qu'elle faisait en avant. Bientôt les boulets tombent au milieu des colonnes d'attaque ; quelques-uns parviennent même jusqu'à la réserve ; mais c'est surtout au milieu de l'avant-garde et dans le centre de la première ligne, parmi les bataillons de fusiliers et les régiments de Hohenlohe et de Kleist, que l'artillerie française exerce ses ravages. Ecoutons un des témoins de cette canonnade, un de ceux que son nom obligeait à la bravoure, le prince royal de Prusse, le même qui disait aux soldats quelques minutes auparavant qu'il ne s'agissait que d'une parade. « Je courus au régiment de Thadden et j'échangeai quelques paroles avec les officiers, lorsque nous entendîmes siffler de très près des boulets, et l'un d'eux tomba au milieu du huitième peloton. Aussitôt on vit tomber sur le sol trois mousquetaires et un tambour de la compagnie du colonel Hundt ; ils avaient les cuisses et les jambes fracassées, et poussaient des gémissements lamentables. Je me tournais de leur côté, mais dans le même instant un autre boulet tombe tout près de l'endroit que je venais de quitter, au milieu du quatrième

[1] *Une mission en Prusse* (anonyme), 355.

[2] « Deux mille à quinze cents pas » (Minutoli, *der Feldzug*, 250) ; « quatre cents toises » (*Exposé de la conduite de Kellermann*, 10) ; l'avant-garde prussienne, dit Strantz, était à environ douze cents pas de l'ennemi.

[3] Remarque de Favé, *Histoire et tactique des trois armes*, p. 157 et 159.

peloton, et blesse deux hommes de la compagnie du major Massow. J'avoue que ce spectacle m'ébranla fort et que mon cœur se mit à battre étrangement. On ne pouvait voir sans une extrême tristesse les blessés qu'on menait derrière l'armée et qui presque tous avaient été mortellement atteints. Le lieutenant Brodzynski, du bataillon des fusiliers d'Ernest, avait eu les deux cuisses traversées, et ses soldats l'avaient transporté pendant près de mille pas, non sans violentes secousses ; je le reconnus et je plaignis son sort ; il me pria instamment de lui donner une voiture parce que ses souffrances étaient insupportables, et je le fis porter dans la chaise du major Derschau [1]. »

Brunswick, persuadé que l'attaque serait à la fois meurtrière et inutile, arrêta la marche de ses troupes. L'infanterie avait à peine parcouru deux cents pas ; elle reçut l'ordre de faire halte. Elle ne se replia pas, comme on l'a raconté ; Frédéric-Guillaume mettait son honneur à ne pas reculer devant l'armée des rebelles. Les soldats demeurèrent où ils étaient, immobiles, les uns murmurant contre Brunswick, les autres approuvant sa résolution, tous recevant les boulets français avec un courage résigné.

IX. La canonnade reprit des deux parts, plus nourrie, plus serrée encore qu'auparavant. Brunswick, n'osant enlever de vive force le moulin de Valmy, essayait au moins d'ébranler l'adversaire par le feu de son artillerie, et ce feu, dit Kellermann, était le plus soutenu qu'on pût voir. Quoique peu favorablement placées par Tempelhof, les batteries prussiennes faisaient un grand mal aux Français, parce que le moulin à vent leur servait de point de mire. Celles de l'aile droite, établies en avant du cabaret de la Lune, quoique les plus éloignées, tiraient avec le plus de succès ; elles battaient en flanc le tertre de Valmy, et leurs projectiles fichants venaient assez souvent éclater dans les rangs de l'armée de Kellermann [2].

[1] *Rémin.*, 159.
[2] Nassau-Siegen, 354 ; Strantz, 99. La distance du moulin de Valmy à la maison de la Lune est de 2,500 mètres environ.

Mais l'artillerie française rendait coup pour coup, et ne cessait de tirer avec une justesse, une précision, une rapidité qui surprenaient l'ennemi. On était déconcerté, rapporte Caraman, en voyant les Français, non seulement manœuvrer avec ensemble et prendre militairement leur position, mais répondre à notre feu par un feu non moins bien dirigé [1]. Strantz prétend que leurs obus rataient souvent ou éclataient dans l'air; mais le prince royal n'entendit pas sans frémissement le sifflement de leurs boulets; ils sont tous lisses et polis, dit-il, et arrivaient sur nous avec un bruit particulier et strident que n'ont pas les nôtres [2]. Gœthe assistait pour la première fois à une bataille. Désireux de tout connaître, même la fièvre du canon, il quitta les rangs du régiment de Weimar qui n'était nullement exposé, poussa jusqu'à la maison de la Lune où des projectiles français venaient tomber parfois sur les débris de la toiture, puis, tournant à gauche, courut témérairement sur le front de la première ligne au milieu des boulets. « Le bruit qu'ils font, rappelait-il plus tard, est bizarre; on dirait à la fois le bourdonnement d'une toupie, le bouillonnement de l'eau et la voix flûtée d'un oiseau. Bientôt je pus remarquer qu'il se passait en moi quelque chose d'extraordinaire; mais je ne puis exprimer que par des images la sensation que j'éprouvais. On croit être en un endroit très chaud, et il semble qu'on se sente entièrement pénétré de la même chaleur et comme en parfaite harmonie avec l'élément qui vous entoure. Le regard ne perd rien de sa force et de sa netteté, mais le monde prend, pour ainsi dire, une teinte rougeâtre et paraît absorbé dans cette fournaise. Voilà dans quel sens on a pu parler de la fièvre du canon. Il est néanmoins remarquable que l'angoisse qu'on ressent se communique seulement par les oreilles; car le tonnerre du canon, le sifflement et le fracas des projectiles à travers l'air, sont la cause véritable de cette sensation [3]. »

Pendant que le poète s'engageait audacieusement dans

[1] Caraman, *Mém.*, 15.
[2] *Rémin.*, 159.
[3] Gœthe, *Camp. de France*, 91-92.

la région des boulets, les officiers prussiens allaient et venaient au milieu de leurs soldats et leur recommandaient le courage et le sang-froid. Le vieux colonel Paczynsky, qui souffrait de la goutte et se faisait trainer en voiture depuis quelques jours, parut à cheval devant son bataillon en disant qu'en un pareil moment il ne pouvait rester en arrière. Le roi de Prusse était le plus intrépide de tous. Il se promenait au petit pas, d'un air calme et assuré, sur le front de la première ligne et au milieu de l'avant-garde. Les soldats du régiment de Kleist baissaient la tête pour laisser passer les boulets : « Vous n'avez pas honte, cria Frédéric-Guillaume, regardez-moi, qui de vous donne autant de prise aux boulets? », et il vint se placer devant le premier rang, immobile sur son cheval, offrant sans crainte sa haute stature aux projectiles. Voyez, disait un officier à ses hommes, voyez ce vieux soldat qui ne craint pas pour sa peau; nous serions de bien mauvais Prussiens si nous avions peur [1] !

Mais l'intrépidité des généraux français égalait celle du roi de Prusse. Kellermann était à cheval, près du moulin, dans l'endroit le plus dangereux, en avant du régiment de cuirassiers. A ses côtés se tenaient les deux fils du duc d'Orléans, le duc de Chartres qui commandait une brigade de cavalerie composée du 14e et du 17e régiment de dragons, et son jeune frère, le duc de Montpensier, qui servait d'aide-de-camp à son aîné; « les princes français ne m'ont pas quitté, écrivait Kellermann, et se sont montrés au mieux; Chartres a déployé un grand courage, et Montpensier, un sang-froid que son extrême jeunesse rend encore plus remarquable [2] ». Les deux chefs de l'artillerie de l'armée du Centre, le lieutenant-général d'Aboville et le maréchal-de-camp Senarmont, dirigeaient le feu des batteries. Linch, Muratel, Pully exhortaient l'infanterie et la cavalerie; la

[1] *Rémin.*, 160 ; Caraman, 15 ; Nassau-Siegen, 355 ; Lombard, *Lettres*, 317 ; Laukhard, III, 166 ; Témoin ocul., II, 92 ; Peltier, 54 ; Dampmartin, *Quelques traits*, 421, et *Mém.*, 302 : « il longe à pas lents le front de la ligne, adresse des paroles d'encouragement, et au plus fort du feu, le sourire reste sur ses lèvres ».

[2] Lettres du 21 septembre.

contenance des nôtres, dit Pully, était superbe, et les rangs se serraient à mesure qu'ils étaient éclaircis par le canon. Senarmont eut son cheval tué sous lui. Le lieutenant-colonel du 5e bataillon de grenadiers réunis, Lormier, fut mortellement blessé ; ses soldats s'empressaient autour de lui, pour le relever et lui témoigner leur douleur ; « mes amis, leur répondit-il, demeurez à votre poste, je meurs content, la cause de la liberté triomphera[1]. » Kellermann faillit périr ; son cheval fut atteint par un boulet qui perça sa schabraque et déchira le bas de sa capote. Une députation des régiments vint le prier de ne pas s'exposer davantage ; mais il donnait l'exemple à ses troupes, et il a remarqué lui-même que sa propre fermeté contribua plus que tout le reste à l'incroyable fermeté de son armée. Nous avons tremblé plusieurs fois pour la vie de notre général, lisons-nous dans une lettre d'un de ses soldats, il a eu son cheval tué sous lui et, pendant huit minutes qu'il est resté à pied, quinze à dix-huit boulets sont tombés à ses côtés[2].

Dumouriez arrivait vers cet instant à la butte du moulin « au fort de l'affaire et dans le feu le plus vif ». On le vit s'entretenir froidement avec son collègue, au milieu des projectiles qui pleuvaient autour de lui ; vous connaissez sa valeur, mandait Kellermann à Servan, c'est tout dire. Mais Dumouriez avait autant de clairvoyance que de bravoure. Il vit aussitôt que Kellermann avait pris une position trop resserrée et commis une grande faute en négligeant de se maintenir sur la hauteur de la Lune ; il jugea que Brunswick n'oserait pas attaquer et, certain du dénouement de l'affaire, il revint à son camp où il attendit le résultat de l'expédition qu'il avait confiée à Le Veneur[3].

X. Malheureusement les troupes de Kellermann étaient

[1] *Monit.* du 19 octobre, et Posselt, *Taschenbuch für die neuste Geschichte*, 1794, t. I, p. 117, loue fort ce « trait touchant de grandeur d'âme » (ein rührender Zug von Edelmuth). Lormier, dit Kellermann dans son rapport, était un officier distingué de toutes les manières.

[2] Lettre du 26 septembre publiée dans le *Courrier des 83 départements.*

[3] Dumouriez, *Mém.*, I, 290.

entassées près du moulin de Valmy ; ce rassemblement si maladroit, observe le général Pully, non seulement gênait le service de l'artillerie, mais nous coûtait beaucoup de monde. Vers deux heures [1], un obus, parti de la Lune, fit sauter trois caissons. Le fracas de l'explosion fut terrible ; il retentit sur tout le champ de bataille et fut suivi d'un grand cri, puis d'un profond silence. L'artillerie française se tut pendant dix à douze minutes ; des jets d'une fumée épaisse s'élevaient au dessus du moulin ; comme par instinct, les canonniers prussiens suspendirent leur feu.

Kellermann assure, dans son rapport du 21 septembre qui fut inséré dans le *Moniteur* et lu devant la Convention, que l'explosion a fait perdre à ses troupes des rangs entiers, mais qu'elles n'ont pas sourcillé ni dérangé leur alignement. Le mémoire qu'il rédigea plus tard révèle la vérité. Les caissons étaient trop rapprochés de l'infanterie ; la première ligne [2] recula ; le désordre se mit dans deux anciens régiments allemands au service de France, Salm-Salm et Nassau (62e et 96e) commandés par les colonels Ruttemberg et Rewbell [3] ; les conducteurs du train d'artillerie, qui n'étaient alors que des charretiers sans discipline, s'enfuirent en toute hâte ; ce fut, reconnaît le général, un instant très critique.

Massenbach voyait de la Lune cette scène de confusion. Il crut la bataille gagnée. Il court à bride abattue vers le duc de Brunswick. Charles-Ferdinand se tenait devant le premier rang de l'infanterie, calme, impassible, sans qu'on pût remarquer sur son visage la moindre trace de l'émotion qui agitait son cœur. C'était bien, dit Massenbach, le Mornay de Voltaire [4] :

[1] Kellermann dit « après dix heures » ; tous les témoignages prussiens placent l'explosion des caissons dans le courant de l'après-midi ; Massenbach dit qu'elle eut lieu vers trois heures et demie ; Minutoli, à deux heures ; le prince royal et Strantz, après une heure ; cp. la *Geschichte der Kriege in Europa*. I, 71.

[2] C'est-à-dire en réalité les troupes qui formaient la seconde ligne de l'ordre habituel de bataille, les troupes que commandait Muratel.

[3] On trouve ce détail dans la *Vie anecdotique de Louis-Philippe*, p. 62.

[4] Cp. *Invasion prussienne*, 127–128, le portrait de Brunswick et les vers de la *Henriade* que lui applique Massenbach. Le duc, ainsi que



Incapable à la fois de crainte et de fureur,
Sourd au bruit des canons, calme au sein de l'horreur.

Il prie Brunswick d'envoyer sur la hauteur de la Lune des renforts d'artillerie et d'infanterie, et de diriger de ce point l'attaque contre le moulin. Le major était hors de lui ; « si jamais homme a parlé avec une langue de feu, ce fut moi en ce moment : « A l'endroit où vous êtes, Excellence, on ne peut voir la position ennemie, on ne la voit que de la Lune. » — « Allons », répond Brunswick et, suivi de Massenbach, il se dirige vers la hauteur.

Mais déjà tout avait changé de face. Au moment où les caissons éclataient, Kellermann surveillait avec d'Aboville l'installation d'une nouvelle batterie, qui devait attirer le feu des ennemis et soulager par cette diversion les troupes postées près du moulin. Au bruit de l'explosion, il accourt; il arrête de la voix et du geste la première ligne qui se retirait; il s'efforce de la remettre en bon ordre. Bientôt le tumulte cesse; l'infanterie reprend son aplomb et se reforme; les cavaliers démontés se placent dans ses rangs, la carabine sur l'épaule; le duc de Chartres amène deux batteries d'artillerie légère, celles de la 3e et de la 6e compagnie, qui s'établissent, en avant de la première ligne, à l'ouest du moulin. La canonnade, un instant interrompue, recommence avec intensité, et c'est alors qu'elle se fait entendre dans toute sa force. La terre, assurent tous les témoins de l'action, tremblait au sens le plus vrai du mot. Une grêle de projectiles tombait au milieu des Prussiens. Le vieux capitaine Ostendorf était tué près de sa batterie. Un ami de Massenbach, Radecke, avait le pied fracassé par un boulet : « je le vis tomber, dit le major, et je pensai : il n'en peut être autrement, que d'autres tomberont encore aujourd'hui ! » Le premier aide-de-camp de Hohenlohe, Boguslawski, était à côté de Massenbach; une émotion profonde saisit les deux officiers; au milieu de l'effroyable canonnade qui menaçait leur vie et couchait par

le roi et ses fils, dit Gaudy (p. 17), furent toujours à l'endroit où le danger était le plus grand.



terre leurs camarades, ils s'embrassèrent en se jurant une éternelle amitié; ce spectacle, s'écrie le major, élevait les cœurs[1] !

Cependant Brunswick était sur la hauteur de la Lune. Allait-il tenter de nouveau la chance et entreprendre une seconde attaque? Profiterait-il de l'approche des Autrichiens de Clerfayt qu'il venait d'appeler en toute hâte sur le champ de bataille? Mais le duc vit les Français encore fermes à leur poste; il vit leur artillerie redoubler la violence de son feu; il vit dans la plaine, au pied de la butte, entre Orbeval et l'Auve, les dragons, les chasseurs, les carabiniers mettre pied à terre et, parmi les boulets qui venaient s'enfoncer dans la terre vaseuse et mourir à leurs pieds, donner tranquillement l'avoine à leurs chevaux; il se tourna vers les officiers qui l'entouraient : « Voyez, Messieurs, à quelles troupes nous avons affaire; ces Français attendent que nous soyons sur eux pour monter à cheval et nous charger[2] ! »

Sa résolution était prise. Il manda le lieutenant-colonel Manstein et causa quelques instants avec lui sur la grande route. Il fallait, avant de convaincre le roi, convaincre l'aide-de-camp qui possédait sa confiance. Bientôt après arriva le monarque, suivi de Nassau-Siegen. Frédéric-Guillaume et Brunswick s'entretinrent avec vivacité. Grawert, Hohenlohe, Manstein, Nassau s'étaient groupés autour d'eux. On avait fait signe aux officiers de l'état-major de rester à l'écart. Un conseil de guerre se tenait en plein air et au bruit du canon, près de l'auberge de la Lune. Brunswick prononça le mot décisif : *Hier schlagen wir nicht*, « ce n'est pas ici qu'il faut se battre ». Hohenlohe, Grawert, Manstein approuvèrent le duc. Le roi céda. Charles-Ferdinand parlait avec énergie, sur un ton d'autorité qu'il n'avait encore pris dans aucune circonstance. Il affirma que la bataille serait perdue, et que, même gagnée, elle était aussi funeste

[1] Ein herzerhebendes Schauspiel; cp. le mot de Caraman, p. 15 : « le spectacle le plus imposant ».

[2] Mallet du Pan. I, 323-324; Fersen, II. 50. Cp l'aveu de Nassau-Siegen, 353 : « Nous avons été à même d'observer que cette cavalerie tenait parfaitement bien au feu de notre canon. »

qu'une défaite. Cette conviction, rapporte un de ses confidents, fut le ferme rocher où il s'appuya dans cet orage.

Nassau-Siegen, exaspéré, tente un suprême effort. Suivi de quelques émigrés[1], il avance sur la route et agite un mouchoir blanc. Des chasseurs français étaient à quelque distance; l'un d'eux se détache; il déploie son mouchoir, de même que Nassau; il accourt au galop, si près de la maison de la Lune et du groupe royal que Massenbach et ses compagnons, craignant pour la vie de leur souverain, se jettent à sa rencontre. Le chasseur cause avec Nassau : mais bientôt il pique des deux et disparait. Ce fut la seule tentative d'embauchage que firent les émigrés dans la journée de Valmy; pas un soldat français ne déserta; pas une âme, dit un Prussien, ne vint à nous[2].

XI. Pendant que cette scène dramatique se passait à l'aile droite de l'armée prussienne, et que Brunswick renonçait pour la seconde fois à l'attaque du moulin, le lieutenant-général Kalkreuth canonnait le mont d'Yvron[3]. Il disposait d'une seule batterie dirigée par le lieutenant Hahn. Mais durant quelque temps elle fut hors de portée et trop loin de l'Yvron pour faire un mal sérieux à l'ennemi. Hahn la poussa plus avant, à cinq cents pas du monticule qu'il occupait d'abord. Mais sur l'Yvron comme sur la butte de Valmy, l'artillerie française riposta vivement au feu des Prussiens.

Pourtant, à la fin de la journée, quelques pièces étaient démontées, et les munitions faisaient défaut. Heureuse-

[1] Sans doute Caraman, Sombreuil, Bombelles, Heymann.

[2] Massenbach, *Mém.*, I, 89-90; Minutoli, *der Feldzug*, 251; *Magazin der neuesten Kriegsbegebenheiten*, II, 89; Laukhard, III, 160; Gaudy, 20.

[3] Minutoli, *der Feldzug*, 252-253. Kalkreuth avait sous ses ordres la cavalerie du prince de Wurtemberg; c'étaient les régiments qui formaient l'aile gauche de l'armée : cinq escadrons de Wolfradt (hussards), les dragons de Bayreuth et de Tschiersky, les cuirassiers d'Ilow. Le lieutenant Hahn, qui commandait la batterie, reçut l'ordre pour le mérite. (On remarquera que tous les chefs de l'artillerie, Ostendorf, Menz, Decker, Hahn, semblent être des plébéiens; comp. *Invasion prussienne*, 96).

ment la nuit tombait; les Prussiens ne purent profiter de leur avantage, et d'ailleurs l'avant-garde de Stengel, renforcée par les vieilles troupes du camp de Maulde, avait essuyé la canonnade avec la même constance et le même sang-froid que l'armée de Kellermann sur le tertre voisin. Beurnonville passait de rang en rang; « enfants, dit-il, asseyez-vous, le danger sera moins grand. » Mais personne ne s'assit, et on répondit au général : « Vous êtes bien à cheval ! » Un jeune soldat demanda la permission de se porter sur le front des troupes pour embrasser son frère qui venait d'être tué; lorsqu'il revint à son poste, en essuyant ses larmes, il cria : « *Vive la nation*[1] ! »

On oublie ordinairement dans les relations du combat du 20 septembre la résistance des Français qui gardaient le mont d'Yvron et empêchèrent Kellermann d'être pris à revers ; on ne connait et ne cite que le moulin de Valmy ; Kellermann, qui tire tout de son côté et s'attribue l'entier honneur de la journée, nomme à peine Stengel dans son rapport[2]. Mais un officier d'état-major qui ne cessa de porter des ordres durant l'action, Belliard, déclare que Stengel se conduisit vaillamment et en homme habile. Lorsque le brave soldat fut traduit l'année suivante devant le tribunal révolutionnaire, son compagnon d'armes, le colonel Frégeville, lui rendit un hommage mérité. « Au 20 septembre, disait Frégeville, Stengel commandait une division de huit mille hommes avec laquelle il s'empara d'une hauteur qu'il était si important de posséder que, sans cela, les Prussiens

[1] *Monit.* du 16 octobre, lettre de l'armée de Kellermann.

[2] « Les troupes commandées par M. Stengel, maréchal de camp, que M. Dumouriez avait envoyées, ainsi que M. Chazot, lieutenant-général, pour renforcer mon armée, se sont brillamment conduites ». Aussi Beurnonville écrivait-il à Dumouriez que « Kellermann n'avait pas oublié les louanges pour son armée ; je n'en demande point pour moi, ajoutait-il, mais dites quelque chose pour votre avant-garde à mes ordres ; elle lit, elle verra avec plaisir que vous ne l'oubliez pas » (Ternaux, IV, notes, 545). Même dans le mémoire rédigé plus tard, Kellermann se contente de dire, sans entrer dans aucun détail et sans prononcer le nom du mont d'Yvron, que « le général Stengel et le colonel Dumesnil, actuellement général de division (c'est le colonel du 54e régiment ci-devant Royal-Roussillon), se sont conduits avec la plus grande distinction ».

pouvaient mettre toute notre armée en déroute, et là il se comporta avec tant de bravoure et de talents militaires qu'il fut un de ceux qui coopérèrent le plus efficacement à la retraite de l'ennemi ». Stengel lui-même, rappelant au tribunal ses services passés et la défense de l'Yvron, s'écriait : « Le 20 septembre, nous repoussâmes les Prussiens dans une retraite dont l'issue, si elle avait été malheureuse, aurait nécessairement décidé du sort de Paris et de la France. Qu'ai-je fait ? Demandez-le au général Dumouriez. Demandez-le au 54e, au 83e régiments ci-devant Roussillon et Foix, demandez-le au 10e et au 14e régiments de chasseurs, à la compagnie des Quatre Nations, demandez-le à vingt-deux escadrons des chasseurs, hussards et dragons ! Tout ce monde vous dira que la position de la côte d'Yvron que j'ai choisie, que la belle résistance des troupes que j'ai commandées et la contenance fière qu'elles ont tenue, alors même que notre artillerie revenait, après avoir usé toutes ses munitions, sont la cause principale de cette importante journée. Nous sommes modestes, et ni mon avant-garde ni moi n'avons réclamé contre, lorsque les relations de cette affaire paraissaient oublier la juste part de gloire qui nous en revenait[1] ! »

XII. La journée s'écoulait, et la bataille restait ce qu'elle était depuis le matin, un duel d'artillerie. Qu'on fût, ou non, exposé au feu, lisons-nous dans le journal de Gœthe, on n'avait d'autre rôle que celui de spectateur et d'auditeur ; aucun des deux partis ne changeait sa position et personne ne savait ce qui résulterait de cette canonnade qui, tantôt se ralentissait, tantôt se

[1] Belliard, *Mém.*, I, 76 ; arch. nat., W, 272, dossier 41, p. 20, déposition de Frégeville ; p. 26, Stengel au président (imprimé, p. 3-5). « C'est à vous que nous devons le succès de la journée d'hier, écrivait Dumouriez à Stengel le 21 septembre, remerciez de la part de la nation et de la mienne vos troupes qui se sont conduites héroïquement et particulièrement la compagnie des chasseurs de Paris (la compagnie des Quatre Nations) qui, n'ayant jamais fait la guerre, auraient pu marquer de l'étonnement. Avec de pareilles troupes nous devons battre les esclaves du Nord. » (Dumouriez à Stengel, 21 septembre. Papiers de Dumouriez. Arch. nat. F 7 4598.)



rallumait avec plus de vigueur, et durait toujours, semblable à un feu de peloton [1].

Enfin, à quatre heures, Brunswick fit un mouvement. Il n'avait pas vaincu les Français, mais s'il s'établissait fortement en travers de la grande route, il les coupait de Châlons et de Paris. Sur son ordre, les trois régiments de Brunswick, de Waldeck et de Thadden qui formaient la moitié de la première ligne, franchirent la chaussée et se postèrent près de la Lune, en face d'Orbeval et de Gizaucourt; les trois régiments de hussards, Eben, Köhler, Wolfradt, couvraient le flanc droit de cette infanterie. Kellermann s'imagina que les Prussiens voulaient l'attaquer [2]. Il fit une seconde allocution à ses « braves frères d'armes » et donna l'ordre à son artillerie de ne tirer qu'à bonne portée, afin d'ébranler plus sûrement la tête des colonnes ennemies. On lui répondit par de nouveaux cris d'allégresse « *Vive la nation! Vive notre général!* » On éleva, comme trois heures auparavant, les chapeaux sur les baïonnettes et sur les sabres. Toute l'armée, fière de son attitude, convaincue qu'elle avait déjà fait reculer l'assaillant, fatiguée, selon le mot de Kellermann, d'être tirée de but en blanc, attendait avec impatience l'assaut des Prussiens. L'artillerie redoubla son feu; vingt-quatre pièces de canon étaient alors installées près du moulin de Valmy; elles tirèrent à pleines volées. Mais l'ennemi ne faisait qu'une simple manœuvre; on crut qu'il se retirait encore; il opérait une conversion à droite et s'établit à la Lune avec le même calme méthodique, la même régularité de mouve-

[1] Gœthe, *Camp. de France*, passim.

[2] D'après toutes les relations allemandes, sans exception, les colonnes d'attaque ne se sont ébranlées qu'une seule fois. Kellermann seul assure qu'elles s'ébranlèrent deux fois, « l'ennemi a deux fois ébranlé quatre colonnes d'infanterie pour achever l'affaire, et chaque fois il a fait halte et replié ses troupes » (lettre confidentielle à Servan, du 21 septembre); « après quatre heures, deux colonnes se dirigèrent encore vers le moulin de Valmy... cette fois l'ennemi s'arrêta à une plus grande distance que le matin... le désordre s'y mit; la fierté de l'armée française redoubla leur frayeur; elles se retirèrent avec plus de précipitation que le matin, et laissèrent beaucoup d'hommes et de chevaux sur le champ de bataille ». (Mémoire.) Pully dit simplement: « Les ennemis parurent plusieurs fois s'ébranler pour nous attaquer et ils menaçaient de nous tourner par notre gauche. »

ments, le même ensemble que s'il défilait sur un champ de manœuvres[1].

Le soir venait. La canonnade cessa peu à peu. Des deux côtés on n'avait plus de munitions que pour une seule bataille. Si j'ai encore une affaire, disait Kellermann, elles me manqueraient totalement. Tempelhof, courant de batterie en batterie, comme un furieux, criait aux officiers de l'artillerie : « Que diable ! ne jetez donc pas votre poudre aux moineaux[2] ! » Entre cinq et six heures, expiraient les derniers feux.

Clerfayt ne parut qu'à la fin de l'action. Il avait campé l'avant-veille à Vouziers et la veille à Manre ; il voulut de là se porter sur Somme-Suippes. Mais une patrouille de hussards lui conta qu'on voyait à Somme-Suippes un camp de quarante mille Français. Clerfayt envoya tout exprès son quartier-maître-général, le colonel Schmidt, en reconnaissance. Schmidt annonça qu'il n'y avait pas à Somme-Suippes un seul ennemi et les Impériaux allaient s'ébranler lorsque des paysans de Manre assurèrent à Clerfayt que l'armée française approchait. Clerfayt envoya de nouveau un officier de hussards à la découverte, et tout le corps autrichien, le fusil au pied, attendit de minuit à trois heures du matin, sous une pluie battante, l'ordre de se mettre en mouvement. Au retour de l'officier, le feldzeugmestre, convaincu que la route était sûre, partit en laissant à Manre ses bagages, de même que les Prussiens avaient laissé leurs équipages à la ferme des Maisons de Champagne. Il atteignit Somme-Suippes à neuf heures ; mais là il recevait de Brunswick l'ordre de marcher sur La Croix-en-Champagne, pour couvrir le flanc droit de l'armée prussienne. Il s'engagea dans de mauvais chemins et ne fut à La Croix-en-Champagne qu'à quatre heures du soir. Il y

[1] Le 20 septembre, observe ironiquement Valentini (p. 7), était l'époque des manœuvres d'automne de Potsdam.

[2] Kellermann à Servan, 21 septembre (arch. guerre) ; Massenbach, *Mém.*, I, 100 ; le major prussien nous raconte que Tempelhof n'avait fait emporter dans l'Argonne, à la suite de l'armée, que le tiers des munitions de guerre ; les deux autres tiers étaient restés dans les parcs d'artillerie, et à Luxembourg, et à Longwy, et à Verdun ; chaque batterie n'avait en moyenne que 1248 coups à tirer.

trouva de nouvelles instructions. Cette fois, il fallait faire en diligence sa jonction avec les Prussiens. Clerfayt marcha sur Maigneux ; il arriva pour entendre les derniers coups de canon : durant toute cette journée, par sa faute autant que par celle de Brunswick, il avait erré à deux lieues du champ de bataille, et les Prussiens ne manquèrent pas de dire que son inaction avait été calculée [1].

La canonnade était à peine terminée qu'un orage terrible éclata, et la pluie tomba par torrents. L'auberge de la Lune fut l'asile du roi de Prusse et de sa suite. Elle n'avait que quatre chambres habitables ; la première fut réservée au roi ; la deuxième, au duc de Brunswick ; la troisième, aux princes de Reuss, de Nassau-Siegen, de Hohenlohe, et aux aides-de-camp de Frédéric-Guillaume. Dans la quatrième chambre étaient les blessés du matin, et, parmi eux, le lieutenant d'artillerie dont Massenbach avait admiré la belle figure ; « j'entendis ses gémissements, dit le major, et je m'enfuis pour ne plus les entendre ». Le vestibule qui servait de cuisine à l'aubergiste, devint le dortoir des officiers de l'état-major. Le prince royal s'enferma dans la chaise étroite et incommode du major Derschau. Massenbach s'étendit, en plein air, sur une botte de paille, et lia son cheval à son pied ; « je n'avais rien mangé depuis deux jours, écrit-il, mais je n'avais pas faim ; le manque de nourriture, les efforts de ces deux journées, les impressions d'un esprit surexcité par la vue d'une prochaine victoire, et maintenant accablé par une profonde tristesse, me jetèrent dans un lourd sommeil ; je ne m'éveillai qu'au matin, et, en ouvrant les yeux, je vis mon fidèle cheval couché tranquillement à côté de moi. » Le duc de Weimar et ses officiers s'étaient établis derrière une éminence qui les garantissait du vent ; l'un d'eux proposa de creuser des fosses et d'y dormir ; c'était, selon le mot de Gœthe, un

[1] Massenbach, *Mém.*, I, 91-92 ; Minutoli, *der Feldzug*, 254-256 ; Gebler, 82-85 ; Strantz, 100 ; *Geschichte der Kriege in Europa*, I, 72 ; Témoin oculaire, II, 117 ; *Fersen*, II, 48 (récit de Levis) ; ce qui n'empêche pas Kellermann d'affirmer dans son mémoire que « Clerfayt attaqua vigoureusement sa droite commandée par Stengel qui le reçut avec fermeté et le repoussa avec perte ».



enterrement anticipé. Les artilleurs fournirent des outils, les fosses furent creusées, et les officiers de Weimar s'y couchèrent, enveloppés de leurs manteaux. Gœthe avait traité le matin avec un chasseur qui devait lui prêter durant trois nuits consécutives, au prix d'un franc par nuit, une bonne couverture de laine; il la réclama, la roula autour de son corps, et dormit avec autant de douceur qu'Ulysse sous le manteau d'Eumée [1].

Mais les soldats n'avaient ni couverture, ni manteau pour se défendre contre la bise et la pluie. On leur avait donné l'ordre de mettre leurs fusils en faisceaux et de bivouaquer, comme la veille. Ils allumèrent de grands feux avec la paille qu'ils trouvèrent à la Lune et à Maigneux; ils brûlèrent les peupliers de la grande route et les chariots d'un convoi français qui venait de Châlons, et que les hussards avaient enlevé dans la journée. Mais, tout en se chauffant à la flamme des brasiers, ils restaient exposés à l'averse et au vent glacial qui souffla toute la nuit; on était, dit un témoin, à la fois rôti et gelé. Quelques-uns, tombant de lassitude, s'endormirent sur la terre humide et se relevèrent le lendemain malades ou perclus.

On ne prit aucune nourriture, car les vivres comme les tentes étaient restés aux Maisons de Champagne. Le prince royal s'estima fort heureux d'obtenir du général Wolframsdorf un verre de vin blanc. Gœthe avait conservé précieusement une des bouteilles qu'il avait trouvées la veille dans une cave de Somme-Tourbe, et un hussard lui vendit un morceau de pain. Un prince qui s'était caché pendant la bataille dans la maison de la Lune, fit une omelette au roi de Prusse. Mais le reste de l'armée jeûna, et l'on vit les soldats assis au bivouac, ramassés sur eux-mêmes, les coudes sur les genoux et la tête dans les mains, comme pour étouffer les tourments de leur estomac. Tout manquait en ce triste et aride endroit. Les blessés, consumés par la soif, demandaient vainement une goutte d'eau. On les avait transportés dans la ferme de Maigneux, où ils gisaient,

[1] Strantz, 101; *Rémin.*, 160; Massenbach, I, 93-94; Gœthe, 88 et 94.



étendus sur des gerbes de blé, entre les mains de fraters ignorants et maladroits[1]. On crut un instant qu'ils seraient abandonnés sans secours, la pharmacie militaire étant demeurée, avec tout le reste, aux Maisons-de-Champagne. Heureusement on découvrit de la charpie et des médicaments dans les chariots du convoi dont les hussards s'étaient emparés.

L'armée était mêlée comme dans une déroute. Pour mieux masser ses régiments et les avoir sous sa main, Brunswick les avait fait reculer de quelques pas. Mais la nuit tomba pendant ce mouvement. Les troupes, se croisant et s'entrechoquant dans l'obscurité, se confondirent. Le prince royal ne savait plus où était le bataillon des grenadiers de Vittinghoff, et ne le retrouva que dans la matinée du lendemain. Le désordre était si grand que pour la première fois, en présence des ennemis, on ne donna pas le mot d'ordre.

Pas un officier qui ne fît d'amères réflexions et n'eût conscience de la défaite[2]. « Le vieux Fritz, s'écriait Wolfradt dans son langage soldatesque, n'aurait pas fait ainsi! Que diable! pourquoi sommes-nous venus ici, si nous ne voulons pas nous battre? Frais poissons, bons poissons! Nous sommes vaincus! Vous verrez comme ces gaillards-là vont lever la crête! » Wolfradt exprimait tout haut les sentiments de l'armée : elle comprenait qu'elle avait perdu son prestige; elle songeait aux railleries de l'adversaire et à l'étonnement de l'Europe; accoutumée aux succès et fière de sa gloire passée, elle était à la fois surprise et consternée à l'idée qu'on ne la regarderait plus comme invincible. Le matin, dit Gœthe, on ne doutait pas d'embrocher tous les Français et de n'en faire qu'une bouchée; le soir, chacun allait devant soi, on ne se regardait pas, et, si l'on s'abordait, c'était pour maudire l'expédition. Les compagnons du poète lui demandèrent ce qu'il pensait de l'affaire. « De ce lieu, répondit-il, et de ce jour date

[1] Voir sur le service sanitaire de l'armée des alliés *Invasion prussienne*, 107-108; *Rémin.*, 169; Massenbach, I, 110-111; Gœthe, 93; Témoin oculaire, II, 113.

[2] Niederlage, dit Massenbach.

une nouvelle époque dans l'histoire du monde, et vous pourrez dire : j'y étais ». Il prévoyait que la France ne se bornerait pas à détrôner son roi et à chasser l'étranger, mais qu'elle déborderait sur l'Europe ; il devinait la force irrésistible de la Révolution victorieuse. Ses amis ne voyaient dans la bataille de Valmy qu'un échec à réparer et une revanche à prendre ; c'était, aux yeux de Gœthe, un de ces événements qui changent le cours de l'histoire. Massenbach fit la même prophétie : le 20 septembre, affirmait-il, donne au monde une autre face ; c'est le jour le plus important du siècle [1].

Brunswick partageait la tristesse et l'abattement de son armée. Caraman entra dans sa chambre au milieu de la nuit. Le duc était assis au coin du feu, la tête couverte d'un bonnet, dans l'attitude d'un homme affaibli qui ne peut supporter le poids d'une pensée douloureuse. Il accueillit Caraman avec sa courtoisie ordinaire et l'entretint longtemps au milieu d'un profond silence que troublaient parfois les gémissements des blessés entassés dans la chambre voisine. Il avoua qu'il était surpris de la résistance qu'il avait rencontrée. Il regretta que le roi de Prusse se fût engagé dans une difficile entreprise ; il n'avait plus, disait-il, à sa disposition qu'une armée de quarante mille hommes décimée par la dysenterie ; il allait se trouver isolé au milieu d'un pays que l'ennemi avait déjà occupé et mangé ; les chemins étaient mauvais ; il serait presque impossible d'assurer le service des subsistances. « Il parlait, raconte Caraman, avec une sorte d'effroi de sa responsabilité ; j'essayai vainement de combattre ses tristes impressions ; je n'avais plus moi-même que de bien faibles espérances et, lorsque je le quittai, je le laissai de plus en plus pénétré des sinistres prévisions qui assiégeaient son esprit [2]. »

Pour comble de disgrâce, on apprit le lendemain que les Français de Le Veneur et de Duval avaient failli s'emparer, pendant la canonnade, de la ferme des Maisons-de-Champagne. Ils avaient pris quelques fonction-

[1] Gœthe, *Camp. de France*, 93 ; Massenbach, *Mém.*, I, 94.
[2] Caraman, *Mém.*, 16-17.

naires de la chancellerie qui s'étaient aventurés vers les bords de l'Aisne pour voir de plus près la bataille[1]. Sans la timidité de Le Veneur et les mensonges d'un coureur de Kalkreuth, ils auraient fait main basse sur les bagages de l'armée prussienne. « S'ils avaient marché, témoigne Massenbach, sur les Maisons-de-Champagne avec un peu de vigueur et de hardiesse, ils se seraient facilement saisis de tous nos équipages, et l'on sait que nous désignons sous ce nom nos voitures, chaises de poste, fourgons de vivres, service des ambulances, tentes et chevaux de somme. Qu'on se représente notre armée, en pleine Champagne, sans pain, sans tentes, sans batteries de cuisine. Mais l'ennemi nous crut sages ; il n'imaginait pas que les élèves de Frédéric II eussent commis la faute de laisser leurs bagages derrière eux, sans autre garde qu'un seul bataillon de fusiliers. Cette fois encore nous fûmes sauvés par la gloire du vieux Fritz et par son esprit qui veillait sur nous[2]. »

XIII. Pendant que l'armée prussienne, honteuse et consternée, bivouaquait sur le plateau de la Lune, l'armée française abandonnait l'Yvron et Valmy à la faveur des ténèbres. Malgré l'énergique attitude de ses troupes et leurs cris de triomphe, Kellermann sentait le péril de la situation[3]. Les ennemis lui barraient la route

[1] C'étaient, d'après la *Gazette de Voss* du 9 octobre (n° 21), les conseillers de Wegnern et Volgand, le secrétaire du cabinet Lombard, deux commissaires des vivres, deux secrétaires de la poste de campagne, quelques chasseurs et postillons.

[2] Massenbach, *Mém.*, I, 109-100 ; Gœthe, *Camp. de France*, 98 ; Dumouriez, *Mém.*, I, 291. « Dans l'instruction qu'il avait donnée au lieutenant-général Le Veneur, il lui avait malheureusement prescrit de ne pas s'aventurer, pour pouvoir toujours reprendre la position du camp, en cas que l'attaque devînt générale. L'ignorance rend timides les hommes les plus braves, car certainement Le Veneur est un homme d'un grand courage. Ayant marché devant lui, il donna dans la colonne des équipages des Prussiens, qui étaient très mal escortés. Au lieu de pousser au travers, ce qu'il pouvait faire sans danger, il ne fit que quelque butin ; et il se hâta de se replier, non pas à la hauteur de Beurnonville, mais jusqu'au camp. Le général n'eut rien à lui dire ; il objecta son instruction. »

[3] Il dit dans sa dépêche destinée au public « quelque *désagréable* que fût la position que j'avais prise ».

de Châlons ; ils pouvaient déborder sa gauche, se porter sur les hauteurs de Dampierre et de Voilemont, lui couper ses communications avec le chemin de Vitry-le-François, le seul qui fût désormais ouvert. Inquiet, hésitant, Kellermann envoya chercher Dumouriez pour lui demander conseil. La conférence eut lieu, entre six et sept heures, dans la chétive maisonnette qui dépendait du moulin. Cette cabane, composée d'une pièce unique, ne renfermait qu'une seule chaise occupée par un grenadier qui paraissait dormir. Dumouriez entra et frappant sur l'épaule du soldat : « Allons, camarade, dit-il, il faut nous céder la place » ; le grenadier tomba de la chaise ; il était mort [1]. Les généraux tinrent un conseil de guerre. D'Aboville proposa d'évacuer le soir même l'Yvron et Valmy. L'avis, rapporte le général Pully, était bon et heureux ; il fut adopté. On résolut que l'armée de Kellermann passerait l'Auve durant la nuit et appuierait sa droite à Dampierre et sa gauche à Voilemont ; on aurait devant soi la rivière et les marais ; on menacerait le flanc droit des ennemis s'ils marchaient sur Châlons ; on pourrait les devancer s'ils demeuraient sur les hauteurs de la Lune ; on resterait maître de la chaussée qui menait de Sainte-Menehould à Vitry-le-François par Elise et Daucourt, ainsi que de la route de Vitry-le-François à Châlons ; on n'était donc pas, malgré le mouvement des Prussiens, coupé de ses magasins ; on forçait simplement les convois à faire un détour.

La retraite commença vers neuf heures, dans le plus grand silence, sans confusion et sans tumulte, comme à Grandpré, cinq jours auparavant. On alluma des feux sur la crête de Valmy, pour faire croire aux Prussiens que l'armée française gardait sa position. Valence couvrit la marche des troupes avec sa réserve ; Deprez-Crassier,

[1] *Monit.* du 11 juin 1831. La maisonnette portait encore, en 1831, lorsque Louis-Philippe visita le champ de bataille, la trace des boulets prussiens ; elle est restée debout jusqu'en 1845 ; elle avait été achetée par un nommé Jean-Louis Thiéry, dont le petit-fils, Thiéry-Rouyer, possède encore le terrain. Quant au moulin, il n'avait pas été détruit par la canonnade ; on le restaura, et il n'a disparu qu'en 1829. (Communication de M. Thénault.)



à son tour, couvrit avec son avant-garde qui devenait l'arrière-garde, la marche de Valence. Stengel abandonna l'Yvron et se retira sur Dommartin-la-Planchette, où il établit son quartier-général ; mais il avait laissé sur la hauteur du moulin quelques escadrons de chasseurs qui furent chargés d'enterrer les morts et d'enlever les blessés, et de ne se replier que lorsque l'adversaire avancerait sur Valmy avec des forces supérieures.

La marche de l'armée fut lente et la queue des colonnes ne passa le pont de Dommartin-la-Planchette que vers six heures du matin. Mais le 21 septembre, Kellermann était au delà de l'Auve, sur un affluent de cette petite rivière, l'Yèvre, entre Dampierre et Voilemont. La position était très forte ; elle couvrait la route de Vitry ; elle donnait à l'armée du Centre un front inattaquable ; elle appuyait son flanc droit à l'armée de Dumouriez et son flanc gauche à des hauteurs qu'il était facile de défendre et difficile de tourner. L'avant-garde occupait Plagnicourt et Sommerécourt, et poussait jusqu'à Dampierre-le-Château. Frégeville, détaché de l'armée de Dillon, allait avec trois cents chevaux s'établir au Fresne-sur-Moivre, pour « conserver la libre circulation du chemin de Vitry à Châlons ». Ce fut, écrit Kellermann à Servan, un coup de théâtre ; j'avais tiré mon armée du mauvais pas en faisant cette marche, la nuit, à la barbe des Prussiens, n'ayant qu'un chemin à tenir et un ruisseau à passer sur un seul pont ; il faut maintenant qu'ils passent l'Auve et l'Yèvre pour arriver sur moi [1].

[1] Kellermann à Servan, 24 septembre (arch. guerre) ; Dillon, *Compte rendu*, 32 et 36 ; Deprez-Crassier à la *Convention*, 5 : « Je fis l'arrière-garde, à la portée du canon ennemi, avec trois escadrons de hussards, et sans perdre une botte de paille. » Gobert juge ce mouvement « admirable » ; Rochambeau, d'ailleurs très bref et très inexact sur ce point, observe (*Mém.*, I, 429) que Kellermann « fit pendant la nuit un mouvement habile qui menaçait le flanc de l'armée prussienne ». Le général en chef de l'armée du Centre a dit plus tard : « L'affaire du 20 septembre procura à Kellermann la possibilité de prendre une position dans la nuit qui suivit le combat, laquelle mit Brunswick absolument hors d'état de suivre son projet d'invasion. » (Lettre de Kellermann en réponse à la nouvelle accusation portée contre lui à la Convention par le général Custine. Arch. nat. W. 483, n° 374, p. 4.)



XIV. Telle fut la canonnade de Valmy qui dura, non pas quatorze heures, comme l'a dit et répété Kellermann, mais sept à huit heures [1]. L'armée prussienne comptait environ 34,000 combattants, et celle des Français, 52,000, dont 36,000 furent mis en ligne [2]. Les Prussiens traînaient avec eux 58 pièces de canon ; les Français établis sur le tertre disposaient de 40 bouches à feu. Ceux-ci perdaient près de 300 des leurs [3] ; ceux-là n'avaient que 184 hommes hors de combat, mais la plupart de leurs blessés moururent, faute de soins, le lendemain et les jours suivants [4].

Cette action si peu meurtrière n'est donc pas, à proprement parler, une bataille, et, si l'on ne tient compte que du nombre des morts, ce fut à peine un combat. Mais elle eut de plus grands résultats que ces journées sanglantes qui ne sont que d'inutiles carnages et ne font pas époque dans l'existence d'une nation [5].

[1] Elle commença le matin, vers sept heures, se ralentit à neuf heures et reprit avec violence vers midi pour cesser entre cinq et six heures. « Après une attaque de huit heures » (Dumouriez au commandant de Châlons, 21 sept., arch. guerre) ; la canonnade, écrit Reuss, a duré de midi et demi à quatre heures et demie, sans compter le feu que nous dûmes essuyer depuis neuf heures (Vivenot, *Quellen*, II, 234). Tous les Prussiens assurent que la canonnade a duré quatre heures, parce qu'ils ne la font commencer qu'à l'arrivée du gros de leur armée sur le plateau de Maigneux.

[2] D'après Strantz (p. 101), l'armée prussienne était composée de 42 bataillons et de 70 escadrons ; en comptant pour un dixième les blessés et les malades, on obtient le chiffre de 34,000 hommes. Quant au chiffre de l'armée française, nous savons que Kellermann avait 16,000 hommes et j'estime les forces de Stengel, de Beurnonville et de Chazot respectivement à 6,000, à 9,000 et à 5,000 hommes.

[3] 250 hommes tant tués que blessés, dit Kellermann (lettre du 21 septembre) ; 150 tués et 260 blessés, écrit le commissaire des guerres Brémont (voir son journal en 1792, *Revue historique des Ardennes*, 1864, 1er semestre, p. 63).

[4] Chiffre officiel donné par la *Geschichte der Kriege in Europa*, I, 73.

[5] Comp. la bataille de la Boyne qui ne fut qu'un petit combat où, par hasard, le duc de Schönberg fut tué, mais qui donna l'Irlande à Guillaume III (Rousset, *Louvois*, IV, 422-423), la bataille de Culloden qui ne coûta que 300 tués et blessés aux Anglais et décida du sort de la Grande-Bretagne, l'affaire de Vernon où la troupe de Brune ne perdit qu'un seul homme et qui porta un coup mortel à l'insurrection des départements et à la cause girondine. « Les lieux, les temps, a dit Voltaire, font l'importance de l'action ; on a vu dans la guerre de



Tout ce que l'armée prussienne comptait d'hommes intelligents et perspicaces, Brunswick, Nassau-Siegen, le prince royal, Massenbach, Caraman, Gœthe, sentaient que cette simple affaire serait décisive. « Le cœur me battait, dit Caraman ; la vie du roi, l'avenir de la France, celui de l'Europe peut-être étaient en jeu, et il y avait longtemps qu'une aussi grande question politique n'avait été soumise au sort des combats [1]. »

Les généraux français, au contraire, ne comprirent pas aussitôt l'importance de la journée du 20 septembre. Ils voyaient l'adversaire dont ils ne soupçonnaient pas le profond abattement, se mettre en face d'eux et leur barrer la route de Sainte-Menehould à Châlons. Un sentiment d'inquiétude se mêlait en eux à la joie du succès. Dumouriez écrivait le 21 septembre au commandant militaire de Châlons que les Prussiens avaient beaucoup perdu, mais qu'ils avaient continué leur marche par sa gauche, soit pour couper sa communication avec Châlons, soit pour marcher sur cette ville, et qu'il allait suivre leur mouvement et les serrer de près [2]. Il croyait même qu'ils allaient renouveler leur attaque pour lui *cacher une marche* et il priait Kellermann de venir le secourir et *voir sa bataille*, comme lui-même avait fait la veille [3]. Kellermann, de son côté, mandait confidentiellement à Servan que l'ennemi s'approchait de Châlons et que les subsistances devenaient très difficiles : « Vous savez, ajoutait-il, combien je me suis constamment refusé à cette jonction qui ne pouvait nous conduire à rien, et nous voici maintenant coupés de Châlons [4]. » Servan, tout en félicitant les deux généraux

la succession d'Autriche des batailles de près de 100,000 hommes qui n'ont pas eu de grandes suites » (*Siècle de Louis XV*, chap. xxv).

[1] Caraman, *Mém.*, 15. « La prise d'Ismaïl, disait le correspondant de la *Minerva* d'Archenholz (janvier 1793, p. 152) n'a eu aucune conséquence ; la canonnade de Valmy a décidé l'indépendance de la France ; elle est ce qu'a été Culloden pour l'Angleterre, elle est même davantage. »

[2] Dumouriez au commandant militaire de Châlons, 21 sept. (arch. guerre).

[3] Dumouriez à Stengel et à Kellermann, 21 sept. (arch. nat. papiers de Dumouriez).

[4] Kellermann à Servan, 21 sept. (arch. guerre).



de l'avantage qu'ils avaient remporté, ne cachait pas ses alarmes : « Je vois, disait-il, que les troupes, officiers et soldats se sont battus avec la bravoure de Français libres, et que tous ont bien mérité de la patrie ; mais je vois aussi qu'en perdant plus ou moins de monde, les ennemis ont fait ce qu'ils ont voulu, qu'ils ont coupé vos communications et se sont placés entre vous et Châlons. » Il passe Valmy sous silence dans son rapport du 25 septembre à la Convention et se borne à remarquer que la France avait « opposé aux alliés plus de soixante mille hommes réunis à Sainte-Menehould »[1].

Le public n'avait pas les mêmes craintes que les généraux et que le ministre. Il ne crut pas un seul instant, pendant toute la durée de la campagne, que les étrangers pénétreraient jusqu'aux portes de Paris[2]. Mais, au lieu d'applaudir Valmy, il applaudissait la République proclamée par la nouvelle assemblée nationale, et trouvait à cette ouverture de session quelque chose de sublime. « Châlons et Reims sont à la vue de l'ennemi, écrivait Prudhomme, et, tranquille à son poste, la Convention décrète la République et la déclare une et indivisible[3]. » La nouvelle de la canonnade ne causa donc pas une très vive émotion ; on se contenta de dire que l'armée s'était bien défendue et que, renforcée par les bataillons de volontaires qu'on voyait marcher vers les frontières de Champagne, elle refoulerait les envahisseurs. On ne sentit que plus tard, lorsque les Prussiens se retirèrent, les obligations qu'on avait à la journée de Valmy. On comprit alors que cette *affaire*, comme on la nommait, avait été le salut de la France ; sans infliger aux alliés une défaite signalée et sans leur coûter beau-

[1] Servan à Dumouriez, 23 sept. (arch. guerre), et à la Convention, 25 sept., *Monit.* du 27.

[2] Voir sur cette disposition du public qu'il faut attribuer non seulement à la lassitude et à la légèreté nationale, mais à l'inébranlable confiance qu'on avait dans la force des sentiments patriotiques et révolutionnaires, les témoignages recueillis par M. Taine (*Conquête jacobine*, 253).

[3] *Révol. de Paris*, n° 168, 22-29 sept. 1792, p. 16 ; voir aussi p. 41. Kellermann reconnait lui-même que « l'affaire de Valmy fit dans les premiers temps assez peu de sensation » (Lettre à la Convention, Arch. nat. W. 483, n° 374, p. 4).

coup, elle avait écrasé leur fierté; elle avait arrêté court leur marche en avant; elle les avait convaincus que leur entreprise échouerait[1].

Le combat de Valmy, dit Dumouriez dans ses *Mémoires*, a produit un très bon effet sur les Français en leur prouvant que leur contenance et leur feu pouvaient arrêter un ennemi formidable[2]. C'était, en effet, leur premier fait d'armes depuis Bergen et Yorktown. L'armée de la Révolution reçut à Valmy le baptême du feu; elle avait tenu tête aux troupes les plus redoutables de l'Europe; elle remportait une victoire morale, une de ces victoires qui enhardissent et fortifient les cœurs, rehaussent l'enthousiasme, et prouvent avec éclat l'énergie de la lutte et de la résistance[3]. Le soldat eut désormais en lui-même cette confiance qui fait la force réelle des armées; il se sentit plein de courage et destiné à entreprendre de grandes choses. « J'ai présenté le combat aux Prussiens, annonçait Kellermann au ministre de la guerre, et ils n'ont jamais osé m'attaquer; l'ennemi le plus aguerri ne doit pas l'emporter sur ceux qui se consacrent à la défense de la liberté. » Le soldat répéta ces paroles de Kellermann. Son orgueil s'exalta. Il ne vit plus dans ses adversaires que les aveugles instruments du despotisme. Déjà les discours et les brochures du temps ne représentaient le militaire autrichien ou prussien que comme une machine, comme un vil esclave dressé à force de coups. Le 25 août, un officier de grenadiers, se promenant a cheval près de Lauterbourg, le long du Rhin, voyait sur l'autre rive sept ou huit soldats de Mirabeau qui se retiraient à son ap-

[1] « Lorsque Charles X se rendit à Reims pour son sacre, en passant par la Champagne, il dit au duc d'Orléans: « Nous nous sommes vus autrefois dans ces plaines? — Oui, sire, mais ce n'était pas sous les mêmes drapeaux. — Je n'ai jamais bien su, ajouta le roi, si Brunswick avait ou non reçu de l'argent ou des ordres pour se retirer. — Sire, le courage de l'armée française a tout fait, et je ne suis pas surpris qu'après la bataille de Valmy le duc de Brunswick n'ait pas été d'humeur à marcher sur Paris. » (*Vie anecd. de Louis-Philippe*, p. 65-66.)

[2] *Mém.*, I, 292.

[3] Le gain moral, avouent les auteurs de la *Geschichte der Kriege in Europa* (I, p. 72-73), était incalculable.



proche. « Les lâches ! s'écriait-il, ils n'ont pu soutenir un instant la vue d'un chevalier des droits de l'homme[1] ! » Après Valmy, tout Français qui tenait l'épée ou maniait le fusil, s'envisagea comme le champion d'une cause qui devait nécessairement triompher. L'affaire du 20, écrivait-on du camp de Dampierre au *Moniteur*, a fait voir que les soldats de la liberté valent mieux que ceux des despotes[2]. Après avoir vu cette action, mandait un capitaine de volontaires à Brissot, je regarde notre nation comme invincible[3]. Dès le lendemain de la canonnade, les Prussiens remarquaient un grand changement dans l'allure et le langage de nos sentinelles. Autant les avant-postes étaient timides dans les derniers jours, dit avec dépit un major de l'avant-garde, autant ils étaient devenus fiers et superbes ; ils nous témoignaient une extrême arrogance[4]. Le pro-

[1] *Monit.* du 7 septembre.

[2] *Monit.* du 1er octobre, lettre du 25 septembre.

[3] *Patriote français* du 3 octobre.

[4] Massenbach, *Mém.*, I, 94 : « ... im höchsten Grade arrogant ». L'armée entière est très animée, écrivait Dumouriez le 21 septembre (arch. guerre) ; ma petite armée est bonne, mandait Kellermann le 24 septembre, et l'ennemi n'ayant pas osé l'attaquer de front, cela l'a enhardie à ne plus compter leur nombre ; la dernière affaire l'a *échauffée*, disait Gorsas (*Courrier des 83 départements*, 25 septembre, p. 51). Un des meilleurs jugements sur Valmy est celui de l'émigré Dampmartin, qui se pique d'impartialité (*Mém.*, 302) : « La canonnade de Valmy étonne les étrangers, anime les Français, et s'assure une place dans l'histoire par ses importants résultats. » Comp. aussi Valentini (p. 9-10) : « Elle réveilla l'esprit guerrier de la nation et les jeunes troupes apprirent dans cette crise dangereuse qu'à la guerre le péril n'est pas aussi grand qu'il en a l'air » ; et Minutoli, *Erinnerungen*, 128 : « On n'avait pas attaqué les Français, ils se crurent vainqueurs, et d'ailleurs ils s'étaient convaincus qu'un feu, si vif et si bruyant qu'il fût, n'était pas aussi dangereux qu'ils le pensaient d'abord. » La canonnade de Valmy, dit l'auteur du *Tableau historique* (II, 91 et 115), devint l'époque de l'*indomptabilité* des troupes françaises et il faut dater de cette journée la valeur et l'assurance dans leurs propres forces qu'elles manifestèrent depuis pendant toute cette guerre. « La résistance que les alliés rencontrèrent à Valmy, juge le colonel Miot, fut pour la France comme le signal des victoires qui, pendant vingt ans, ont couronné ses drapeaux ; c'est contre un moulin qu'est venue se rompre la première coalition, et c'est de là que nos bataillons ont pris leur premier élan dans la carrière qu'ils devaient parcourir. » (Mémoire inédit.)

nostic du vieux Wolfradt se vérifiait ; le coq gaulois se dressait sur ses ergots.

Au reste, on a tort de rabaisser l'importance militaire de Valmy. Il y eut sans doute, de 1792 à 1815, des canonnades bien supérieures à celle-là par la puissance et l'intensité. Dès l'année suivante, au mois d'août, dans les montagnes du Palatinat, Français et Prussiens engageaient des combats d'artillerie que Gouvion Saint-Cyr compare à celui de Valmy[1]. Mais la canonnade du 20 septembre 1792 était une des plus vives que put alors citer l'histoire de la guerre. Lorsque Gœthe assura, trente ans plus tard, qu'il est impossible d'en décrire la violence et d'en faire revivre l'idée dans l'imagination[2], on prétendit que l'affaire, telle qu'il l'avait racontée, n'était qu'un jeu d'enfants ; que son récit était pompeux et hyperbolique ; qu'on y reconnaissait le traducteur de Benvenuto Cellini, le plus grand hâbleur de la nation italienne[3]. Mais le dire de Gœthe est confirmé par de nombreux témoignages. Le bruit du canon fut porté par le vent jusqu'à Sainte-Menehould et à Grandpré[4] ; à Sainte-Menehould, écrit Buirette, il retentissait d'une manière effrayante et faisait trembler toutes les vitres[5]. Le maréchal-de-camp Money l'entendit aux Islettes, et ce vieux compagnon de Burgoyne affirme qu'il n'a jamais ouï canonnade aussi vive[6]. Pas un militaire, rapporte Lombard, ne se souvient d'un feu semblable[7]. Il faut se

[1] Gouvion Saint-Cyr, I. 76. L'armée française tira à Valmy 20,000 coups de canon (Dumouriez, *Mém.*, I, 291) ; à la Moskowa, 50,000 ; à Lützen, 39,000 ; à Leipzig, dans la journée du 18 octobre, 95,000 (Fain, *Manuscrit de 1813*, I, 367 et 431) ; Massenbach nous donne le nombre de coups tirés par les batteries de l'avant-garde prussienne dans la journée du 20 septembre : batterie volante de Schönermark, 900 ; demi-batterie volante de Hüsser, 450 ; batterie Ostendorf, 460 ; batterie Berneck, 480 ; batterie Decker, 450 ; chaque batterie prussienne avait tiré en moyenne 450 coups (*Mém.*, I, p. 99).

[2] Gœthe, *Camp. de France*, 84.

[3] *Rheinischer Antiquarius*, I, 117.

[4] Miroy, *Chronique de Grandpré*, 1839, p. 166.

[5] Buirette, *Histoire de Sainte-Menehould*, II, 609.

[6] Money, *The Campaign*, 88 : « an heavy canonade..., was heavier than I ever heard ».

[7] Lombard, *Lettres*, 317, et Hüffer, *zwei neue Quellen zur Geschichte Friedrich Wilhelms III, aus dem Nachlass Lombards und*

rappeler que pour la première fois, depuis la guerre de Sept-Ans, l'artillerie tonnait en Europe sur un champ de bataille, car les combats des Autrichiens et des Russes contre les Turcs s'étaient livrés loin du monde civilisé et, pour ainsi dire, en Orient. On comprend dès lors la stupeur et l'étourdissement des deux partis. La plupart des combattants n'avaient pas encore vu la guerre ; ils furent étonnés et troublés par ce fracas formidable. C'était, dit Caraman, la première fois que je me trouvais à une bataille rangée, et les premiers boulets qui portèrent près de moi, les premières mutilations dont j'eus le triste spectacle, me causèrent une impression involontaire [1].

On attribuerait peut-être une plus grande importance au combat de Valmy, si le nombre des morts avait été plus considérable. Mais, comme l'ont remarqué tous les témoins de la journée, la distance entre les deux armées était trop grande pour que l'artillerie pût faire de larges trouées dans les rangs et, le sol étant entièrement détrempé, la plupart des boulets s'enfonçaient en pleine boue et ne ricochaient pas. Les régiments prussiens qui souffrirent le plus furent ceux de l'avant-garde, surtout Hohenlohe et Kleist ; ce dernier perdit près de quarante hommes. Mais la première ligne fut à peine atteinte ; le régiment de Romberg eut quelques morts ; le régiment de Thadden, quatre seulement ; les deux bataillons de Kenitz, pas un blessé [2].

Lucchesinis, p. 25, lettre du 24 septembre 1792 « la canonnade devint bientôt si terrible, que nous pouvions à peine maitriser nos inquiétudes ».

[1] Caraman, *Mém.*. 15 ; cp. les mots de Lucchesini « canonnade furieuse » (Ranke, *Ursprung*, 317), de Reuss « hitzige Canonade » (Vivenot, *Quellen*, II, 233) et de Dumouriez « terrible canonnade » (*Mém.*, 289). Voir plus haut, p. 209, l'impression dont est saisi Massenbach. « L'œil pouvait alors embrasser plus de 100,000 (lire 70,000) hommes prêts à se livrer bataille, et ce spectacle était d'autant plus imposant qu'on n'était pas habitué à voir des armées aussi nombreuses que celles qu'on a vues depuis, et qu'à cette époque il y avait plus de trente ans que l'Europe n'avait mis sur pied une plus grande réunion de combattants. » (*Vie anecd. de Louis-Philippe*, p. 63.)

[2] Gœthe, 91 ; *Rémin.*, 160 ; Strantz, 99 ; Gaudy, 17 , Témoin oculaire, II, 87.

XV. On a souvent blâmé le duc de Brunswick d'avoir arrêté les colonnes prussiennes qui se déployaient en face du moulin de Valmy. On a prétendu que s'il les avait rapidement entraînées, il aurait mis en déroute l'armée de Kellermann et rejeté celle de Dumouriez dans la vallée de l'Aisne [1]. On a cherché les motifs qui le décidèrent à suspendre l'attaque. Dès le 21 septembre 1792, la résolution qu'il avait prise la veille paraissait extraordinaire. On croyait qu'il s'était, selon le mot de Fersen, déterminé par des raisons inconnues [2]. Les uns affirmaient qu'on l'avait gagné à prix d'or; les autres, qu'il ménageait les Français parce qu'il aspirait à la couronne de Louis XVI et se souvenait des propositions de Carra [3]. D'autres contaient qu'il était franc-maçon et que les loges lui défendaient de marcher sur Paris. Quelques-uns assuraient même qu'il s'entendait avec l'Angleterre secrètement alliée à la France, qu'on avait vu des courriers de Londres aller et venir dans son camp, qu'il s'entretenait fréquemment avec le colonel anglais Saint-Leger; n'avait-il pas épousé la sœur de Georges III et sa fille ne devait-elle pas se marier à l'héritier des trois royaumes [4] ? Un historien de nos jours a même avancé que la manière d'agir de Charles-Ferdinand à Valmy fut si honteuse, si fatale à l'Allemagne et à son honneur qu'elle provoque la plus grave accusation et le jugement le plus rigoureux. Ah! si le duc, s'écrie cet auteur, avait pu prévoir le châtiment qui l'attendait à Iéna! Il ajoute qu'on ne peut parcourir le champ de bataille de Valmy sans un sentiment de tristesse, « car c'est là que la déloyauté, pour ne pas dire la trahison de Brunswick, a commencé la longue

[1] Caraman, *Mém.*, 16 — mais c'est un émigré; Valentini, 8 — mais c'est un Prussien, et sa sévérité à l'égard de Brunswick passe toute limite; Gouvion Saint-Cyr, I, p. lxxvj, — mais il aime les paradoxes et n'a pas connu les documents dont nous disposons aujourd'hui; Dumouriez, *Mém.*, I, 292, — mais il dit seulement qu'il fallait attaquer avant midi, et le gros des Prussiens n'arriva qu'à midi sur le champ de bataille.

[2] *Fersen*, II, 48-49.

[3] Cp. *Invasion prussienne*, 124.

[4] *Mémoires d'un homme d'Etat* II, 34.

série des malheurs et des hontes qui depuis ont accablé l'Allemagne[1]. »

Il est certain que Charles-Ferdinand fut à Valmy ce qu'il avait toujours été, circonspect, porté à prendre l'attitude défensive et à ne s'engager résolument que s'il avait mis toutes les chances de son côté. Quelques jours après la canonnade, il revenait de la Lune au quartier-général de Hans en compagnie de Massenbach. « C'est ici, lui dit le major, qu'était la batterie de Schönermark, et là, un peu à droite, est tombé le brave Ostendorf; voyez, Excellence, tous ces boulets dont la terre est jonchée. » — « Oui, répondit Brunswick, l'endroit a été chaud, mais que pensez-vous de l'affaire ? » — « Qu'il fallait attaquer. Pourquoi Votre Excellence ne l'a-t-elle pas voulu? » Brunswick garda quelques instants le silence; « major, reprit-il soudain, connaissez-vous la hauteur de Johannisberg près de Nauheim, non loin de Friedberg? J'ai eu là maille à partir avec le prince de Condé; je ne savais pas ce qu'il y avait derrière la hauteur; je fus battu. Eh bien, Valmy a une grande ressemblance avec Johannisberg. Je ne savais pas ce qu'il y avait derrière. On devient prévoyant, major, lorsqu'on a été malheureux à la guerre[2]! »

Mais la prudence de Brunswick et le souvenir de son échec de Johannisberg ne donnent pas la clef de sa conduite. Il faut se rappeler ce qui s'était passé, la veille de la canonnade, au quartier-général prussien. Le duc voulait s'enfoncer dans l'Argonne, gagner le poste de la Chalade, attaquer de flanc les Islettes, faire sa jonction avec les Austro-Hessois et déloger Dumouriez de Sainte-Menehould sans coup férir. Le roi traversa les desseins du général; il crut aveuglément au rapport du lieutenant de Loucey; il s'imagina que l'armée française se retirait sur Châlons; il n'écouta ni le général Köhler, ni le duc de Weimar, ni Heymann, assurant tous trois que l'ennemi n'avait pas bougé. C'était, dit Massenbach dans son emphatique langage, « courir à des actions d'éclat qui n'étaient pas suffisamment

[1] Ditfurth, *die Hessen*, 89-93.
[2] Massenbach, I, 102-103.

préparées ; c'était vouloir récolter sans avoir semé et faire la pêche miraculeuse de saint Pierre, sans avoir retiré les filets ; l'armée ressemblait au vaisseau dont l'équipage jette le pilote par dessus bord pour voguer à l'aventure sur l'orageux Océan[1] ».

Brunswick n'est donc pas responsable de l'événement du 20 septembre. Ce fut le roi qui, de son propre chef et dans sa fougue imprudente, donna l'ordre de marcher en toute hâte vers la route de Châlons. Ce fut l'ardeur précipitée de Frédéric-Guillaume qui mena les Prussiens sur le plateau de Maigneux et mit aux prises les deux armées. On a vu que l'avant-garde de Hohenlohe fut accueillie, en débouchant de Somme-Bionne, par des coups de canon. Le roi qui s'était attribué le commandement, savait dès lors que les Français étaient résolus à se défendre. Il devait donc tirer ses troupes de la région périlleuse et inconnue où, selon le mot de Massenbach, elles tâtonnaient dans l'obscurité du brouillard. On ne se bat pas sans savoir où sont les ennemis, sans tracer au préalable un plan d'opérations, sans reconnaître le terrain. Il fallait suspendre les mouvements de l'armée, l'établir commodément entre la Tourbe et la Bionne, lui donner du repos, étudier la position de l'adversaire et faire à loisir ses préparatifs d'attaque. Mais l'avant-garde continua sa marche, l'armée la suivit, et — observe justement Gouvion Saint-Cyr — le projet du roi n'aboutit qu'à une canonnade que les Français pouvaient soutenir[2].

Le seul tort de Brunswick, en cette circonstance, fut de s'être courbé le 19 septembre sous la volonté de Frédéric-Guillaume. Il ne se souvint pas qu'il était généralissime et laissa le roi faire son coup de tête. Mais le lendemain, en face du tertre de Valmy et au bruit du canon, il resaisissait le commandement qu'il

[1] Massenbach, I, 95 ; cp. plus haut le chapitre *Somme-Tourbe*, p. 173-175.

[2] Gouvion Saint-Cyr, I, lxxvj ; cp. Massenbach, I, 108. « Si au lieu de m'attaquer le 20 septembre, l'ennemi m'eût devancé et fait occuper les hauteurs de Dampierre, il coupait nos subsistances et c'en était fait » (*Exposé de la conduite de Kellermann*, 11). Le combat a été accidentel, dit fort justement le colonel Miot.

semblait abandonner la veille ; il déclarait énergiquement à son souverain que l'attaque du moulin n'aurait pas lieu ; il s'opposait à toute bataille.

Il avait vu la contenance de l'armée française et la force inattendue de son artillerie. Il avait remarqué que le champ de bataille était accidenté et entrecoupé, comme il l'est encore, de ravins, de chemins creux et de pentes rapides [1]. Il s'était convaincu que sa cavalerie ne pourrait manœuvrer dans les terres détrempées et que ce sol difficile et boueux ralentirait la marche de l'artillerie qui servirait de soutien à ses colonnes d'attaque [2]. Il savait que son infanterie, prise en écharpe par le mont d'Yvron, attaquée en face par les batteries du moulin, arrêtée déjà dans sa marche par les crevasses et les bas-fonds du terrain, n'arriverait au pied de la butte qu'après avoir subi des pertes énormes. Il craignait que cette infanterie ne fût, malgré sa discipline et sa belle ordonnance, rompue et mise en déroute, comme la cavalerie de Weimar, par le feu juste et rapide du canon français. Il redoutait enfin qu'elle ne fût repoussée et renversée, en montant à l'assaut du tertre.

On croit ordinairement que l'armée prussienne de 1792 se composait de vétérans de Frédéric II. Mais si quelques vieux officiers avaient vu les batailles de la guerre de Sept-Ans, les soldats n'avaient fait que les promenades militaires de Hollande et de Silésie. Ils étaient aussi neufs que les Français et sans autre expérience que celle des manœuvres de Potsdam. Enfin leurs marches

[1] Massenbach, *Mém.*, I, 98 : « das Terrain durch tiefe Gründe und hohle Wege und steile Absätze durchschnitten ». Il faut, avant d'arriver au moulin, traverser un terrain humide et fangeux, la *Jambe Daniel* et la *Marre*, puis *la côte de la Marre*, traverser de nouveau un pli de terrain qu'on appelle dans le pays *la petite Marre*, et gravir encore une légère côte, la *Moulette* (ainsi nommée, parce qu'il y avait autrefois sur cette côte un petit moulin, moins important que celui de Valmy) ; on gagne ainsi le terrain qui s'étend au pied de la butte de Valmy et qui porte le nom de *Marivière*.

[2] Lorsqu'on voyait de ses yeux, dit Gœthe (*Camp. de France*, 87) avec quels tourments il fallait traîner une batterie volante au milieu de cette fange affreuse « durch die schreckbaren schlammigen Hügel qualvoll durchzerren », on avait un nouveau sujet de réfléchir à la situation critique dans laquelle nous étions engagés.

de la veille et du matin les avaient épuisés. Ecoutons successivement cinq témoins de la canonnade, un simple soldat, Laukhard, deux officiers, Minutoli et Strantz, le secrétaire du roi, Lombard, et le prince de Reuss, ambassadeur d'Autriche. « Plus de la moitié d'entre nous, dit Laukhard, s'avançaient pour la première fois sous le feu du canon ennemi ; un grand nombre étaient malades : on n'avait pas mangé depuis la veille à midi; tous étaient harassés et mouillés jusqu'aux os; croit-on que dans de semblables circonstances on se réjouisse de l'approche des ennemis, qu'on marche gaiement à leur rencontre et qu'on murmure lorsque les officiers commandent *halte!*[1] » Minutoli reconnait que l'armée prussienne, inférieure en nombre aux Français, était en outre très affaiblie par des marches, des fatigues et des privations de toute sorte[2]. Strantz avoue que l'état de l'armée prussienne était extrêmement triste, que les soldats se nourrissaient mal, que la cavalerie manquait de fourrage[3]. « Après quinze jours de souffrances, écrit Lombard, nous nous retrouvions sur la chaussée de Paris, mais bon Dieu, en quel état! cette brillante armée était méconnaissable; un tiers était incapable de servir et un autre tiers se composait de spectres plutôt que d'hommes[4]. » Le témoignage le plus considérable est celui du prince de Reuss. « L'armée prussienne, mandait-il au cabinet de Vienne, aurait poussé l'attaque, si l'on avait pu supposer à des hommes et à des chevaux, très fatigués par une marche forcée, la vigueur nécessaire pour engager une affaire générale[5]. »

Tous les Prussiens n'avaient pas le même courage que leur roi. On leur avait trop souvent répété que l'armée française n'oserait rendre de combat; leur âme

[1] Laukhard, III, 157.
[2] Minutoli, *der Feldzug*, 252.
[3] Strantz, article cité, 97, äusserst traurig.
[4] Lombard, *Lettres*, 316.
[5] Reuss à Philippe Cobenzl; Vivenot, *Quellen*, II, 234 : « ...würde die Attaque poussirt haben, wenn denen durch den forcirten Marsch ermüdeten Menschen und Pferden die Kräfte hätten zugetraut werden können, eine Affaire générale zu engagiren. »

n'acceptait plus le danger, et l'idée d'une bataille était sortie de leur pensée [1]. Le prince royal raconte qu'avant d'arriver sur le plateau de Maigneux, il donna l'ordre de charger les fusils et qu'il vit alors beaucoup de soldats pâlir, et les catholiques de la Haute-Silésie égrener leur chapelet. Vainement Frédéric-Guillaume, allant de bataillon en bataillon, ordonnait aux hommes de se tenir roides et immobiles. Un grand nombre se baissaient et se couchaient à plat ventre lorsqu'un boulet passait au-dessus de leur tête, et criaient : « Seigneur Jésus » ; ils rompaient leurs rangs lorsqu'ils voyaient un projectile tomber devant eux et faire ricochet ; ils jetaient leurs jeux de cartes ou la viande qu'ils avaient dérobée la veille, parce qu'ils craignaient d'attirer sur eux la vengeance divine ; ils expliquaient l'extraordinaire intrépidité de leur souverain en se disant tout bas qu'une tête couronnée ne pouvait être atteinte que par un boulet d'argent et non par un boulet de fer, que les rois de Prusse avaient toujours possédé le secret de se rendre invulnérables, et qu'ils étaient les seuls souverains d'Europe qui fissent la guerre, parce qu'un enchantement les protégeait contre les balles [2].

Cette armée n'avait donc pas autant de valeur et de solidité qu'on l'a dit. Si les relations allemandes nient que les colonnes prussiennes aient reculé sous le feu de l'artillerie française, Kellermann a toujours soutenu qu'il avait remarqué dans les troupes qui marchaient sur le moulin, un « flottement, avant-coureur de la défaite ».

[1] On s'était nourri, dit Caraman (p. 16), de la fausse idée que les troupes françaises se débanderaient à première vue et avant d'avoir été attaquées.

[2] *Rémin.*, 158 et 159 ; Témoin oculaire, II, 88-89, 91, 93 ; « die todtblassen Gesichter um mich her... » ; Laukhard, III, 155-157. Le récit du témoin oculaire paru en 1793 excita la bile d'un officier prussien qui répondit dans le *Magazin der neuesten Kriegsbegebenheiten* qu'il assistait à la canonnade et que ni ses soldats ni lui n'avaient pâli ou baissé la tête ; que ce serait une honte pour les troupes prussiennes si l'auteur avait dit vrai. Laukhard riposte dans le IIIe volume de ses Mémoires (154-158) : « Eh bien ! moi, j'ai vu des soldats et même des officiers pâlir, je les ai vus baisser la tête, et je pourrais les nommer. Mais pourquoi n'aurait-on pas baissé la tête pour se soustraire au danger ? L'honneur prussien exige-t-il une folle témérité ou une bravoure sage et opportune ? »

Dampmartin, confident de Frédéric-Guillaume, assure que l'infanterie prussienne *chancela* et parut ébranlée. Peltier, le journaliste de l'émigration, déclare qu'on vit *plier* des bataillons, et que l'armée prussienne fut vaincue en discipline et en constance par la ligne de Kellermann. Le 20 septembre, osait écrire Archenholz deux mois plus tard, fut pour la gloire prussienne un triste jour, peut-être plus humiliant que le jour de Maxen [1].

Mais, lors même que les Prussiens auraient subi le feu de l'artillerie française avec le plus héroïque courage, sans trembler ni pâlir, que gagnaient-ils à la victoire? Comme Brunswick l'avait dit à Caraman, ses troupes s'affaiblissaient de jour en jour; la victoire qui serait évidemment meurtrière, achèverait de les réduire et ce n'étaient pas trente à trente-cinq mille hommes qui soumettraient Paris [2]. Mais si l'armée subissait une défaite, elle était perdue sans ressources. Les Français s'emparaient des bagages qu'elle avait laissés aux Maisons-de-Champagne et lui coupaient ses communications avec Verdun; elle reculait en désordre, sans vivres, presque sans munitions, harcelée par l'armée victorieuse de Dumouriez et de Kellermann, par les renforts de Châlons, par les garnisons de Mézières, de Sedan et de Montmédy, par les paysans soulevés. Que serait-elle devenue, dit Massenbach, après un désastre, dans sa retraite de la Tourbe vers le Rhin; il suffit de rappeler ce qu'elle devint en 1806, dans sa retraite de l'Ilm sur l'Oder.

La situation de l'armée [3], voilà la grande, la vraie raison qui détermina Brunswick à suspendre l'attaque. Il ne

[1] Kellermann, mém. (arch. guerre); Dampmartin, *Quelques traits*, 121, et *Mém.*, 302; Peltier, 54; Archenholz, *Minerva*, novembre 1792, p. 122.

[2] L'armée, disent les auteurs de la *Geschichte der Kriege in Europa* (I, 74), avait tellement souffert que la plus brillante victoire aurait eu pour suite sa destruction totale, et le lieutenant-colonel Gross (*Historisch-militärisches Handbuch für die Kriegsgeschichte der Jahre 1792 bis 1808*, 1808, p. 13) reconnaît qu' « il était très douteux qu'une bataille de Valmy, lors même qu'elle eût été gagnée, aurait produit un bon résultat », sehr zweifelhaft ob eine Schlacht bei Valmy, wäre sie auch gewonnen worden, etwas Gutes bewirkt hätte.

[3] *Unsere ganze Lage.*



voulut pas se mettre à la merci d'un revers; il eut peur de perdre la bataille; une fois engagée, reconnaît un officier de l'état-major, était-elle en son pouvoir, et qui aurait osé répondre de l'issue[1]? Il était sage, rapporte le témoin oculaire, de ne pas pousser plus avant[2]. On fit halte, écrit le prince royal, et c'était bien le meilleur parti qu'on pût prendre[3]. L'ennemi, mandait Lombard dans cette belle lettre du 8 octobre, un des précis les plus vrais et les plus saisissants de la campagne[4] « l'ennemi avait trompé notre espérance. Dumouriez et Kellermann n'étaient pas des généraux méprisables; ils avaient choisi d'excellentes positions; ils avaient sous leurs ordres tout ce qui restait de troupes de ligne à la France; les volontaires agissaient au moins par leur nombre et pouvaient rendre des services au milieu de réels soldats; leur cavalerie légère était distinguée et toute fraiche. Rien ne manquait à leur armée, et à nous, tout manquait. On les avait tournés, mais on les trouvait aussi bien for-

[1] Massenbach, *Mém.*, I, 101-102.

[2] Témoin oculaire, II, 87 et 132 : « es war klug dass wir nicht weiter auf sie vordrangen... unsere Armee war klein, und, wenn sie nur einmal geschlagen wurde, so war sie verloren... wir waren fertig ».

[3] *Rémin.*, 159 : « Es war auch wohl noch das Beste, denn was wollten wir denn eigentlich thun? »

[4] Lombard, *Lettres*, 317 ; cp. la note des auteurs de la *Geschichte der Kriege in Europa*, 72 : « la situation de l'armée commandait de ne pas attaquer » ; Renouard aboutit à la même conclusion (*Geschichte des franz. Revolutionskrieges*, 223), et ce capitaine de l'état-major hessois reconnaît, tout bien pesé, que « le duc, en ce moment décisif où disparaissait l'espoir d'atteindre le but de la guerre, donna un exemple d'énergie et de conviction indépendante qui provoqua au combat la voix de l'opinion publique contemporaine, mais que la postérité estimera à sa pleine valeur ». Minutoli juge, de son côté, que « la nécessité commandait au courage de se soumettre aux lois de la prudence, ou plutôt de la prévoyance » (*der Feldzug*, 250). « Après l'arrivée de Beurnonville et de Kellermann, dit l'auteur du *Tableau historique* (II, 109), il existait en présence du duc de Brunswick 53,000 combattants effectifs, force suffisante pour lui résister et même pour prendre impunément en sa présence les partis les plus convenables aux circonstances ; d'ailleurs les trois armées réunies pouvaient encore être secondées par environ 23,000 hommes répartis sur la Suippe, à Châlons et à Bar ; ce qui présentait une masse disponible de 76,000 hommes, dont plus de 12.000 de cavalerie, et par conséquent des moyens égaux à ceux des généraux allemands quant au nombre, mais supérieurs quant à la position et aux conjonctures. »

tifiés sur leurs derrières que sur leur front, et leur artillerie pouvait se mesurer avec la nôtre. Voilà ce qui retint le coup décisif. »

Ces mots de Lombard expliquent à la fois la résolution de Brunswick et le succès des Français. La victoire remportée par la première armée de la Révolution était due aux généraux et aux soldats, à l'intrépidité de Kellermann et aux dispositions de Dumouriez, au tir vigoureux de l'artillerie, à la fermeté des troupes de ligne et des volontaires de 1791 encadrés parmi elles.

Kellermann montra une rare valeur et prodigua sa vie, comme l'aurait fait un simple grenadier. Il était incapable d'embrasser par l'esprit un vaste terrain d'opérations, mais il avait résolu de tenir bon sur l'étroit terrain qu'il occupait, et il tint bon. Cette affaire, dit Gouvion Saint-Cyr, lui fit une réputation méritée, car il était plus difficile à cette époque, et dans la circonstance où il se trouvait, de la soutenir avec succès que de gagner une grande bataille quelques années après, lorsque nos officiers et nos soldats furent également instruits et aguerris [1]. Kellermann méritait donc le surnom d'*homme du 20 septembre* que lui décernait le conventionnel Jean Debry, et le titre de duc de Valmy que Napoléon lui donna, fut le prix juste et tardif de sa bravoure. Il ne parlait jamais, sans une vive émotion, de ce jour qu'il regardait comme le plus beau de sa vie. A ses derniers instants, il reportait encore sa pensée vers le champ de bataille où son nom avait conquis une gloire impérissable, et demandait que son cœur fût placé au milieu des morts du 20 septembre 1792. Ce vœu touchant fut rempli. Le corps de Kellermann est au cimetière du Père-Lachaise; son cœur repose au sommet du tertre de Valmy, sous la pyramide élevée en 1823 par les habitants du pays à « celui qui les a préservés de l'invasion [2] ».

[1] Introd. aux *Mém.* sur les campagnes des armées du Rhin.

[2] Un autre combattant de Valmy s'est toujours rappelé la journée du 20 septembre. Au mois de juin 1831, le duc de Chartres, devenu roi des Français, visita le champ de bataille et examina l'emplacement des batteries. Un canonnier, nommé Jametz, qui avait eu le bras emporté dans l'action, se présenta à Louis-Philippe et lui demanda



Mais l'habileté de Dumouriez avait décidé du succes presque autant que l'intrépidité de Kellermann. Ce dernier aurait été enveloppé et mis en déroute si Stengel et Chazot n'avaient flanqué le plateau de Valmy, l'un sur sa droite, l'autre sur sa gauche. Dumouriez, avoue Kellermann, « m'a donné plus de troupes que je n'aurais dû en espérer dans sa position, et je ne puis assez me louer de sa conduite envers moi »[1]. Le général en chef de l'armée des Ardennes vint au secours du général en chef de l'armée du Centre avec cet esprit de ressource et cette activité qui font le véritable homme de guerre. Il prit vaillamment sa part du danger commun, sans jalousie et sans rivalité, avec une magnanimité qu'il est rare de rencontrer, même en un jour de bataille, chez des généraux égaux en commandement. « Le brave Kellermann m'a vigoureusement aidé », disait-il quelques jours plus tard en parlant de sa campagne, mais lui aussi avait aidé vigoureusement Kellermann dans la journée du 20 septembre. « J'ai été le Fabius, ajoutait-il, il a été le Marcellus, et nous minons ensemble l'Annibal Brunswick »; Fabius avait noblement travaillé à la gloire de Marcellus en même temps qu'au salut de la patrie.

Aussi bien que les généraux, l'armée fit son devoir. Mais l'artillerie eut la gloire de la journée ; elle joua le premier rôle, et sans elle la victoire serait restée aux Prussiens. Elle obtint plus tard, témoigne un bon juge, des succès plus brillants ; jamais elle ne rendra de

de rétablir sa pension de 800 francs accordée par la Convention et supprimée depuis. Louis-Philippe le décora aussitôt « sur le lieu même où il avait défendu la patrie » (*Monit.* du 11 juin 1831).

[1] Lettre à Servan, 21 septembre : « il m'a donné tous les renforts que je pouvais raisonnablement exiger » (arch. guerre). Il prétendit plus tard, mais sans raison, que Dumouriez l'avait *jalousé;* « il retarda dans Valmy ces succès dont il ne pouvait usurper la gloire. J'exposai ma vie et celle de mes braves soldats contre une armée trois fois plus forte que celle que je commandais, et Dumouriez restait spectateur oisif. » (Lettre au président et aux membres du comité de Salut public, 16 germinal an II. Arch. nat. W. 483, doss. 374, p. 33). Comp. également ce passage injuste des *notes* de Servan aux mémoires de Dumouriez, p. 66 : « Sur la bataille de Valmy, il faut entendre les plaintes du général Kellermann, soit sur la première position indiquée par Dumouriez, soit sur sa conduite le jour du combat. »



ervices plus grands[1]. Tous les contemporains, tous les acteurs de la journée proclament l'incontestable supériorité de l'artillerie française. C'est la seule arme qui reste aux rebelles, dit Fersen, et elle est très bien servie; elle tirait à merveille, assure Caraman; elle est toujours la première de l'Europe, écrit Lombard, et son tir a été admirable; elle est formidable, rapporte le témoin oculaire, et nos canonniers désespérèrent de la vaincre; les officiers, reconnait Brunswick, ont toujours les talents de l'ancien corps royal[2]. Le bulletin prussien de l'affaire de Valmy confessait la puissance de notre artillerie. On ne put, mandait à Berlin le quartier-général de Hans, empêcher l'ennemi de fortifier le poste du moulin à vent et d'y établir finalement plus de quarante canons; on ne jugea donc pas utile d'attaquer, et on se borna à garder sa position[3]. Mais laissons parler le général qui commandait l'artillerie, d'Aboville, le véritable vainqueur de la journée. A la fin de la campagne, il félicita dans un ordre du jour les soldats et officiers de l'arme; il ne cite pas la canonnade du 20 septembre; il loue, comme dans un jugement d'ensemble, les qualités de

[1] Favé, *Histoire et tactique des trois armes et plus particulièrement de l'artillerie de campagne*, 1845, p. 158. Comp. aussi un article du *Moniteur de l'armée* du 21 avril 1863.

[2] Fersen, II, 40 et 389; Lombard, *Lettres*, 317; Témoin oculaire, II, 85: « ...sie zeigten ganz meisterlich dass sie noch ächte französische Kanoniere waren », 87 « mehr und besseres Geschütz », 91 « ...rüstig und geschickt », 130; Brunswick, conversation avec Galbaud. Nos canonniers, écrivait un soldat le 26 septembre au *Courrier des 83 départements*, ont manœuvré comme à l'ordinaire, c'est-à-dire avec beaucoup d'intelligence et d'activité. « L'ennemi a dû beaucoup souffrir de notre feu » (Marceau à Maugars, 24 septembre. Doublet, *Marceau*, 146).

[3] Le bulletin est cité par Posselt, p. 170, note (*Bellum populi gallici adversus Hungariae Borussiaeque reges eorumque socios*, 1793). L'auteur ajoute, à propos de la canonnade: « Mira ejus praelii ratio fuit, neque enim tam ad manus deducta res est, quam eminus tormentorum jactu peracta pugna ». Il affecte la concision de Tacite. Il dit *Rocambaeus* pour Rochambeau, *Fayettus* pour Lafayette, *Dumorius* pour Dumouriez, *Clarefaeus* pour Clerfayt, *Boreparius* pour Beaurepaire, *Vernio* pour Vergniaud, *Collotus Herbas* pour Collot d'Herbois, *Wimpenus* (Wimpfen), *Montesquius* (Montesquiou), *Custinas* (Custine), *Valens* (Valence); il nomme le duc d'Orléans *Aureliensis dux* ou *Aequalis* (Egalité), Servan *Servius rei bellicae procurator*, Pétion *Pethio praetor*, etc.; ces noms latins sont l'unique attrait du volume.

tout genre que les artilleurs ont déployées ; mais l'éloge qu'il leur décerne prouve que ces braves gens doivent être classés à la plus belle place parmi ceux qui sauvèrent la France à Valmy. « Le citoyen lieutenant-général, commandant en chef l'artillerie de l'armée du Centre, remplit avec plaisir un de ses devoirs les plus chers en faisant connaître à la République la conduite distinguée des canonniers et autres soldats qui, pendant la campagne, ont été employés au service de l'artillerie. Il n'est pas d'éloges dont tous ces braves soldats ne soient dignes ; leur courage, leur habileté, leur constance, leur subordination, leur amour de l'ordre, leur respect pour les propriétés, ont été l'admiration de toute l'armée. Une foule de traits particuliers offriraient des preuves brillantes de toutes ces vertus, mais ils sont si nombreux que le détail en serait trop long. Il suffit de dire que, quelque saillants que paraîtraient plusieurs de ces traits, la manière dont se sont conduits les canonniers et autres soldats attachés à l'artillerie, prouve qu'ils en étaient tous capables [1]. »

La résolution et la bonne volonté de l'infanterie et de la cavalerie n'avaient pas moins contribué que l'artillerie au gain de la bataille. Car tout est singulier dans cette canonnade. On avait cru que l'armée française, obéissant au génie de la nation et à son propre enthousiasme, se jetterait impétueusement sur l'adversaire. On attaquera, pensait Pellenc, et la *furia francese* aura l'avantage [2]. Les Français étaient au contraire restés sur une

[1] Daté de Metz, 10 novembre (arch. guerre) : « félicitations au corps de l'artillerie pour sa bonne conduite ». Cp. sur l'artillerie française *Invasion prussienne*, 81-87, et ce mot de Pellenc qui fait honneur à la perspicacité de l'ancien secrétaire de Mirabeau ; il est du 20 avril 1792 : « Notre artillerie est la meilleure de l'Europe et c'est de là que viendront nos succès. » On lit dans les variétés de la *Chronique de Paris* du 13 octobre (1147-1148) ce passage curieux : « Le canon deviendra désormais l'arme favorite des Français. Notre artillerie, déjà la meilleure de l'Europe, nous a rendu les plus grands services dans cette guerre. Ce genre de supériorité de notre nation dans cette arme doit être attribué à la sagacité du Français, à la promptitude de son coup d'œil, et peut-être à ce qu'à égalité de professions, le Français a l'esprit le plus cultivé. »

[2] Lettre du 20 avril 1792, Pellenc à La Marck (citée par Flammermont, *Négociations secrètes de Louis XVI et de Breteuil*, 1885, p. 24) ;

défensive absolue et l'arme au bras. Ils avaient déployé des qualités de sang-froid et de ténacité qu'on leur refuse d'ordinaire. Kellermann dit des carabiniers qu'ils furent des modèles de courage et de tranquillité ; l'armée entière méritait le même éloge ; l'approche des troupes les plus redoutables qui fussent en Europe et le feu de leur artillerie n'avaient pu l'entamer ; elle semblait avoir pris racine dans le sol. Notre contenance, écrit Gobert avec un juste orgueil, fut bien belle et dut en imposer fortement aux ennemis, il n'y eut pas un homme de faible ce jour-là, et chacun garda son poste avec fermeté, malgré le danger [1].

Mais l'armée de Kellermann se composait presque uniquement de troupes de ligne [2]. C'était l'ancienne armée du Nord, devenue celle du Centre, qui campait au mois de

comp. le passage suivant des *Révol. de Paris*, écrit au moment même où avait lieu la canonnade (n° 168, p. 19) : « Des militaires éclairés qui reviennent de l'armée de Dumouriez nous assurent que des bataillons de piquiers seraient de la plus grande utilité dans son armée. Tout le monde connaît *l'avantage que nous avons à l'arme blanche* sur toutes les troupes d'Europe. C'est d'après cela, sans doute, qu'ils calculent l'avantage des piques, soutenues par les baïonnettes et précédées de l'artillerie. » C'est ainsi que Beurnonville écrivait à Dumouriez le 28 septembre : « Nous avons assez d'infanterie, et, comme elle n'est pas assez manœuvrière, il faut une ligne de canons en avant et jouer de la baïonnette, après qu'elle aura fait son affaire. »

[1] Gobert, mémoire (arch. guerre).

[2] Cela seul justifierait Brunswick ; tous ceux qui le blâment de n'avoir pas attaqué, Caraman, Nassau-Siegen, Strantz, etc., s'imaginent que l'armée française n'était composée que de volontaires et de fédérés. On éprouva, dit Toulongeon (*Histoire de France depuis la révolution de 1789*, II, 326-327) que ceux qui s'étaient opposés au licenciement de l'armée de ligne avaient rendu un service public. La conduite des troupes de ligne, disait Dubois-Crancé (rapport du 21 janvier 1793). depuis le commencement de la révolution et *surtout dès l'instant qu'elles ont pu combattre les satellites des despotes*, mérite trop d'éloges pour ne pas détruire tout soupçon, toute incertitude. Cp. au reste sur les sentiments de cette armée, la lettre d'un volontaire datée de Vitry et le discours de Simond aux Jacobins, *Invasion prussienne*, p. 61 et 212 ; le volontaire écrit « l'armée ne s'occupe pas beaucoup de l'intérieur, nous ne voyons que les Prussiens » ; Simond n'a rencontré que des soldats gais et dispos et qui n'avaient à la bouche d'autre mot que *ça ira* ». Le 8 septembre, Kellermann écrivait de Void au ministre de la guerre : « Je dois tout plein d'éloges aux soldats pour l'ordre et la discipline qu'ils ont observée pendant toute la marche. »



mai sous les murs de Valenciennes, qui prenait au mois de juin Menin et Courtrai, qui n'avait cessé, depuis la déclaration de guerre, de défendre la frontière et de s'aguerrir. Les troupes venues de Wissembourg passaient pour les meilleures de l'armée du Rhin et s'étaient formées au camp de Neukirch où Kellermann les faisait manœuvrer tous les jours, et les commandait de sa propre voix[1]. Les treize régiments ou bataillons d'infanterie, postés au moulin de Valmy, ne comptaient que deux bataillons de volontaires, le 1er de Saône-et-Loire et le 2e de la Moselle ; les onze autres étaient de vieux régiments, le 1er, le 5e, le 22e, le 24e, le 44e, le 81e, le 90e et le 102e, ci-devant Colonel général, Navarre, Viennois, Brie, Orléans, Conti et Chartres[2] qui formaient la première ligne commandée par Linch ; le 30e, le 62e et le 96e, ci-devant Perche, Salm-Salm et Nassau, qui formaient la seconde ligne, sous les ordres de Muratel[3].

D'ailleurs les deux bataillons de volontaires, encadrés entre les trois vieux régiments de la seconde ligne, ne se montrèrent pas indignes du reste de l'armée. Lorsqu'eut lieu l'explosion des caissons, le bataillon de Saône-et-Loire, dit Kellermann, « fut celui qui perdit le plus de monde, mais ce bataillon qui commençait à faire

[1] Arch. guerre, Kellermann à Servan, 3 juin ; cp. ses notes pour le cabinet historique-topographique du comité de salut public (1er mai) : « cette petite armée (du camp de Neukirch) a fait le noyau de celle qui combattit si glorieusement à Valmy ». Ces troupes, venues de Wissembourg où commandait Custine, formaient, comme on sait, la seconde ligne de l'armée du Centre (voir *Invasion prussienne*, p. 210) : « J'ai envoyé à l'armée du Centre, écrivait Custine à Servan, presque toute la cavalerie de mon armée, sa meilleure infanterie, des régiments éprouvés » (lettre du 2 septembre).

[2] Le 102e (ainsi que le 103e et le 104e) avait été formé le 11 octobre 1791 avec les compagnies soldées de la garde nationale de Paris, dans lesquelles étaient entrés un grand nombre de gardes françaises.

[3] Quant à la cavalerie de l'armée du Centre, postée soit dans la plaine, à Orbeval et près de l'Auve, soit sur le tertre de Valmy, elle était ainsi composée : I *avant-garde* de Deprez-Crassier : 3e hussards (ancien Esterhazy), 4e dragons (ci-devant Conti), 1er chasseurs à cheval (chasseurs d'Alsace) ; II *première ligne :* 8e (cuirassiers) et 10e cavalerie (Royal-Cravate), 14e et 17e dragons (Chartres et Schomberg); III *seconde ligne :* 4e cavalerie (ci-devant régiment de la Reine), et 1er dragons (ci-devant Royal-Dragons); IV *réserve :* les deux régiments de carabiniers et le 17e cavalerie (ci-devant Royal-Bourgogne).

la guerre, montra une contenance qui aurait fait honneur aux troupes les plus anciennes et les plus accoutumées au feu [1]. »

Les volontaires ont donc pris une part glorieuse à la défense du moulin de Valmy. Mais ces volontaires avaient eu le temps de se discipliner et de s'instruire ; ils n'appartenaient pas à la levée de 1792 et, comme on disait alors, à la nouvelle levée. Le 1[er] bataillon de Saône-et-Loire et le 2[e] bataillon de la Moselle avaient été formés en 1791 ; ils venaient de ces *confins militaires* de la France, de cette région belliqueuse du nord-est qui mit à l'organisation des corps de volontaires à la fois le moins de temps et le plus de soin ; ils servaient depuis une année et figuraient vaillamment à côté de l'armée régulière [2].

[1] Mémoire de Kellermann (arch. guerre) et discours à la Convention, 14 novembre : « La journée du 20 septembre a sauvé Paris sur les hauteurs de Valmy, par la valeur mémorable des troupes de ligne et des volontaires nationaux, parmi lesquels il faut distinguer le bataillon de Saône-et-Loire. » On raconte que ce bataillon, que Custine regardait comme « excellent » (lettre du 11 septembre à Biron), avait d'abord été chargé, le 20 septembre, de la garde des équipages, mais « il était animé d'un si bon esprit et d'une telle émulation avec les troupes de ligne qu'il refusa de faire ce service. Lorsqu'on en rendit compte au duc de Chartres, devant le front du bataillon, un soldat sortit des rangs et lui dit, au nom de ses camarades : « Mon général, nous sommes ici pour défendre la patrie, et nous vous demandons de ne pas exiger qu'aucun de nous quitte le drapeau de notre bataillon pour aller garder des équipages. » — « Eh bien, répondit le duc de Chartres, les équipages se garderont tout seuls aujourd'hui, et votre bataillon marchera tout entier avec vos camarades de la ligne ; vous êtes, aussi bien qu'eux, des soldats français. » (Laugier et Carpentier, *Vie anecd. de Louis-Philippe*, 59.) N'oublions pas aussi, parmi les bataillons de volontaires de 1791 qui appartenaient à l'armée du Centre, le 1[er] bataillon de l'Yonne attaché au service de l'artillerie.

[2] Le 1[er] bataillon de Saône-et-Loire fut formé le 10 septembre et le 2[e] bataillon de la Moselle le 18 août (Susane, *Histoire de l'infanterie française*, 1876, I, 336 et 342 ; Rousset, *Les Volontaires*, annexe I, 319 et 325). — De même sur l'Yvron ; Stengel, de son aveu, n'avait guère que des troupes régulières : deux régiments de ligne, deux bataillons d'infanterie légère et vingt-deux escadrons (cp. ci-dessus p. 212). Aucun document ne nous apprend, il est vrai, la composition exacte et détaillée des corps de Beurnonville et de Chazot qui soutinrent efficacement l'armée du Centre ; mais nous savons que l'armée de Dumouriez (voir p. 161) ne comptait que des troupes de ligne et des volontaires de 1791.

CHAPITRE X

LES ISLETTES

I. Dillon et ses lieutenants. — Les gentilshommes verriers. — Les francs-tireurs de l'Argonne. — II. Les Austro-Hessois. — Les deux affaires du 17 et du 20 septembre. — Marceau. — Neuilly.

I. Pendant que les Prussiens se heurtaient à Valmy contre une résistance inattendue, les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg et les Hessois du landgrave ne faisaient contre les Islettes que d'inutiles démonstrations.

Dumouriez avait confié la défense de ce poste au chef de son avant-garde, Arthur Dillon. Mais Dillon était un fervent royaliste qui ne servait la Révolution qu'à contrecœur ; il avertit les alliés de la prochaine invasion de Custine ; il proposa à son lieutenant Money d'émigrer avec lui. Il manquait d'énergie et d'activité. Le 31 août, lorsqu'on le chargeait de seconder l'attaque de Miaczynski sur Stenay, il ne s'engageait qu'avec hésitation et se retirait précipitamment sur Mouzon. Le 4 septembre il prenait le chemin de Varennes avec angoisse et en maudissant la folle audace de Dumouriez. Il aurait dû se saisir de la gorge de Clermont qui est, en réalité, la clef du défilé des Islettes. Maître de cette trouée, il aurait défendu quelque temps le passage de l'Aire et retardé la marche des Austro-Hessois. Il laissa les enne-

mis occuper Clermont, s'avancer sur la grande route bordée de bois, et déboucher dans la plaine des Islettes, sans engager contre eux la moindre escarmouche. Courtisan de Versailles, favori de Marie-Antoinette, rival des Besenval et des Lauzun, Dillon, ou, comme on l'avait surnommé, Dillon *le Beau*, n'était qu'un général de cour; il restait au lit jusqu'à dix heures du matin et durant toute la campagne, ses aides de camp donnèrent de leur propre mouvement des ordres qu'il ratifiait ensuite. Tout l'honneur de la défense des Islettes revient, non pas à Dillon, mais à Galbaud qui plaça l'artillerie; à Gobert qui fit les retranchements et dicta la plupart des dispositions [1]; à Money qui commandait le poste le plus important, celui de la côte de Biesme; aux colonels de cavalerie Neuilly et Frégeville; aux soldats qui « manifestaient les plus ardentes dispositions et brûlaient de se mesurer en plaine avec l'ennemi [2] »; enfin aux habitants de la contrée [3].

[1] Gobert (voir p. 54-55) a rédigé, outre un mémoire inédit du dépôt de la guerre, une brochure qu'il publia en 1793 et qui porte le titre suivant : *Exposé de la conduite du général de brigade Gobert* (Arch. nat. AF II 281). Il nous apprend dans cette brochure qu'il était capitaine du génie employé à Calais, qu'il prit part, le 29 avril 1792, à la malheureuse affaire de Tournay, qu'il fut chargé d'établir et de fortifier le camp de Pont-sur-Sambre, en qualité d'adjoint aux adjudants-généraux, qu'au 10 août il fut le seul de l'état-major qu'on traitât de jacobin et d'ennemi de Lafayette. Il raconte ainsi la campagne de 1792 : « Après plusieurs marches que l'histoire appréciera, nous occupâmes la côte de Biesme que je fus chargé de fortifier, outre les fonctions importantes et pénibles de chef d'état-major que je puis dire avoir remplies avec honneur; j'employai jusqu'à six cents ouvriers à retrancher ce poste déjà fort par sa nature et qui devint l'écueil de toutes les forces autrichiennes, hessoises et prussiennes. Je fus présent à l'affaire du 17 septembre, à toutes celles que nous eûmes à la côte de Biesme, à toutes les sorties que nous fîmes de nos retranchements, dont je commandai une partie. »

[2] Lettre de deux députés du corps électoral de l'Aube qui ont été à la côte de Biesme, 7 sept. (arch. guerre) : « C'est là, disent ces braves gens, qu'ils (les ennemis) trouveront leur tombeau ou que la France entière trouvera le sien. »

[3] Cp. les *Souvenirs* de Money. La mollesse de Dillon et sa mauvaise volonté n'échappèrent pas à l'œil perçant de Dumouriez. Il faut absolument renvoyer Dillon, mandait-il le 11 septembre à Servan, je l'ai jugé trop favorablement. Servan rédigea aussitôt (15 sept.) une lettre de rappel qui contenait ces simples mots : « A M. Dillon, le



La partie de l'Argonne qu'arrose la Biesme, de Vienne-le-Château aux Islettes et à Futeau, renferme et renfermait déjà en 1792 d'importantes verreries. Les gentilshommes nommés *gentilshommes verriers* s'étaient établis depuis le XVIe siècle dans cette vallée. Tous les rois, depuis Henri III, leur avaient permis de faire le commerce sans déroger. Ils travaillaient eux-mêmes et on les voyait, revêtus seulement d'une longue chemise, manier la fêle et souffler la bouteille. Les bourgeois les appelaient des *hazis*, c'est-à-dire des desséchés, et se moquaient de leur orgueilleuse pauvreté ; les gentilshommes à leur tour nommaient les roturiers des *sacrés mâtins*. Mais, grâce à la puissante recommandation de la duchesse d'Elbeuf qui possédait la baronnie de Vienne-le-Château, les verriers envoyaient leurs fils

Conseil exécutif provisoire vous destitue de la place de lieutenant-général dans l'armée de Dumouriez » ; elle serait remise à Dillon lorsque Dumouriez le jugerait convenable. Ce dernier la garda ; « je ne l'ai point encore remise, écrivait-il à Servan le 24 septembre, quoique Dillon soit toujours le même. Westermann vous en dira les motifs. Mais je lui ai déjà ôté le commandement de l'avant-garde pour le donner à Beurnonville. Il me dissimule sa sensibilité sur cette préférence, mais je crois que le diable n'y perd rien. » Dumouriez ajoutait : « Je crois qu'il y a un moyen très simple de s'en débarrasser, c'est que vous l'appeliez à Paris sous un prétexte quelconque ; quand une fois il y sera, gardez-le bien, et je donnerai sa place à un autre. » Servan réunit le conseil et, trois jours après (27 sept.), il écrivit à Dumouriez une lettre destinée à être mise sous les yeux de Dillon : « Il sera important de m'envoyer un officier qui vienne rendre compte au conseil. Il m'a ordonné de vous écrire qu'il a jeté les yeux sur M. Dillon, pour remplir cet objet. » Dillon se méfia ; il répondit que sa présence était nécessaire à la côte de Biesme, que lui seul connaissait la position et qu'il ne pourrait quitter l'ennemi de vue. On patienta, mais lorsqu'il eut écrit sa lettre au landgrave de Hesse, il fut attaqué en pleine Convention et son rappel décidé. (Arch. guerre.) C'est ce général dont Camille Desmoulins devait se faire le champion dans sa *Lettre de Camille Desmoulins, député de Paris, à la Convention, au général Dillon, en prison aux Madelonettes ;* le spirituel mais étourdi pamphlétaire s'était engoué de Dillon qu'il regardait comme un grand capitaine et demanda pour lui le commandement de l'armée du Nord ; un passage piquant de sa *Lettre à Dillon*, relatif à la campagne de 1792, mérite d'être cité : « ... Aussi, Arthur Dillon, pourquoi avez-vous dit, en présence de maints députés, que lorsque Billaud-Varennes était commissaire à votre armée, il avait eu un jour une belle peur, et qu'il vous avait toujours regardé comme un traître pour lui avoir fait voir l'ennemi ? »

aux écoles militaires et leurs filles à la maison royale de Saint-Cyr. Un grand nombre d'entre eux avaient émigré pour s'enrôler sous le drapeau du prince de Condé, comte de Clermontois, qu'ils considéraient comme leur protecteur naturel. Ceux qui n'avaient pas quitté le pays avouaient leur haine pour la Révolution ; ils étaient, dit Dumouriez, fiers de leur fragile noblesse et détournaient le patriotisme des paysans. On arrêta les principaux, au nombre de vingt, et on les conduisit à Châlons [1].

Mais, si les gentilshommes verriers de l'Argonne s'étaient efforcés un instant de paralyser la défense nationale, les bourgeois et les paysans la secondaient de tout leur pouvoir. « Ils ont, rapporte Gobert, bien mérité de la patrie et il faut leur rendre cette justice ; c'est à eux que nous devons une partie de nos succès. Tous étaient prêts à venir à notre voix ; tous étaient nos espions, et l'adversaire ne trouva pas un traître parmi eux. » Ils informaient Dillon des moindres mouvements des Autrichiens et des Hessois. Ils tiraient sur l'ennemi qui s'écartait imprudemment du gros des troupes. Ils résistaient aux détachements qui venaient faire du fourrage et lever des contributions. Les habitants de Fleury chassèrent de leur village les hussards autrichiens et tuèrent l'un d'eux. Le 11 septembre, Galbaud faisait appel aux districts de Sainte-Menehould et de Varennes ; il priait, au nom de la France et du général Dumouriez, les « braves gens habiles à tirer un coup de fusil » de se rendre à Sainte-Menehould et les autorisait, dès qu'ils seraient au nombre de cinquante, à se former en compagnies de chasseurs et à choisir eux-mêmes leurs chefs. Ces « braves gens » vinrent en foule, et on tira, dit encore Gobert, de cette population extrêmement attachée à la patrie, plusieurs corps de chasseurs utiles [2].

[1] Buirette, *Histoire de Sainte-Menehould*, I, 267-268 ; II, 601 ; Dumouriez, *Mém.*, I, 268 ; Muret, *Histoire de l'armée de Condé*, p. 35, « ils formèrent deux compagnies presque entières sous les ordres du prince de Condé ».

[2] Mémoire de Gobert (arch. guerre) ; lettre de Galbaud aux administrateurs des districts de Sainte-Menehould et de Varennes, Arch. Nat. AA[61], p. 91, et Bibl. de Verdun, *Verdun-Révol.*, II, p. 49 ;



II. Les Hessois campaient à Clermont, en face des Islettes et les Autrichiens de Hohenlohe-Kirchberg, à Neuvilly, en face de la Chalade. Nous les voyions devant nous, écrit Gobert, et nous pouvions presque compter leurs soldats. Un poste établi à Aubreville les reliait les uns aux autres. Quelques escadrons de hussards de Wurmser, envoyés à Rarécourt, couvraient le flanc gauche des Hessois.

Hohenlohe-Kirchberg et le landgrave jugèrent la position des Islettes inattaquable. On sait du reste que le duc de Brunswick leur avait recommandé la plus stricte défensive. Ils se bornèrent donc à des simulacres d'attaque, à des rencontres de fourrageurs et à de petits combats d'avant-garde où les Français admirèrent l'adresse des chasseurs hessois [1].

Deux affaires méritent d'être mentionnées; elles eurent lieu le 17 et le 20 septembre.

Le matin du 17 septembre, pendant que le comte de Nauendorf marchait avec cinquante soldats de Schröder et quatre escadrons sur le chemin de Varennes à la Pierre-Croisée, Hohenlohe-Kirchberg s'avançait sur la grande route de Clermont aux Islettes. Il avait avec lui douze compagnies d'infanterie, deux escadrons de chevau-légers, cinq pièces de canon et deux obusiers. Deux cents volontaires autrichiens et les chasseurs hessois couvraient les flancs du détachement. Le landgrave et le jeune archiduc Charles, que Hohenlohe-Kirchberg devait initier aux pratiques de la guerre [2], s'étaient joints à l'expédition. On refoula les avant-postes français établis

Ditfurth, *die Hessen in den Feldzügen in der Champagne, am Maine und Rheine*, 100.

[1] Un Français que les Hessois avaient fait prisonnier et qui savait un peu d'allemand, disait : mack chasseur mit chapeau pouf, gleich sein kaputt. (Ditfurth, *die Hessen*, 78). Voir sur l'armée hessoise *Invasion prussienne*, 140-141.

[2] C'est le futur adversaire de Napoléon. Il était alors « generalfeld-wachtmeister » et commandait une brigade (François II à Hohenlohe-Kirchberg, Vivenot, *Quellen*, II, 186 ; cp. Gross-Hofinger, *Erzherzog Karl*, p. 87). Mais le précédent chef de la brigade était demeuré à son poste « afin que l'archiduc pût s'éloigner pour se trouver auprès de Hohenlohe-Kirchberg dans les bonnes occasions ».

à l'entrée de la vallée, sur le Hutebas, derrière des abatis. On mit en batterie sur une éminence les obusiers et deux pièces de canon. Pendant ce temps, Hohenlohe-Kirchberg, le landgrave, l'archiduc Charles faisaient une reconnaissance. La position leur parut si forte qu'ils ordonnèrent la retraite. Les Austro-Hessois n'avaient perdu que deux hommes. Galbaud, qui ménageait ses munitions et ne voulait tirer qu'à coup sûr, n'avait répondu que par quelques volées de canon au feu des ennemis. Les Français n'eurent même pas un blessé. Ce combat, rappelle Gobert dans son mémoire sur la campagne, paraissait si peu sérieux à nos gens qui bordaient les retranchements que, le moment de la soupe étant arrivé, ils la mangèrent tranquillement en accompagnant de leur chant le sifflement des obus qui passaient sur leurs têtes. Nos soldats, dit de même Dillon, supportèrent cette attaque avec une gaieté extrême, avec des cris de *Vive la nation* et en défiant l'ennemi de s'approcher plus près[1].

Trois jours après, les Hessois firent une nouvelle tentative. Hohenlohe-Kirchberg et le landgrave entendaient le canon de Valmy; mais ils n'avaient pas d'instructions et ne pouvaient en avoir, puisque le combat s'était livré à l'improviste, contre les prévisions de Brunswick. Hohenlohe-Kirchberg se contenta d'envoyer dans la matinée quelques détachements sur le chemin de La Chalade. Mais, à deux heures de l'après-midi, le landgrave impatient fait battre la générale dans les rues de son

[1] Dillon, *Compte rendu*, 30; Gobert, mémoire (arch. guerre); Ditfurth, *die Hessen*, 79; Gebler, *Oesterreichische militärische Zeitschrift*, 1883, III, p. 80-81. Dillon écrivait le jour même à Dumouriez la lettre suivante, fort honorable pour un bataillon de volontaires de 1791, celui de la Charente-Inférieure, et pour un régiment des troupes de ligne, le 58e : « Les ennemis nous ont envoyé une centaine d'obus qui n'ont tué personne. Nous avons trois prisonniers; ce sont des grenadiers hongrois. J'ai été enchanté des troupes. Les volontaires de la Charente garnissaient les retranchements. Je ne saurais apprécier la conduite du 58e régiment, ci-devant Rouergue... Je l'envoyais à Florent, il passait dans le moment de l'action. Je l'ai fait venir. Il est arrivé, battant la charge avec des physionomies rayonnantes. Il a sauté les retranchements pour aller enlever la batterie d'obus. L'ennemi s'est retiré avec précipitation. » (Papiers de Dumouriez. Arch. nat. F 7 4598.)



camp et prendre les armes à sa petite armée. Il laisse à Clermont le gros de ses forces, et se porte sur la route des Islettes, à la tête des troupes légères, des grenadiers, des carabiniers et des dragons de la garde. Les grenadiers s'avancent en chantant et au pas de course. Mais ils s'arrêtent devant la Biesme débordée et le feu de l'artillerie française. Les boulets pleuvent au milieu d'eux; un canonnier est tué à côté du landgrave qui tombe de cheval, étourdi et sans connaissance. Le temps se passe; le bruit de la canonnade qui vient de Sainte-Menehould s'apaise peu à peu; le landgrave, qui s'est remis en selle, ne remarque pas le moindre mouvement sur la côte de Biesme; il ordonne la retraite, et les Hessois rentrent dans leur camp, silencieux et abattus. Les tirailleurs français les poursuivirent jusque dans les jardins de Clermont. « J'ai moi-même été chargé de la poursuite des fuyards, écrivait Marceau, et je les ai menés jusqu'au bord de leur retranchement, sans qu'il me soit arrivé d'autre perte que celle de deux chasseurs d'une compagnie franche qui était avec nous[1]. »

Ces deux reconnaissances du 17 et du 20 septembre furent les seules opérations des alliés contre les Islettes[2]. Le 2 octobre, après avoir langui dans l'inaction, les Autrichiens se repliaient de Neuvilly sur Fromeréville et les Hessois de Clermont sur Regret. La veille (1er octobre), le colonel Neuilly, qui venait de recevoir son brevet de maréchal de camp, s'était signalé par un brillant fait d'armes. Il est bon à tout, disait Dumouriez. Il attaqua dans le village d'Autrécourt, sur la rivière d'Aire, à la tête de son 10e régiment de dragons, un détachement de cavalerie austro-hessoise; il passa le pont au galop, culbuta les Hessois qui le gardaient et tua de sa main le premier qu'il rencontra. Cinq hussards de Wurmser et vingt-deux dragons du landgrave restèrent sur la place.

[1] Ditfurth, *die Hessen*, 81-82; Gebler, article cité du « Journal militaire autrichien », p. 85. Dillon, *Compte rendu*, 33; Marceau à Maugars, 24 sept. (Doublet, I, 145.)

[2] Lossberg, *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, 1846, I, 13 « wir hatten nur unbedeutende Vorpostengefechte ».

On ne fit que quatre prisonniers. Le lieutenant Lindau, chef du détachement, ne fut sauvé que par le généreux Neuilly, auquel il rendit son épée. Les habitants d'Autrécourt, raconte Dillon, se précipitaient dans nos rangs pour remercier leurs libérateurs et s'empressaient à l'envi de nous offrir tout ce qu'ils possédaient[1].

Telle fut la défense des Islettes en 1792. Le poste de Biesme, écrivait Galbaud, est une des principales causes qui ont amené le magnifique résultat de cette campagne[2]. Mais il ne faut pas exagérer l'importance militaire de ce poste ainsi que la résistance de l'avant-garde de l'armée des Ardennes. Les alliés ne firent contre les Islettes que de simples démonstrations, et, si honorable qu'ait été l'attitude des soldats de Dillon, on ne peut dire avec un historien allemand qu' « ils repoussèrent les attaques *opiniâtres* des Austro-Hessois[3] ».

[1] Ditfurth, *die Hessen*, 102-104 ; Dillon, *Compte rendu*, 45-47 ; Gobert, mémoire ; Dumouriez à Servan et Dillon à Dumouriez, 2 oct. (arch. guerre et Ternaux, IV, 549-550). Les Hessois furent peut-être ceux des alliés qui commirent le moins de dégâts dans les provinces envahies ; ils se sont conduits sagement, disaient les commissaires de la Convention, et, à l'exception de quelques maisons aux environs de Clermont, qu'ils ont démolies pour l'établissement de leur grand'garde, ils ont respecté les propriétés des habitants. (*Monit.* du 6 oct.) Il est dur, écrivait un caporal hessois, de prendre le bien aux pauvres gens, mais il faut vivre, et je pense que le bon Dieu ne nous punira pas, nous et nos enfants. Voir dans Ditfurth, *die Hessen*, 96, note, la lettre naïve de ce caporal : Weme sollte sich nit das Herze im Leibe umdrehen tuen ? etc.

[2] *Observations* sur la pétition présentée à la Convention le 28 octobre 1792, p. 13, note.

[3] « Hartnäckige Angriffe », *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges*, II, p. 258-259, cité par Ditfurth ; *die Hessen*, 82. Dillon osa se faire donner par le conseil général de Sainte-Menehould un certificat constatant qu'il avait « arrêté à la côte de Biesme, avec moins de dix mille hommes, l'armée combinée des Prussiens, des Autrichiens, des Hessois et des émigrés, forte de plus de cent mille hommes, commandée par le duc de Brunswick et où étaient en personne Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, et ses fils », et « par sa bravoure, sa vigilance, son activité et ses sages dispositions, sauvé Sainte-Menehould de l'invasion et du pillage de l'ennemi. » (Extrait du registre des délibérations de la maison commune de Sainte-Menehould, 19 octobre 1792, et reproduit par Dillon dans son *Compte rendu* au ministre de la guerre, p. 107-108).

CHAPITRE XI

L'ARMÉE DES PRINCES

Illusions constantes des émigrés. — Projets de Breteuil, de Fersen, de Mercy, de Mallet du Pan. — Marche de la cavalerie des émigrés sur le Chesne-Populeux. — Vouziers. — Somme-Suippes. — Arrivée tardive de la petite armée sur le champ de bataille. — La « pétarade » de Valmy.

La marche des Prussiens sur Grandpré, puis sur Valmy, avait ravivé les espérances des émigrés, un instant déçues par l'inaction qui suivit la prise de Verdun. Le baron de Breteuil ne cachait pas sa joie et s'imaginait que ce mouvement aurait des conséquences décisives. Il savait le duc contraire à l'expédition, et il observait que Brunswick avait hâte d'en finir et « pensait avec impatience au moment où il pourrait ramener son armée dans ses foyers avec la gloire de son entreprise ». Mais, écrivait-il à Fersen, le duc n'a qu'un but, arriver à la vue de Paris et sauver le roi; il serait au plus tard le 10 octobre devant la capitale; il livrerait bataille vers le 16 ou le 17 septembre, car, selon le baron, il était nécessaire de battre fortement les rebelles avant la Convention nationale, et une victoire gagnée ouvrirait la voie à la « conciliation ». Les Prussiens vainqueurs, ajoutait Breteuil, pousseraient aussitôt sur Châlons, et y « feraient un séjour un peu marqué », comme à Verdun. Mais lui-même comptait employer utilement cette apparente suspension des hostilités; il suivrait le quartier-



général prussien et entamerait, par l'intermédiaire du baron de Batz et de l'agioteur Sainte-Foix, une négociation secrète avec les meneurs du parti populaire pour sauver Louis XVI et sa famille[1]. Déjà Fersen proposait de choisir l'endroit où se retirerait le roi de France, et Valenciennes lui paraissait le lieu le plus convenable : « grande ville, bien passante, peu de canaille, grandes ressources pour les logements et les vivres, châteaux dans les environs, proximité de la frontière ». Plus que jamais s'agitaient dans l'entourage de Breteuil les projets de représailles et de contre-révolution. Mercy déclarait dans un salon de Bruxelles que la politique allait se taire, que la sévérité était indispensable, que la baïonnette et le canon devaient terminer la guerre, qu'il fallait faire des exemples, anéantir les jacobins, mettre le feu aux quatre coins de Paris. Mallet du Pan mandait de Genève au maréchal de Castries qu'il importait, avant tout, de renoncer à la « pernicieuse miséricorde » et à la clémence qui « serait dans ces conjonctures un crime contre la société ». Tout me fait craindre, disait-il, qu'on veuille mériter la gloire de pardonner et qu'on écoute des esprits faibles qui parleront de gagner les cœurs. Il fallait, à son avis, publier une ou deux gazettes officielles, dont les exemplaires seraient répandus à profusion dans les villes et les campagnes ; le siège du journal, ce *Moniteur* des émigrés, serait à Verdun, où l'on trouverait une imprimerie et « nombre d'ecclésiastiques en état de rédiger une feuille semblable ». Fersen donnait à Breteuil les mêmes conseils ; « éclairer et rassurer le peuple par des écrits simples, courts et clairs, et qu'il serait bon de multiplier » ; Limon, pensait le Suédois, était l'homme désigné pour cette besogne. Le marquis de Bombelles proposait de faire paraître une proclamation et comme un nouveau manifeste ; on dirait aux habitants de Paris qu'ils devaient non seulement « se détacher des factieux et des scélérats, mais agir contre eux », qu'ils ne sauraient « échapper à la juste vengeance du duc de Brunswick, en se bornant à se renfermer dans leurs maisons », qu'eux aussi étaient res-

[1] Voir *Invasion prussienne*, le chapitre consacré aux émigrés, 294.



ponsables des horreurs qui se commettaient dans la capitale. Mallet du Pan songeait même à la réorganisation des Suisses qui formeraient la garde de Louis XVI restauré et « maintiendraient la sûreté et la police du lieu où le roi fixerait sa résidence » : il fallait, assurait cet infatigable faiseur de projets, mettre à la tête de ce corps d'élite des chefs éprouvés ; on aurait pendant quelque temps un *gouvernement militaire* et les officiers supérieurs auraient besoin, non seulement de la connaissance de leur métier, mais « d'expérience dans la police publique, de fermeté, d'habitude dans la surveillance de l'administration » ; on se passerait donc du vieux d'Affry, qui méritait de finir le reste de ses jours dans un monastère où il pleurerait ses « affreuses sottises depuis la Révolution » ; on donnerait le commandement des Suisses au baron de Roll, ministre du comte d'Artois, et au baron d'Erlach, bailli de Lausanne ; d'Erlach, concluait Mallet du Pan, protège les émigrés dans le pays de Vaud, il unit le sang-froid à l'activité, le jugement à l'esprit de suite [1].

Sur ces entrefaites, Breteuil reçut une grande nouvelle. Le duc de Brunswick appelait à lui la cavalerie des princes français [2] ; elle devait longer la Meuse et déboucher dans les plaines de Champagne par le Chesne-Populeux, tandis que les Austro-Prussiens franchiraient les défilés de La Croix-aux-Bois et de Grandpré.

La petite armée des émigrés avait d'abord investi Thionville. Il fut décidé que l'infanterie, sous le commandement du maréchal de Broglie, demeurerait devant la place. La cavalerie, dirigée par le maréchal de Castries et les princes, obéirait aux ordres de Brunswick et irait prendre part aux opérations des alliés ; le roi de Prusse, lisait-on dans le *Courrier de Strasbourg*, a demandé à Messieurs les paladins de France qu'ils vinssent faire le coup de sabre [3].

[1] *Fersen*, II, 360-375 et la lettre de Mallet du Pan du 17 septembre (*Moniteur* du 5 novembre).

[2] *Fersen*, II, 372.

[3] Lettre du *Courrier de Strasbourg*, reproduite par le *Courrier des quatre-vingt-trois départements* (26 septembre, p. 69).

Une émeute faillit éclater dans le camp au départ des frères de Louis XVI. Ceux qui restaient crièrent qu'on allait se battre sans eux, qu'ils voulaient, comme leurs camarades, marcher à la conquête de Paris. Le maréchal de Castries essaya de les calmer et fut insulté. Le comte d'Artois n'apaisa les mécontents qu'en leur donnant l'assurance qu'ils rejoindraient bientôt l'armée principale [1].

Les princes emmenaient avec eux leurs gardes du corps et ceux du roi, les gendarmes, les grenadiers à cheval, les chasseurs impériaux russes, les quatre compagnies rouges d'ordonnance. Ils n'avaient d'autre infanterie que la brigade irlandaise. Leur armée formait deux colonnes : le duc de Coigny commandait celle de droite où se trouvaient les princes, et le marquis d'Autichamp, celle de gauche. Le marquis de Jaucourt était à la tête de l'avant-garde, composée de la brigade de Monsieur, des hussards de Berchiny, des chasseurs de Polignac et d'environ deux cents hommes d'infanterie [2].

On passa le 11 septembre à Aumetz [3], le 12 à Spin-

[1] Marcillac, 110, et d'Argens, 55 (*Mém. sur l'émigration*, p. p. de Lescure) ; *Fersen*, II, 35-36.

[2] Baron de Crossard, *Mém. milit. et histor.*, I, 1829, p. 9-10 (le baron de Crossard, qui devint maréchal de camp, avait servi dans la légion de Maillebois avec Deprez-Crassier, Macdonald, Dupont et Charles de Polignac ; admis dans le corps royal de l'artillerie des colonies, il avait émigré ; il était aide de camp du vicomte de Latour du Pin La Charce (adjudant-général du comte d'Artois) et attaché, comme lieutenant d'infanterie, à l'état-major général de la petite armée) ; comp. Dampmartin, *Mém.*, 302.

[3] Un prêtre fugitif qui vint à Aumetz, quelques jours plus tard, décrit ainsi l'aspect du village : « Nous n'y trouvâmes que des maisons pillées, ravagées, et cela parce que les habitants avaient maltraité les émigrés à leur passage en les forçant à recevoir des assignats pour l'argent qu'ils leur prenaient, et en second lieu, parce que ce village était absolument révolutionnaire et avait marché avec l'intrus en tête contre les troupes prussiennes. Il s'était surnommé sans pareil. Il n'avait pas encore changé de nom, car je puis assurer qu'il n'avait pas son pareil dans toute l'Europe.

Tous quatre nous avons couché
Dessus la paille
Les Prussiens n'ayant laissé
Que les quatre murailles.

Deux de mes confrères couchèrent sur une paillasse où peu de jours

court, le 13 à Verdun et à Béthelainville, le 14 à Consenvoye et à Dun[1]. On franchit la Meuse, on traversa les défilés du Chesne-Populeux et de la Croix-aux-Bois où l'on rencontra le convoi funèbre du prince Charles de Ligne[2]. Le 18 septembre, les émigrés étaient à Vouziers. Les princes y reçurent une lettre de Nassau-Siegen qui leur annonçait une bataille imminente et les priait de faire diligence. Ils quittèrent Vouziers le lendemain à la pointe du jour et se dirigèrent sur Somme-Suippes. Mais l'avant-garde s'égara dans l'immense plaine qui s'étend de Vouziers à la rivière de la Py. Il fallut s'arrêter, envoyer des hussards en reconnaissance, fouiller les villages déserts pour trouver un guide. On n'atteignit Saint-Souplet que dans la soirée. Le corps du marquis de Jaucourt se reposa quatre heures, et repartit sur-le-champ pour bivouaquer à Somme-Suippes. Le matin du 20 septembre, les émigrés arborèrent leurs écharpes et mirent à leurs chapeaux le branchage vert, signal de guerre autrichien. Ils marchèrent sur La Croix-en-Champagne et laissèrent à leur gauche les colonnes de Clerfayt. Ils entendaient le bruit du canon, et une profonde émotion saisissait leurs cœurs. Des hommes, dit Crossard, nés sous le même ciel et parlant la même langue, allaient se combattre les uns les autres,

auparavant avait couché M. le comte d'Artois. » (Mss. 23189 de la bibliothèque du musée Carnavalet, *Tableau des principaux événements de la Révolution française avec l'histoire des voyages d'un prêtre déporté*, p. 142-143 ; l'auteur, Jean-Baptiste Silvestre, veut imiter Bachaumont et entremêle en fort mauvais style la prose et les vers).

[1] Trente-cinq habitants de la commune de Dun furent plus tard (9 vendémiaire an III ou 30 septembre 1794) traduits devant le tribunal révolutionnaire pour avoir accueilli les émigrés et arboré le drapeau blanc. Ils furent acquittés à l'exception d'Aublin et d'une femme Jacquet qu'on accusait d'avoir agité, en forme de drapeau, une serviette blanche en criant « Vive le roi, au diable la nation! » Aublin allégua vainement dans sa défense qu' « il faut se représenter la petite ville de Dun comme une habitation ouverte de tous côtés, sans portes, sans murs, sans canons, sans aucune espèce de retranchements » contre les émigrés, « ne respirant que sang et carnage, menaçant de tout incendier, de tout ravager au moindre mouvement qui pourrait annoncer l'envie de faire résistance » (Wallon, *Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris*, 1881, tome V, p. 308-310.)

[2] Cp. plus haut, p. 121.



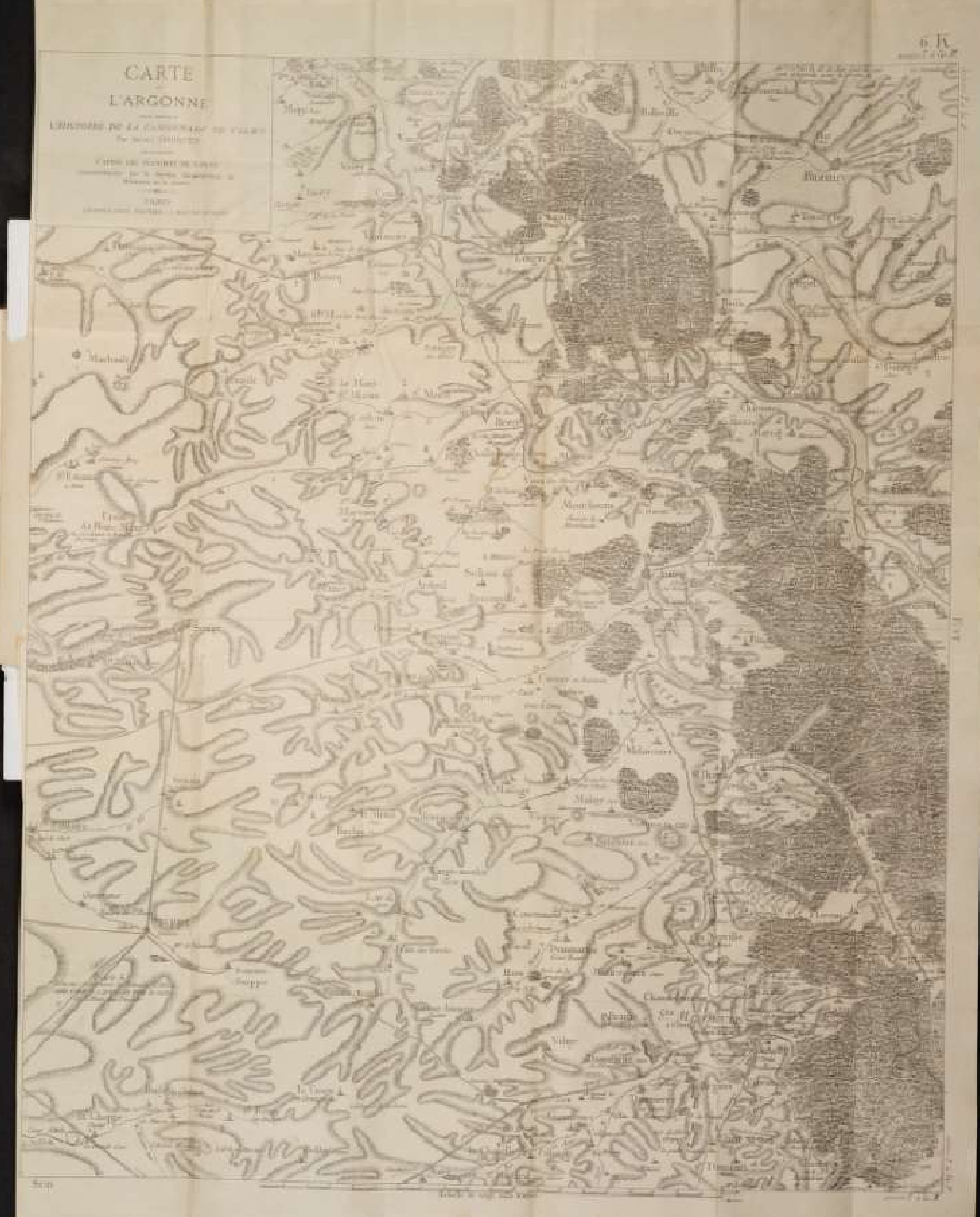
ceux-ci voulant briser les fers de leur roi, ceux-là sentant qu'il fallait vaincre pour légitimer leur révolte et assurer leur existence[1]. Nous avions tous, écrit Contades, un père, une mère, une femme, des amis à venger, et la cause pour laquelle nous nous battions, nous était personnelle ; nous marchions avec ardeur et dans le plus grand ordre ; le bonheur était peint sur tous les visages[2]. Mais on était trop loin de Valmy. On voyait avec une douleur impuissante la route s'allonger et le soleil s'approcher de l'horizon. Bientôt la nuit tomba. La petite armée, lasse et découragée, dut faire halte. « Nous enragions de notre inactivité, rapporte le comte de Neuilly, et nous demandions aux princes de nous mener au combat, seuls, sans s'occuper des Prussiens ; mais on n'entendait plus rien, cette prétendue bataille de Valmy n'avait été qu'une pétarade[3]. » Ce fut presque toujours, durant les guerres de la Révolution, le sort des émigrés, tenus sur les derrières des alliés et à distance respectueuse de l'adversaire, formant une réserve inutile, et arrivant trop tard, lorsqu'ils devaient prendre part à l'action.

Au 20 septembre se termine, à proprement parler, la campagne de l'Argonne. Le salut de la France révolutionnaire dépendait de cette journée, et, comme dit le Hessois Lossberg, il était écrit dans le livre du destin qu'une fois à Valmy, les alliés n'iraient pas plus loin[4]. L'ennemi, désormais incapable d'agir, désespérant de ressaisir l'avantage, abusé par les pourparlers de Dumouriez, reste, une semaine encore, en présence des armées françaises. Le 30 septembre, manquant de tout, affaibli par la faim et les maladies, craignant d'être coupé de ses communications, voyant sa situation s'aggraver de plus en plus, il prendra le parti de la retraite.

[1] Crossard, *Mém. milit. et hist.*, I, 10.
[2] Contades, 63-64.
[3] Neuilly, 50.
[4] *Zeitschrift für Kunst, Wissenschaft und Geschichte des Krieges.* 1846, I, 13 (Souvenirs de Lossberg) : « Im Buch des Schicksals stand jedoch geschrieben : *bis hierhin und nicht weiter.* »

Sa marche rétrograde durera jusqu'au 23 octobre; il sauvera son artillerie, ses drapeaux, son bagage; il saura, grâce à de subtiles et curieuses négociations, se soustraire à un désastre certain, et les Français perdront, de gaieté de cœur, l'occasion de l'écraser. Mais qui aurait cru, après la prise de Longwy et de Verdun, après le combat de La Croix-aux-Bois, après la panique de Montcheutin, même après Valmy, que cette belle armée prussienne abandonnerait si tôt ses conquêtes, et s'estimerait heureuse de regagner la frontière sans être poursuivie?

FIN.


6 K
CARTE
L'ARGONNE

TABLE

CHAPITRE Ier

SEDAN.

I. Le successeur de Lafayette. — Labourdonnaye. — Grimoard. — Montesquiou. — Biron. — Custine. — II. Dumouriez. — Sa vie. — Son ministère. — Ses menées en Flandre. — Lettres à la commission des vingt et un, au président de l'Assemblée, à d'Abancourt. — Il reçoit le commandement en chef de l'armée du Nord. — Sa personne et son caractère. — III. Plan d'invasion des Pays-Bas. — Motifs qui déterminent Dumouriez. — Agathocle et Scipion. — Dillon nommé commandant entre Sambre et Meuse par Dumouriez et les commissaires. — Mesures d'offensive. — Malgré Servan, Dumouriez regarde toujours du côté de Bruxelles. — Arrivée de Westermann. — Lettres de Servan. — Départ de Dumouriez pour Sedan. — IV. Arrivée à Mézières. — Accueil des troupes. — Reparties du général. — Galbaud envoyé à Verdun. — Lettre aux commissaires. — Dumouriez revient à son plan d'offensive. — Sa dépêche du 29 août et le procès-verbal du conseil de guerre. — Vouillers à Paris. — V. Anxiété de Servan. — Ses lettres du 1er et du 2 septembre. — Money. — Gobert. — Approche de Clerfayt. — Dumouriez dans l'Argonne. — Il a devancé les ordres du ministre. — Opinions de Bülow et de Gouvion Saint-Cyr. — Il faut rassurer Paris.................................... 1

CHAPITRE II

L'ARGONNE.

I. L'Argonne et ses défilés : les Islettes, la Chalade, Grandpré, la Croix-aux-Bois, le Chesne-Populeux. — II. L'armée de Sedan. — Activité de Dumouriez. — Son état-major. — Ordre de bataille. — Courage et discipline de l'armée. — III. Dillon à Stenay. — Inaction de Clerfayt. — Marche de Dumouriez sur Grandpré. — IV. La position de Grandpré. — Miranda au Morthomme. — Stengel à Saint-Juvin. — V. Marche de Dillon sur les Islettes. — Ses craintes. — Il se rejette en arrière. — VI. Galbaud aux Islettes depuis le 1er septembre. — Arrivée de la garnison de Verdun. — Son découragement. — Funérailles de Beaurepaire. — Panique. — Galbaud abandonne les Islettes pendant un jour. — VII. Dillon se joint à Galbaud. — Ordre de bataille de Dillon. — Mesures défensives. — Les Thermopyles de la France.................................... 44

CHAPITRE III

GLORIEUX ET REGRET.

I. Camp de Glorieux et de Regret. — La pluie. — La courée prussienne. — Hostilité de la population. — II. Les officiers prussiens à Verdun. — Les Verdunoises. — Le prince royal et Mlle Morland. — Conversations du témoin oculaire et du ferblantier Pierrot. — Conseil de guerre du 1er septembre à la côte Saint-Michel. — Discours de Brunswick. — Réponse des émigrés. — Leur influence sur Frédéric-Guillaume. — Hésitations de Brunswick. — Sentiments de l'armée. — La marche en avant est résolue. — On écrasera d'un seul coup Dumouriez et Kellermann. — IV. Le plan de Brunswick. — Tourner la position. — Étape à Valmy. — Dispositions. — Hohenlohe-Kirchberg et le landgrave de Hesse aux Islettes. — Démonstrations de Kalkreuth et de l'avant-garde prussienne. — Rôle de Clerfayt... 75

CHAPITRE IV

GRANDPRÉ.

I. Dumouriez à Grandpré. — Proclamation aux habitants de l'Argonne. — Petiet à Châlons. — Miaczynski à Sedan. — Le bataillon de Mouzon. — Annonce de renforts. — Duval au Chesne-Populeux. — Colomb à la Croix-aux-Bois. — Ardeur des troupes. — II. Les Prussiens veulent-ils assiéger Metz? — Se dirigeront-ils sur Saint-Dizier? — Plan de Dumouriez. — Son erreur. — Il se rend aux Islettes. — Duval à Marcq et Dubouquet au Chesne-Populeux. — III. Le mouvement de Brunswick. — Reconnaissance de Köhler. — Arrivée des Austro-Hessois. — Marche des Prussiens sur Grandpré. — Escarmouche à Clermont. — Dispositions des paysans. — Leur horreur de l'ancien régime. — La pluie et la boue. — Retard des convois. — Le camp de Landres ou camp de la Crotte. — IV. Exécution du plan de Brunswick. — Les deux démonstrations du 12 septembre. — Kalkreuth à Briquenay. — Hohenlohe à Fléville. — Courage des Français. — Les tirailleurs 94

CHAPITRE V

LA CROIX-AUX-BOIS.

I. Le colonel Colomb. — Imprudence de Dumouriez. — II. Le défilé de la Croix-aux-Bois pris par les Autrichiens (12 septembre) et repris par Chazot (14 septembre). — Mort du jeune prince de Ligne. — III. Lettre de Billaud-Varennes. — Retour offensif des Impériaux. — Retraite de Chazot sur Vouziers. — Dubouquet abandonne le Chesne-Populeux 115

CHAPITRE VI

MONTCHEUTIN.

I. Difficultés avant le 14 septembre. — II. Situation critique

de Dumouriez. — Son camp imposant devient détestable. — Plan de retraite. — Ordres et instructions. — III. Massenbach à Marcq. — Son entretien avec Duval. — Son retour à Landres. — IV. Retraite de l'armée française. — La hauteur d'Autry. — La division Chazot. — V. Panique de Montcheutin. — Suites funestes de la panique. — Nouvelles terreurs de l'armée à Dommartin-sous-Hans. — VI. Habileté de Dumouriez. — Proclamation aux gardes nationales de Châlons. — Marceau. — VII. Nouveau plan de résistance. — VIII. Le camp de Braux-Sainte-Cohière 125

CHAPITRE VII

LA JONCTION.

I. Beurnonville. — Les troupes du camp de Maulde. — Dampierre. — Belliard. — Les demoiselles Fernig. — II. Lenteurs de Beurnonville. — Sa retraite sur Châlons. — Il arrive enfin le 19 septembre. — III. Kellermann. — Ses lenteurs et ses incertitudes. — Lettres de Luckner, de Dumouriez, de Servan. — Marche de Kellermann sur Sainte-Menehould. — Double jonction 151

CHAPITRE VIII

SOMME-TOURBE.

I. Retards de Brunswick. — Épuisement de l'armée. — Les maladies. — La boulangerie. — II. Confiance imperturbable. — Un extrait du *Moniteur*. — Une éclaircie. — La fumée dans un tableau de guerre. — Incendie et pillage. — III. Plan de Brunswick. — Mouvements de l'armée. — L'avant-garde à Servon. — IV. Le rapport du lieutenant de Loucey. — Imprudence de Frédéric-Guillaume. — Le duc de Weimar, Heymann, Köhler. — Ordre de marcher à droite. — V. Massiges. — Départ précipité. — Les Maisons-de-Champagne. — Irritation dissimulée de Brunswick. — Pressentiments de Massenbach. — La Champagne pouilleuse. — Une nuit sans étoiles. — Campement. — Nouveaux incendies. — Coups de fusil 168

CHAPITRE IX

VALMY.

I. Valmy, l'Yvron, la Lune. — II. Kellermann à Dommartin-la-Planchette (19 septembre). — III. Marche de l'avant-garde de Hohenlohe. — Les premiers coups de canon. — Valence à la Lune. — IV. Embarras de Kellermann. — Encombrements. Le tertre de Valmy. — Dispositions habiles de Dumouriez. — V. Massenbach et Forstenbourg à la Lune. — Attaque de Chazot. — VI. Arrivée de l'armée prussienne sur le plateau. — Spectacle qu'offre l'armée française. — Il faut assaillir le moulin. — Hésitations de Brunswick et du roi. — VII. L'artillerie placée par Tempelhof. — Déploiement de l'armée prussienne. — En avant. — VIII. Vive la nation! — Enthousiasme des troupes. — Le *Ça ira*. — Le feu de l'artillerie française. — Témoignage du prince royal. — Les Prussiens font halte. — IX. Canonnade de plus en plus vive. — Gœthe et la fièvre du canon. — Bravoure du roi de Prusse. — Intrépidité de Kellermann et de ses lieutenants. — Dumouriez à la butte du moulin. — X. Explosion de caissons. — Instant très critique. — Massenbach et Brunswick. — Les Français remis de leur émoi. — Intensité de la canonnade. — Résolution de Brunswick. — Entretien avec Manstein et le roi. — Tentative d'embauchage. — XI. Stengel sur l'Yvron. — XII. Conversion à droite. — Fin de la canonnade. — Tardive arrivée de Clerfayt. — Orage. — Fatigue et consternation. — Un mot de Wolfradt. — Paroles de Gœthe et de Massenbach. — Entretien de Brunswick et de Caraman. — XIII. Kellermann à Dampierre. — XIV. La journée du 20 septembre, son importance et ses résultats. — XV. Motifs qui déterminèrent Brunswick à suspendre l'attaque. — Causes du succès des Français.................................. ... 182

CHAPITRE X

LES ISLETTES.

I. Dillon et ses lieutenants. — Les gentilshommes verriers.

— Les francs-tireurs de l'Argonne. — II. Les Austro-Hessois. — Les deux affaires du 17 et du 20 septembre. — Marceau. — Neuilly.. 250

CHAPITRE XI

L'ARMÉE DES PRINCES.

Illusions constantes des émigrés. — Projets de Breteuil, de Fersen, de Mercy, de Mallet du Pan. — Marche de la cavalerie des émigrés sur le Chesne-Populeux. — Vouziers. — Somme-Suippes. — Arrivée tardive de la petite armée sur le champ de bataille. — La « pétarade » de Valmy............ 258

VERSAILLES, IMPRIMERIE CERF ET FILS, RUE DUPLESSIS, 59.

